

SOPHIA

"Les pouvoirs en Suisse" une étude auprès des leaders d'opinion

Rapport réalisé par M.I.S. Lausanne

Institut pour l'étude des marchés et les sondages d'opinion

Marie-Hélène Miauton
Antoinette Reymond

1995

Table des matières

	page
PREAMBULE	1
1. DESCRIPTIF DE LA RECHERCHE	3
1.1. La méthodologie	3
1.2. L'échantillon	4
1.3. L'exploitation des données	8
2. LES FORCES EN PRESENCE	9
2.1. Qui a le pouvoir en Suisse ?	9
2.2. Le pouvoir, qui devrait l'avoir, qui en a trop, qui l'a perdu	16
2.2.1 Qu'est-ce qui a changé durant les 50 dernières années ?	17
2.2.2. L'équilibre des pouvoirs selon les leaders	22
2.2.3. Un gouffre entre l'idéal et la réalité	24
2.3. Qu'en pense la population ?	30
2.4. Perception globale du pouvoir	34
3. LE SYSTEME POLITIQUE SUISSE : LE MEILLEUR MOYENNANT DES REFORMES PROFONDES	38
3.1. Adhésion globale aux principes de base	38
3.1.1. La valeur des principes	38
3.1.2. Le fonctionnement de la démocratie	44
3.2. Nature des réformes souhaitables	49
3.3. Et le peuple dans tout cela ?	59
3.4. Etat d'esprit des leaders : confiance ou déprime ?	63
3.5. En résumé	71
4. LE CONSEIL FEDERAL ET LES CHAMBRES	75
4.1. Temps difficiles pour le Conseil fédéral - Mauvais travail pour le Chambres	75
4.2. Image du Conseil fédéral : division et inefficacité	80
4.3. Ils sont peu efficaces, mais ils ont des excuses	87
4.4. Les remèdes proposés	95

5.	LES PARTIS POLITIQUES	103
5.1.	Se restructurer pour survivre	103
5.2.	Chercher des leaders	108
5.3.	Les partis politiques, une image à construire	111
6.	L'EUROPE, UN ECLAIRAGE NOUVEAU	123
6.1.	Comment convaincre sans trop y croire ?	123
6.2.	Un avenir bouché	128
7.	UN AVENIR DEMI-TEINTE	130
7.1.	Les vœux	130
7.2.	La dure réalité - Bilan économique et social	140
7.2.1.	La hiérarchie des priorités	143
7.2.2.	L'évolution	149
7.2.3.	Quel avenir économique pour la Suisse ?	158
7.3.	Quelle confiance en l'avenir ?	160
7.4.	Groupes typologiques	164

PREAMBULE

En 1994, la première édition de l'étude SOPHIA avait permis de dresser le portrait des leaders suisses, portrait empreint de découragement. Les résultats ne laissaient pas présager que des solutions vigoureuses seraient prochainement apportées aux multiples problèmes qui se posent en Suisse : questions économiques bien sûr, mais également restructurations politiques, revendications régionales, etc.

L'an dernier toujours, les leaders avaient marqué un grand attachement aux principes qui régissent la politique suisse, mais ils avaient simultanément affirmé que la Suisse était pauvre en projets nationaux, qu'elle manquait d'audace, qu'elle perdait son âme.

Dès lors, nous avons consacré la deuxième édition de SOPHIA au thème "Les pouvoirs en Suisse". En effet, puisque les institutions sont jugées bonnes mais que la machine dysfonctionne, nous pouvions poser l'hypothèse d'un déséquilibre des forces en présence. Cette hypothèse est largement confirmée par SOPHIA 1995, au-delà même de toute attente.

En effet, depuis plusieurs années, mais avec une forte accélération récemment, les observateurs de la vie politique suisse ont pu constater :

- au niveau du pouvoir populaire, l'extraordinaire émergence des associations, d'autant mieux organisées et revendicatrices qu'elles reposent chacune sur un but unique, soit la défense de leurs intérêts individuels, en général présentés comme un dogme irréfutable*
- au niveau du pouvoir économique, l'activité des lobbies est telle qu'on entend parfois que nos Conseillers nationaux ou Conseillers aux Etats sont prioritairement les représentants d'un lobby ou d'un autre, plutôt que ceux des partis politiques qui les ont délégués à Berne*
- simultanément, la place toujours plus grande des médias, livrant chaque jour une information dont l'abondance même interdit aux lecteurs ou auditeurs l'accès à une synthèse utile pour comprendre et juger le monde qui est livré à leur curiosité quotidienne*

- enfin, dans cette société dominée par l'image et l'information, la voix des penseurs, des philosophes, des chercheurs, semble avoir toujours plus de mal à passer. Quant à la culture, elle oscille entre une marginalité extrême et le confort d'un subventionnement arrosoir.

Dès lors, l'équilibre souhaitable entre les pouvoirs est-il toujours effectif ? En Suisse, le premier pouvoir est celui du peuple qui élit, puis qui sanctionne les travaux du législatif grâce au référendum, ou qui soumet de la matière nouvelle grâce à l'initiative. Mais n'est-ce pas lui qui, par ses interventions permanentes empêche tout exercice cohérent du pouvoir politique ? L'an dernier, une importante minorité de leaders mettaient en cause dans SOPHIA le système de consensus et l'usage pléthorique des droits populaires. C'était là un signe infaillible de la nature des interrogations que se posent nos leaders à l'égard du fonctionnement des institutions suisses.

Un peu plus d'un an après la première prise d'information, les leaders interrogés par SOPHIA se montrent d'une extrême cohérence, et donnent une image des pouvoirs en Suisse qui explique sans équivoque la nature des dysfonctionnements.

Ont été interrogés, comme la première fois, des leaders provenant des milieux politiques, du monde économique, de la recherche, de la culture ... Si des différences apparaissent dans l'ampleur des perceptions, la nature du regard posé sur les pouvoirs en Suisse est similaire dans tous les sous-groupes.

Conscients de l'importance d'une telle étude pour mesurer les tendances et pour poser les diagnostics, un grand nombre de leaders ont répondu à notre questionnaire avec précision et engagement. Nous les en remercions sincèrement.

Marie-Hélène Miauton
Février 1995

1. DESCRIPTIF DE LA RECHERCHE

1.1. LA METHODOLOGIE

Avant de rédiger le questionnaire qui serait envoyé aux leaders de SOPHIA, nous avons préalablement cherché à déterminer les grandes lignes du débat sur les pouvoirs en Suisse. Une **phase exploratoire** a été mise en place, sous forme de six groupes de discussion, réunissant chacun une dizaine de leaders. Chaque groupe rassemblait des personnalités provenant de mondes contrastés, soit :

- le monde politique (élus du peuple)
- le monde économique (chefs d'entreprises ou en charge d'un poste à responsabilité)
- le monde administratif (hauts fonctionnaires)

et cela, respectivement en Suisse romande et en Suisse alémanique.

Les enseignements tirés de ces discussions de plusieurs heures, animées par nos psychologues et sociologues, analysées ensuite en détail pour trouver les points de convergence et de divergence, ont permis de structurer le questionnaire envoyé aux leaders de notre fichier.

Ce questionnaire, essentiellement composé de questions codifiées comportait cependant de larges plages pour s'exprimer spontanément sur les thèmes abordés. Il est joint à ce dossier.

Les leaders ont consacré un temps considérable à le remplir, d'autant qu'ils l'ont très souvent annoté. C'est ainsi que nous pourrions les citer tout au long de ce dossier pour nuancer les résultats volontairement quantitatifs de cette étude.

Bien entendu, aucune recherche de ce type ne saurait être exhaustive : quelques résultats ici et là appelleraient d'autres questions encore. C'est d'ailleurs pour cela que SOPHIA a été conçue comme une étude régulière, les résultats d'une année permettant d'éclairer les questions soulevées l'année précédente. Il s'agit bien d'une recherche vouée à s'enrichir et se compléter avec le temps. Nous prions donc ceux qui auront trouvé le questionnaire trop étroitement conçu de bien vouloir nous excuser des limites inévitables de cet outil.

1.2. L'ECHANTILLON

Comme l'an dernier, SOPHIA s'est attachée à consulter une cible très étroite, que nous avons définie comme étant les leaders d'opinion. Nous répétons que, selon notre conception, les leaders d'opinion n'ont ni sexe ni âge particulier; ils appartiennent à des formations ou des métiers très différenciés; ils relèvent de n'importe quelle tendance politique, mais ...

ils sont engagés dans une réflexion sur le présent et l'avenir de la Suisse, et se sentent responsables de l'émission ou de la transmission d'un message, de quelque nature qu'il soit.

En l'absence de toute référence statistique sur la population suisse des leaders pour dessiner l'univers de notre étude, nous nous sommes contentés cette année d'obtenir un échantillon strictement comparable à celui de l'an dernier. C'était indispensable pour comparer les résultats obtenus à des questions similaires, et pour fournir à SOPHIA un cadre méthodologique permanent.

L'échantillon consulté représente les mondes de :

- l'économie, l'entreprise
- les syndicats
- l'administration et les associations
- l'éducation et l'information
- la réflexion universitaire et scientifique
- la religion, la réflexion éthique
- l'art et la culture
- la politique active

Comme l'an dernier, et de façon systématique, nous avons omis de consulter les gens des médias bien qu'ils appartiennent, SOPHIA 95 le démontre, aux leaders les plus influents de ce pays.

Les participants ont été détectés grâce à une démarche documentaire lourde et minutieuse : il fallait d'une part que leur fonction soit représentative, mais aussi qu'ils se soient exprimés récemment, d'une façon ou d'une autre, et avec un écho certain.

Dès lors, nous n'avons pas interrogé exactement les mêmes leaders que l'an dernier : une partie de l'échantillon a été renouvelée afin de faire place à de nouvelles personnalités ayant pris récemment des positions publiques. C'est ainsi que ...

- nous avons envoyé 737 questionnaires
- et en avons reçu 241 en retour
- auxquels on peut ajouter 6 reçus très en retard, après que l'analyse statistique eut été menée. Ils nous ont toutefois servi à enrichir notre réflexion sans faire partie intégrante de l'échantillon. Ce taux de retour de 34% (l'an dernier 36%) montre bien l'intérêt de la recherche pour bon nombre de leaders, d'autant que le questionnaire nécessitait au moins deux heures de travail pour être rempli in extenso.

Compte tenu de notre volonté d'observer de façon fiable les Alémaniques et les Latins, nous avons envoyé autant de questionnaires des deux langues et en avons reçu en retour un taux à peu près équivalent. Cependant, pour rétablir dans les résultats l'équilibre démographique de la Suisse, nous avons pondéré les deux sous-groupes pour leur redonner leur poids démographique réel. Cette pratique est courante lorsqu'il s'agit de minimiser les marges d'erreur des sous-échantillons à observer. Bien entendu, nous avons posé l'hypothèse (difficile à vérifier) que le nombre des leaders dans les deux régions était proportionnel à la population.

Nous avons obtenu un échantillon structuré de la façon suivante :

	Base : 241 leaders (100%)	
<i>Selon le sexe :</i>		
- hommes	223	93%
- femmes	18	7%
<i>Selon l'âge :</i>		
- moins de 40 ans	21	9%
- de 40 à 54 ans	110	46%
- plus de 54 ans	110	45%
<i>Selon la région:</i>		
- Suisse romande et Tessin	85	35%
- Suisse alémanique	156	65%
<i>Selon la tendance politique :</i>		
- droite	96	40%
- centre / sans appartenance définie	49	20%
- gauche	89	37%
- refus/inclassable	7	3%
<i>Selon la formation:</i>		
- secondaire ou professionnelle	38	16%
- supérieure	203	84%
<i>Selon le secteur d'activité :</i>		
- économie, entreprise	47	20%
- syndicats	7	3%
- administration	28	12%
- réflexion universitaire	28	12%
- éducation, formation	27	11%
- santé	9	4%
- justice, police, armée	12	5%
- art et culture	24	10%
- organisations	19	8%
- politique active	40	17%
	Base : 71 personnes ayant un mandat	
<i>Selon le mandat politique :</i>		
- communal	13	18%
- cantonal	22	31%
- fédéral	26	37%
- autre type de mandat	10	14%

Contrairement à l'an dernier, les milieux de l'art et de la culture ont bien participé, le thème de la recherche les touchant sans doute plus directement. Pour le reste des autres secteurs d'activité, la structure de l'échantillon est restée similaire à celle de l'an dernier. Malheureusement, les femmes continuent d'être peu nombreuses, mais leur présence dans l'échantillon est proportionnelle à celle qu'elles ont réellement dans la société suisse qui s'exprime.

*

*

*

Par ailleurs, comme l'an dernier, nous avons pris soin d'interroger parallèlement un échantillon représentatif de la population, mais en sélectionnant quelques questions seulement vouées à être comparées aux réponses des leaders. Dans de nombreux cas, cette confrontation est passionnante et elle permet de tirer des enseignements particulièrement importants sur le climat de la Suisse d'aujourd'hui.

Cet échantillon de la population était formé de 600 personnes âgées de 18 à 74 ans, réparties par moitié entre la Suisse romande et la Suisse alémanique. Là encore, les résultats ont été pondérés.

1.3. L'EXPLOITATION DES DONNEES

La masse des questionnaires qui nous ont été retournés a été traitée pour en tirer des informations consolidées et des analyses numériques :

- **croisement** systématique de toutes les variables, qu'elles soient descriptives ou explicatives
- **anamnèse** des remarques spontanées, question par question, et codification des tendances principales
- **analyses statistiques multi-variées**, pour rechercher les typologies ou les segmentations qui structurent l'univers observé, facilitant la synthèse des résultats et la juste perception des groupes en présence

Dans ce rapport, seules les informations les plus importantes sont mentionnées, au détriment d'une masse de détails, de nuances, d'hypothèses volontairement omis pour garder à ce document des proportions raisonnables et pour ne pas nuire au caractère synthétique que nous voulions lui donner.

Notre institut se tient à disposition de chacun pour approfondir tel ou tel chapitre, ou pour livrer des résultats plus fins. C'est un des buts premiers de SOPHIA que d'être interactif.

2. LES FORCES EN PRESENCE

Avant de focaliser l'attention des leaders interrogés sur tel ou tel pouvoir que nous désirions analyser, il s'agissait de savoir quelles étaient les différentes forces qui se répartissent le pouvoir en Suisse, par qui le pays est dirigé : c'est le thème de ce premier chapitre de SOPHIA.

Dans le contexte de la première moitié des années nonantes, où les principales préoccupations sont l'état économique du pays, la question des finances publiques et les choix cruciaux concernant la place de la Suisse dans l'Europe, la Suisse correspond-elle encore au profil idéal d'une démocratie ? Les différents pouvoirs parviennent-ils à se côtoyer harmonieusement en exerçant les uns sur les autres un contre-poids garant de l'équilibre général du système, sans que cet équilibre soit statique mais au contraire évolutif en fonction des modifications de l'environnement national et international ?

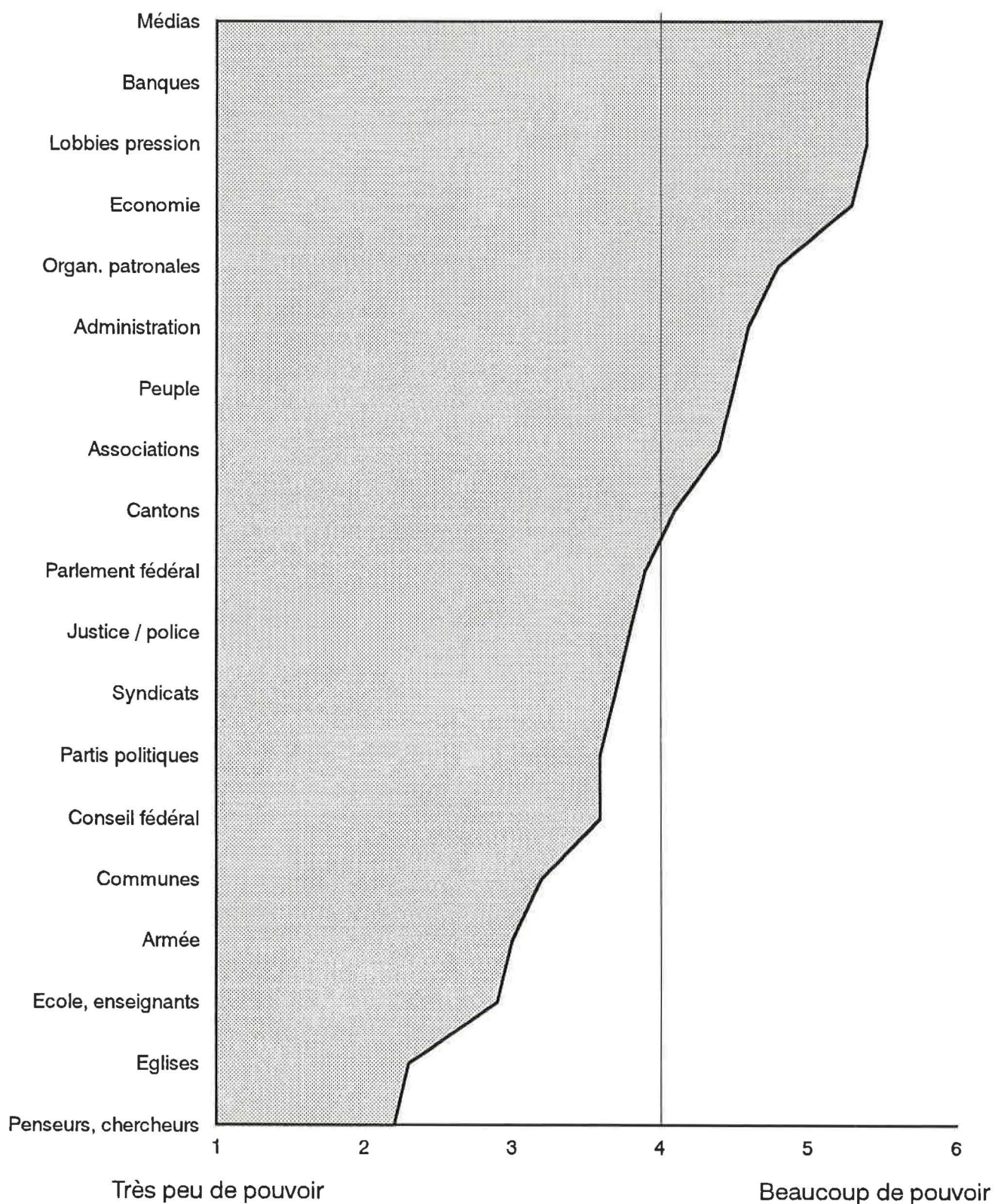
2.1. QUI A LE POUVOIR EN SUISSE

"Voici une liste d'instances qui revendiquent ou détiennent un certain pouvoir en Suisse. Pouvez-vous nous indiquer pour chacune quelle est l'importance du pouvoir qu'elle exerce effectivement en Suisse aujourd'hui ?"

Les leaders interrogés se sont prononcés en attribuant à chacune des instances énumérées une "note" de 1 à 7, selon l'importance du pouvoir qu'ils lui attribuent.

Qui a le pouvoir en Suisse ?

(Base : 241 leaders en Suisse)



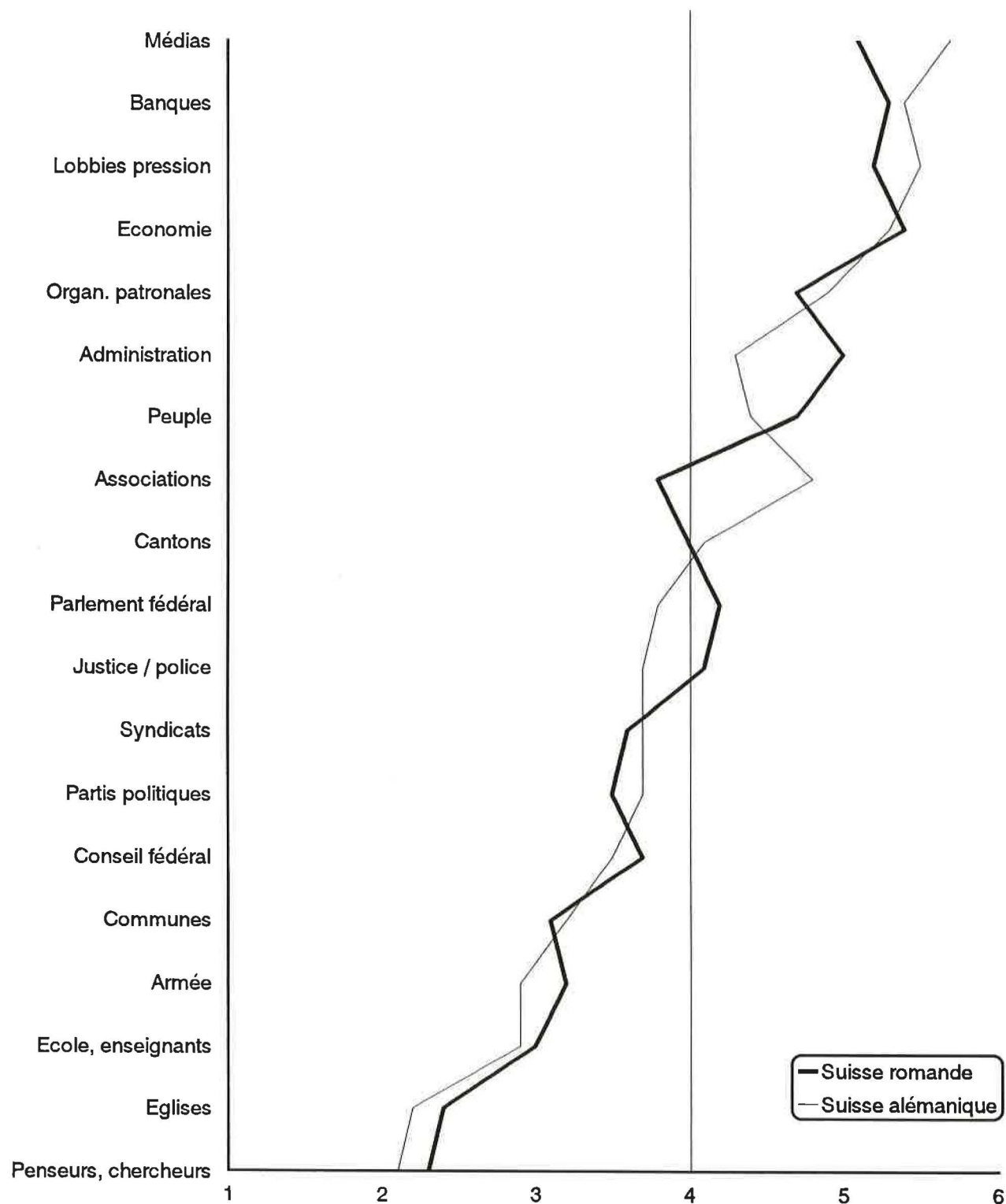
- On constate d'emblée que les médias s'imposent fortement, dépassant très largement la moyenne des autres instances. D'après les leaders, le quatrième pouvoir prédomine en Suisse sur les 3 pouvoirs légitimes, l'exécutif, le législatif et le judiciaire. On verra plus tard une forte attente des leaders pour que le pouvoir de l'information revienne à une plus juste place, c'est-à-dire celle qu'elle avait par le passé. Le poids des médias est ressenti davantage encore en Suisse alémanique que chez les Latins.
- Autant que les médias, les forces économiques apparaissent comme majeures qu'il s'agisse de l'économie dans son ensemble ou du pouvoir financier des banques, ainsi que celui des lobbies et groupes de pression. Les organisations patronales font partie de cette catégorie de pouvoir dominant, alors que les syndicats obtiennent une note inférieure à la moyenne.
- Toujours dans le registre dominant, mais sans déséquilibre notable, la force du peuple et des associations d'intérêts apparaît dans le 3e groupe des pouvoirs en Suisse, après les médias et l'économie. Il semble donc que le peuple "souverain" ne le soit plus vraiment, dominé qu'il est par la puissance nouvelle de l'information et de l'économie.
- Au même niveau que le peuple et les associations d'intérêt, on voit poindre le pouvoir de l'administration, que certains de nos leaders n'hésitent pas à qualifier de "pouvoir bureaucratique". Il est assez étonnant de constater que, dans un système politique où l'administration est soumise au pouvoir fédéral, cantonal ou communal, elle a pris aujourd'hui le pas sur ses mandants et parvient à détenir un pouvoir plus grand. Dans le système suisse tel qu'il est vécu actuellement, les leaders de SOPHIA placent donc "les membres" avant "la tête". Cette situation peut étonner, mais correspond à des modèles passés où grâce à la pérennité des instances administratives, le pouvoir des commis de l'Etat dépassait en réalité celui de bien des monarques.

- Très intéressante aussi la place respective du pouvoir fédéral, cantonal et communal. En effet, ce sont les cantons qui détiennent aux yeux des leaders le plus de pouvoir en Suisse, alors que le Conseil fédéral et le Parlement sont légèrement en retrait, et que les communes sont plus nettement encore au-dessous de la moyenne. Dès lors, on admet que la Suisse continue à vivre dans un système fédéraliste bien compris, où les Etats disposent d'un pouvoir supérieur à celui de la Confédération, mais où il apparaît que les communes, pouvoir de proximité avec le citoyen, sont plus démunies qu'elles ne devraient l'être. On verra toutefois que parmi les leaders de gauche, ce pouvoir des cantons devrait être réduit au profit de la Confédération, dans la logique centralisatrice de la pensée de gauche. Corollairement, la droite souhaite au contraire un retour du pouvoir aux cantons et aux communes, tout en déplorant pourtant que le Conseil fédéral et le parlement en manquent aujourd'hui cruellement. Ainsi, la gauche comme la droite souhaitent un renforcement du pouvoir fédéral, mais à gauche c'est au détriment des cantons alors qu'à droite c'est parallèlement au pouvoir cantonal et communal.
- Le pouvoir judiciaire se situe à peu près au même niveau que le pouvoir exécutif et législatif, soit légèrement au-dessous de la moyenne. Ainsi, les trois pouvoirs légitimes se comportent de la même façon, maintenant l'équilibre entre eux, mais perdant globalement de leur influence naturelle.
- L'armée n'a plus en Suisse le pouvoir qui était le sien auparavant. Toutes tendances politiques confondues, et indépendamment de l'âge du leader consulté, c'est chez elle qu'on enregistre la plus grande perte de pouvoir. Bien évidemment, nos leaders se réfèrent au passé récent de l'immédiat après-guerre où l'armée tenait un rôle déterminant dans le contexte de la longue période dite de guerre froide. La réduction massive des dépenses allouées à la défense nationale depuis quelques années entérine aussi ce jugement consensuel.
- Les partis politiques occupent une place similaire à celle du pouvoir exécutif et législatif, ce qui reflète bien la parfaite logique des leaders interrogés. On verra plus tard, dans le chapitre qui leur est consacré, quels sont les jugements et les attentes des leaders à leur égard.
- Enfin, tout en queue de peloton, on trouve en bloc l'école et l'enseignement, les penseurs et les chercheurs, ainsi que le pouvoir spirituel de l'église.

Qui a le pouvoir en Suisse ?

(Base : 241 leaders en Suisse)

Selon la région linguistique



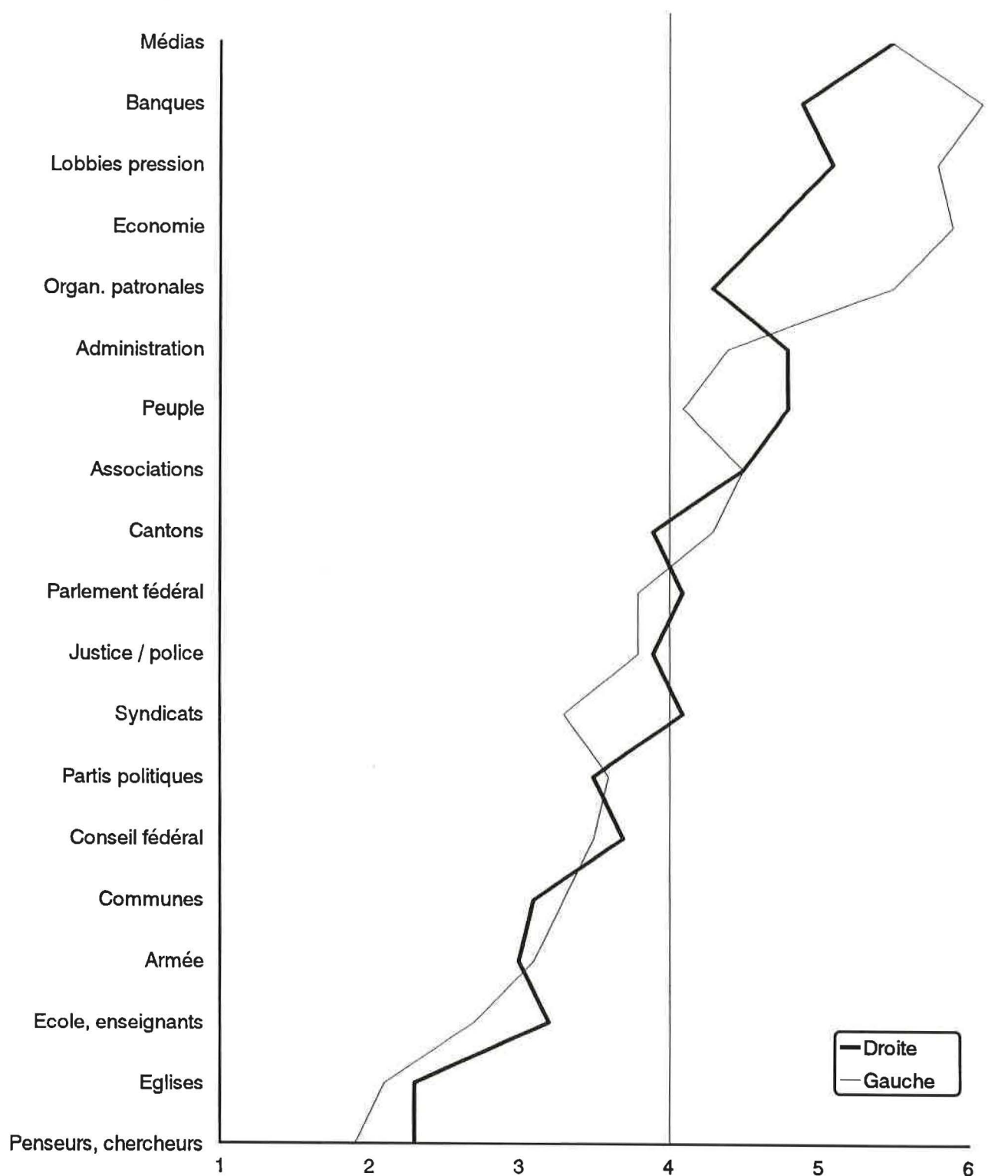
Très peu de pouvoir

Beaucoup de pouvoir

Qui a le pouvoir en Suisse ?

(Base : 241 leaders en Suisse)

Selon la tendance politique



Très peu de pouvoir

Beaucoup de pouvoir

En résumé :

La hiérarchie des pouvoirs, telle qu'elle est dessinée par les leaders de SOPHIA, voit en tête les médias et l'économie, suivis du peuple et de l'administration, bien avant les structures politiques législatives et exécutives, alors même que la pensée et la réflexion n'apparaissent qu'en tout dernier.

Ainsi, un certain déséquilibre s'est installé en Suisse au détriment des pouvoirs légitimes. Le pouvoir économique a pris le pas sur le pouvoir politique, l'information supplante la réflexion, l'influence des médias domine de la tête et du corps celle de la pensée dite autrefois "intellectuelle".

L'ensemble de ces réponses, traité de manière un peu caricaturale, reviendrait à déduire qu'en Suisse aujourd'hui l'intérêt particulier l'a emporté sur l'intérêt général, l'économique sur le politique, le matériel sur le spirituel, et l'information sur la réflexion. C'est à se demander si, dans l'esprit des leaders, le pouvoir des médias et celui de l'économie ne se confondent finalement pas.

2.2. LE POUVOIR, QUI DEVRAIT L'AVOIR, QUI EN A TROP, QUI L'A PERDU ?

"Pour chacune des instances qui revendiquent ou détiennent un certain pouvoir en Suisse, pouvez-vous indiquer :

- l'importance qu'elle détenait dans un passé récent (années 50)*
- l'importance qu'elle devrait idéalement détenir à votre avis"*

C'est ainsi que, après avoir indiqué le pouvoir respectif des différentes instances en Suisse, les leaders ont établi le bilan des gains et des pertes depuis une cinquantaine d'années, et ont dessiné le profil idéal représentant l'équilibre des pouvoirs à leurs yeux.

Tout d'abord, les personnalités consultées estiment que le passé offrait un meilleur équilibre des forces : le pouvoir politique s'imposait davantage face aux pouvoirs économiques, face à l'administration et surtout face aux médias. C'est pourquoi, les souhaits vont dans le sens d'un certain retour à la situation antérieure.

2.2.1. Qu'est-ce qui a changé durant les 50 dernières années ?

Priés de s'exprimer d'abord **spontanément** sur ce sujet, les leaders ont immédiatement parlé d'un affaiblissement des pouvoirs politiques par rapport aux pouvoirs de l'économie, des médias et de l'administration, ce qui explique les résultats très contrastés enregistrés au chapitre précédent.

En revanche, d'autres notions apparaissent qui donnent un contenu qualitatif au phénomène actuellement vécu :

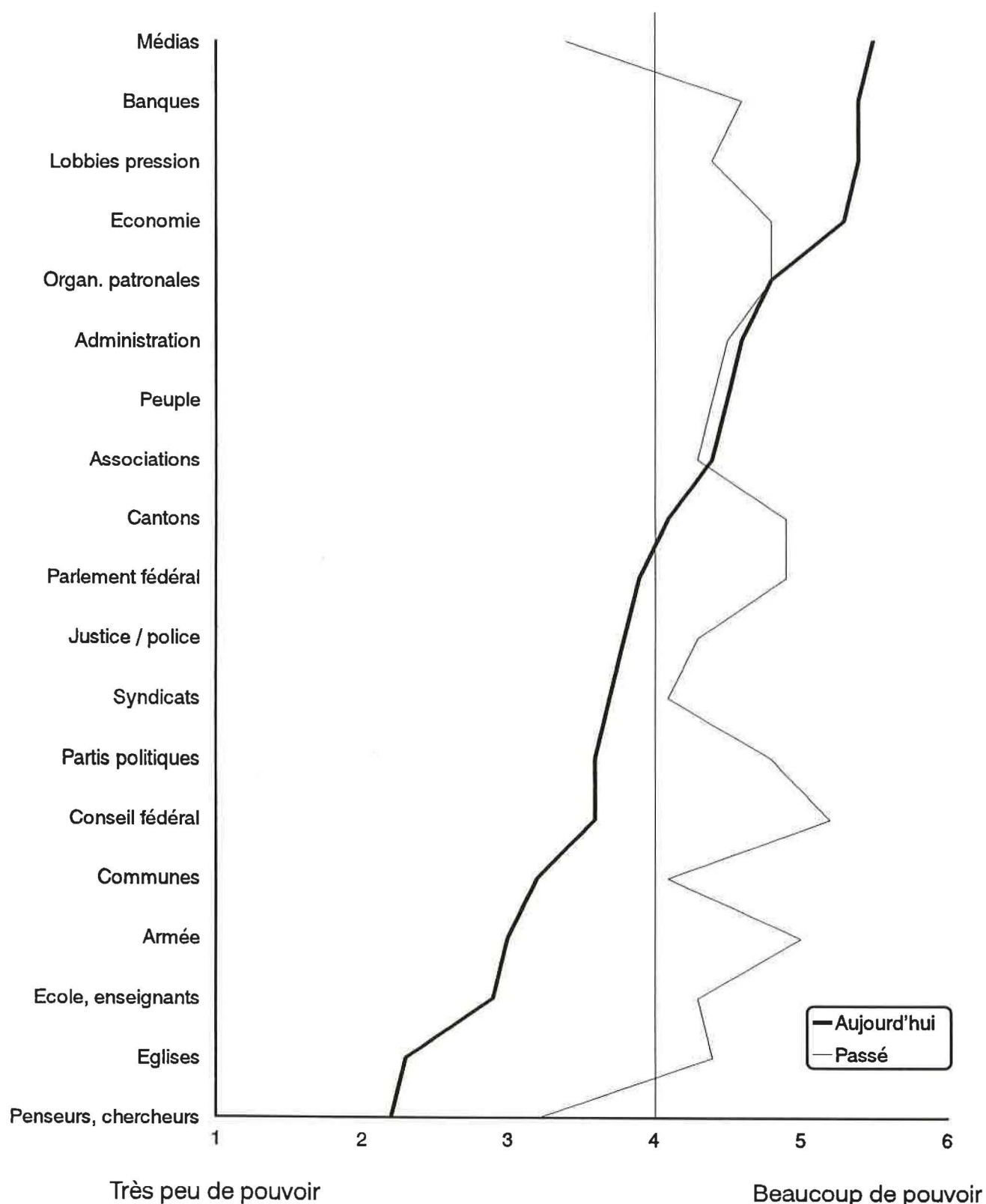
- tout d'abord, les leaders déplorent que le sens de l'intérêt général se soit amoindri, au profit d'un individualisme généralisé (28%)
- mais par ailleurs, ils constatent que les problèmes sont devenus plus complexes, demandant une vision plus claire au niveau des politiques pratiquées. Sans cette vision, on assiste à une perte de crédibilité des politiciens et des partis qui montrent leur incapacité à gérer le changement
- alors même que la complexité des problèmes s'accroît, la perte de pouvoir de la pensée et des philosophes empêche toute vision globale et prospective
- la multiplicité des forces en présence provoque aussi une certaine opacité du pouvoir, et permet par ailleurs que les droits populaires soient abusivement exploités par des lobbies et associations diverses
- enfin, mentions plus éparses mais fort intéressantes, ils notent un excès de la centralisation et de l'interventionnisme au niveau de l'Etat, ainsi qu'une modification de la politique étrangère portant ses effets sur les questions de sécurité et de défense nationale

On notera l'absence de référence à la précarité de la période économique, preuve que la crise politique n'est pas directement corrélée à la crise économique, et n'en est en tout cas pas la conséquence, quand bien même l'une et l'autre renforcent finalement la déstabilisation du système suisse.

Au-delà de ces réponses spontanées, les leaders interrogés notent que l'équilibre des pouvoirs s'est considérablement modifié depuis 50 ans. Trois groupes se dessinent, celui des forces restées stables, celui des forces qui ont gagné du pouvoir et celui des forces qui en ont perdu. C'est ce qu'indique le graphique de la page suivante.

Evolution de l'équilibre des pouvoirs

(Base : 241 leaders en Suisse)



Les forces qui n'ont pas changé

- il s'agit du **peuple et des associations**, le souverain étant cependant dans le passé moins dominé qu'aujourd'hui par d'autres pouvoirs, et donc meilleur garant de l'équilibre du système politique dans son entier

"Par le biais des médias centrés sur l'audimat et l'action des lobbies économiques, l'opinion est l'objet de messages intéressés n'ayant rien à voir avec l'augmentation de la compétence civique."

- en toute logique, les **administrations** n'ont pas perdu ou gagné de pouvoir, leur statut étant de perdurer dans leurs fonctions, quels que soient les aléas de l'environnement politique qu'elles servent
- les **organisations patronales**, malgré l'évolution du pouvoir économique, n'ont pas acquis un pouvoir plus grand, le déséquilibre venant plutôt du fait que les syndicats en ont perdu

Les pouvoirs qui se sont effacés

- il s'agit en premier lieu de **tous les pouvoirs politiques**, quel que soit le niveau où ils se situent : Confédération, cantons ou communes, et qu'ils soient législatifs ou exécutifs. Dans la foulée, les partis politiques suivent le même trend

"Notre législatif est paralysé par la peur du référendum".

- autre grand perdant, **l'armée**, ainsi que le pouvoir judiciaire et la police mais dans une bien moindre mesure

- enfin, comme nous le relevions plus haut, le pouvoir de la **pensée et le pouvoir spirituel** surtout ont considérablement perdu de leur influence

"Unser tägliches Leben wird beherrscht durch die "3B": Begehrlichkeit, Bequemlichkeit, Bedenkenlosigkeit. Dieses wird verstärkt durch die mediale Schwemme von Kitsch und Geschmacklosigkeiten".

Les pouvoirs qui se sont imposés

- quand bien même il était fort auparavant, le pouvoir des lobbies et des milieux bancaires s'est encore accru, tendant à une prédominance exagérée.
- quant aux médias, ils passent d'un pouvoir très médiocre auparavant (largement au-dessous de la moyenne, mais au même niveau que les penseurs et chercheurs, ce qui semblait de bon augure) à cette omnipotence que les leaders leur ont attribuée plus haut

Dès lors, les leaders considèrent que l'évolution des pouvoirs a été extrêmement marquée en Suisse depuis 50 ans, ce qui expliquera plus loin la crise politique ressentie et la nécessité affirmée d'un rééquilibrage des forces, accompagné de modifications profondes au niveau du système lui-même.

2.2.2. L'équilibre des pouvoirs selon les leaders

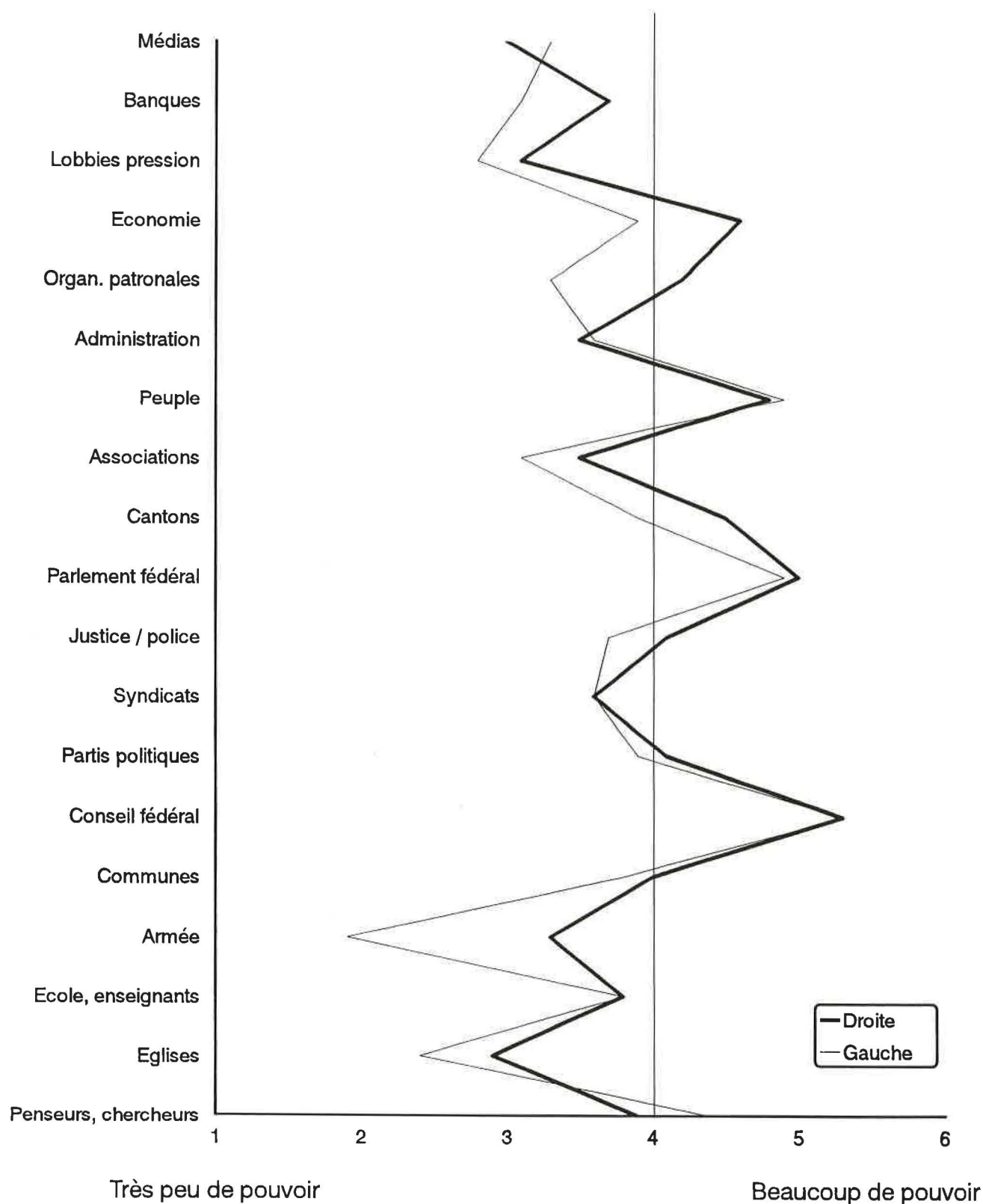
Il est particulièrement intéressant de constater sur le graphique de la page suivante que la vision de l'équilibre des pouvoirs n'est pas très différente, que l'on appartienne à la droite politique ou à la gauche. Contrairement à ce que l'on aurait pu attendre, les hiérarchies ne sont que très rarement inversées, et un certain consensus apparaît pour la plupart des instances prises en compte. Dès lors, nous nous contenterons de relever les principaux points de divergence :

- le pouvoir de l'armée se situe nettement au-dessous de la moyenne pour les leaders de droite, mais il est relégué au dernier rang, loin derrière tous les autres pour les personnalités de gauche
- un écart beaucoup moins important existe au niveau de l'économie et des organisations patronales que la gauche désire moins influentes que la droite. Pourtant, tous se mettent d'accord pour n'attribuer aux banques, ainsi qu'aux lobbies et groupes de pression qu'une importance nettement au-dessous de la moyenne
- si la droite et la gauche s'accordent à penser que les syndicats de travailleurs ont un certain pouvoir, elles divergent cependant sur celui des organisations patronales qui sont légèrement en retrait des syndicats pour la gauche et légèrement en avant pour la droite
- enfin, comme nous le relevions plus haut, si la droite et la gauche s'accordent exactement sur le pouvoir du Conseil fédéral et du parlement, la droite désire plus de pouvoir au niveau des cantons et des communes.

L'équilibre des pouvoirs selon les leaders

(Base : 241 leaders en Suisse)

Selon la tendance politique



2.2.3. Un gouffre entre l'idéal et la réalité

La distance est vraiment énorme entre l'équilibre des pouvoirs souhaités par les leaders et la réalité telle qu'ils l'enregistrent aujourd'hui.

Les pouvoirs qui sont bien à leur place :

- à peu de choses près, **le peuple** joue le rôle désirable dans la politique suisse, exactement à sa place pour les leaders de droite et malheureusement pas assez écouté pour les leaders de gauche
- en revanche, **les associations d'intérêt** ont un pouvoir beaucoup trop grand, et les leaders marquent ainsi leur désir d'un peuple souverain mais pas dominé par des groupements d'intérêts individuels. Ce résultat montre bien que l'abus des droits populaires qui sera souvent relevé plus tard dans cette étude ne provient pas du peuple lui-même, mais d'associations qui le pervertissent
- **l'armée** dont on a vu qu'elle avait grandement perdu de l'importance, devrait encore en perdre un peu mais ce jugement n'appartient qu'aux leaders de gauche. A noter cependant, que tous affirment qu'elle en avait trop par le passé.
- **la justice et la police** tiennent en Suisse aujourd'hui exactement leur place et on ne les désire pas plus fortes ni plus modestes
- **le pouvoir des cantons** est aujourd'hui bien à sa place. On le désire nettement inférieur au pouvoir de la Confédération et légèrement supérieur à celui des communes. Ce n'est pas la situation actuelle puisque la Confédération devrait avoir beaucoup plus de pouvoirs, et les communes un peu plus aussi, affirment les leaders.

Les pouvoirs à renforcer :

- ce sont bien entendu **tous les pouvoirs politiques**, au niveau du Conseil fédéral et du parlement, mais également celui des partis politiques eux-mêmes

"Actuellement, le pouvoir politique est dilué, grégaire, et fonctionne par présomption naturelle."

- seule autre instance que l'on désire voir s'imposer plus fortement, **les penseurs et les chercheurs** dont la place dans la Cité est jugée résolument inadéquate. On peut y adjoindre dans une certaine mesure le pouvoir spirituel, qui s'est trop éloigné de sa place idéale mais qui doit toutefois demeurer assez minime dans l'esprit des leaders. Dans le même ordre d'esprit, les enseignants et l'école devraient considérablement gagner en influence

Les pouvoirs usurpés :

- il s'agit bien entendu des **médias** dont la place dans l'ordre des souhaits est relativement restreinte

"Le pouvoir n'est légitime que s'il est partagé et révocable, ce qui n'est pas le cas pour les médias."

- et celle de **l'économie**, mais en particulier les banques et les groupes de pression, ainsi que les associations patronales

"Le système du - qui paie commande - marche en plein!"

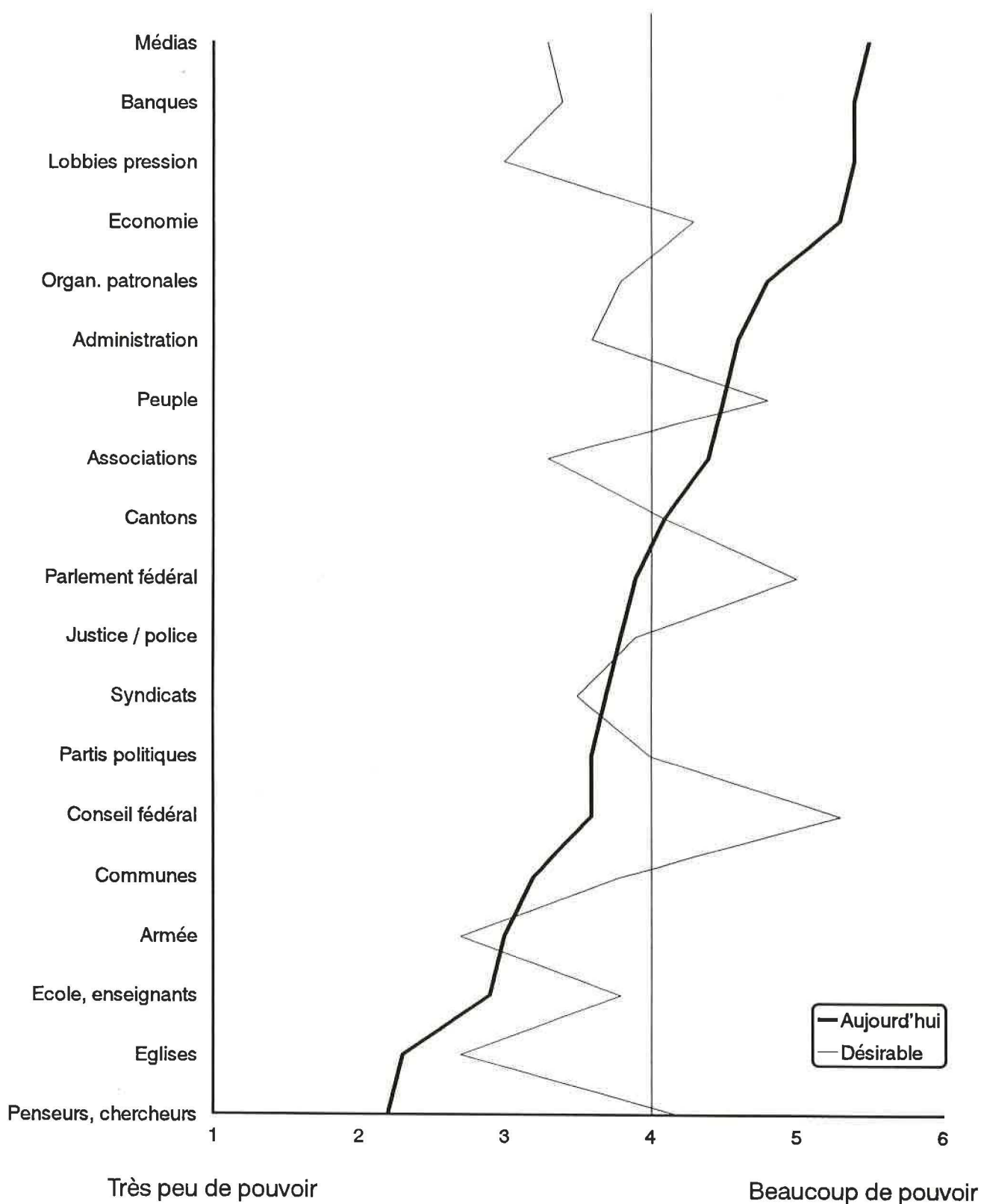
En résumé :

De ce chapitre sur l'équilibre des pouvoirs, il résulte un fort désir des personnalités interrogées :

- qui veulent un pouvoir politique plus fort, partageant avec le peuple le rôle primordial de diriger le pays, pouvoir qui s'appuyerait équitablement sur la force de la pensée et sur le pouvoir économique. Les leaders font donc preuve de pragmatisme en admettant que le matériel et le spirituel sont également nécessaires à une prospérité durable du pays, et à son équilibre social.
- et qui exigent que l'opinion publique ne soit manipulée ni par les médias, ni par les associations d'intérêts qui tendent à pervertir la démocratie, la démocratie directe en particulier, dont on verra plus tard qu'elle devient facteur de blocage dans les conditions actuelles du partage des pouvoirs.

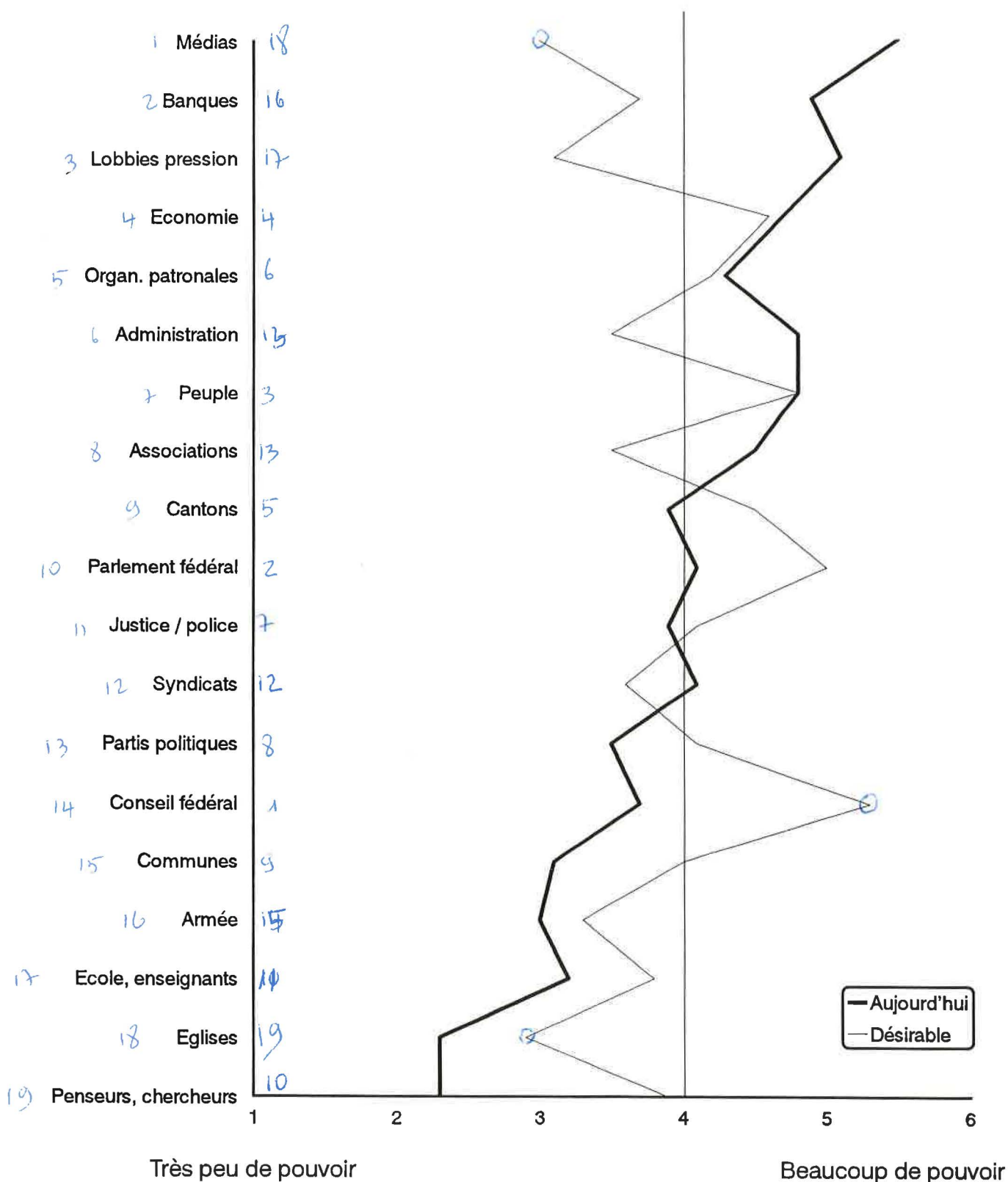
Le pouvoir : qui en a trop, qui n'en a pas assez ?

(Base : 241 leaders en Suisse)



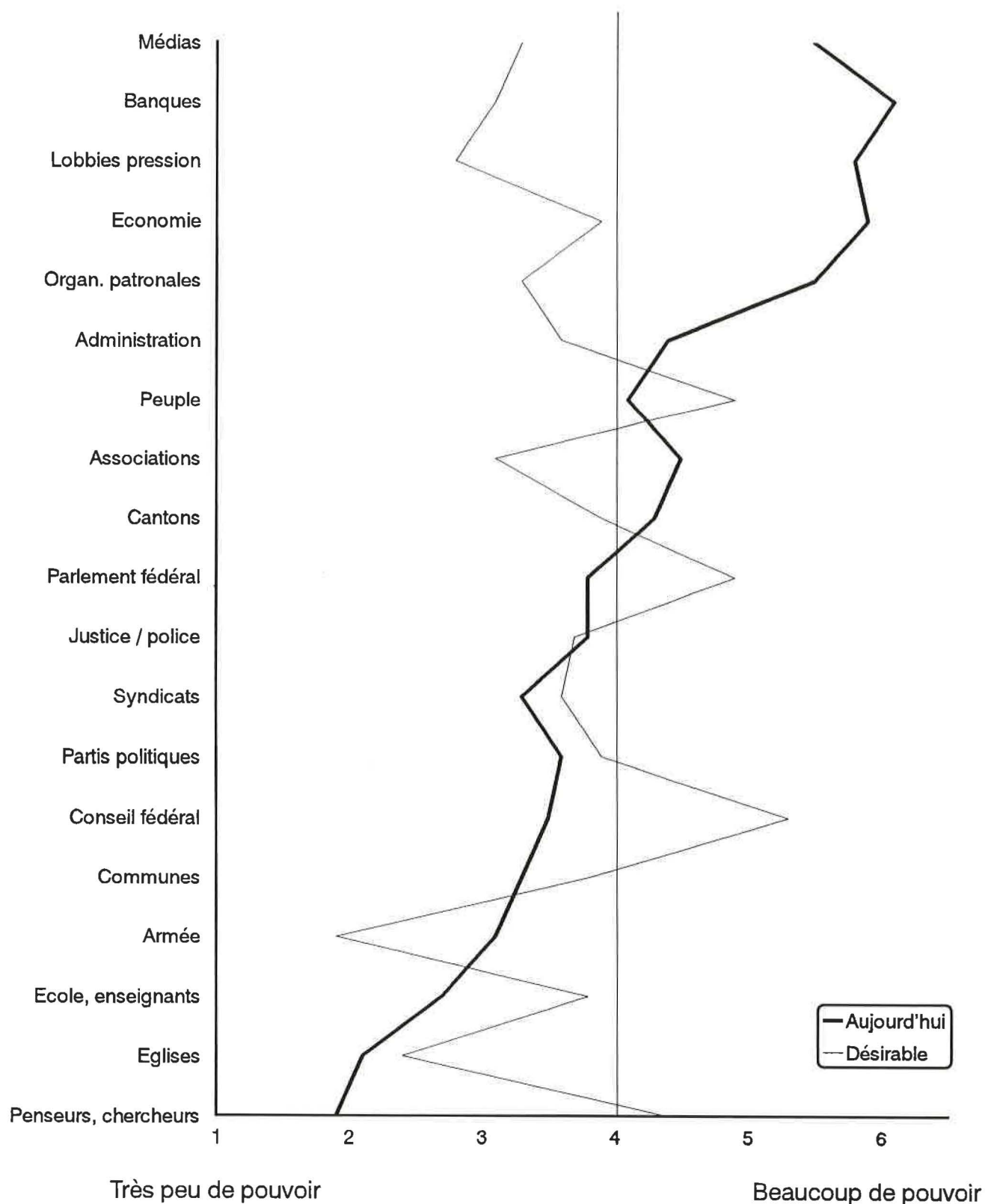
Le pouvoir : qui en a trop, qui n'en a pas assez ?

Vus par 96 leaders de droite



Le pouvoir : qui en a trop, qui n'en a pas assez ?

Vus par 89 leaders de gauche



2.3. QU'EN PENSE LA POPULATION

Il n'était pas possible d'interroger la population sur la base d'un questionnaire aussi long que celui qui a été proposé aux leaders. En revanche, nous avons tenté de savoir qu'elle était la perception des pouvoirs en Suisse chez les citoyens :

"Les pouvoirs sont répartis entre différentes instances. Je vais vous en citer quelques unes et vous me direz si elle a plutôt trop de pouvoir en Suisse actuellement, pas assez de pouvoir ou juste ce qu'il faut ?"

On ne trouve aucune contradiction entre les perceptions des leaders et celles de la population :

- le pouvoir **de la pensée, de la réflexion**, est jugé tout aussi réduit par la population que par les leaders, puisque une personne sur deux estime que ce pouvoir est insuffisant : la Suisse romande et les personnalités de gauche y sont particulièrement sensibles
- **le peuple** n'a pas assez de pouvoir aux yeux des milieux les moins politisés, c'est-à-dire les femmes et les personnes se jouant apolitiques (il y a souvent corrélation). Les Romands sont également de cet avis, sans doute à cause des diverses votations où ils se sont trouvés minorisés ... ou par le simple fait que le Gouvernement est à Berne.
- **le Conseil fédéral** manque aussi de pouvoir, ce que pensent en particulier les hommes, ainsi que les Alémaniques et les personnes situées à gauche de l'échiquier politique.

Si ces trois instances manquent de pouvoir politique, trois autres en ont nettement trop. Il s'agit ...

- du **monde économique** en général, excès de pouvoir particulièrement relevé par la gauche et les Romands, comme c'était déjà le cas chez les leaders
- les **médias** sont nettement trop puissants aux yeux de la population, quels que soit le sexe, l'âge ou l'appartenance politique du répondant. Tout comme chez les leaders, on constate que les Alémaniques sont plus particulièrement sensibles à ce pouvoir que les Romands
- enfin, le pouvoir des **banques** domine tous les autres, surtout aux yeux de la population de gauche. Par banque, il faut ici comprendre l'ensemble du pouvoir de l'argent, ce qui n'a évidemment pas la même signification que le pouvoir économique, qui réfère lui au monde du travail

Les leaders et la population ont donc une vision parallèle des déséquilibres entre les pouvoirs qui s'exercent en Suisse. Mais qui se sent à même de procéder au rééquilibrage ? Sans doute pas le peuple qui juge n'avoir pas assez de pouvoir alors même qu'il est le seul à réellement pouvoir changer les choses. En effet, il est le consommateur premier des médias et il élit les Chambres. Quant aux leaders, ils sont censés disposer d'un pouvoir d'expression qu'aucune instance ne saurait faire taire ...

Pourtant, c'est sans doute la concentration du pouvoir sur deux niveaux principaux (médias et argent) et sa dilution en même temps sur un nombre élevé d'instances, tel que cela a été décrit par les leaders, qui rend la tâche de rééquilibrage particulièrement difficile à entreprendre, malgré l'opinion consensuelle qui s'exprime ici.

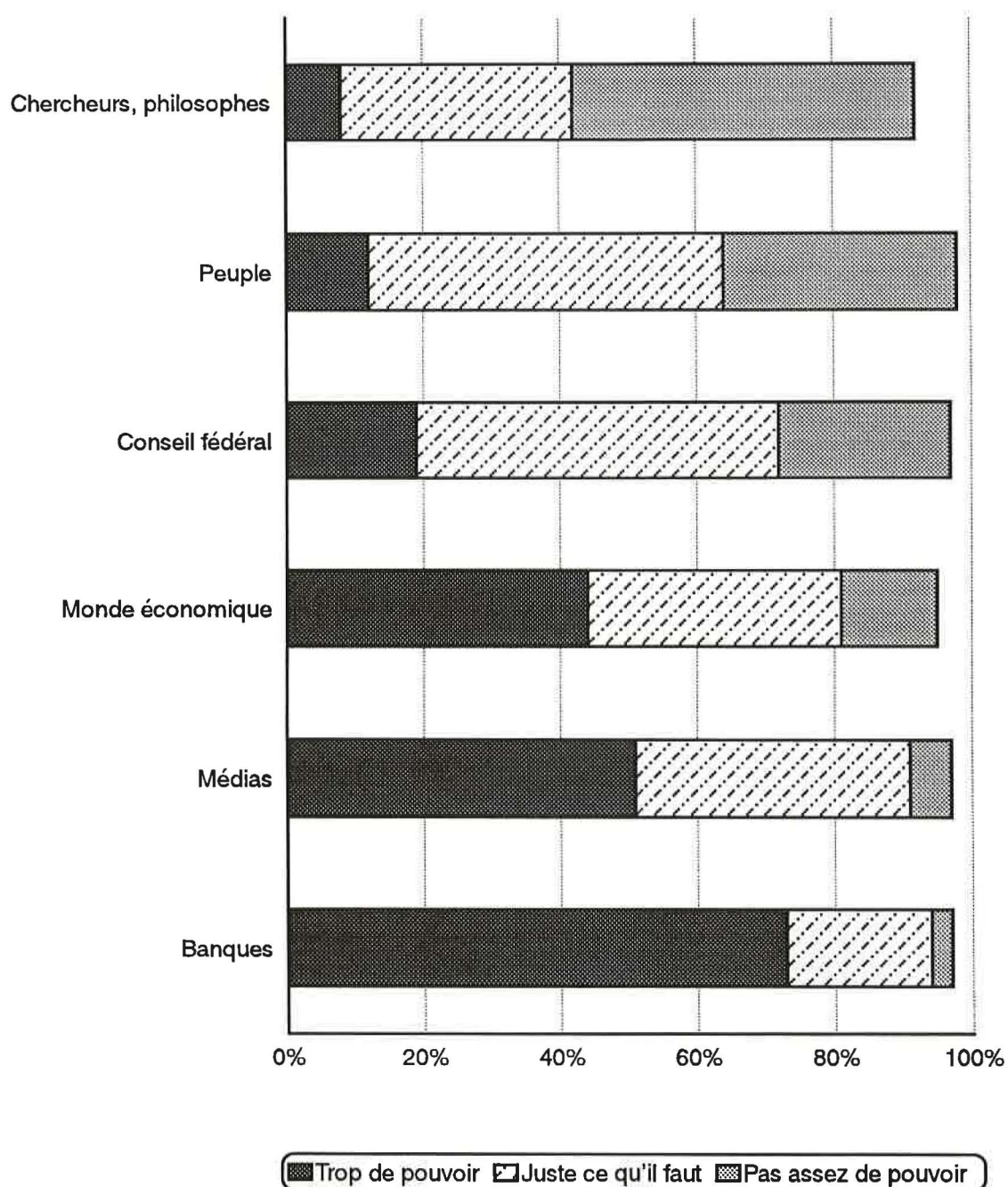
	Hom- mes 308	Fem- mes 292	Droite 158	Apoli- tiques 279	Gauche 159	SR 146	SA 454
Base : 100%							
Qui n'a pas assez de pouvoir ?							
- les chercheurs, les philosophes	53	48	46	43	67	60	47
- le peuple	28	40	22	40	36	43	31
- le conseil fédéral	29	21	21	22	34	19	27

Qui en a trop ?

- le monde économique	41	48	33	41	61	54	41
- les médias	54	47	54	52	46	33	56
- les banques	72	74	67	71	83	77	72

Les pouvoirs vus par la population

(Base : 600 résidents romands et alémaniques)



2.4. PERCEPTION GLOBALE DU POUVOIR

"A votre avis, le pouvoir en Suisse est-il ...

- trop atomisé, réparti sur trop de niveaux*
- ou bien trop concentré, mal réparti, certains ne peuvent pas se faire entendre*
- ou enfin, bien équilibré, bien réparti entre les différentes forces en présence ?"*

"Quelle est la forme que prend le pouvoir en Suisse ? Diriez-vous ...

- qu'on voit clairement qui dirige et prend les décisions*
- ou que le pouvoir est opaque, insaisissable ?"*

La tendance majoritaire, chez les personnalités interrogées, est que le pouvoir est peu transparent (61%), soit qu'il est trop atomisé (40%), soit qu'il est au contraire concentré dans les mains d'une oligarchie dirigeante dont on ignore le profil exact (31%).

"Formelle Macht transparent, reale Macht verborgen."

Dès lors, 25% seulement estiment que les pouvoirs sont équilibrés en Suisse et 32% voient qui dirige le pays.

"Image confuse de pouvoirs qui s'annulent les uns les autres."

Ces résultats viennent confirmer le déséquilibre enregistré au chapitre précédent entre une répartition équilibrée des pouvoirs et la réalité d'aujourd'hui.

Les deux graphiques de la page suivante montrent les différences structurelles enregistrées sur ces deux questions et qui peuvent être résumées comme suit :

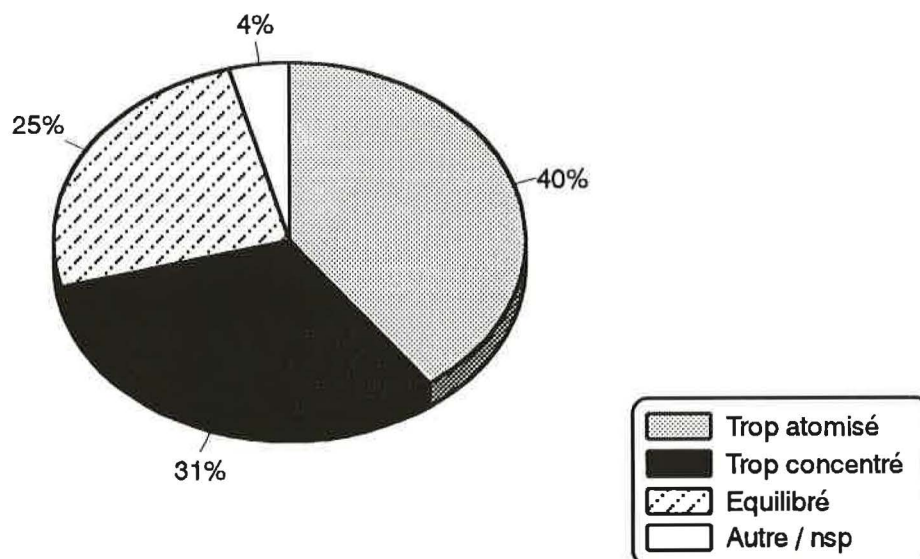
- c'est à gauche essentiellement qu'on juge le pouvoir trop concentré, dans les mains d'une oligarchie économique qui ne prendrait pas assez en compte les droits et besoins de ceux qui ne peuvent pas se faire entendre. La droite voit au contraire, le pouvoir trop atomisé, et en conséquence tout aussi opaque mais surtout inefficace.
- en Suisse romande, l'opacité semble plus grande encore, mais les Alémaniques ne voient guère plus clair que les Latins
- enfin, les responsables de l'économie et de l'administration se rejoignent dans une vision extrêmement atomisée des pouvoirs, alors que le monde académique estime au contraire qu'il est concentré et particulièrement opaque. Les politiques sont les plus nombreux à considérer que le pouvoir est à la fois transparent et bien équilibré : sans doute est-ce pour cela que les solutions au malaise actuel ne peuvent venir des instances dirigeantes, mais plutôt des administrés eux-mêmes, quel que soit le domaine où ils exercent leur activité professionnelle.
- à noter que chez les personnalités engagées dans la politique active, une sur deux seulement prétend discerner clairement qui tient les rênes et préside aux destinées du pays.

Finalement, on entend aussi un message plus serein tel celui-ci :

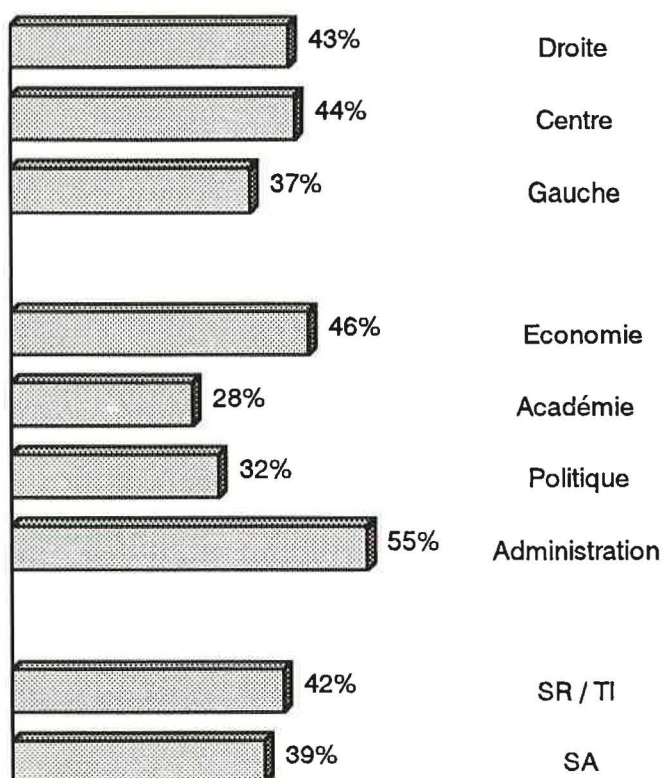
"Il est logique et normal que chacun cherche à exercer son influence avec le plus d'efficacité possible. Il ne faut diminuer le pouvoir de personne. Il suffit d'organiser la résistance !"

Des pouvoirs trop atomisés ou trop concentrés ?

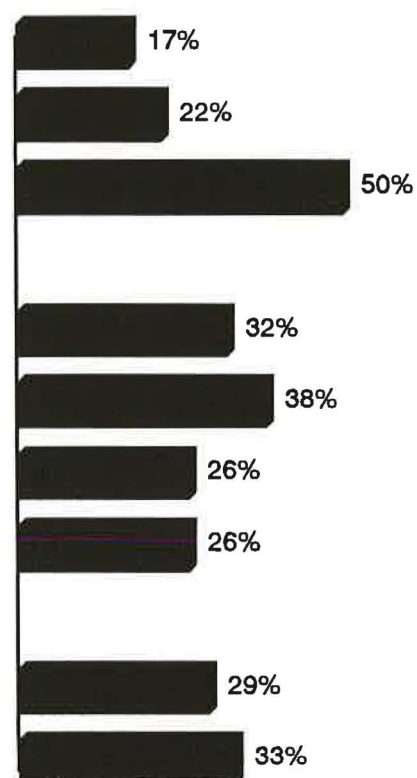
(Base : 241 leaders en Suisse)



Trop atomisé

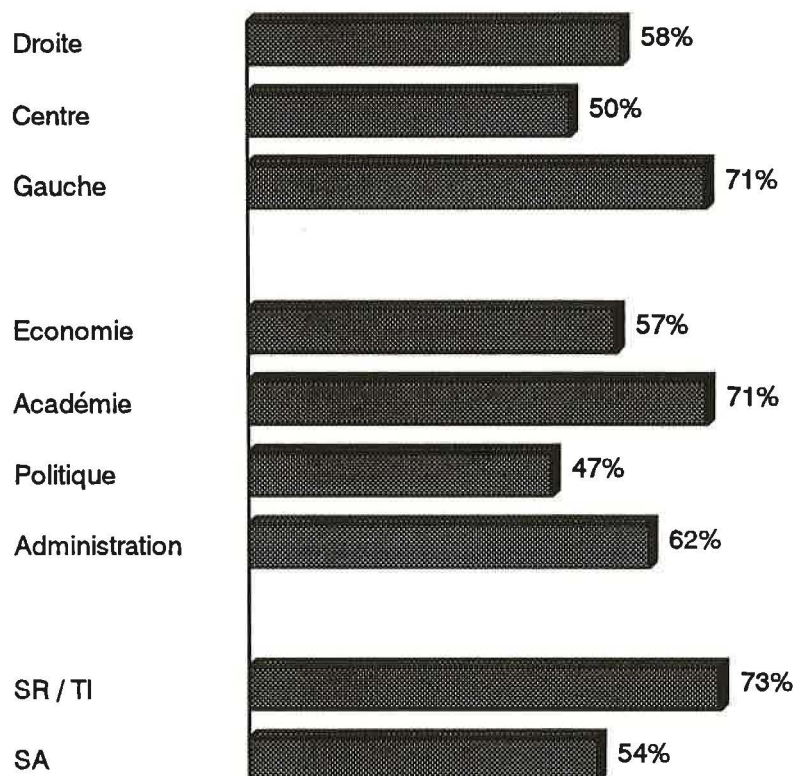
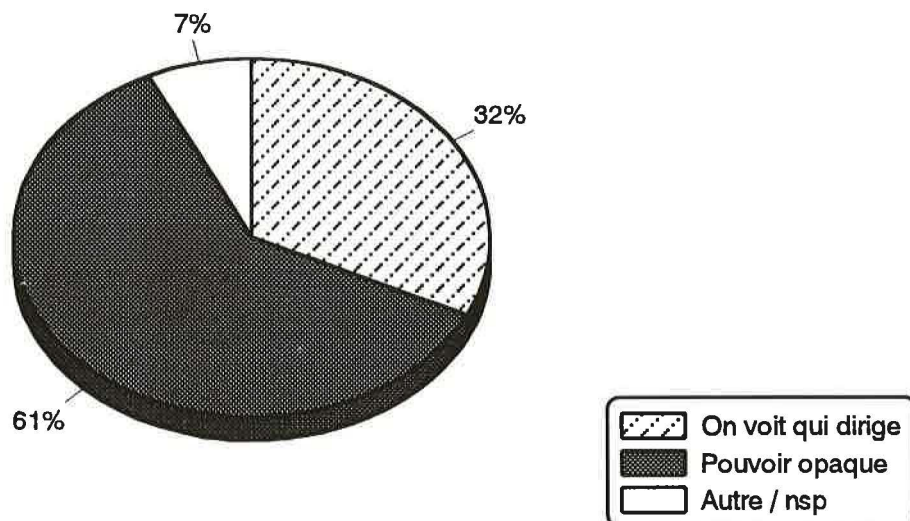


Trop concentré



Transparence ou opacité du pouvoir

(Base : 241 leaders en Suisse)



3. LE SYSTEME POLITIQUE SUISSE : LE MEILLEUR MOYENNANT DES REFORMES PROFONDES

Nous traiterons dans ce chapitre du système politique suisse dans son ensemble, le fédéralisme et la démocratie comme valeurs même du système. Nous réservons pour le chapitre suivant l'analyse des acteurs de ce système, le Conseil fédéral, les Chambres, les partis politiques ...

3.1. ADHESION GLOBALE AUX PRINCIPES DE BASE

3.1.1. La valeur des principes

"Les principes suivants servent de base à notre système politique :

- *le fédéralisme*
- *la démocratie directe*
- *la neutralité armée*
- *l'armée de milice*

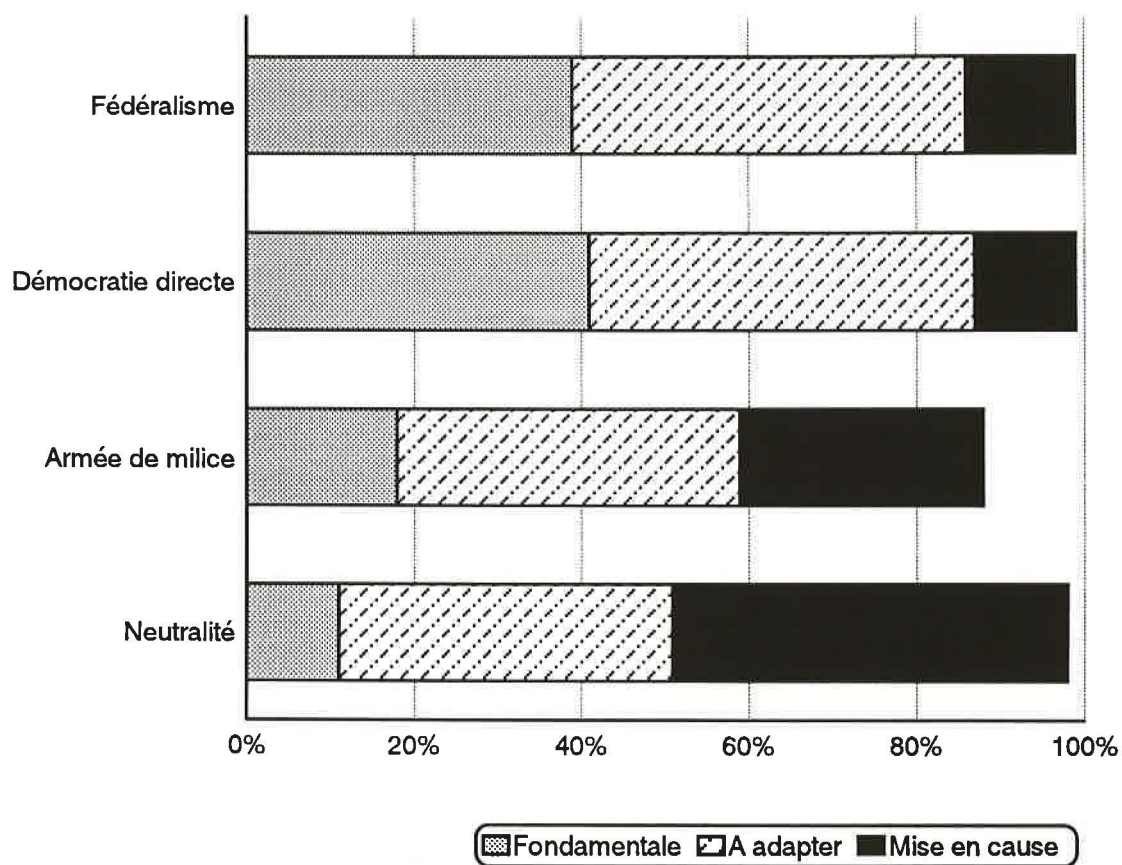
pour chacun précisez s'il représente pour vous ...

- *une valeur indiscutable, fondamentale à la Suisse et à son identité, à laquelle il ne faut pas toucher*
- *ou une valeur qui doit être adaptée à l'évolution du monde*
- *ou enfin, une valeur qui doit être remise en question dans son principe, qui n'est plus en rapport avec la réalité d'aujourd'hui ?"*

On observe un parallélisme dans l'attachement pour le fédéralisme et la démocratie directe d'une part, et la volonté de réforme exprimée pour l'armée de milice et la neutralité.

Attachement aux principes de notre système politique

(Base 241 leaders en Suisse)



Le fédéralisme et la démocratie directe

Même chez les personnalités qui souhaitent des changements profonds du système politique suisse, comme nous le verrons plus tard, on n'imagine guère qu'il soit possible de toucher aux principes même du fédéralisme et de la démocratie directe. Dès lors, les changements souhaités devraient sans doute porter sur certaines particularités ou dysfonctionnements, c'est-à-dire au niveau de l'application des principes et non pas des principes eux-mêmes.

Il faut cependant enregistrer que plus de quatre leaders sur dix attendent des adaptations à ces valeurs sacrées, adaptations consécutives à l'évolution de la société suisse et du monde qui l'entoure.

Par rapport à la même question posée l'an dernier à un échantillon de leaders comparable, on observe que l'attachement au fédéralisme n'a pas changé, tandis que celui voué à la démocratie directe est en hausse. Il faut se souvenir ici que la prise d'information du début de l'année 1993 faisait suite au choc de la votation du 6 décembre, choc d'autant plus grand que plus de huit sur dix de nos leaders étaient favorables à l'entrée de la Suisse dans l'EEE.

Maintenant que la déception est retombée, ou qu'on s'y est habitué, la perception de la valeur de la démocratie directe est devenue plus sereine.

L'armée de milice et la neutralité

La mise en cause de l'armée et de la neutralité telles qu'elles sont conçues dans notre pays est bien plus marquée que pour le fédéralisme ou la démocratie. En outre, cette contestation est en hausse par rapport à l'an dernier.

- trois leaders sur dix remettent en cause l'armée de milice
- presque cinq sur dix remettent en cause la neutralité

Bien entendu, un fort clivage apparaît entre la droite et la gauche politique, au point qu'on peut affirmer que la défense nationale est un des points de friction idéologique les plus forts chez nos leaders. Ce clivage existe également dans la population, mais il est moins nettement marqué.

Pourtant, les réformes d'Armée 95 sont entrées en vigueur récemment, allant dans le sens d'une armée moins gourmande, ce qui explique le nombre inhabituel de personnalités qui n'ont pas pris position sur la question de l'armée, indécises encore de savoir si cette nouvelle conception suffira à répondre à leurs interrogations.

A noter encore que l'échec de la votation sur les casques bleus a sans doute durci les positions des partisans d'une neutralité assouplie, voire d'un abandon du principe même de la neutralité suisse. A droite, trois leaders sur dix remettent en cause la neutralité : c'est le domaine où les leaders dits bourgeois montrent le plus grand désir de changement.

	<u>Droite</u>	<u>Apolitiques</u> <u>Centre</u>	<u>Gauche</u>
Remise en cause			
- du fédéralisme	3%	25%	13%
- de la démocratie directe	11%	16%	13%
- de l'armée de milice	19%	25%	40%
- de la neutralité	31%	34%	70%

On remarque avec étonnement que les leaders du centre politique ou sans attaches politiques sont les plus virulents envers le fédéralisme et la démocratie directe, sans doute moins attachés à quelque repère politique que ce soit.

Qu'en pense la population ?

Interrogée sur son attachement au fédéralisme et à la démocratie directe, la population réagit exactement comme les leaders en matière de démocratie, mais semble plus réformiste en ce qui concerne le fédéralisme :

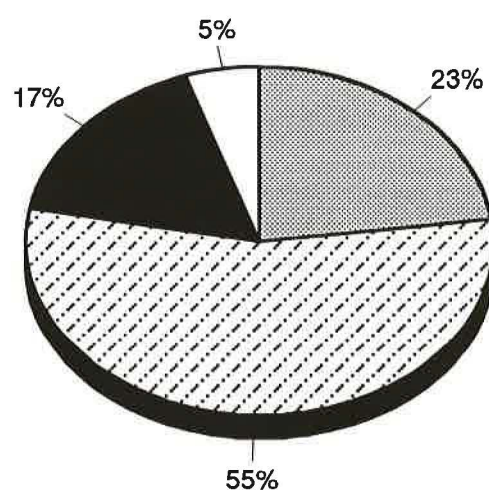
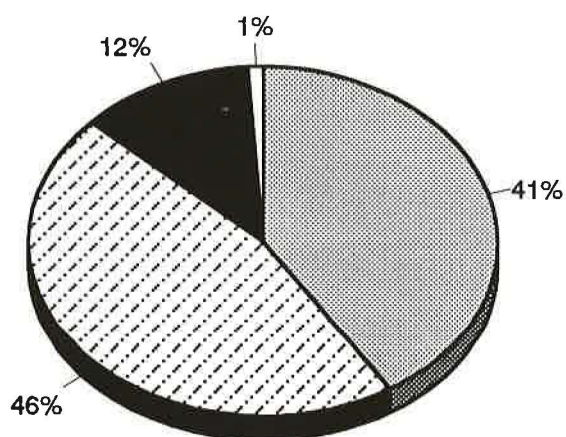
- il est intéressant de relever que le peuple se montre plus réformiste que les leaders, qu'ils appartiennent à la droite ou à la gauche politique
- contrairement à ce que l'on aurait pu attendre, les clivages d'âges sont faibles, voire inexistants
- ce qui ressort plutôt, c'est un attachement plus marqué chez les Suisses alémaniques vis-à-vis de la démocratie directe, que les Romands désirent voir ré-adaptée. La population réagit donc exactement comme ses leaders
- enfin, les zones urbaines réagissent comme les autres en matière de fédéralisme et de démocratie directe, les campagnes appelant de leurs vœux elles aussi des réformes quant aux valeurs constitutives de la politique suisse

Attachement au fédéralisme et à la démocratie directe

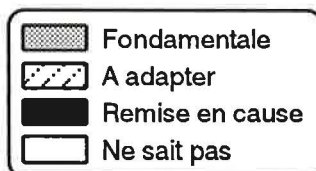
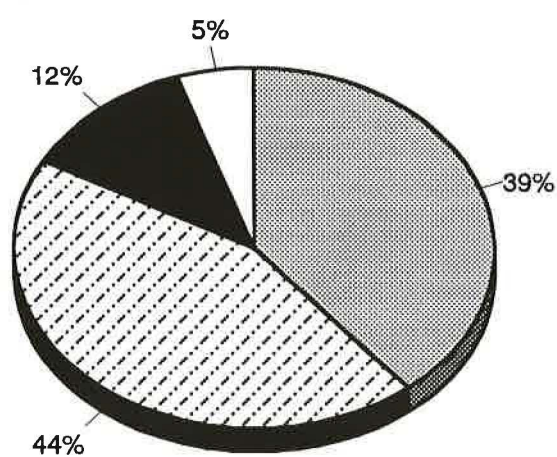
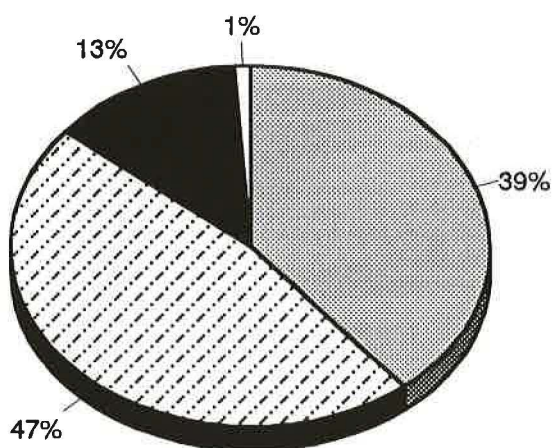
Les 241 leaders

L'échantillon représentatif
de 600 personnes

Le fédéralisme



La démocratie directe



3.1.2. Le fonctionnement de la démocratie

"Malgré les changements que vous pourriez souhaiter, diriez-vous que le système politique suisse est le meilleur / le moins mauvais de tous, ou d'autres modèles vous paraissent-ils préférables ?"

"Le système politique suisse appelle-t-il à votre avis des changements profonds, de simples aménagements ou aucune modification ?"

Le graphique de la page suivante montre simultanément :

- un attachement majeur au système politique suisse
- et en même temps, un désir très marqué pour de profonds changements

Ainsi, trois quarts des leaders interrogés ne voudraient en aucun cas que notre pays s'inspire d'un modèle étranger, si démocratique soit-il.

Pour les 24% qui pensent que d'autres systèmes politiques seraient préférables, le premier modèle est l'Allemagne fédérale (9%) puis les réponses sont éparées entre les USA, la Scandinavie et la Grande Bretagne (chacune 3%).

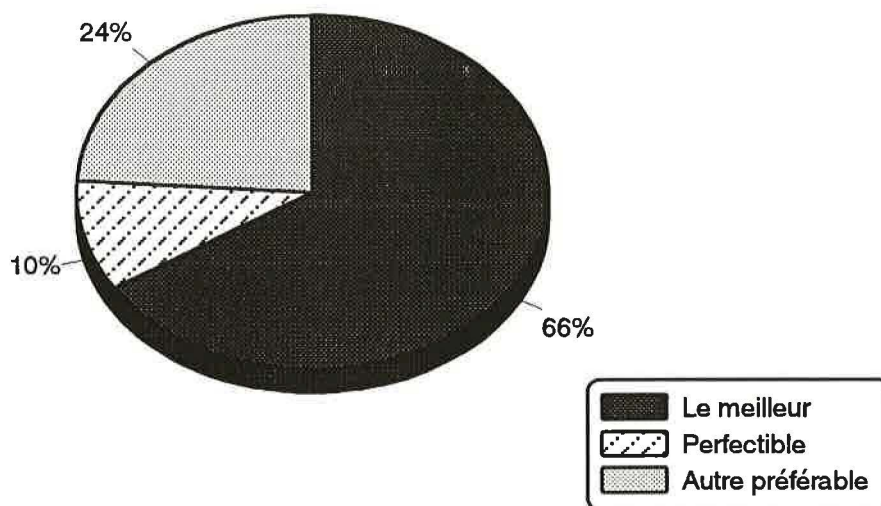
Les leaders attirés par un système étranger se recrutent plutôt dans les milieux de l'économie et parmi les sensibilités de gauche. Tendance étonnante, ils sont plus nombreux en Suisse alémanique qu'en Suisse romande. Bien entendu, la plupart d'entre eux souhaitent des changements profonds de notre système politique et non pas de simples aménagements.

Si globalement, notre système politique apparaît aux personnalités interrogées comme le meilleur de tous, il doit donc pourtant être réformé, dans ses structures un peu mais surtout dans son fonctionnement.

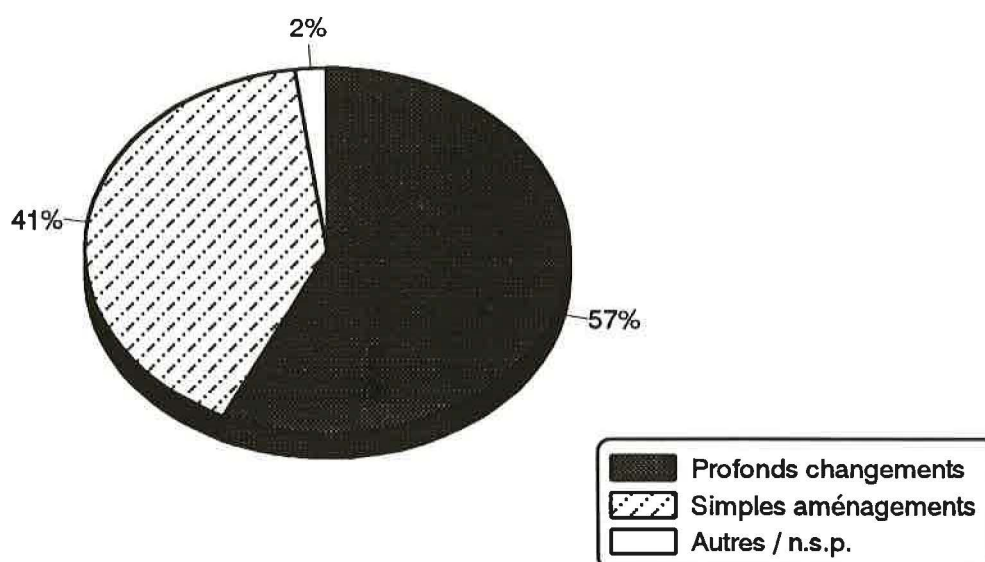
Il appelle des changements profonds pour plus de la moitié des leaders, et de simples aménagements pour 40% d'entre eux. A peine trouve-t-on 2% qui estiment qu'aucune modification n'est nécessaire.

Jugement sur le système suisse par rapport aux autres démocraties

(Base : 241 leaders en Suisse)



Ampleur des réformes souhaitées



En bonne confirmation avec ce désir de réforme, les réponses à la question suivantes :

"La démocratie suisse est-elle une bonne démocratie qui, dans l'ensemble fonctionne bien ou n'est-elle pas (ou plus) adaptée et présente-elle des dysfonctionnements graves ?"

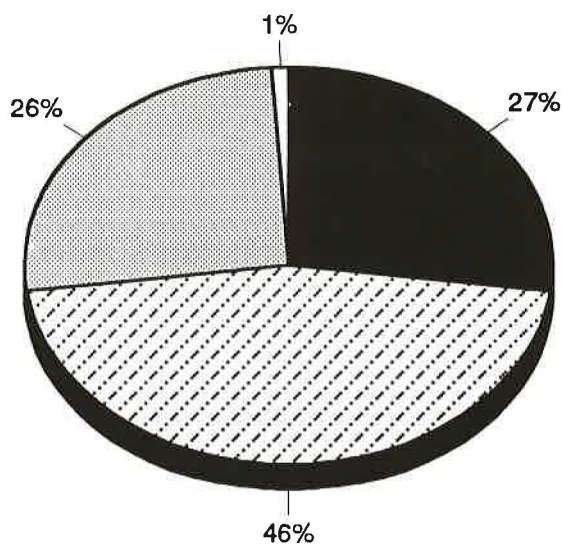
Notée sur une échelle de 1 à 7, la démocratie suisse obtient un résultat strictement situé sur la moyenne de 4. On sent ainsi monter le doute au sein des élites de notre pays, puisque dans SOPHIA 1994, la note moyenne était plus élevée.

Le jugement est plus sévère en Suisse alémanique qu'en Suisse romande, chez les plus jeunes des leaders, et au centre et à gauche de l'échiquier politique.

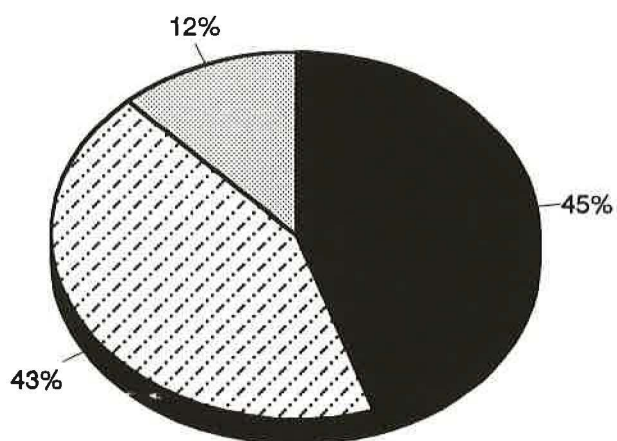
Les plus critiques des leaders sont une fois de plus ceux de l'économie, ainsi que de l'administration. Bien entendu, les politiques estiment plus majoritairement que la démocratie suisse fonctionne bien.

Fonctionnement de la démocratie

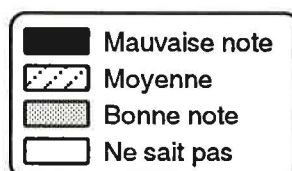
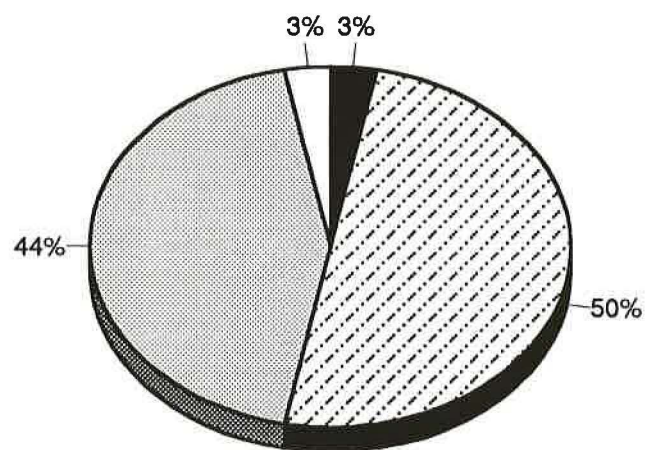
Au total



Base : ceux qui veulent des changements profonds



Base : ceux qui veulent de simples aménagements



Réaction de la population

La population réagit comme ses leaders :

	Leaders 241 = 100%	Population 600 = 100%
- la démocratie suisse fonctionne bien	45%	48%
- la démocratie n'est plus adaptée	45%	46%
- ne sait pas / indécis	10%	6%

Ce parallélisme étonnant montre bien que "l'état du malade" devient préoccupant pour une personne sur deux, leaders et population confondus, et que le fossé qu'on dit exister entre ceux qui sont en charge du pays et les citoyens n'est pas tangible sur ce point. On verra plus tard que c'est au niveau des solutions qu'ils divergent.

Bien entendu, on observe ici un fort clivage entre la gauche et la droite, chez les leaders comme dans la population:

	Leaders		Population	
	Droite	Gauche	Droite	Gauche
- la démocratie fonctionne bien	54%	39%	56%	38%
- elle n'est plus adaptée	38%	51%	41%	57%

3.2. NATURE DES REFORMES SOUHAITABLES

Voyons de plus près ce qui, aux yeux des leaders interrogés, altère le bon fonctionnement de la machine démocratique suisse aussi parfaite soit-elle dans son essence. Quels sont les effets pervers induits par le temps, l'évolution démographique et bien d'autres facteurs ? Quels sont les principes auxquels on n'adhère plus ?

Un bloc de questions nous permet d'affiner cette analyse :

"Défendez-vous ou remettez-vous en question les principes suivants :

- les procédures de consultation*
- la double-majorité peuple/cantons*
- les droits populaires (référendums et initiatives)"*

"A l'avenir, que préféreriez-vous pour la Suisse : maintenir l'actuelle politique de consensus, y compris la formule magique au Gouvernement, ou passer à un système d'alternance "gauche/droite" ?"

"A l'avenir, que préféreriez-vous pour la Suisse : une plus grande centralisation des tâches et des pouvoirs au niveau fédéral, ou une meilleure délégation au niveau cantonal, voire régional, ou enfin le maintien du système actuel qui vous semble équilibré ?"

La double majorité en question

Déjà, dans SOPHIA 1993, un leader sur deux s'opposait à la double majorité. Nous commentions alors ce résultat en nous référant au choc du vote du 6 décembre 1992, encore bien présent dans les esprits.

Aujourd'hui, cet argument n'a plus valeur explicative pour justifier que les opposants à la double majorité aient encore augmenté.

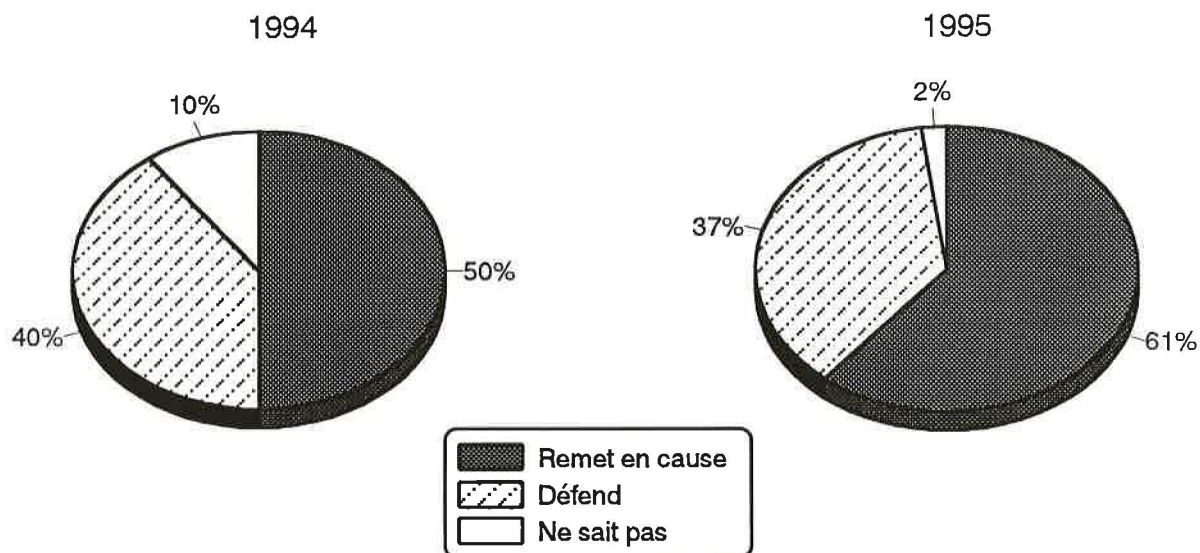
Une majorité indiscutable des leaders interrogés dénonce la double majorité du peuple et des cantons, obligatoire dans certaines votations fédérales. Ils sont en effet 61% à remettre en question ce principe lié à l'exercice des droits populaires, mais il s'agit de 88% des sympathisants de gauche et de 34% seulement chez ceux de la droite.

Presque tous les sympathisants de la gauche, s'attaquent ainsi à la double-majorité peuple/cantons, alors même qu'ils se disent autant attachés que les autres leaders au principe de la démocratie directe. Ils s'agit donc bien à leurs yeux de remettre en cause un des premiers principes de la Confédération helvétique dans laquelle chaque Etat est co-décisionnaire, indépendamment du nombre de ses habitants. Il faut dès lors se demander si les réponses indiquant chez certains un fort attachement pour le fédéralisme sont vraiment bien fondées.

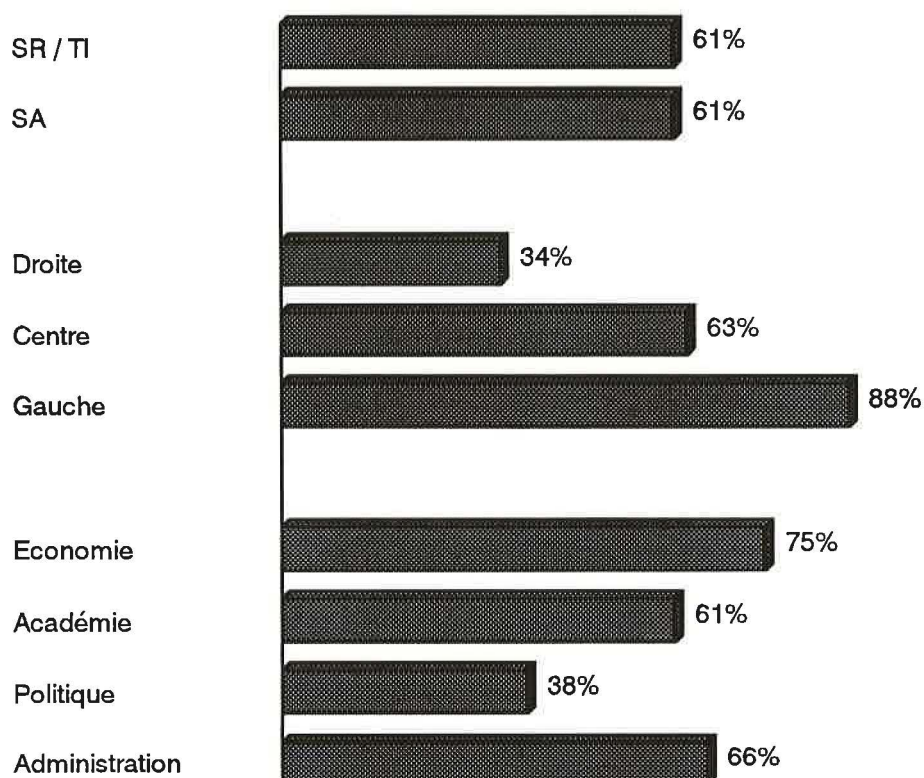
Bien entendu, le clivage est énorme entre la droite et la gauche, bien que 34% des leaders de droite remettent aussi en question le principe de la double-majorité : il s'agit des milieux économiques où la mise en cause atteint 75%. Chez les politiques, le principe est moins critiqué, encore que quatre leaders en charge d'un mandat politique sur dix le remettent en cause.

Double majorité peuple / canton

(Base : 241 leaders en Suisse)



Qui remet en cause ?



L'attachement au consensus demeure dans la population

En effet, comme l'an dernier, quatre leaders sur dix préféreraient passer à un système d'alternance, ceci plus particulièrement à droite, grâce au poids des milieux économiques encore qu'à gauche, un bon tiers se prononce aussi en faveur de l'alternance. La population, elle, se montre moins révolutionnaire, et marque un fort attachement au consensus. L'appartenance politique n'a presque aucune influence sur le désir d'alternance.

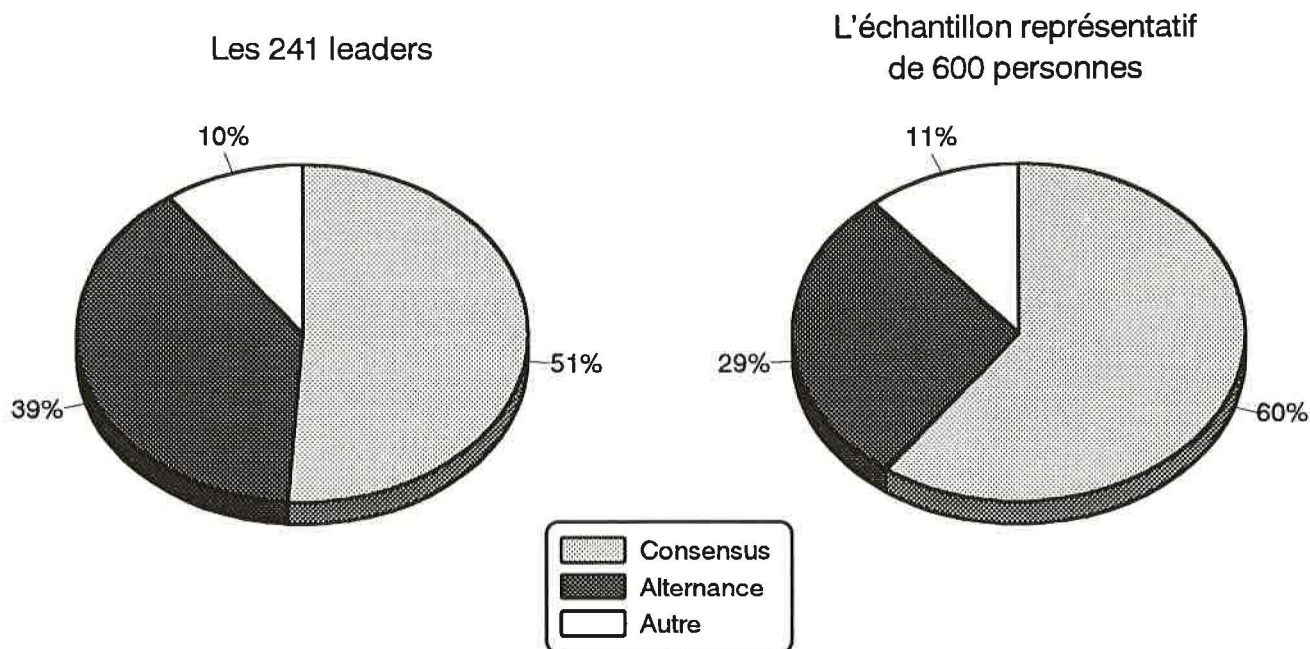
Les leaders nous disent spontanément :

"L'alternance ne peut être jouée que pour redynamiser le consensus."

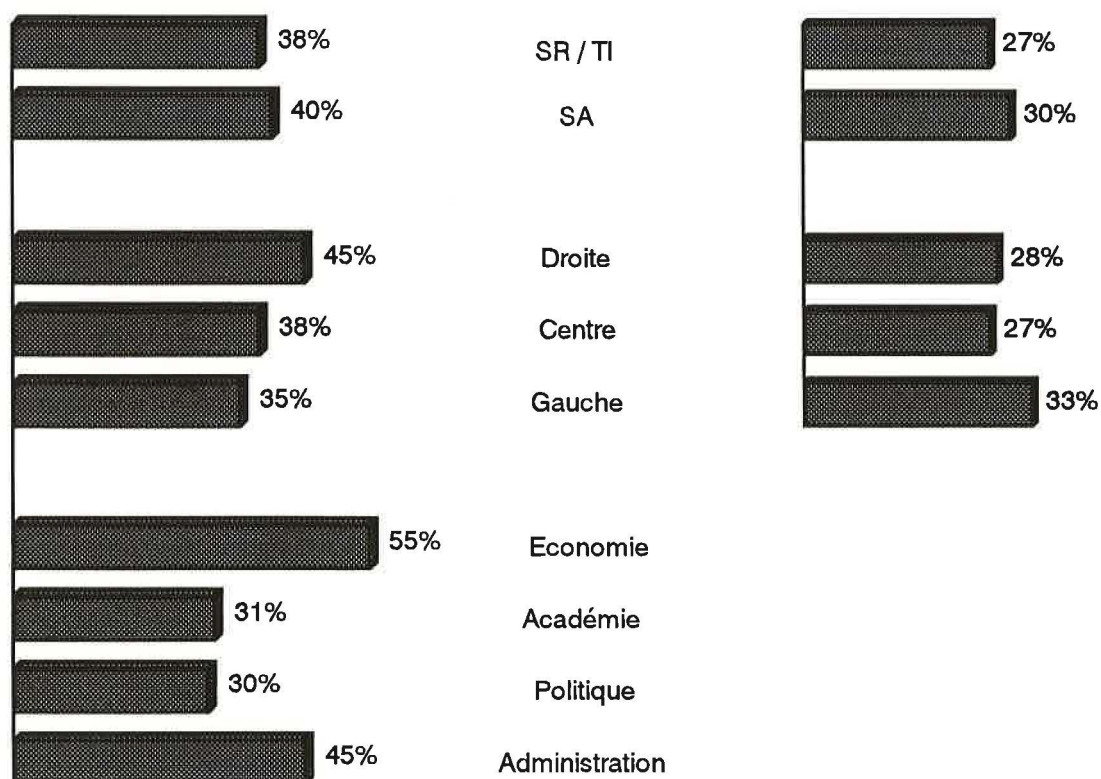
"Alternance, oui, mais pas sur la base gauche/droite. Il faut des équipes avec des projets concurrents qu'on jugera à l'usage."

"Emergence des personnalités fortes dépassant l'épicerie du consensus et le dualisme manichéen de l'alternance."

Consensus ou alternance ?



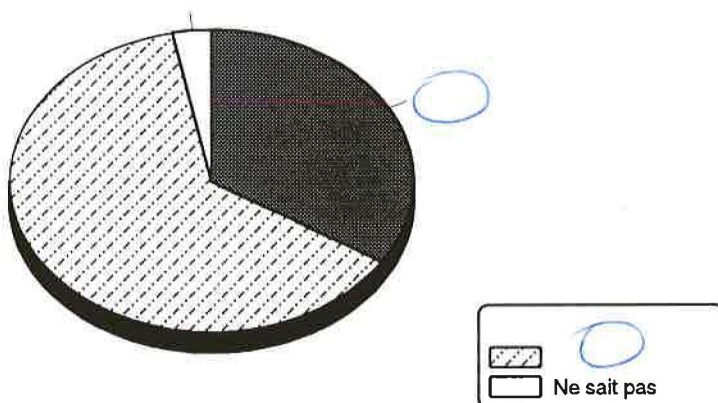
Qui opérerait pour l'alternance ?



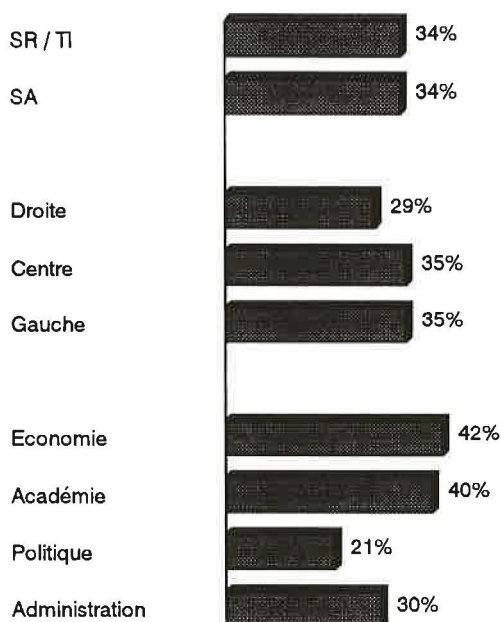
Une valeur sûre : les procédures de consultation

Un tiers des leaders à peine remet en cause les procédures de consultation, et encore de façon assez molle. Les résultats sont assez stables quels que soient les sous-groupes de leaders interrogés, de droite ou de gauche, Romands ou Alémaniques. Les milieux de l'économie et de l'académie sont les plus virulents (40% remettent en question).

Il faut noter que, spontanément, quelques leaders relèvent la lenteur des procédures "tout est plus lent que par le passé", et l'accélération des processus de décisions figure parmi les vœux et souhaits exprimés pour améliorer notre mode de fonctionnement.



Qui remet en cause ?



Les droits populaires : pas si intouchables que cela

Si plus dans ce rapport l'attachement à la démocratie ne faisait aucun doute, l'utilisation des droits populaires provoque quelques remous parmi nos leaders : 38% remettent en cause leur utilisation abusive par certains groupes de pression et corporatismes, surtout en Suisse alémanique où les milieux économiques sont particulièrement sévères.

Pourtant, la droite et la gauche se comportent exactement de la même façon, même si nous verrons plus tard qu'ils divergent fortement sur les remèdes.

Plus ou moins de centralisation, l'équilibre des forces

C'est à ce niveau que l'on voit apparaître une vraie distorsion entre l'avis des leaders et celui de la population. En effet, chez les leaders, on se partage exactement entre le désir d'une plus grande centralisation ou d'une délégation plus forte aux cantons. On note avec crainte un désir de centralisation plus marqué en Suisse alémanique qu'en Suisse romande ce qui ressort de la même façon au niveau de la population. Cette réaction de la majorité linguistique du pays est dangereuse, car elle peut indiquer un désir plus grand de centraliser les pouvoirs dans ses mains, au détriment de l'équilibre assuré jusqu'ici en Suisse par l'indépendance jalouse des Etats.

Une fois encore, le plus grand désir de centralisation vient des milieux économiques qui cherchent ici, comme avec l'alternance, une efficacité plus grande des rouages politiques, même si cela devait être au détriment des valeurs politiques constitutives de ce pays.

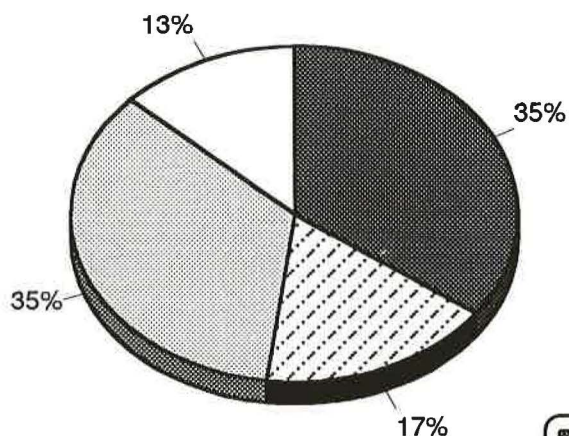
On entend :

"Une fois les objectifs redéfinis, cette question deviendra évidente."

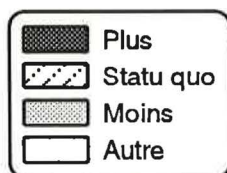
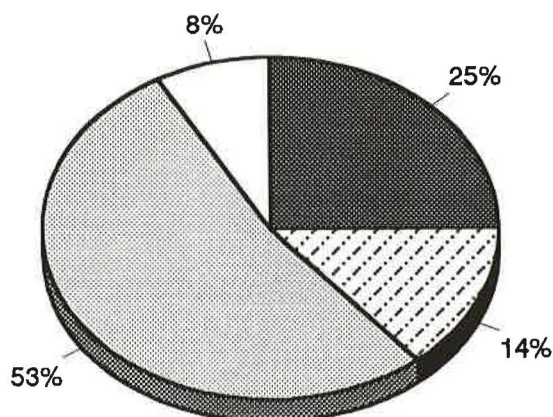
"Il faut prendre les décisions au niveau le plus bas et priver le gouvernement central de son pouvoir excessif."

Plus ou moins de centralisation ?

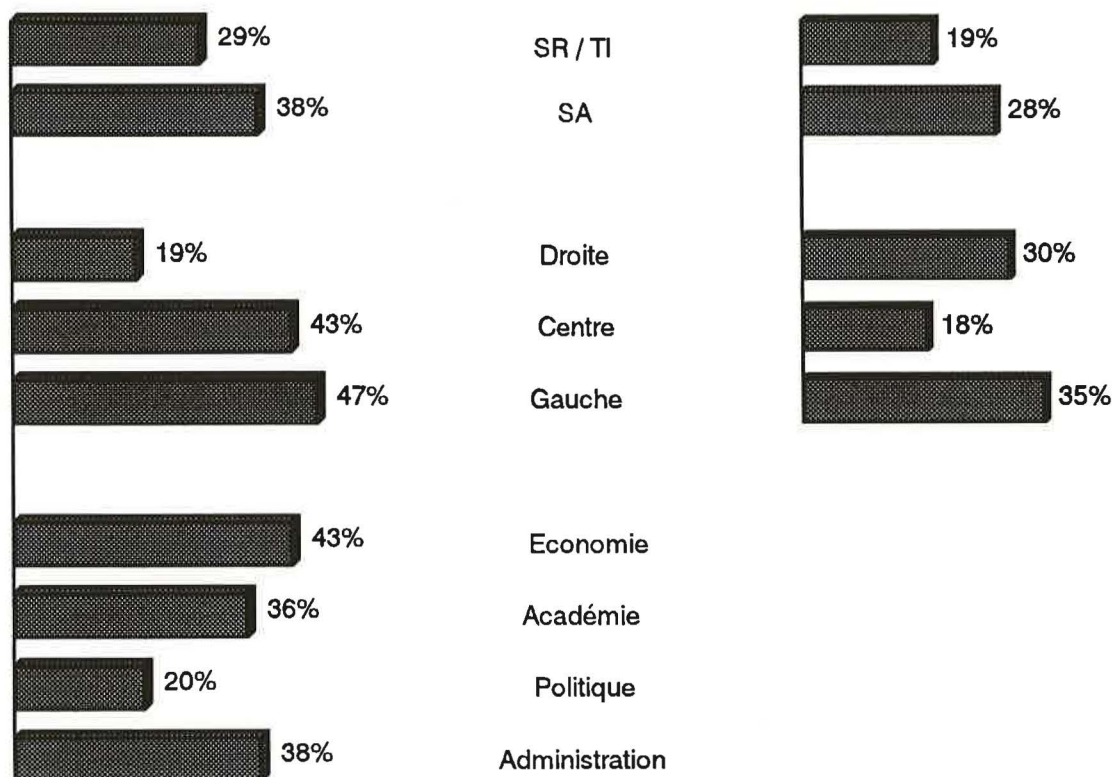
Les 241 leaders



L'échantillon représentatif de 600 personnes



Plus de centralisation



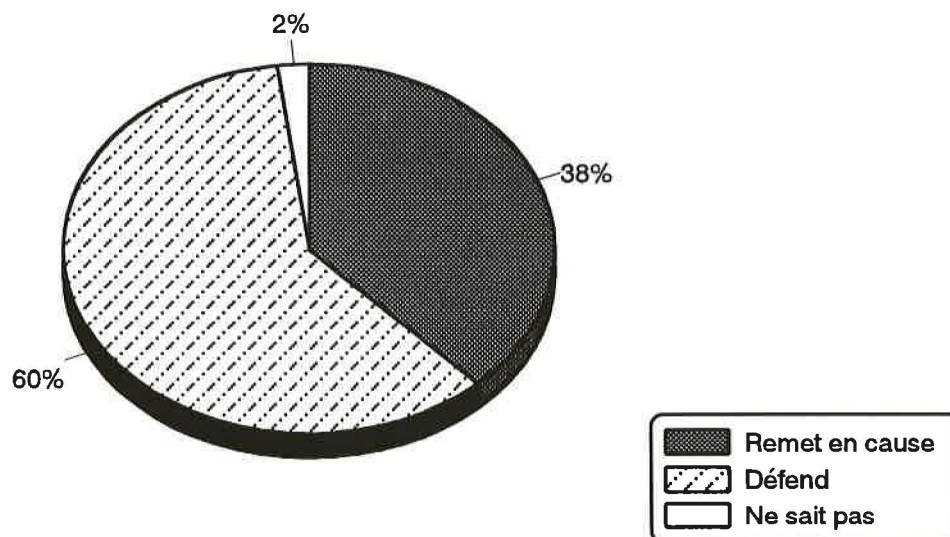
Ainsi, les leaders restent attachés au système démocratique suisse, mais en critiquent l'application puisque la moitié pense que la démocratie suisse ne fonctionne plus très bien, et qu'une forte minorité accuse directement les droits populaires d'en être responsable.

A noter, que, dans les remarques et commentaires spontanés des personnalités interrogées, l'abus des droits populaires a été évoqué à de nombreuses reprises :

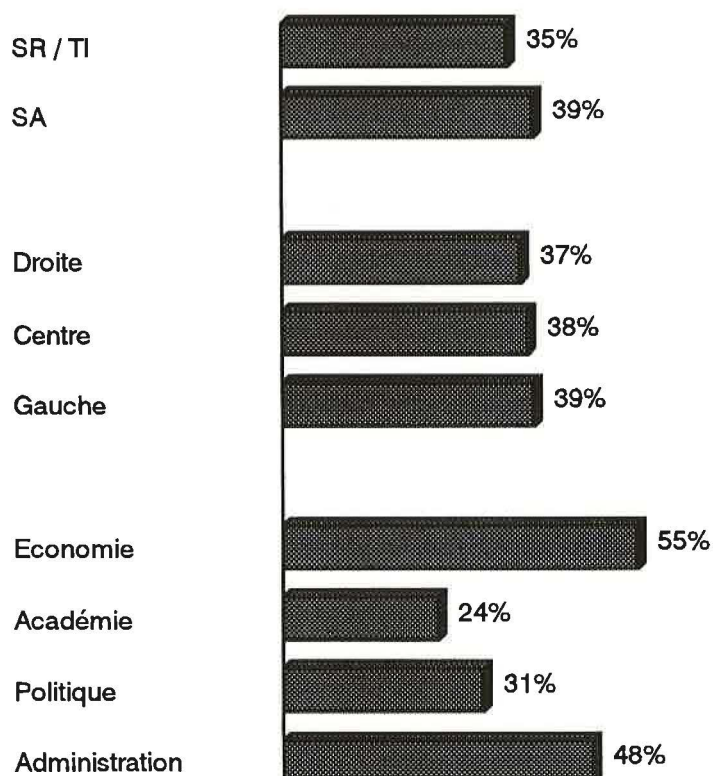
- 10% citent ce fait parmi les choses importantes qui ont changé en Suisse depuis des années 50
- plus de 30% souhaitent spontanément qu'on en limite l'usage
- 22% font vœux que le peuple prenne d'avantage ses responsabilités

Les droits populaires : initiatives et référendums

(Base : 241 leaders en Suisse)



Qui remet en cause ?



3.3. ET LE PEUPLE DANS TOUT CELA ?

Les causes de l'abstentionnisme

"Il peut sembler contradictoire que la démocratie directe soit toujours plus active en Suisse (nombre de référendums et initiatives) et que l'abstentionnisme augmente. Parmi les hypothèses suivantes, laquelle vous semble la plus pertinente ?"

Globalement, deux raisons majeures sont invoquées à égalité par les leaders interrogés pour expliquer l'abstentionnisme élevé que nous connaissons en Suisse, mis à part certains grands thèmes qui parviennent à mobiliser les citoyens :

- on vote beaucoup trop; certains sujets n'intéressent pas ou ne sont pas de la compétence du peuple 64%
- la Suisse va (encore) trop bien, l'individualisme règne, le peuple ne se sent pas concerné 58%

Moins souvent cité, l'argument :

- le gouvernement ne respecte pas la volonté populaire, c'est décourageant pour ceux qui votent 19%

Dans l'ensemble, l'analyse des différents sous-groupes ne bouleverse pas la hiérarchie des réponses et ne révèle pas de grandes divergences d'opinion.

A relever toutefois que l'argument **"la Suisse va encore trop bien"** ressort plus fortement chez les personnalités les plus âgées, et surtout chez les leaders alémaniques, ce qui n'a rien d'étonnant si l'on se réfère à la situation économique : la Suisse romande et le Tessin, plus touchés par la récession et le chômage, vont effectivement moins bien que la Suisse alémanique qui, elle, est confrontée plus directement à des problèmes de drogue et d'insécurité (à Zürich).

"Malgré la persistance de l'illusion des bergers fiers et au dans leurs montagnes, émergence d'une neutralité d'assi

mentalité

50,

"On vote beaucoup trop" est une réaction tout à fait typique des sensibilités de droite (71%). Ces leaders sont aussi deux fois plus nombreux que les personnalités proches de la gauche à dénoncer spontanément "l'abus des droits populaires" (33%, resp. 18% des commentaires libres).

"On devrait fixer deux dates par an pour les votations. Tout le monde sait aujourd'hui quand tombe le 1er août ou la Ste Barbe."

Dans la première étude SOPHIA, nous avons déjà constaté ces conceptions différentes de l'exercice des droits populaires, la droite mettant plus largement en cause le nombre d'initiatives et référendums et nous avons conclu "la droite chercherait plutôt à freiner l'exercice, jugé pléthorique, de la démocratie directe alors que la gauche chercherait plutôt à en faciliter l'usage et la rapidité (délais, information du public)."

Cette tendance se trouve aussi clairement confirmée ci-après, à l'analyse des remèdes proposés contre l'abstentionnisme.

Remèdes proposés

"Quels sont les meilleurs remèdes contre l'abstentionnisme ?"

En tête des remèdes proposés :

- réduire l'étendue ou l'accès à la démocratie directe, pour voter moins souvent 46%

Proposés également en fortes proportions, dans l'espoir de responsabiliser les citoyens, deux aspects éducatifs :

- l'éducation civique, changer les mentalités, en parler à l'école 39%
- améliorer l'information, la qualité de l'information diffusée avant les scrutins 29%

et aussi :

- mieux tenir compte des préoccupations du peuple, s'informer, prévoir les difficultés, préparer le terrain 24%

- Peu de leaders (6%) se déclarent en faveur d'une forme de contrainte ou d'encouragement (amendes, avantages en cas de vote, etc.)

Il est significatif que ce soit plutôt parmi les leaders Latins qu'on demande une meilleure éducation et une meilleure information : Romands et Tessinois connaissent généralement les plus forts taux d'abstention.

"Il n'y a pas chez nous d'éducation politique, à l'école ou à l'université."

Il conviendrait donc d'exercer quelques pressions sur les autorités pour obtenir une instruction civique plus approfondie et améliorée, voire une communication plus large destinée à sensibiliser les citoyens à la "chose publique", non seulement sur les rouages des institutions mais sur les effets pratiques et dérapages induits par une trop faible participation aux élections et votations.

Que signifient en effet des décisions prise à une majorité de 51% des votants qui ne représentent que 20 - 25% de la population ? C'est souvent un citoyen sur dix à peine qui prend une décision dont les conséquences seront sans doute importantes sur la vie des 9 autres.

La démocratie reste-t-elle vraiment crédible dans ces conditions ? Certains le pensent, puisque 2 leaders sur 10 (notamment en Suisse alémanique et dans les milieux académiques) affirment que l'abstentionnisme n'est pas vraiment un problème. Leur réaction : *"ne rien faire, cela n'est pas vraiment grave, le peuple vote quand il se sent concerné et compétent"*.

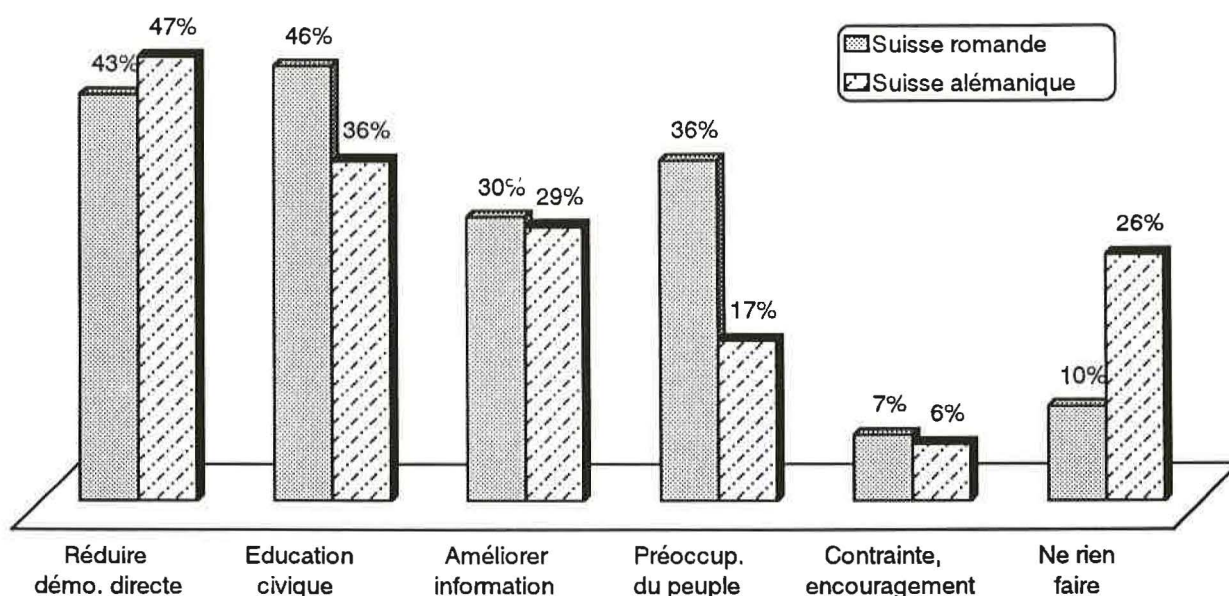
"Ne faut-il pas admettre l'abstention comme consentement à l'action gouvernementale ?"

61

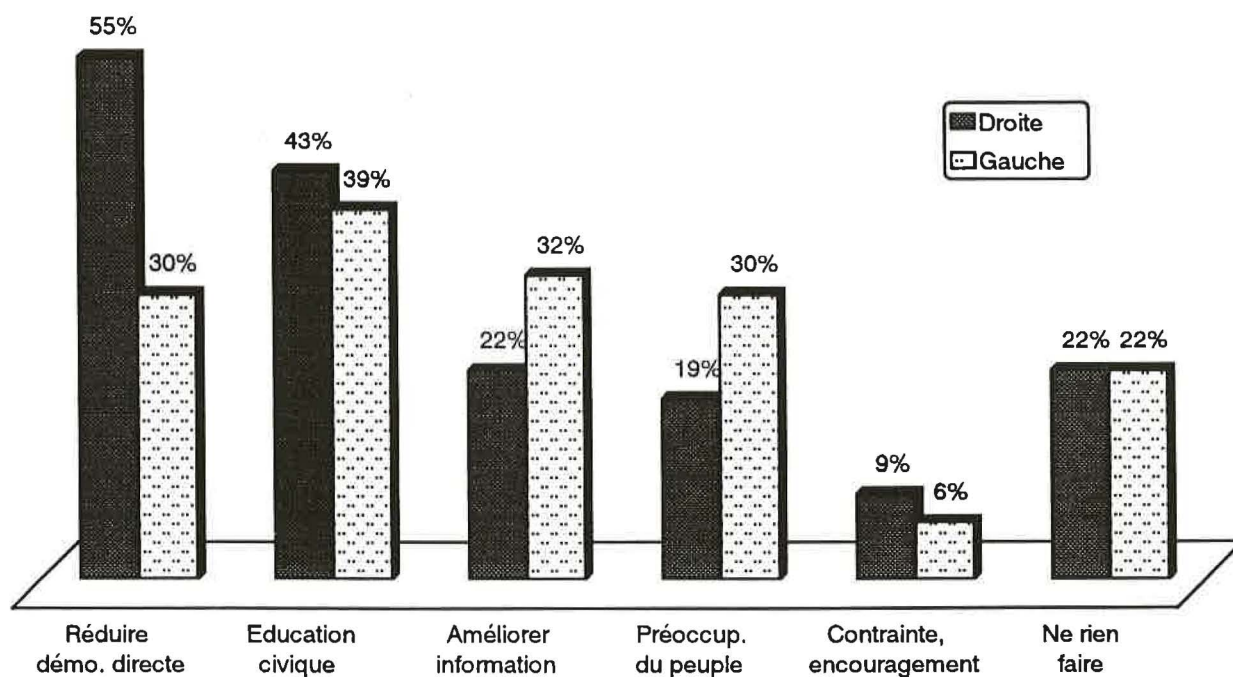
Remèdes à l'abstentionnisme

(Base : 241 leaders en Suisse)

Selon les régions linguistiques



Selon la sensibilité politique



3.4. ETAT D'ESPRIT DES LEADERS : CONFIANCE OU DEPRIME ?

Il s'agissait enfin de sonder plus avant les états d'âme des leaders interrogés. Que leur inspire, à eux personnellement, la situation politique actuelle et l'état de la Suisse en général ? Nous recueillons ici des réactions subjectives bien entendu, mais révélatrices d'un climat qui sera sécurisant ou au contraire désécurisant pour l'opinion publique.

Nature de la crise

"La situation politique de la Suisse fait couler beaucoup d'encre et de salive. Tout bien réfléchi, à laquelle des trois opinions suivantes vous ralliez-vous le mieux :

- *indépendamment de ce qui se passe ailleurs, la Suisse vit une crise politique interne accompagnée d'une crise identitaire grave*
- *ou comme les autres pays d'Europe, la Suisse subit les conséquences d'une déstabilisation de son environnement; elle vit une crise équivalente à celle des autres démocraties occidentales*
- *ou encore, il n'y a pas de crise sérieuse en Suisse"*

Les leaders pour qui aucune crise sérieuse n'existe en Suisse sont très peu nombreux (2%). Ils se situent surtout en Suisse alémanique, figurent tous parmi les plus âgés et à droite. Les avis sont en revanche assez partagés en ce qui concerne l'origine et la nature de la crise :

- 41% estiment qu'il s'agit d'une crise politique interne, accompagnée d'une crise identitaire; elle est donc spécifique à la Suisse et due aux dysfonctionnements d'un système politique devenu inadapté et à des conflits internes. Les Suisses devront donc résoudre leurs problèmes tout seuls.
- 57% pensent que les difficultés de la Suisse ne se distinguent pas particulièrement de celles que vivent les autres démocraties occidentales. Dans ce deuxième cas, il faut donc que la Suisse tienne compte de ses voisins pour résoudre ensemble, globalement, les problèmes des démocraties occidentales en cette fin de XXe siècle.

Solidité du lien confédéral

"Pour l'avenir, avez-vous confiance ou non en une Suisse multiculturelle, toujours unie dans ses différences ? D'ici le début du siècle prochain

- *pensez-vous que les Suisses continueront à bien vivre ensemble, plus ou moins harmonieusement comme par le passé*
- *ou avez-vous quelques doutes sur la solidité du lien confédéral*
- *ou encore êtes-vous plutôt pessimiste, craignant une grave crise interne ?"*

La confiance dans la solidité du lien confédéral, fondement même de l'identité suisse, tend à s'effriter. Les personnalités interrogées ne sont plus, comme en 1994, persuadées en majorité que les Suisses continueront à bien vivre ensemble d'ici 5 - 10 ans.

	SOPHIA 95	Rappel SOPHIA 94
- optimisme	43%	57%
- doutes	42%	37%
- pessimisme	13%	6%
- sans réponse	2%	-

L'inquiétude quant à la permanence de la cohésion nationale est présente dans tous les milieux professionnels (particulièrement dans l'administration) et quelle que soit la tendance politique. C'est chez les sympathisants de la droite que l'optimisme, encore très largement majoritaire en 1994, s'est le plus effrité (- 20% environ).

Dans l'esprit de nos élites nationales, sans différences significatives d'opinion entre les régions linguistiques, le fossé s'élargit donc, l'incompréhension grandit. Nous ne saurions juger si ce souci quant à l'évolution du lien confédéral est absolument fondé ou non, et quels sont les événements récents qui ont découragé à ce point nos leaders.

Sentiment personnel

"Depuis deux ans, le Conseil fédéral a été désavoué par le peuple en votation populaire sur quelques projets importants, concernant essentiellement la politique étrangère (EEE, Casques bleus, initiatives des Alpes ...). Aujourd'hui, quelle est votre réaction personnelle ?

- *vous êtes déçu et découragé, il vous semble que la Suisse n'évolue plus, vous craignez qu'elle reste en marge et que, finalement, elle s'appauvrisse*
- *cela vous touche peu, les votes ont donné l'opinion du peuple, on est en démocratie, ces idées passeront un jour si elles sont pertinentes*
- *ces résultats montrent un état d'esprit individualiste et témoignent d'une foi dans la Suisse et ses valeurs traditionnelles; cela n'entame pas votre optimisme pour l'avenir."*

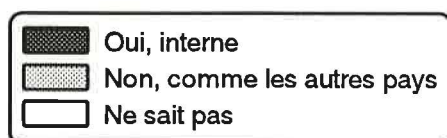
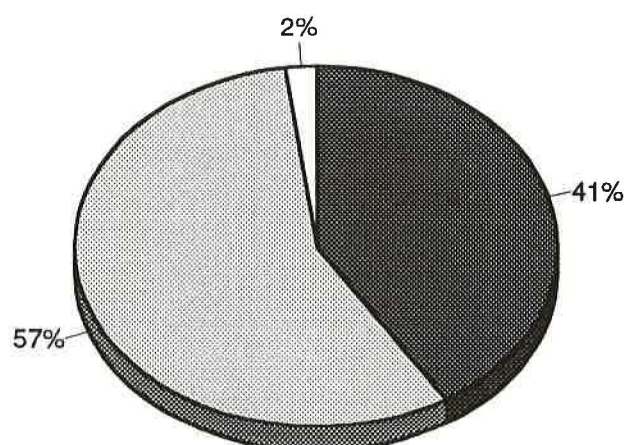
Au vu des différentes constatations analysées plus haut et des critiques ou remarques émises par les personnalités interrogées, on ne s'étonnera pas que le climat général tende vers la déprime chez les leaders d'opinion, c'est-à-dire chez ceux "qui sont en charge de réfléchir et de communiquer", et de ce fait peuvent exercer une influence sur la marche du pays et sur l'état de l'opinion.

Se sentent ...	Total	Droite	Gauche
- découragés	63%	49%	85% ↗
- indifférents	22%	25%	10%
- ont foi en la Suisse	13%	22%	4%

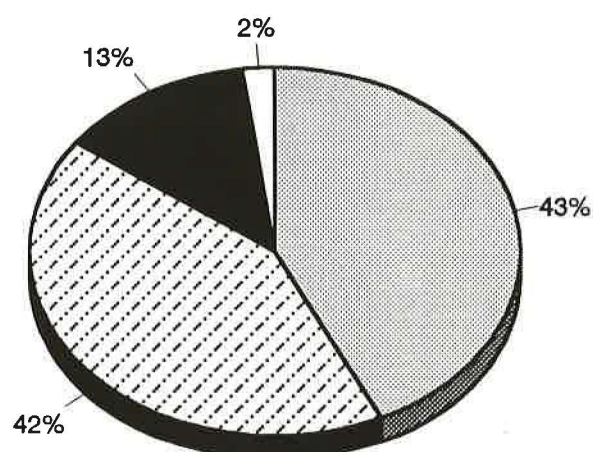
Confiance ou déprime ?

(Base : 241 leaders en Suisse)

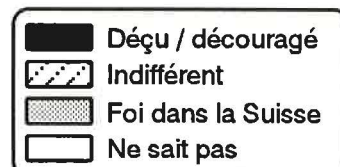
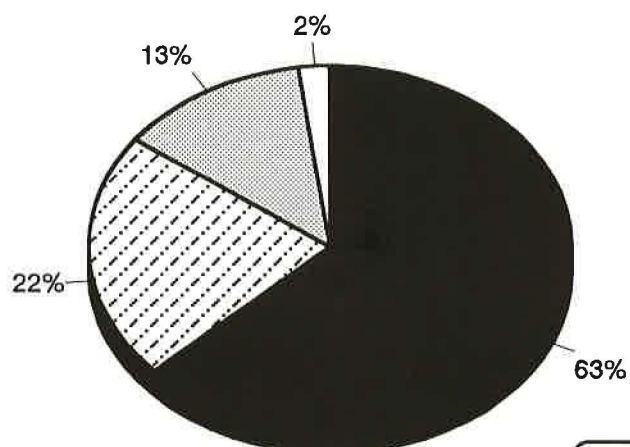
Crise interne ?



Confiance dans le lien confédéral ?



Découragement personnel ?



Il faut noter que le découragement est particulièrement marqué à gauche alors même que le pays est gouverné en consensus par les deux tendances politiques. L'une et l'autre tendances politiques peuvent se sentir autant maltraitées par le peuple (les mots d'ordres des derniers scrutins étaient les mêmes à droite et à gauche).

Il doit s'agir dès lors chez les leaders de gauche d'une réaction à la mainmise sur le pouvoir par les forces économiques, ce qui est bien évidemment plutôt contraire à l'idéologie de gauche qu'à celle de droite.

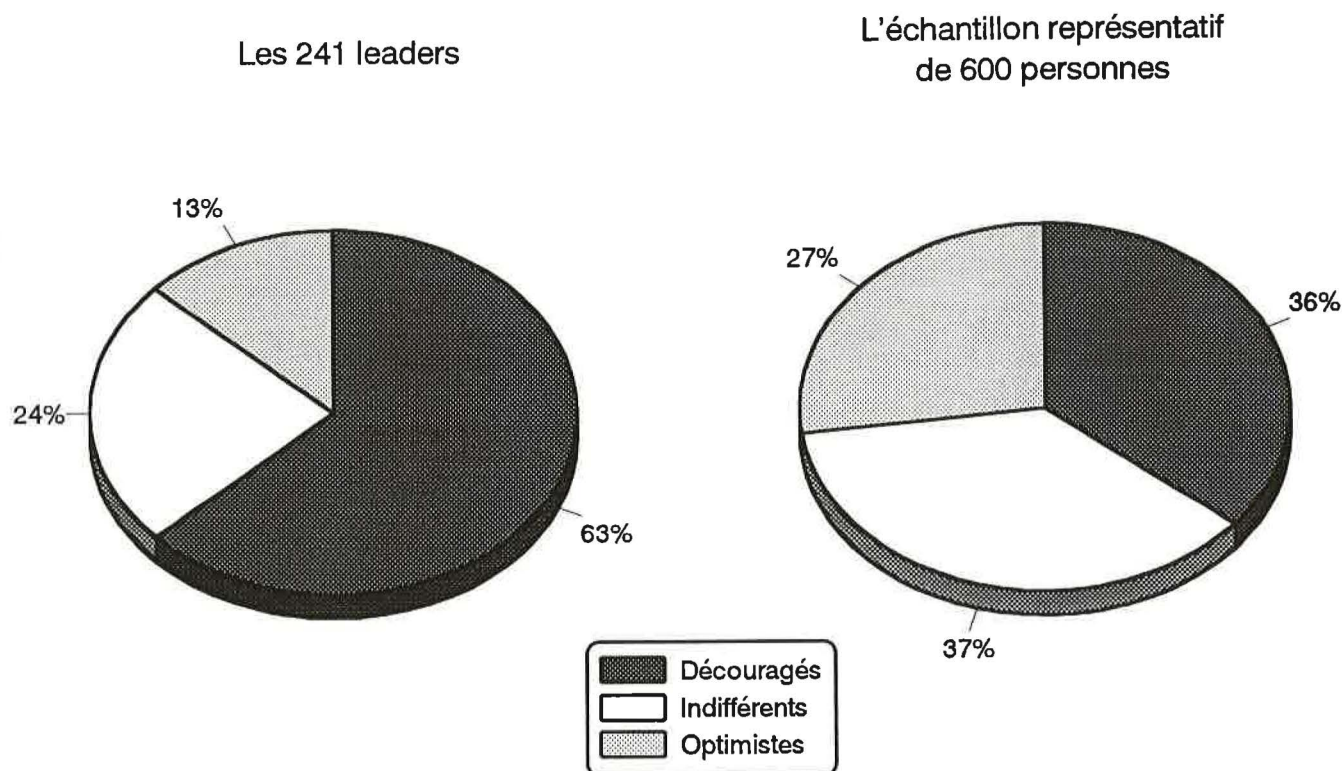
On remarque que, même dans les milieux politiques qui en principe sont aux commandes, le pessimisme est majoritaire (59%). Faut-il en conclure que ceux-là même qui sont en mesure d'agir se sentent démunis et perçoivent l'inutilité de leurs efforts de changement ou d'amélioration ?

Ces résultats sont particulièrement préoccupants car on ne peut rien attendre de constructif et de concret de la part de leaders déprimés, dont la combativité a laissé place au découragement.

Si la Suisse a réellement besoin de réformes structurelles profondes, il conviendrait au contraire que ses leaders (politiques surtout) relèvent les manches, dans la cohésion. Les doutes qui s'installent au sujet du lien confédéral d'une part et les solutions opposées que prônent les leaders de droite et de gauche, ne laissent pas espérer une action unie et forte, d'autant que ceux qui exigent les changements les plus profonds sont aussi les plus découragés.

La population bien moins déçue que ses leaders

Sur la même question, la population donne des résultats fondamentalement différents



On observe en outre que les hommes sont beaucoup plus optimistes que les femmes, et que les différences ne sont pas très marquées selon les âges, bien que les jeunes soient un peu plus découragés.

Le découragement va croissant avec la formation scolaire, tout en restant pourtant en-deçà du pessimisme des leaders.

Tout comme chez les leaders, la droite est moins découragée que la gauche, et les Alémaniques moins que les Romands.

Ainsi, on constate que les ressources d'optimisme de la population sont plus grandes que celles des leaders, qui gèrent chaque jour la réalité des problèmes dans leur vie d'entrepreneurs, de politiciens, de fonctionnaires ou de chercheurs. Cependant, on pourrait estimer aussi qu'ils devraient avoir des ressources supérieures pour vaincre le découragement ainsi que des moyens d'action plus directs sur les situations qu'ils déplorent.

Il n'en reste pas moins que ce hiatus entre l'opinion publique et les leaders explique bien les discours décalés entre les leaders (au travers des médias) et les conversations "de café du commerce" : les uns parlent d'une situation morose, d'une incapacité à surmonter les problèmes et d'une image de la Suisse plutôt négative (avec les nouveaux mots à la mode tel que frilosité, repli, manque d'élan, manque de confiance en soi, etc.) et les autres critiquent les édiles, les gens en place, les responsables du pays, en déplorant leur manque de carisme, leur incapacité à parler vrai, leur manque d'idées neuves et d'action concrètes.

Le vrai clivage entre le peuple et les autorités ne viendrait-il pas tout simplement d'une crise psychologique chez les uns, moins présente chez les autres ?

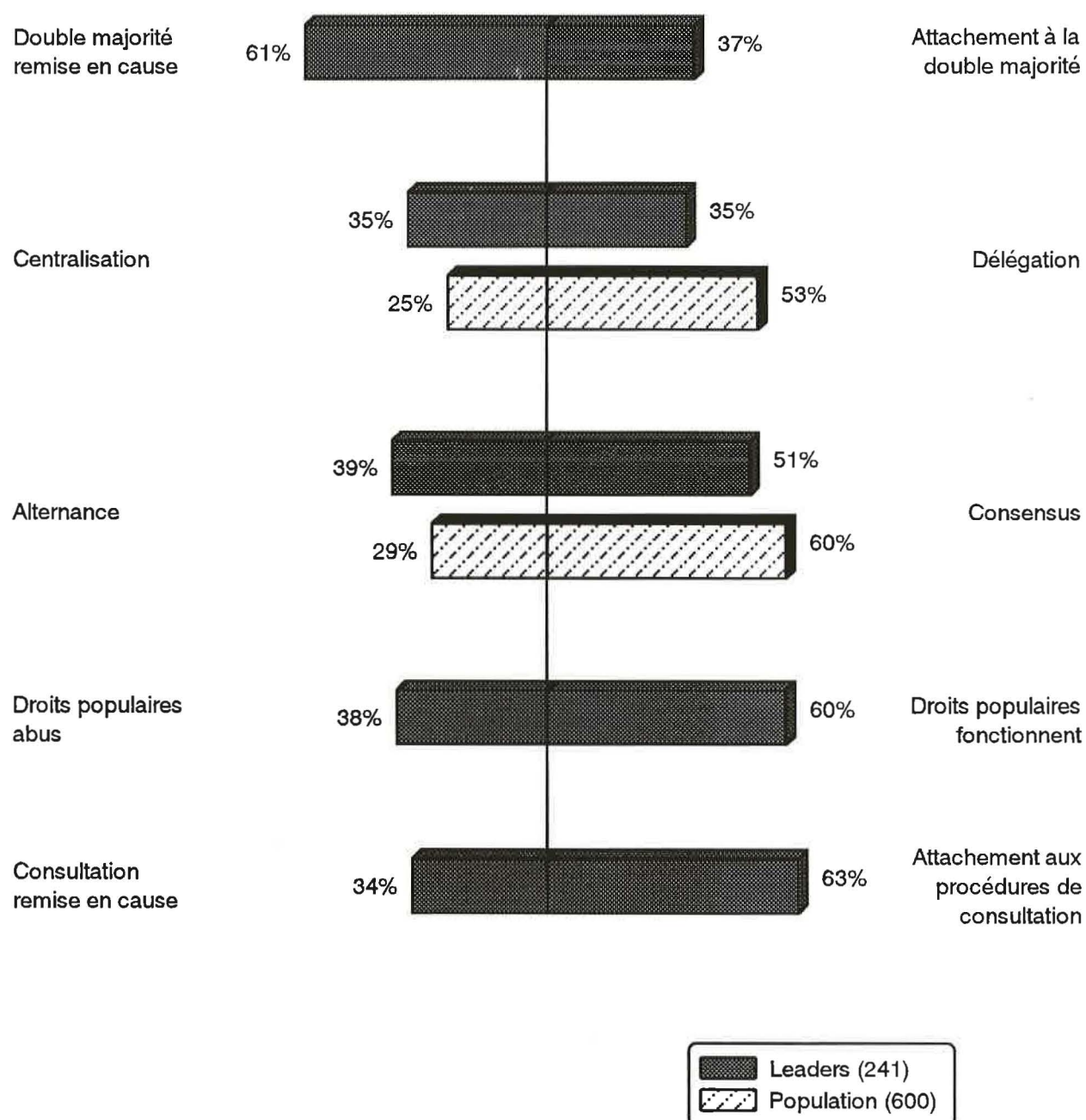
SOPHIA montre que la population des leaders est partagée entre 57% de pessimistes exigeant des réformes profondes, et 41% de leaders sereins pour lesquels ces mêmes réformes ne sont pas nécessaires.

Tout le malaise viendrait du fait que la population inverse cette tendance. Les leaders pessimistes qui sont majoritaires se heurtent donc à une certaine sérénité de la population qui, lors des votes, contredit leur prise de position (EEE, casques bleus, etc.).

En revanche, il faut bien constater que les Suisses ont voté positivement sur les NLFA (grand projet mobilisateur et ouvert sur l'Europe) et sur l'initiative des Alpes, montrant à tort ou à raison une absolue certitude quant aux options écologiques de la Suisse. Ces deux votations montrent, comme les résultats de notre sondage auprès de la population, une certaine volonté d'affirmation de soi, volonté que les leaders n'ont pas l'air d'être prêts à soutenir.

Notre rôle ici n'est pas de dire qui a raison, mais de relever plutôt les niveaux de dysfonctionnement entre les différentes forces en présence. A noter d'ailleurs avec quelle logique les milieux économiques, pourtant situés politiquement à droite, appellent des réformes profondes, voire une modification des structures mêmes de la Suisse (alternance, suppression de la double-majorité, réduction des droits populaires).

Les réformes souhaitées par les leaders et par la population



3.5. EN RESUME

Selon que les personnalités interrogées souhaitent de **profondes réformes** de notre système politique ou qu'un **simple lifting** leur paraît suffisant pour remédier à certains dysfonctionnements actuels, leur image du pays est évidemment différente.

Ce sont ces **deux images de la Suisse** que nous avons pu cerner, l'une nettement plus morose que l'autre, à partir des thèmes particuliers évoqués au cours du questionnaire : opinions sur certaines réformes, état d'esprit, climat général.

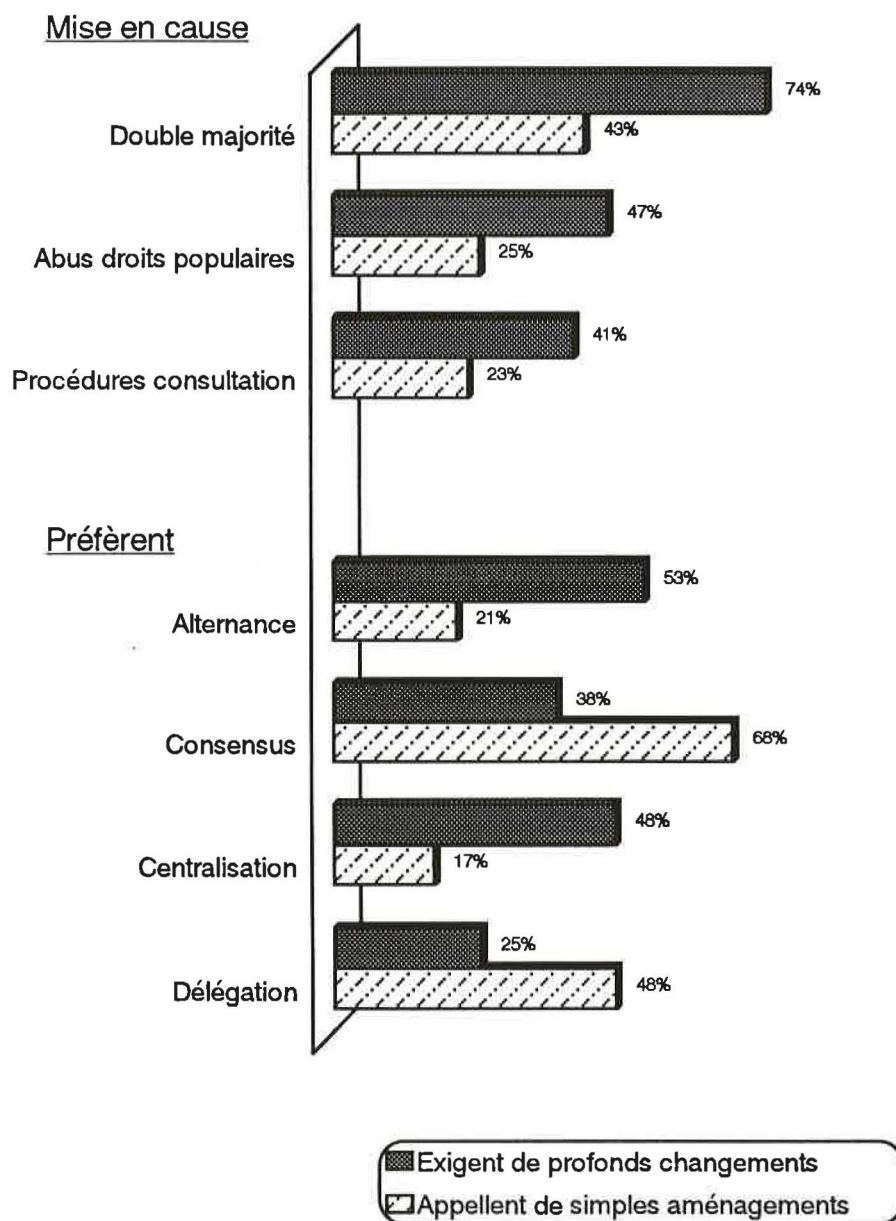
Les deux tableaux ci-après résument les principaux courants qui se sont exprimés dans chacun des groupes de leaders :

- le groupe qui préconise des **changements profonds** de notre système politique (139 personnalités = 57% de l'échantillon)
- le groupe qui souhaite de **simples aménagements** (102 personnalités = 41% de l'échantillon)

Identification :

- le premier groupe a une composante un peu plus jeune, une répartition équilibrée des sensibilités politiques gauche/droite et compte un peu moins de personnalités engagées dans la politique active, notamment au niveau fédéral
- le second groupe a une composante un peu plus âgée, tend plutôt vers la droite et compte un nombre plus élevé de politiciens fédéraux.

Critiques et réformes exprimées selon l'exigence de réformes profondes ou légères



Il faut des changement (139 = 100%)

Raisons :

- la démocratie suisse n'est plus adaptée/ne fonctionne pas bien (68% donnent une note en dessous de la moyenne)
- doutes sur la solidarité du lien confédéral 65%
- la Suisse vit une crise politique interne et une crise identitaire grave 56%
- elle perdra de son image internationale à l'avenir 54%

Opinions majoritaires dans ce groupe empreint d'un pessimisme profond

Remettent en question

- la neutralité 54%
- la double-majorité (peuple et cantons) 74%
- l'abus des droits populaires 47%

Souhaitent

- l'alternance 53%
- une plus grande centralisation 48%
- l'adhésion à l'UE 75%

En conséquence ils sont découragés et déçus 77%

Il faut de simples aménagements (102 = 100%)

Raisons :

- la démocratie suisse ne fonctionne pas si mal : (74% donnent une note en dessus de la moyenne)
- confiance dans la solidité du lien confédéral 61%
- la crise n'est pas propre à la Suisse, c'est comme pour les autres pays 75%
- quelques doutes sur son image internationale à l'avenir 44%

Opinions
majoritaires
dans ce groupe
empreint de
sérénité
moderniste

Attachement marqué :

- au fédéralisme 54%
- à la démocratie directe 55%
- aux droits populaires 72%

Défendent :

- la double-majorité 54%
- les procédures de consultation 75%

Souhaitent :

- garder le consensus 68%
- une plus grande délégation aux cantons 48%
- l'adhésion à l'UE, à une faible majorité 52%

En conséquence leur attitude d'ensemble est divisée :

- une moitié du groupe (réformiste) se montre plutôt déçue et découragée à raison de 63%
- l'autre moitié (conservatrice) est optimiste (30%) ou peu dérangée dans sa confiance (43%)

4. LE CONSEIL FEDERAL ET LES CHAMBRES

4.1. TEMPS DIFFICILES POUR LE CONSEIL FEDERAL - MAUVAIS TRAVAIL POUR LES CHAMBRES

"Veuillez juger globalement le Conseil fédéral, puis les Chambres :

- travail excellent, vous êtes très satisfait*
- bon travail, vous n'êtes pas trop critique*
- travail moyen mais les temps sont difficiles,*
- mauvais travail, beaucoup de critiques à formuler*
- très mauvais travail, porte une lourde responsabilité dans la situation actuelle du pays"*

Le mécontentement est très général à l'égard du travail effectué par les Chambres fédérales, avec d'importantes nuances selon la sphère d'activité des leaders, et bien évidemment la sensibilité politique. Plus de la moitié des leaders interrogés déclarent que le Parlement travaille mal; il y en a même deux sur dix pour penser que, ce ce fait, il porte une lourde responsabilité dans la situation actuelle du pays.

Les plus indulgents - encore que l'appréciation ne soit quand même pas très élogieuse - sont les personnalités appartenant aux milieux politiques, dont bon nombre répugnent à s'autocritiquer.

Les plus sévères sont issus des milieux économiques et du groupe des sympathisants de la gauche où la critique ascende à près de 2/3 des opinions émises.

"Katastrophal ! Im Herbst 95 müsste Bundesrat und Parlament zu 100% ersetzt werden : tabula rasa !"

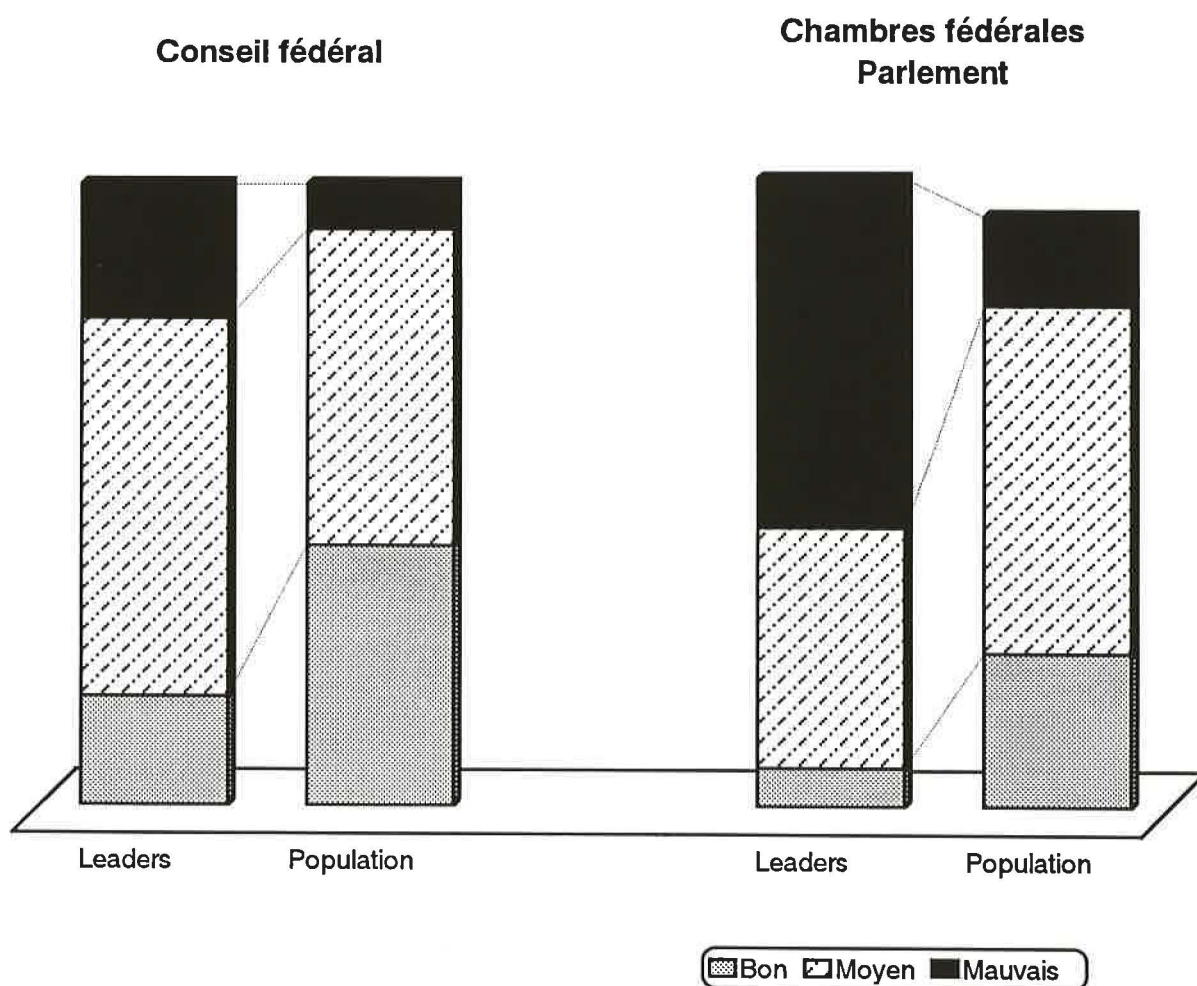
Ce mauvais travail résulte-t-il de l'incompétence de trop de parlementaires, du manque de formation politique, des affrontements partisans, des opportunistes à court terme d'une politique par trop politicienne, insoucieuse du bien général ? De la difficulté qu'ont les parlementaires de conserver une vue d'ensemble et de faire preuve d'esprit de synthèse ?

S'agissant d'une "fin de règne", il ne nous a pas paru opportun d'analyser en détail les raisons pour lesquelles les leaders interrogés ont un jugement si négatif. On peut souhaiter que le prochain Parlement sorti des urnes en automne 95 répondra mieux aux attentes.

"Où va l'Etat lorsque la confiance dans ses servants est pareillement ébranlée ?" demandait Denis Barrelet, journaliste parlementaire à 24-Heures le 31.1.95. Mais comment affirmer que la confiance est ébranlée au vu des résultats que nous obtenons auprès de la population. En effet, celle-ci se montre beaucoup plus clémentine que les leaders, même si les notes moyennes traduisent des jugements assez mitigés.

Comme les leaders, la population est nettement plus sévère avec les Chambres (pourtant élues par elle) qu'avec le Conseil fédéral.

Jugement sur le travail des autorités fédérales



A noter encore que la population alémanique est plus élogieuse que les Romands en ce qui concerne le Conseil fédéral alors que les deux régions sont unanimes pour critiquer les Chambres.

A droite comme à gauche, la population partage à peu près les mêmes points de vue ici, alors que chez les leaders, la droite est plus critique envers le Conseil fédéral mais plus élogieuse vis-à-vis des Chambres.

En comparaison, le travail du Conseil fédéral, qui subit pourtant depuis quelques années nombre d'attaques de la part des médias qui en font le bouc émissaire du mécontentement populaire, obtient auprès des leaders interrogés un score honorable, l'appréciation étant plutôt moyenne dans l'ensemble.

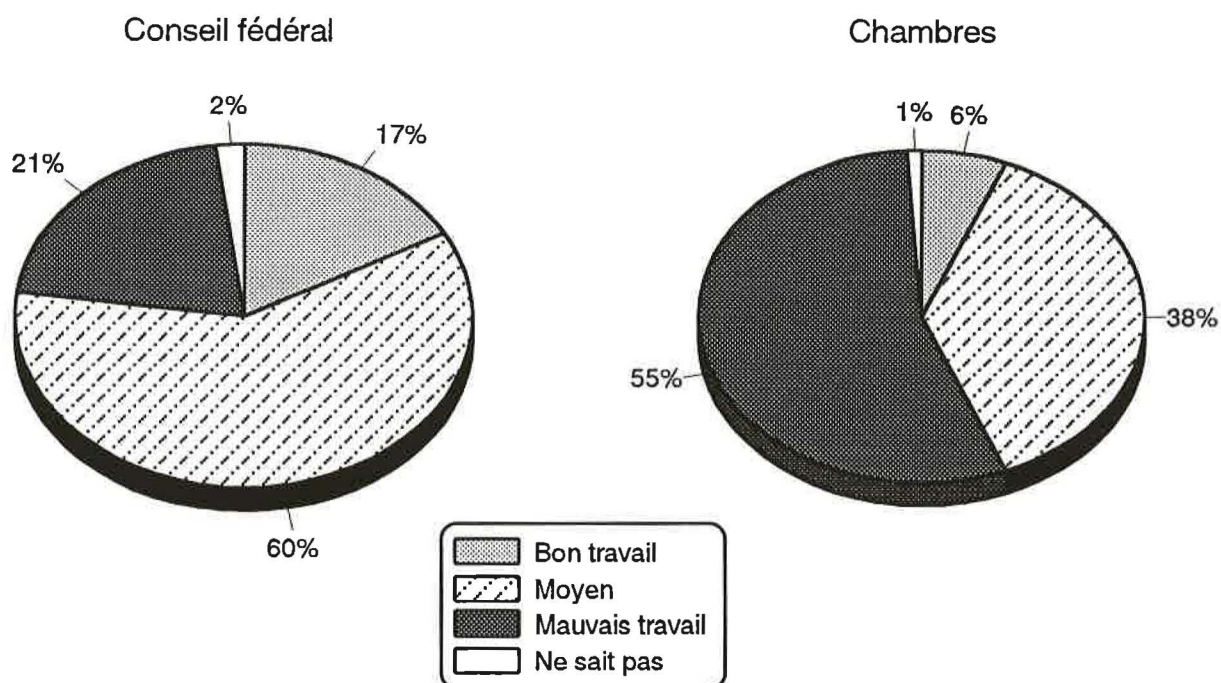
Un leader sur cinq pense que le Conseil fédéral travaille mal alors qu'il n'obtient un véritable "satisfecit" qu'auprès d'une petite minorité (17%).

Les critiques viennent en majorité des sympathisants de la droite et des milieux de l'économie et, bien évidemment des leaders qui aspirent à des changements en profondeur de notre système politique. Le Conseil fédéral n'échappe pas à leur désir de réformes.

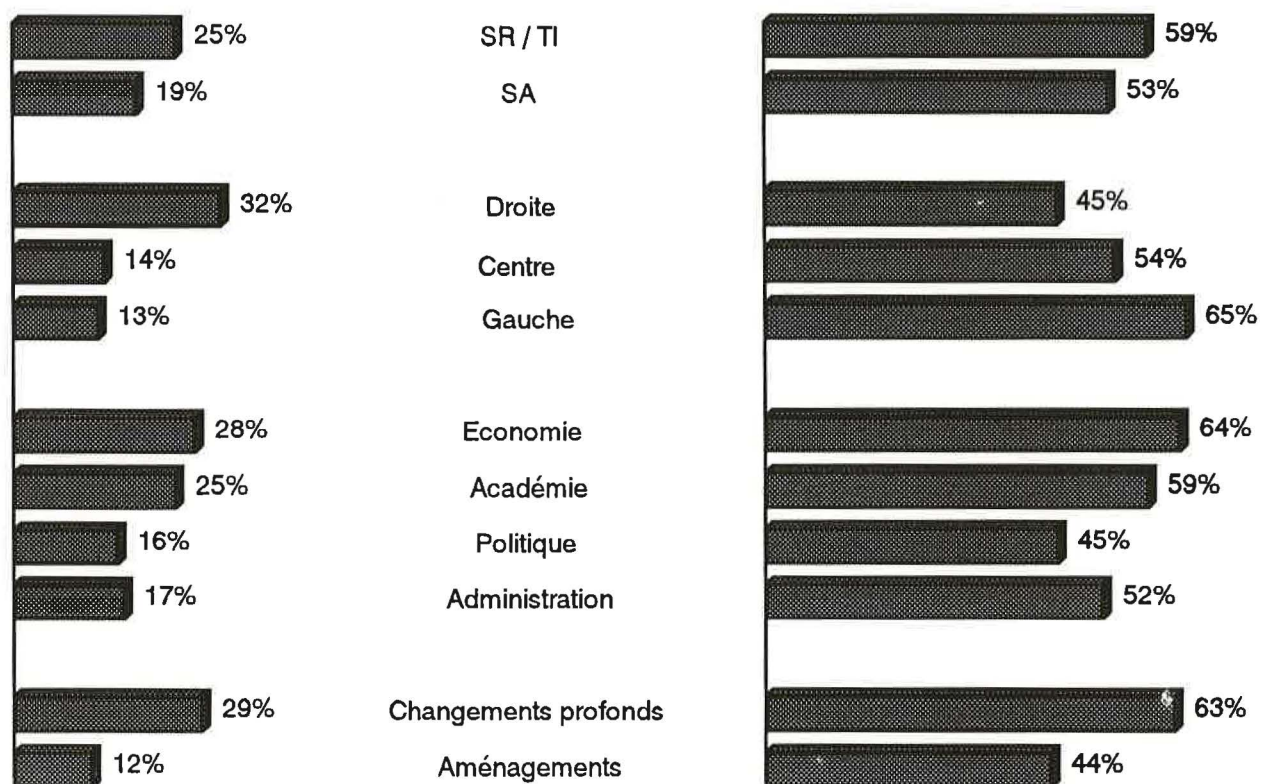
Les jugements sévères à l'égard du Conseil fédéral sont corrélés bien évidemment au mal-être des leaders qui ont le sentiment que la Suisse vit une crise intérieure propre.

Globalement, 15% des leaders interrogés se déclarent tout à fait insatisfaits de ce qui se passe à Berne, aussi bien au Conseil fédéral qu'au Parlement (mauvais travail portant).

Le travail du Conseil fédéral et des Chambres



Qui distribue les mauvaises notes ?



4.2. IMAGE DU CONSEIL FEDERAL : DIVISION ET INEFFICACITE

Voyons plus en détail ce qu'on reproche au Conseil fédéral.

"Sur la base d'une série de réflexions qui reviennent dans le débat public (malgré le côté caricatural d'un tel exercice), veuillez nous donner votre jugement sur le Conseil fédéral in corpore. (échelle à 7 points pour nuancer votre jugement)"

"A votre avis, le Conseil fédéral :

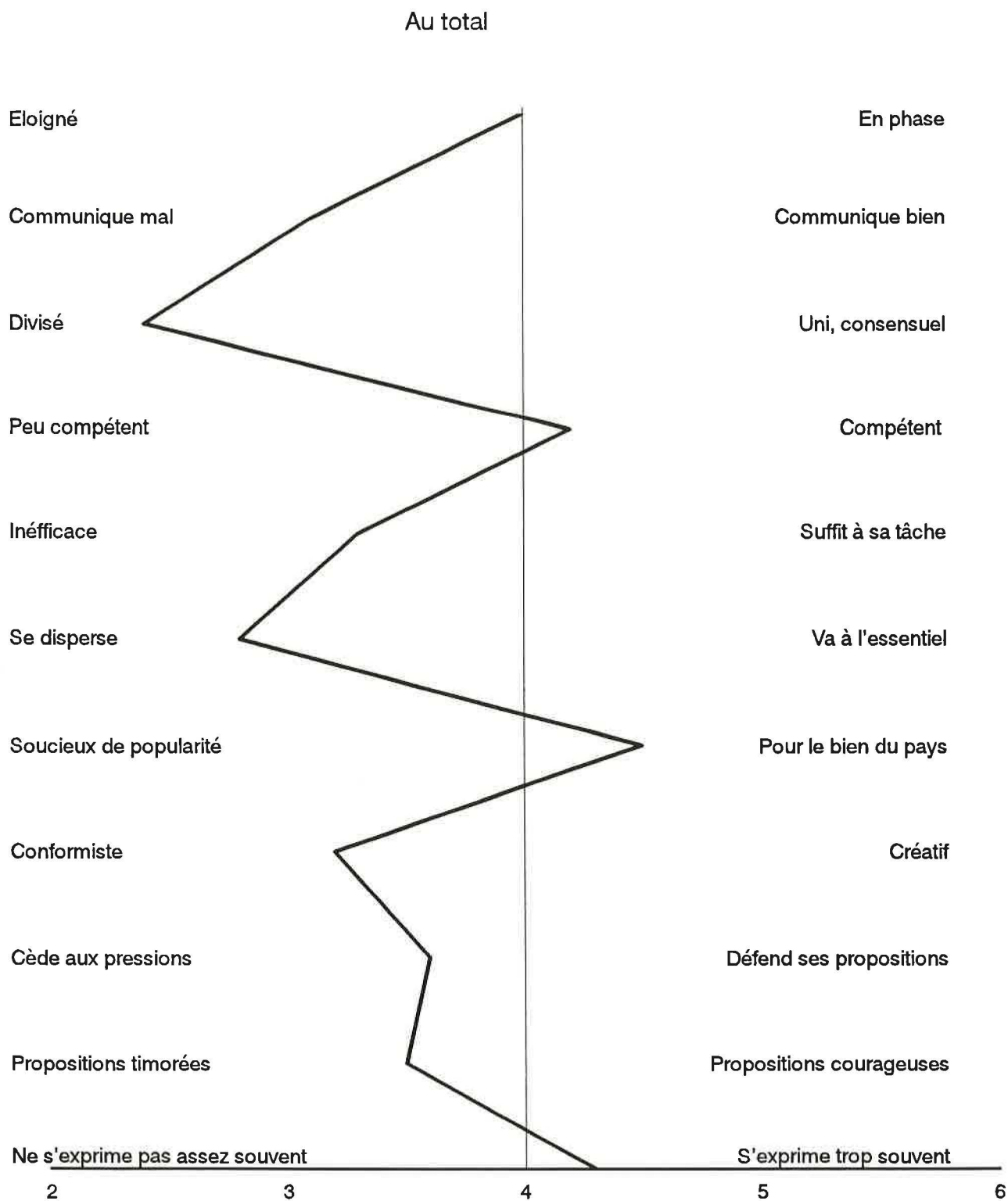
- est en phase avec la réalité, proche des préoccupations des Suisses ou est déphasé, éloigné des vraies préoccupations des Suisses*
- communique bien ses idées, de façon directement compréhensible ou communique mal ses idées, de façon peu compréhensible*
- est uni, consuel et vraiment collégial ou est plutôt divisé, la collégialité ne fonctionne plus*
- se compose d'hommes et de femmes compétents ou se compose d'hommes et de femmes peu compétents*
- suffit bien à sa tâche, est efficace ou ne maîtrise pas bien l'ensemble des problèmes, est inefficace*
- va à l'essentiel, a une vision globale claire ou se disperse dans le détail, a une stratégie confuse*
- travaille pour le bien du pays, est désintéressé ou il est soucieux de popularité individuelle, attaché aux signes du pouvoir*
- est plein d'idées novatrices, créatif ou il est conformiste, sans imagination*
- défend fermement ses propositions malgré les oppositions qu'elles peuvent rencontrer ou cède trop facilement à des pressions contradictoires*
- ose des propositions courageuses ou s'en tient à des propositions timorées*
- s'exprime trop souvent ou ne s'exprime pas assez souvent*

Etablir le portrait du Conseil fédéral sur la base de 11 paires de qualificatifs opposés, c'est bien entendu réducteur. Cependant, on voit se dessiner une image qui présente quelques reliefs intéressants.

	Note moyenne 4,0	Appréciations négatives (au- dessous de la note moyenne)
Principales critiques : appréciations sévères		
- est divisé, manque de collégialité	2,4	84%
- se disperse dans le détail, manque de vision globale claire	2,8	70%
- plutôt mauvais communicateur	3,1	61%
- n'est pas assez efficace, ne maîtrise pas bien l'ensemble des problèmes	3,3	61%
- peu novateur ni créatif, plutôt conformiste et sans imagination	3,2	56%
Ni qualités, ni défauts particuliers : appréciation médiocre à moyenne		
- ni très courageux ni par trop timoré dans ses propositions	3,5	51%
- cède un peu mais pas trop à des pressions contradictoires	3,6	50%
- pas vraiment en phase avec la réalité ni bien proche des préoccupations des Suisses	4,0	37%
Appréciations assez positives		
- composé de personnalités compétentes	4,2	33%
- désintéressé, travaille pour le bien du pays	4,5	31%

Image du Conseil fédéral

(Base : 241 leaders en Suisse)



L'image globale est loin d'être excellente, à peine honorable. Le profil, situé presque exclusivement dans le registre négatif, donne une impression plutôt terne.

- **Le gros poins noir : le manque de collégialité**, souligné particulièrement par les sensibilités proches de la droite et les plus âgés; ce reproche est certes banal; un certain nombre d'accrocs à la collégialité ont été rendus publics, chacun en est informé.

L'opinion très négative des leaders confirme leur sensibilisation à cet aspect relativement nouveau du collège gouvernemental sur lequel les médias ne se font pas faute d'insister fréquemment. Car la note est vraiment basse. 60% des leaders attribuent les notes 1 ou 2 maximum.

On verra plus loin que la formule magique est assez largement remise en cause; mais elle ne semble pas être le seul facteur de division au sein du Conseil fédéral

- Plus grave cependant : **le manque de vision globale**, de stratégie claire, la dispersion du Conseil fédéral dans le détail. On verra plus loin que, en conséquence, les leaders demandent au Conseil fédéral "d'établir des priorités, un programme de gouvernement" ou de législature.
- Quant au **conformisme**, comment ne pas l'être quand chaque projet est soumis à la double sanction du Parlement (les deux Chambres) et du peuple ?
- Mais aussi une **grande qualité**, essentielle : l'honnêteté, le désintéressement et le **dévouement à la cause publique**. En effet, majoritairement les leaders, quelles que soient leurs sympathies politiques, en toutes régions (et plus encore les Latins) pensent que le Conseil fédéral travaille pour le bien du pays (57%); moins de 2 leaders sur 10 (plutôt en Suisse alémanique et à droite, ainsi que ceux qui prônent l'alternance) leur attribuent un désir de popularité individuelle.

- Une petite correction s'impose toutefois : "Le Conseil fédéral aurait tendance à **s'exprimer trop souvent**". D'après les commentaires spontanés qui nous ont été faits, ce reproche pourrait s'adresser plutôt aux prises de position personnelles de certains Conseillers fédéraux, en corrélation avec le manque de collégialité (il s'agit des mêmes sous-groupes : Alémaniques, à droite, milieux politiques.)

Les avis sont dans l'ensemble assez partagés sur ce point. Une bonne moitié des leaders estime finalement que le Conseil fédéral ne s'exprime ni trop ni trop peu. C'est la qualité, la clarté de la communication qui est mise en cause, plutôt que le nombre d'interventions (un peu bruyantes ou intempestives pour certains)

Un leader nous dit : *"un exécutif fort, un législatif critique et une administration modèle ... il est permis de rêver !"*

Image du Conseil fédéral

(Base : 241 leaders en Suisse)

Selon la région linguistique

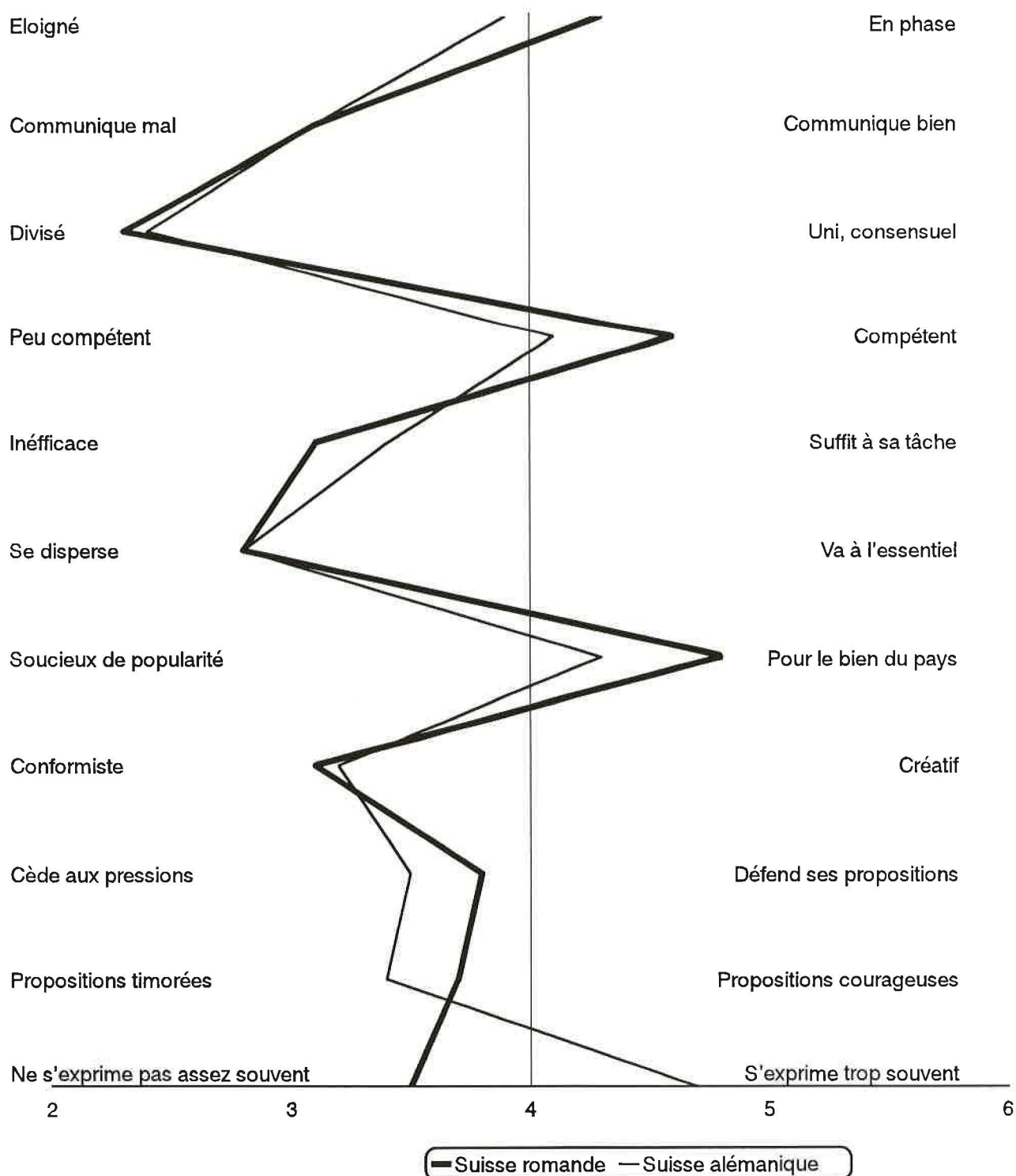
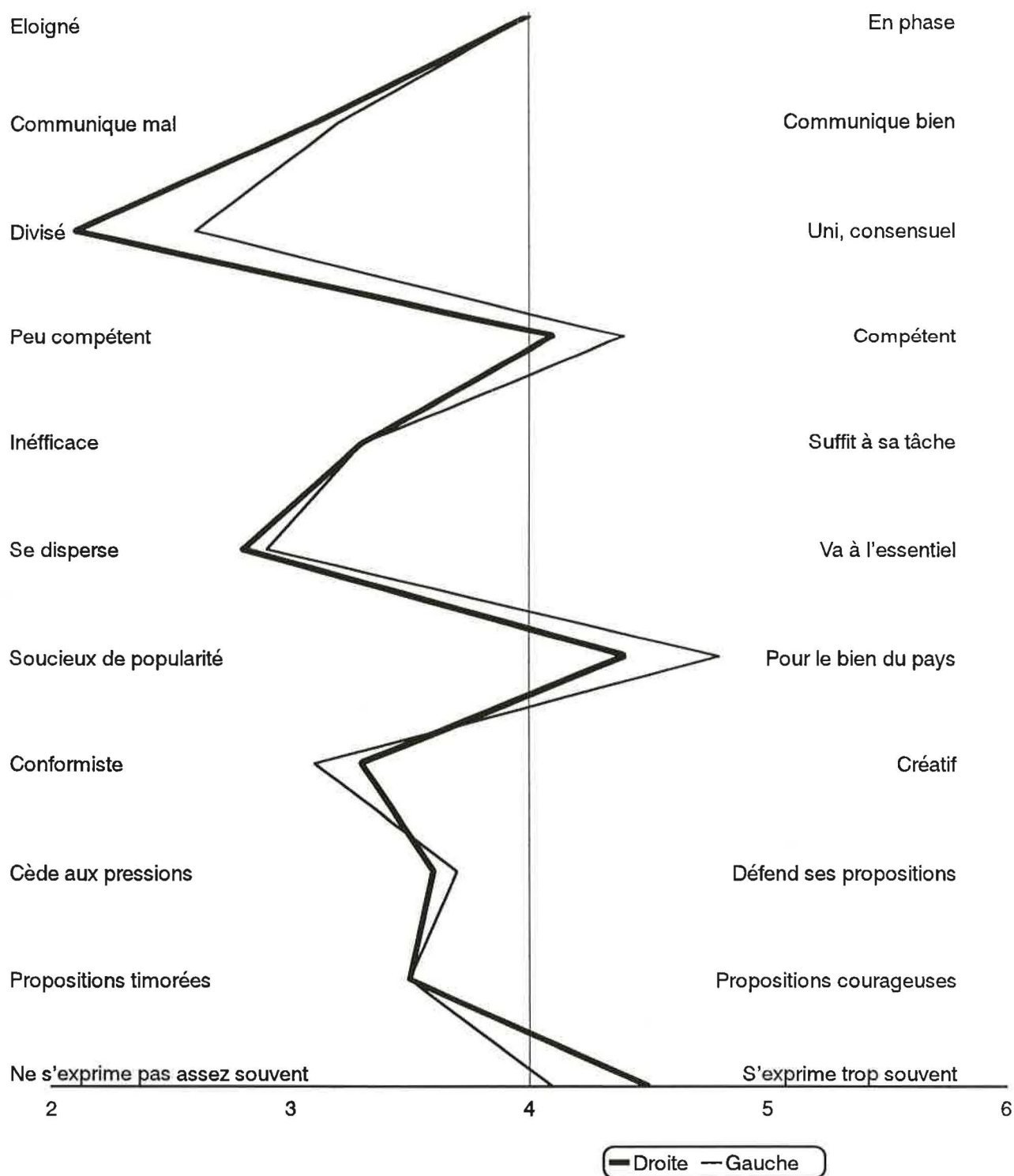


Image du Conseil fédéral

(Base : 241 leaders en Suisse)

Selon la sensibilité politique



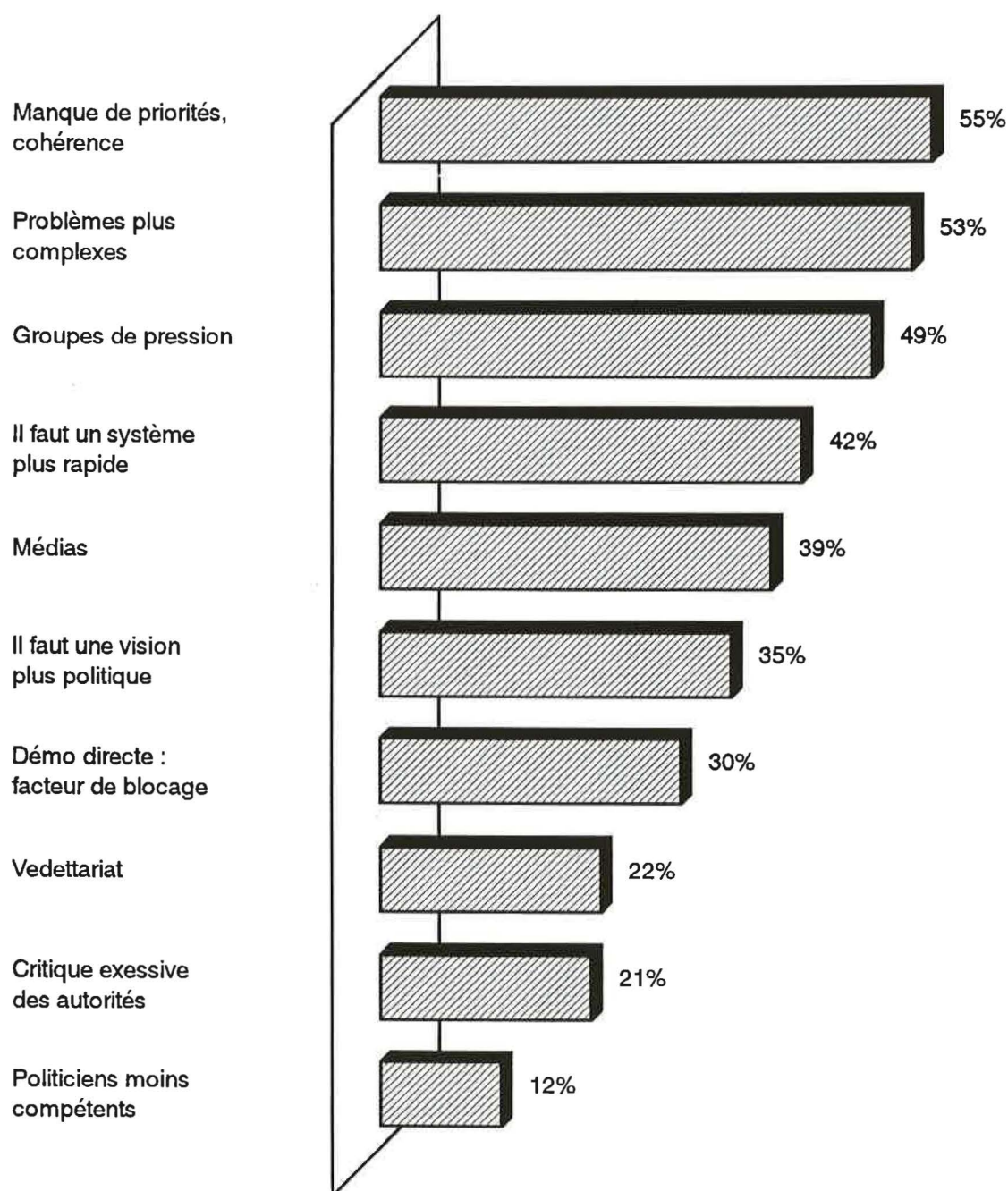
4.3. ILS SONT PEU EFFICACES, MAIS ILS ONT DES EXCUSES

"De nombreuses idées sont avancées pour expliquer le malaise que l'on ressent actuellement dans l'organisation politique suisse. Veuillez noter, pour chacune des explications suivantes, si elle vous paraît

- *un facteur déterminant du malaise*
 - *ou bien une explication parmi d'autres à prendre aussi en compte*
 - *ou encore un facteur négligeable*
-
- *aujourd'hui, tout va plus vite et il faut un système politique plus rapide*
 - *aujourd'hui, les politiciens sont moins compétents qu'avant*
 - *les problèmes qui se posent aujourd'hui sont plus complexes, hors de portée d'une grande partie de la population*
 - *la démocratie directe est un facteur de blocage permanent*
 - *le système suisse ne favorise pas le vedettariat, alors que les Suisses aujourd'hui ont envie de leaders*
 - *aujourd'hui les groupes de pression sont très nombreux et bien structurés, ils pèsent trop lourdement sur les décisions politiques, empêchent une action gouvernementale cohérente*
 - *avant les Suisses avaient le respect des autorités et les remettaient moins en question qu'aujourd'hui où la critique est devenue souvent excessive*
 - *les médias jouent désormais un rôle ambigu, très critique et donc déstabilisateur*
 - *avant, le système était moins centralisé et le gouvernement était plutôt gestionnaire; aujourd'hui que l'Etat central concentre plus de tâches, le Conseil fédéral devrait avoir une vision plus politique des choses*
 - *le Conseil fédéral ne définit pas assez clairement les priorités; les problèmes sont traités par les Chambres au coup par coup, sans cohérence apparente*

Les causes déterminantes du malaise

(Base : 241 leaders en Suisse)



Les leaders interrogés reconnaissent que les principaux facteurs pouvant expliquer le malaise ressenti dans l'organisation politique suisse (opacité du pouvoir et confusion, un monde politique qui est de plus en plus déconnecté de la population, ...) relèvent à la fois :

 **d'éléments objectifs** liés au contexte international, à l'évolution du monde (imbrications socio-économiques, technicité des problèmes, etc.) :

- les problèmes qui se posent aujourd'hui sont plus complexes, hors de portée d'une grande partie de la population 53%

Les Alémaniques mettent ce facteur davantage en avant que les Latins (58% / 44%).

 et de certaines spécificités helvétiques

- **Vison stratégique**

- le Conseil fédéral ne définit pas assez clairement les priorités 55%
- le Conseil fédéral devrait avoir une vision plus politique 35%

Les Latins sont plus attentifs à cet aspect, souhaitent une approche plus globale et davantage d'esprit de synthèse, ainsi qu'une véritable vision politique des problèmes (15 à 20% d'écart d'opinion entre les régions linguistiques).

Il s'agit là d'un besoin largement exprimé aussi de façon spontanée dans les remarques et voeux des leaders. Près de la moitié d'entre eux se sont prononcés dans ce sens : "il manque un programme de gouvernement", "il faudrait un Conseil fédéral plus fort, une politique cohérente, de la vision et du courage politique".

- **Pressions (économiques et autres pouvoirs occultes)**

- Les groupes de pression sont très nombreux et bien structurés, ils pèsent trop lourdement sur les décisions politiques, empêchent une action gouvernementale cohérente

49%

Les Alémaniques trouvent ce facteur plus déterminant que les Latins; il est aussi évoqué fortement par les sympathisants de la gauche.

Rappelons que les groupes de pression, lobbies économiques et corporatismes de diverses nature, ont été cités en bonne place quand il s'est agi de mentionner spontanément les forces en présence, qui détiennent le pouvoir en Suisse.

- **La lenteur dans la prise de décisions**

- Aujourd'hui tout va plus vite, il faut un système politique plus rapide

42%

Allant dans le même sens, mais paraissant un peu moins évident aux leaders :

- La démocratie directe est devenue un facteur de blocage permanent

30%

Cet argument est largement mis en avant par les milieux économiques.

- **Médiacratie**

- Les médias jouent un rôle ambigu, très critique et donc déstabilisateur 39%

Cette cause de malaise semble particulièrement déterminante aux leaders proches de la droite (55% / 25%).

Rappelons combien les leaders ont mis en évidence la montée en puissance des médias quand il s'est agi de juger parallèlement les forces en présence aujourd'hui et dans le passé, et leurs souhaits que ce pouvoir soit moins envahissant à l'avenir.

- **Les responsables politiques**

- Le système suisse ne favorise pas le vedettariat, alors que les Suisses aujourd'hui ont envie de leaders 22%

L'absence de vedettariat politique en Suisse paraît un facteur plutôt négligeable; cela peut jouer un certain rôle mais n'est en aucun cas déterminant pour expliquer le malaise.

L'homme ou la femme-phare, porteur d'espoir ou garant des valeurs traditionnelles ne résoudrait guère le problème.

Les leaders alémaniques se montrent plus réceptifs à cette particularité. (serait-ce un "effet Blocher" ?) alors que cet aspect paraît tout à fait négligeable aux Latins, qu'on aurait pu croire plus influencés par la politique-spectacle à la française ou à l'italienne.

Ces facteurs que les leaders jugent importants et qui auraient conduit au malaise politique actuel ne mettent pas en cause directement les politiciens eux-mêmes. L'insatisfaction vient bien en Suisse de certains dysfonctionnements du système et non pas (ou peu) de personnalités dirigeantes que l'on trouverait inadaptées à leur charge.

Et pourtant, d'une façon générale, les personnalités interrogées déplorent le manque de leaders (éléments moteurs d'une société, personnages d'envergure), notamment dans le monde politique.

- Les Suisses avaient le respect des autorités et les remettaient moins en question qu'aujourd'hui où la critique est souvent devenue excessive 21%
- Les politiciens sont moins compétents qu'avant 12%

La perte d'un certain respect à l'égard des autorités, soumises depuis quelques années à une critique ouverte, et plus vive, ne paraît pas avoir été retenue comme un élément important du malaise politique, sinon par une assez forte minorité des milieux politiques (33%) qui se sent injustement attaquée.

Moins déterminante encore l'éventuelle incompétence des politiciens d'aujourd'hui par rapport à ceux d'hier. Mais ceux d'hier étaient-ils tous à la hauteur ? Quelles compétences attend-on d'un Parlement de milice et des Conseillers fédéraux qui n'ont pas tous (au départ) l'expérience d'un exécutif ?

A droite et dans certains milieux économiques on se montre un peu plus sévère, alors que dans l'administration, on ne fait pas grand crédit à cette explication qui paraît un peu "facile", on se montre plus nuancé : une majorité dans ce groupe pense que c'est simplement une explication parmi d'autres, à prendre aussi en compte.

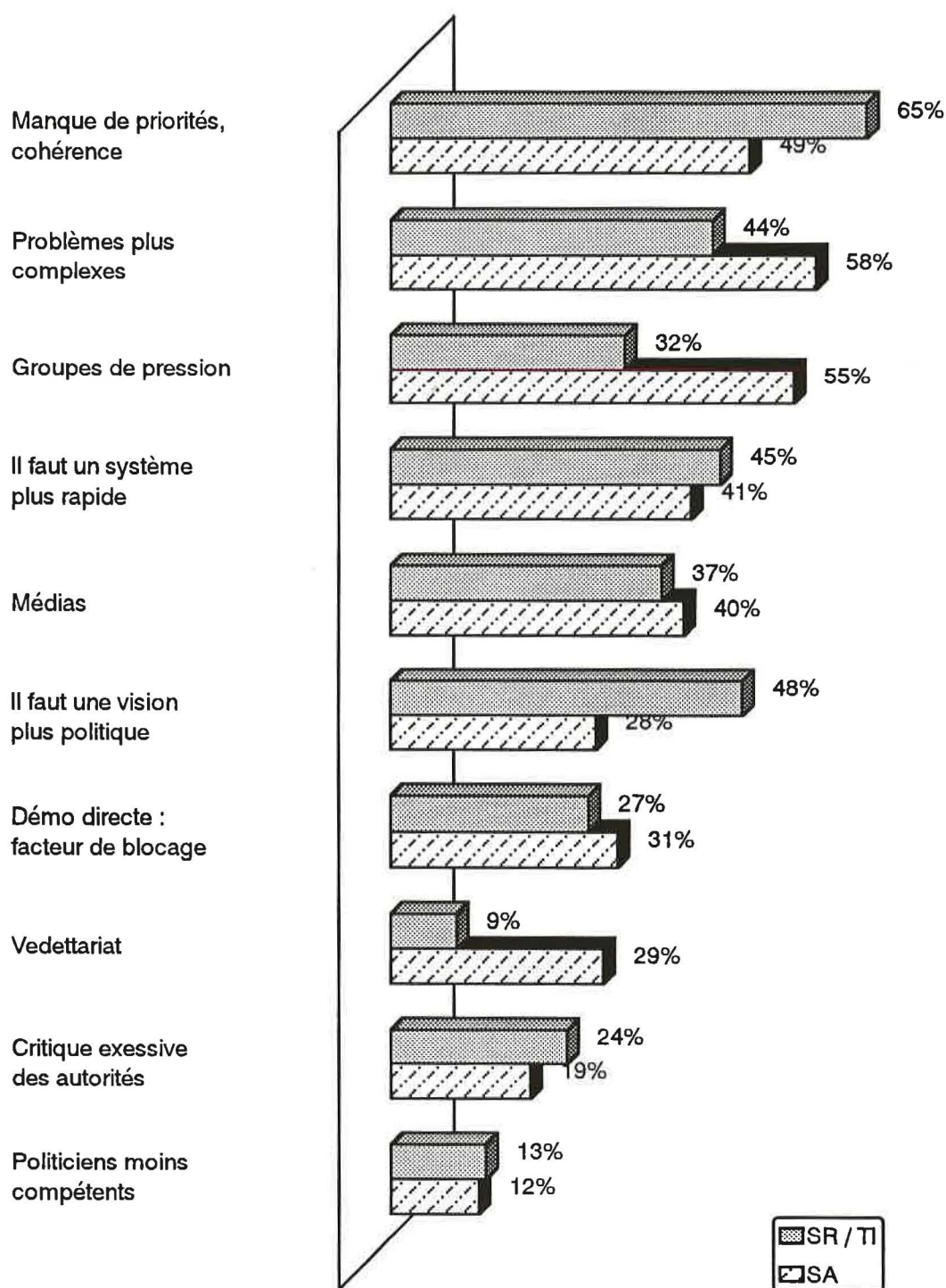
Pour les leaders d'opinion, le "mal governo" ressenti actuellement, encore une fois n'apparaît pas lié à la personnalité des dirigeants, plus ou moins capables, plus ou moins respectés, jouissant ou non d'une grande notoriété, mais à une certaine obsolescence du système.

Dans un état d'esprit qui penche plutôt vers la morosité que vers la joie des "lendemains" qui chantent", les personnalités consultées par SOPHIA ne font pas porter le chapeau à des personnages qui ne seraient pas à la hauteur de leur tâche, du moins en ce qui concerne le Conseil fédéral. Ce sont les structures de notre démocratie qui n'ont pas su ou voulu s'adapter à l'évolution rapide du monde et aux mentalités de cette fin du 20e siècle.

Les causes déterminantes du malaise

(Base : 241 leaders en Suisse)

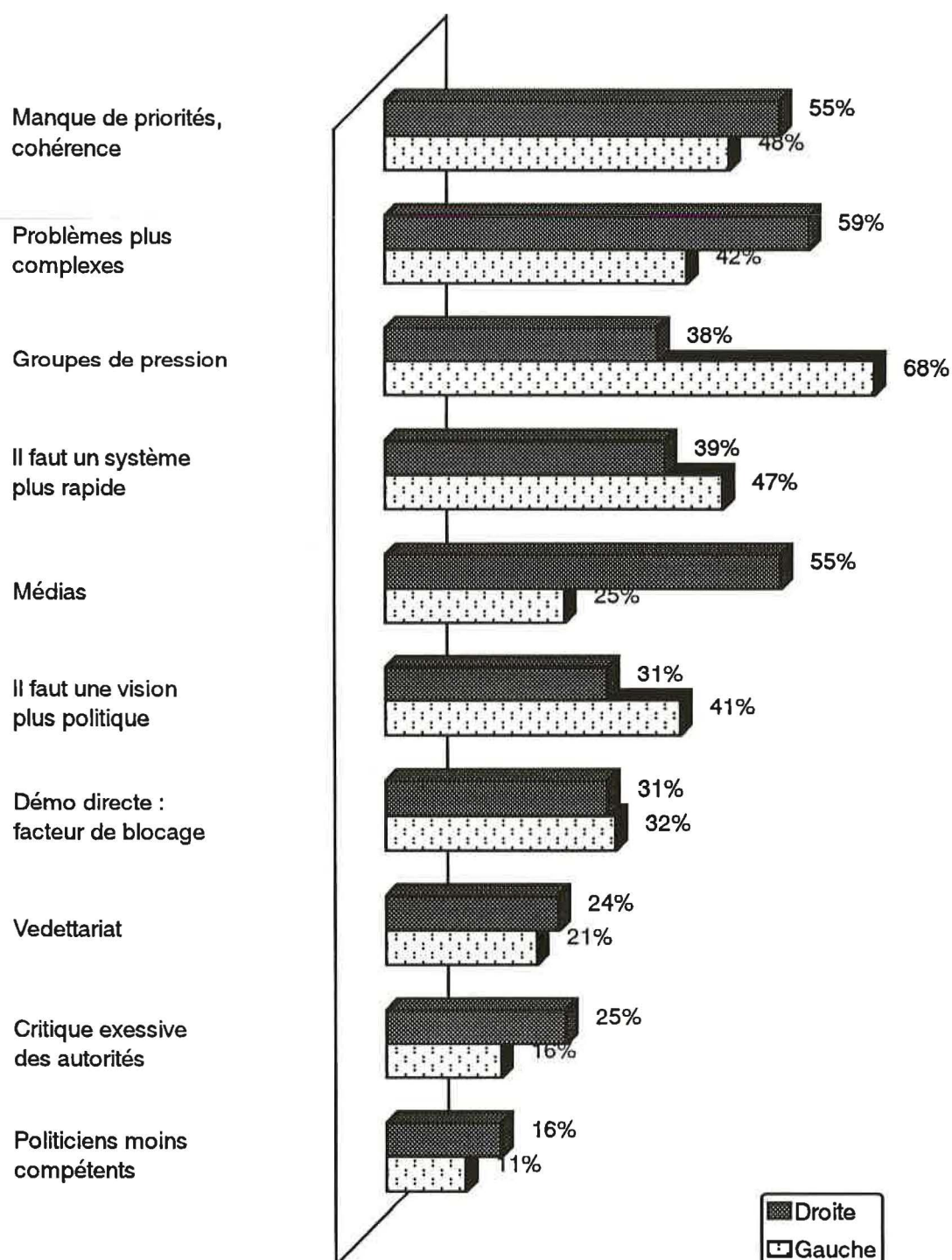
D'après les régions linguistiques



Les causes déterminantes du malaise

(Base : 241 leaders en Suisse)

D'après la sensibilité politique



4.4. LES REMEDES PROPOSES

"On parle beaucoup de la réforme du Conseil fédéral et du Parlement. Voici quelques propositions qui ont été émises. Veuillez noter pour chacune si vous l'approuvez ou pas (tout à fait - assez - pas vraiment - pas du tout)

- *augmenter le nombre des Conseillers fédéraux*
- *augmenter le nombre des secrétaires d'Etat*
- *donner un vrai pouvoir au Président de la Confédération (qui serait élu pour deux ans ou plus)*
- *abandonner la formule magique, mettre en place d'autres répartitions des partis au gouvernement*
- *modifier les règles officieuses appliquées à l'élection des Conseillers fédéraux*
- *définir un programme de législature avec des priorités*
- *passer à un Parlement de professionnels plutôt que de milice*
- *élire les députés au Parlement selon d'autres modes de scrutin*

"Défendez-vous ou remettez-vous en question l'élection du Conseil fédéral par les Chambres ?"

Avec une belle unanimité (93%) quelles que soient leurs sympathies politiques et leur désir de réformes plus ou moins profondes, les leaders interrogés qu'ils soient alémaniques ou latins, seraient heureux que le Conseil fédéral et les Chambres définissent un **programme de législature** et des **priorités claires** et cela dans le but d'assurer une politique plus cohérente.

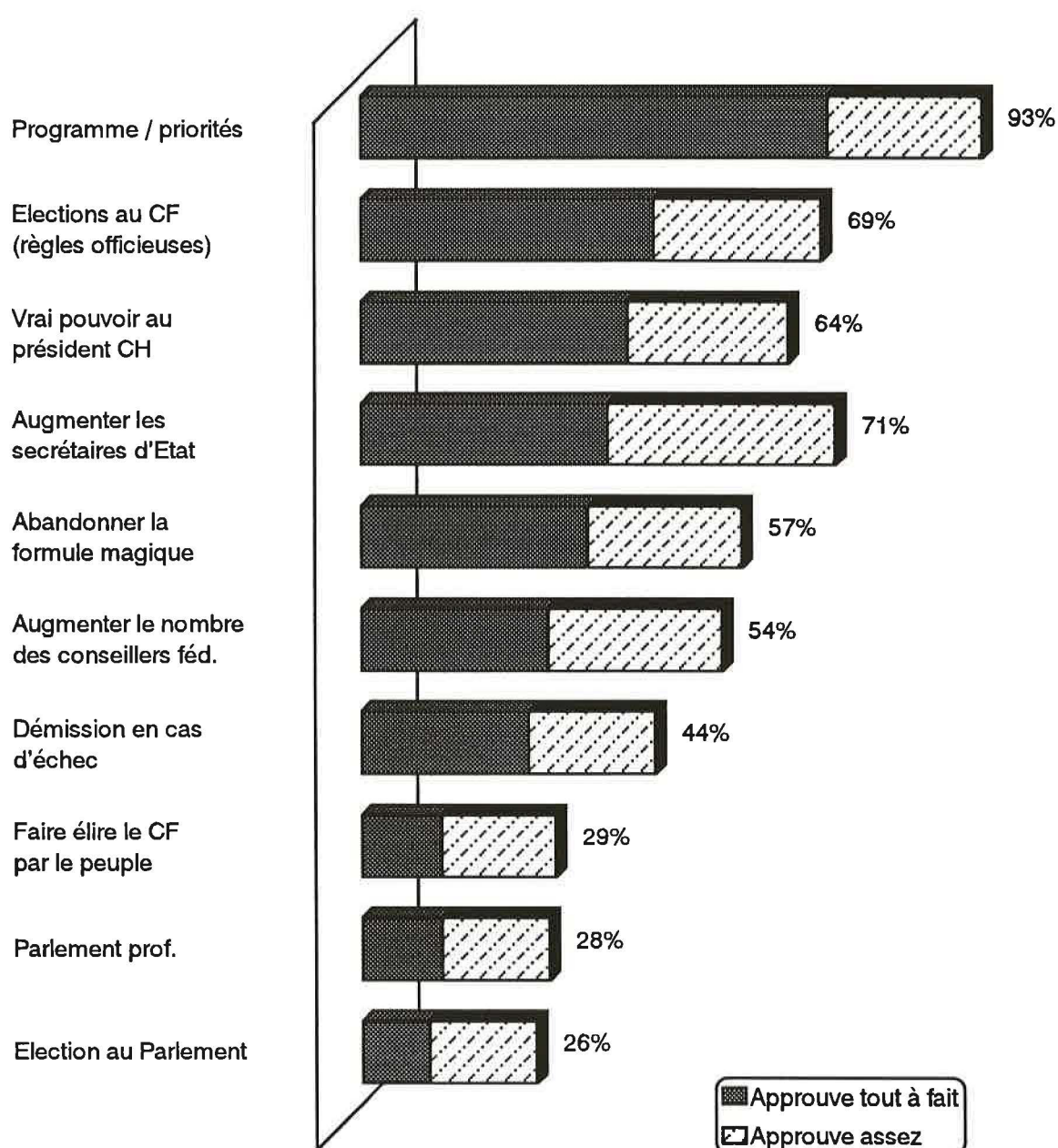
C'est le voeu No 1. Cette tendance marquée, nous la retrouvons à travers l'ensemble du questionnaire, aussi bien dans cette question qui implique une prise de position nette, que dans la recherche des causes du malaise politique actuel, et par le biais d'autres formulations, remarques et commentaires spontanés des leaders interrogés qui expriment des attentes telles que :

- *"Il faut un Conseil fédéral plus fort, avec une vision politique, une approche globale des problèmes"*
- *"il faut accélérer les procédures", "la démocratie directe est appelée à se prononcer sur des cas particuliers et non des principes de base"*
- *"manque d'efficacité du gouvernement", "manque de transparence et de cohérence"*

Les remèdes

(Base : 241 leaders en Suisse)

Au total



Parmi les réformes plus ponctuelles, touchant à l'**organisation des autorités fédérales**, les propositions suivantes ont recueilli l'approbation d'une bonne proportion des leaders (approuvent tout à fait) :

- *Changer les règles officielles de l'élection au Conseil fédéral* 44%

Pour être candidat à l'élection il faut toujours aujourd'hui être "du bon parti, du bon canton au bon moment", soit respecter le dosage qui maintient l'équilibre politique, linguistique, géographique, à la base d'une politique de compromis et de consensus.

On sent chez les leaders interrogés le besoin d'assurer au gouvernement des compétences plutôt que de préserver l'alchimie subtile en vigueur, née pourtant d'un souci louable d'équilibre et de respect des minorités.

- *En revanche, il reste souhaitable que le Conseil fédéral soit élu par les Chambres :* 38%

Allant plus ou moins de pair avec ces mini-réformes de notre culture gouvernementale :

- *donner un vrai pouvoir du Président de la Confédération* 40%
- *augmenter le nombre de secrétaires d'Etat* 37%

en ce qui concerne cette proposition qui ne touche guère aux fondements de notre système de gouvernement, nous avons vu récemment que le Conseil national vient refuser la ratification de cette mesure.

- *l'abandon de la formule magique* 34%

cette proposition, moins populaire que les précédentes, rencontre de fortes réticences chez les leaders proches de la gauche (50%); dans les milieux politiques, le score de "complète approbation" tombe à 23% seulement.

D'autres propositions / suggestions de réformes n'ont pas reçu l'aval des personnalités interrogées.

Ainsi elles approuvent tout à fait :

- *d'augmenter le nombre des Conseillers fédéraux* 28%
- *la démission du gouvernement en cas d'échecs répétés devant le peuple* 25%

et surtout quand il s'agit de réformer le Parlement :

- *de passer à un Parlement de professionnels* 12%
- *d'autres modes de scrutin pour l'élection des députés au Parlement* 10%

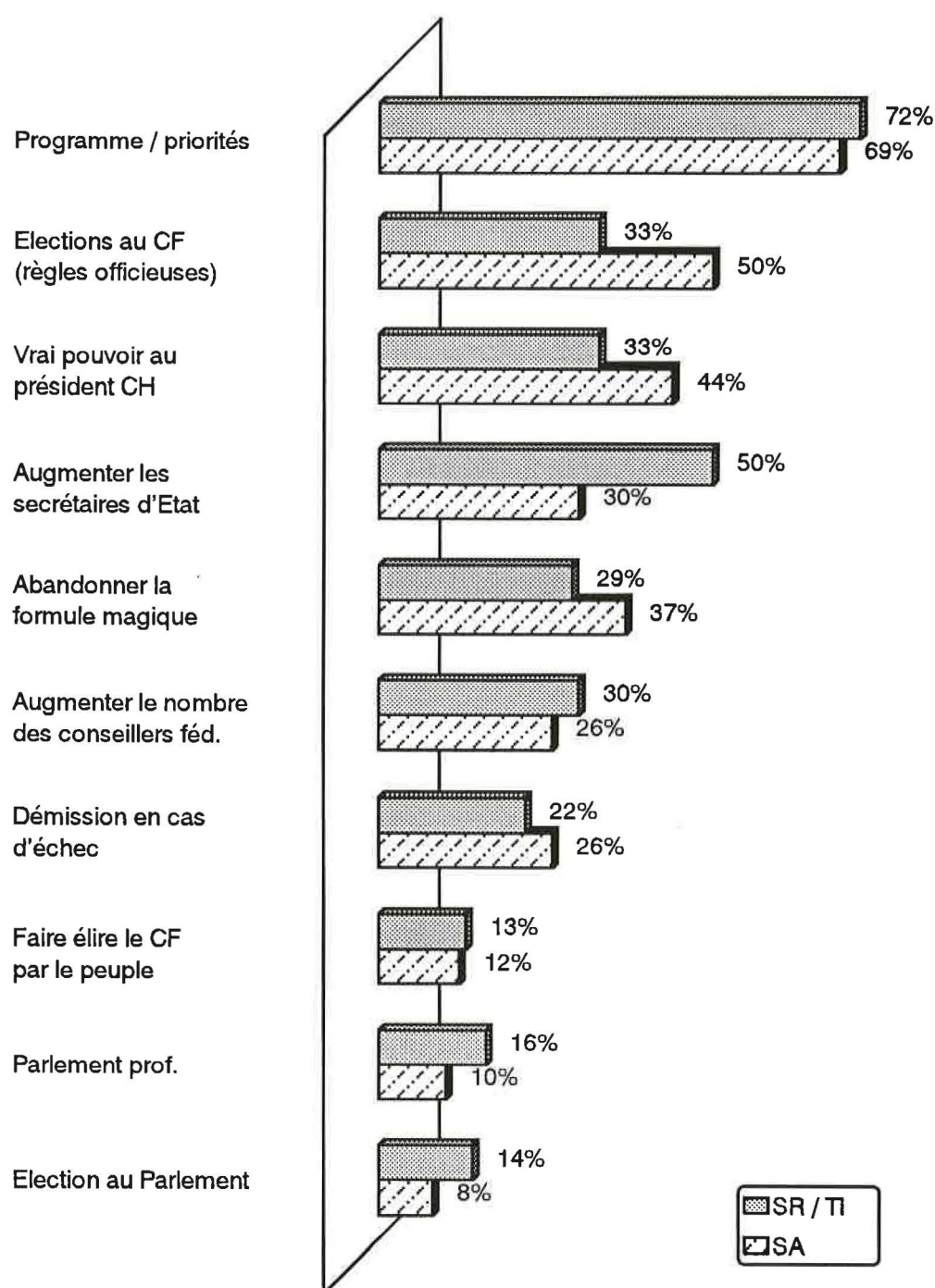
Différences structurelles

- Les remèdes pour lesquels les **Latins** se montrent plus favorables que les **Alémaniques** : augmenter le nombre de secrétaires d'Etat et réformer le Parlement (politiciens professionnels et autres modes d'élection)
- Les leaders **alémaniques** renonceraient plus volontiers que les **Latins** aux règles officieuses d'élection au Conseil fédéral et à la formule magique; ils souhaiteraient dans une plus large mesure que le Président de la Confédération ait un vrai pouvoir.
- C'est à **droite** également que l'on préconise l'abandon de la formule magique, tandis que les leaders sympathisants de la **gauche** verraient d'un meilleur oeil que l'on modifie les clauses officieuses de l'élection au Conseil fédéral, ainsi qu'une réforme du Parlement. (Pensent-ils que la gauche en serait favorisée ? ...)

Les remèdes jugés tout à fait appropriés

(Base : 241 leaders en Suisse)

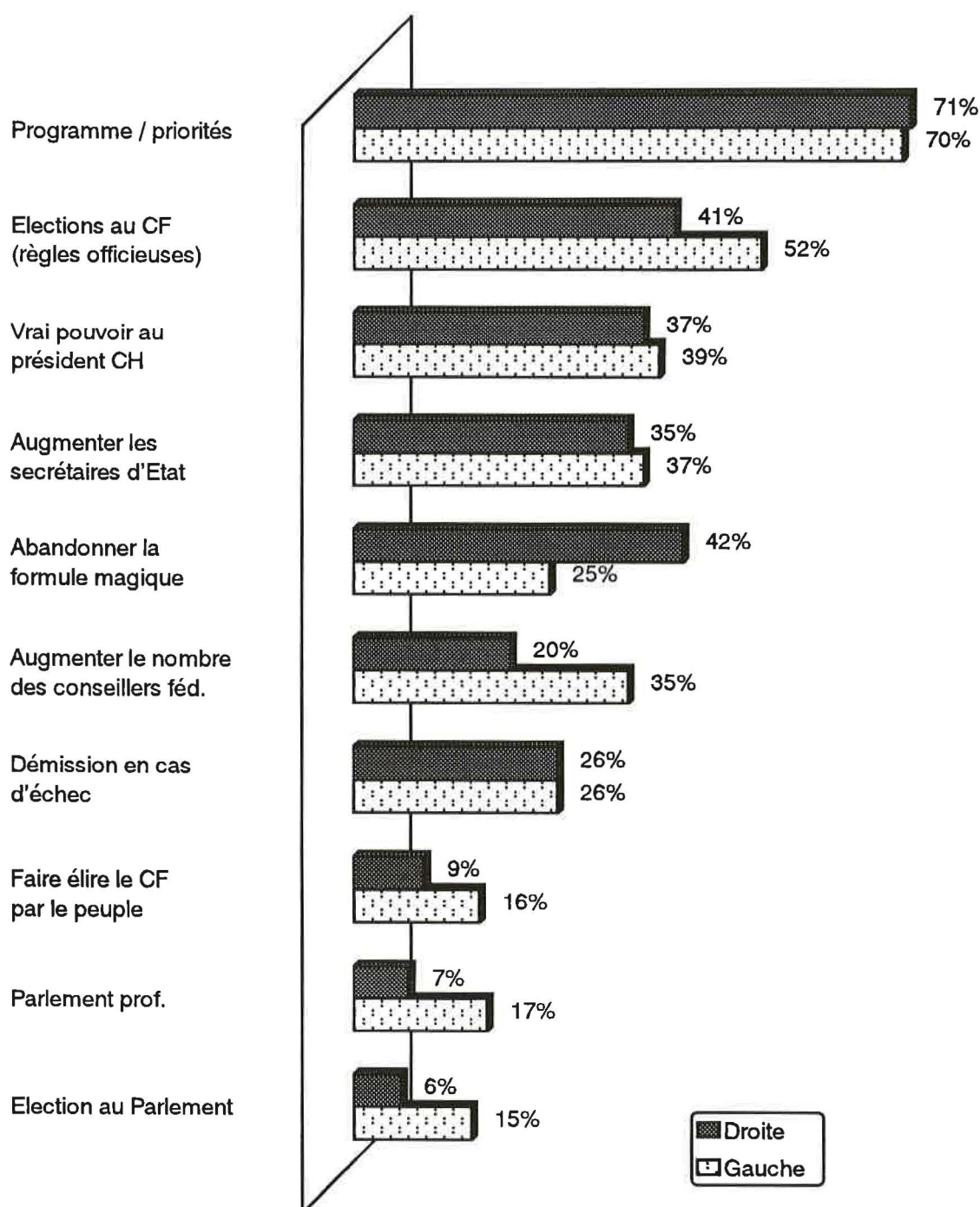
Selon les régions linguistiques



Les remèdes jugés tout à fait appropriés

(Base : 241 leaders en Suisse)

Selon la sensibilité politique



En conclusion :

L'exercice du pouvoir par les autorités fédérales et tout particulièrement par les Chambres n'échappe donc pas à d'assez vives critiques.

Le Conseil fédéral, malgré ses divisions réelles mais plus ou moins inévitables, rançon de la formule magique et du consensus, n'est pas jugé trop sévèrement par les leaders interrogés. Avec équité, ils pensent que le gouvernement ne travaille pas de façon aussi médiocre qu'on se plaît à le dire dans la presse et au Café du commerce. La population, elle, est plus indulgente encore.

Toutefois, pour que le gouvernement remplisse mieux sa tâche, les leaders souhaitent que certaines conditions de l'exercice du pouvoir soient améliorées.

Il devrait être mieux secondé (secrétaires d'Etat) et il conviendrait de ne pas restreindre, en préservant par trop les équilibres géographiques, l'appel aux meilleures compétences du pays.

Ces aménagements devraient permettre au Conseil fédéral de se vouer à sa véritable mission :

voir loin et clair, préciser les objectifs et les priorités,
proposer aux Chambres et au peuple un programme de
législature, peut-être aussi par la voix d'un président
doté d'une plus grande autorité.

En un mot "gouverner", avoir une ligne politique cohérente, inscrite dans la durée. C'est le vœu quasi général des leaders consultés.

Dans le cadre du système consensuel de compromis qui caractérise nos mœurs politiques, la tâche n'est pas facile.

En s'efforçant selon le vœu des leaders d'accélérer les procédures de décision, en dépit des groupes économiques de pression puissants et des corporatismes de toute nature, on éviterait l'actuelle politique des petits pas, le "grignotages" des problèmes, qui obligent les Chambres à réagir au coup par coup, au détriment de l'intérêt général du pays.

5. LES PARTIS POLITIQUES

Après avoir étudié la répartition des pouvoirs en Suisse, l'adéquation des structures politiques au contexte de cette fin de 20e siècle, ainsi que le travail du Conseil fédéral et des Chambres, il s'agissait enfin de cerner l'image et l'action des partis politiques.

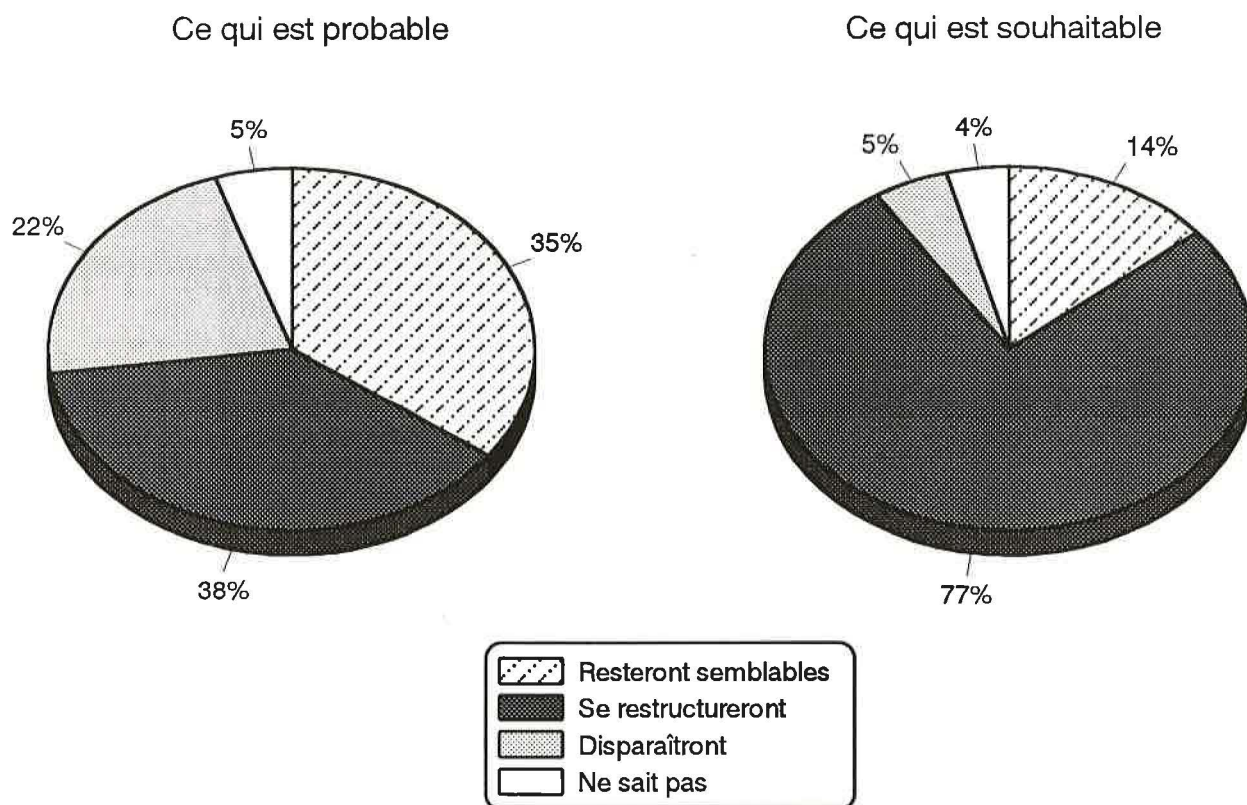
5.1. SE RESTRUCTURER POUR SURVIVRE

"Parmi les trois scénarios d'avenir proposés ci-dessous, lequel vous semble le plus probable d'ici dix ans ? Et que souhaitez-vous personnellement ?

- *les partis politiques resteront un rouage indispensable de la démocratie, entre le peuple et le gouvernement. Assez semblables à eux-mêmes, ils subsisteront*
- *ou les partis politiques devront se restructurer pour survivre, sur des bases nouvelles, avec des buts et des actions mieux adaptés au monde moderne*
- *ou les partis politiques ne seront plus écoutés. Le peuple sera informé par d'autres sources. Ils ne subsisteront que pour présenter les candidats aux élections"*

Les craintes et les attentes en ce qui concerne les partis politiques

(Base : 241 leaders en Suisse)



Il y a une distance importante entre l'avenir probable des partis politiques tel qu'il est vu par les leaders, et leurs réelles attentes en la matière :

- De toute évidence, **on veut que les partis politiques se restructurent**, qu'ils cherchent des bases nouvelles et définissent des actions mieux adaptées. Malheureusement, si presque huit leaders sur dix le souhaitent, quatre seulement pensent que c'est ce qui va réellement se produire. Dès lors, on constate ici un manque de confiance cruel vis-à-vis des responsables de partis, jugés souvent incapables de faire face aux situations nouvelles qui leur imposent de s'adapter.

Il faut bien constater que le pouvoir des partis politiques subit le contrecoup de l'atomisation générale des pouvoirs. Dès lors que les leaders dénoncent l'opacité du pouvoir en Suisse, estiment qu'on ne voit vraiment plus qui dirige et qui prend les décisions, il est plus difficile de se faire entendre.

Par ailleurs, les partis se heurtent aussi à une montée de l'individualisme qui nuit au bien public. La vision d'ensemble telle qu'elle est proposée par les partis politiques est concurrencée par nombre d'associations qui drainent la population sur telle question ou telle autre. C'est sans doute pourquoi les partis manquent de troupes, et ne parviennent plus à offrir aux élus ce levier d'action populaire qui existait auparavant.

On doit se rappeler aussi que l'avènement des mass médias a rapproché les politiciens de leurs électeurs : leurs messages sont immédiatement transmis, leur photo est régulièrement dans les journaux et leurs actions longuement commentées. Dès lors, la fonction des partis étant de faire le lien entre les élus et les électeurs a perdu de son évidence.

- Dès lors, **les partis sont-ils devenus inutiles**, ou le deviendront-ils ? Les leaders interrogés ne le pensent pas, mais un bon nombre craint que cela se passe ainsi. Les réponses à cette question doivent être interprétées comme une mise en garde très claire des leaders aux partis politiques.

Il faut noter encore que parmi les politiciens eux-mêmes qui ont participé à SOPHIA 64% exigent eux aussi des restructurations. Un sur quatre seulement estime que les partis pourront continuer à exister dans leur forme actuelle, sans changement.

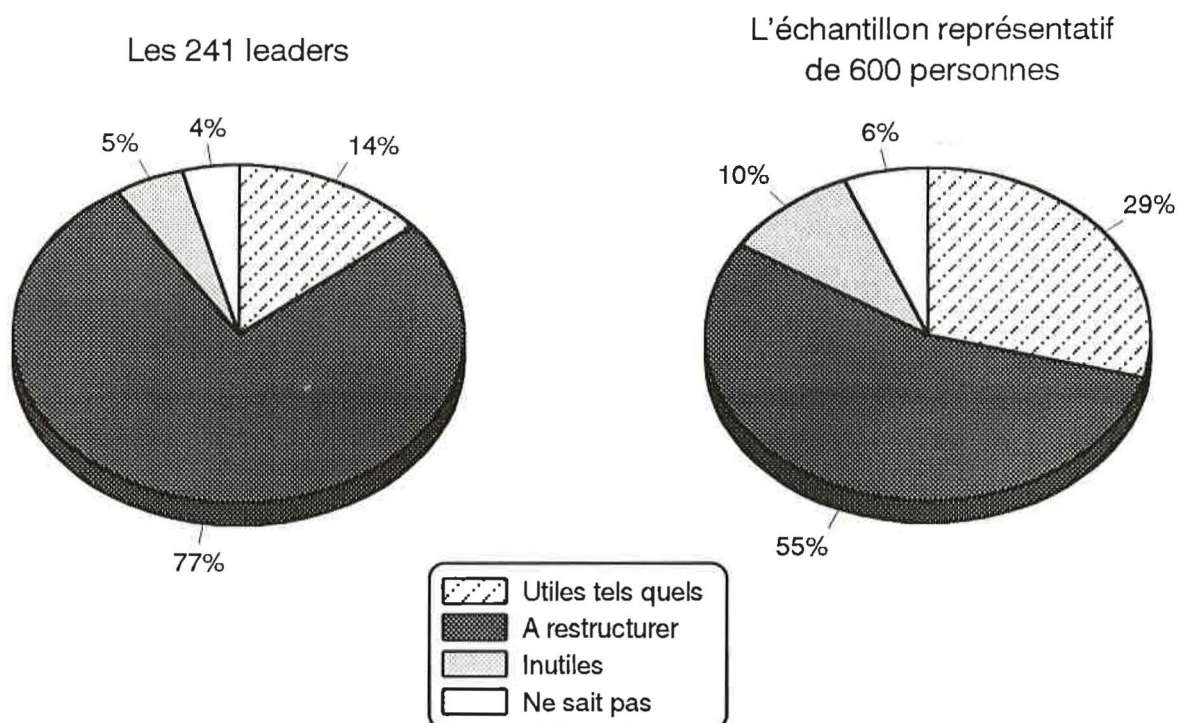
Il n'y a pas de grandes différences de jugement entre la droite politique et la gauche. Les uns et les autres espèrent des restructurations (72% à droite et 82% à gauche). A gauche toutefois, on ne prend pas trop ses désirs pour des réalités. Plus du quart des leaders proches de la gauche craignent que les partis politiques ne soient plus écoutés à l'avenir, et qu'ils ne subsistent que pour présenter des candidats.

Pour confirmer cette tendance pessimiste, nous avons enregistré précédemment que, dans la répartition des forces en présence en Suisse, les partis politiques, selon les leaders, détiennent moins de pouvoir aujourd'hui qu'auparavant. Mais nous constatons aussi, il faut le rappeler, une bonne adéquation entre le pouvoir détenu actuellement et le pouvoir désirable. Dès lors, il faut admettre que les partis politiques ne doivent pas acquérir un plus grand pouvoir, mais l'utiliser mieux, le rendre utile à la cause publique.

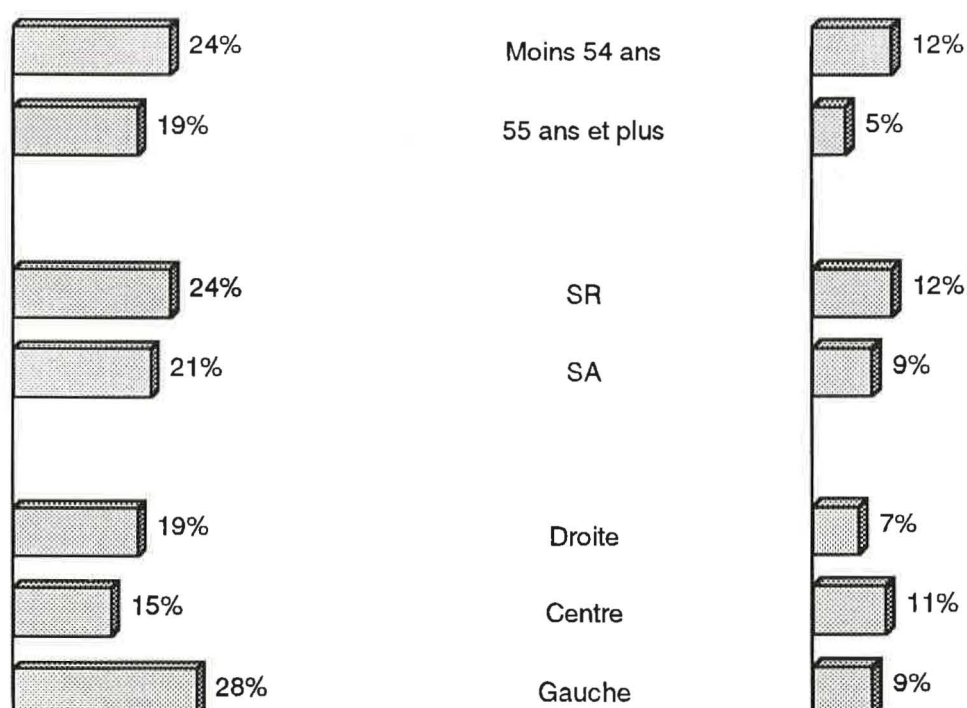
Ce qu'en pense le population :

La population a une image moins sévère des partis politiques : trois personnes sur dix les jugent utiles tels quels, alors qu'une sur dix seulement souhaite qu'ils disparaissent, parce que devenus inutiles. Il y a peu de différences selon la sensibilité politique des personnes interrogées, ni selon les régions linguistiques. Dès lors, reste seulement une appréciation plus dure chez les jeunes, qu'ils soient leaders ou simples citoyens.

Image des partis politiques



Inutiles



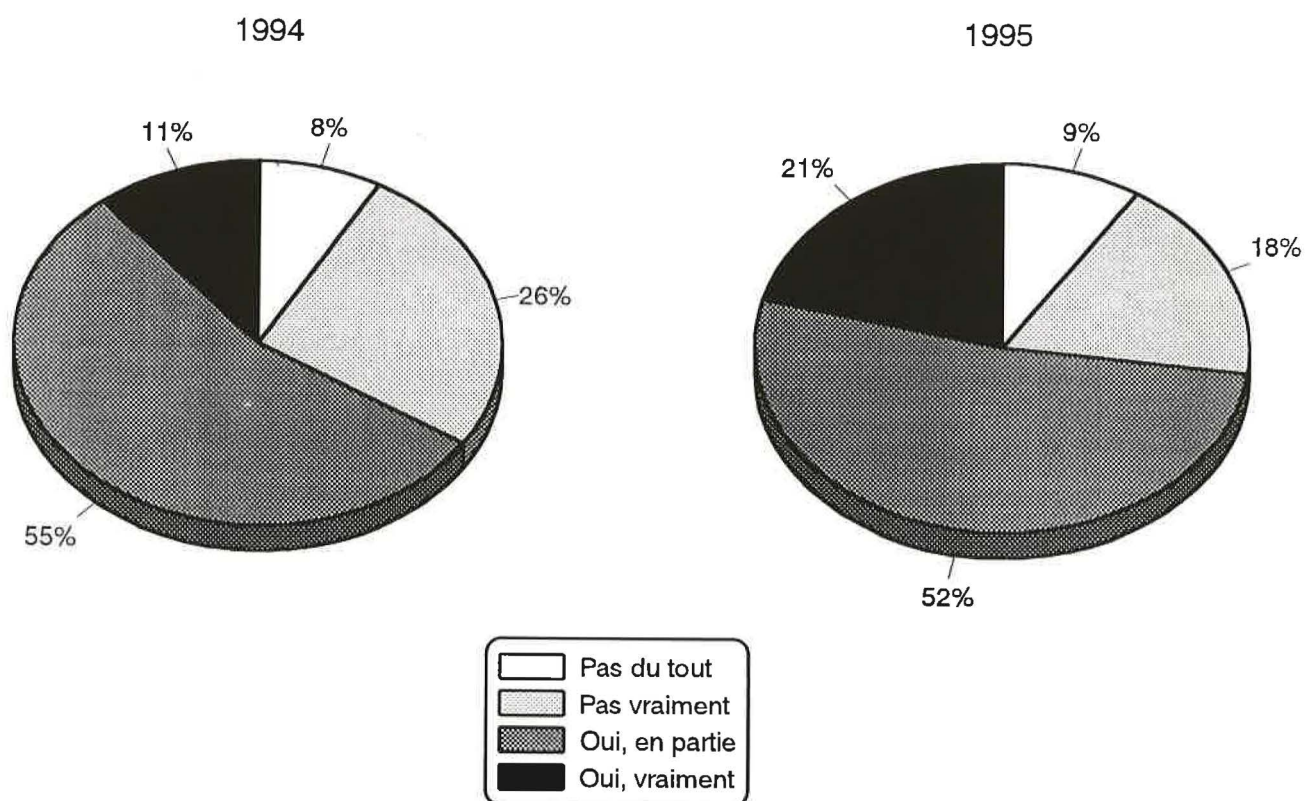
5.2. CHERCHER DES LEADERS

L'an dernier déjà, SOPHIA avait révélé un manque cruel de leaders, opinion émise aussi bien par la population que par les leaders eux-mêmes.

Ce résultat n'a guère changé un an après, mais il tend à devenir toujours plus pessimiste : deux leaders sur dix aujourd'hui disent que la Suisse manque cruellement de leaders.

Les Romands sont nettement plus négatifs que les Alémaniques et les personnalités du monde économique semblent particulièrement touchées par cette situation, ainsi que les milieux de l'administration. Dans le monde politique, on est à peine plus serein, mais pas satisfait pour autant.

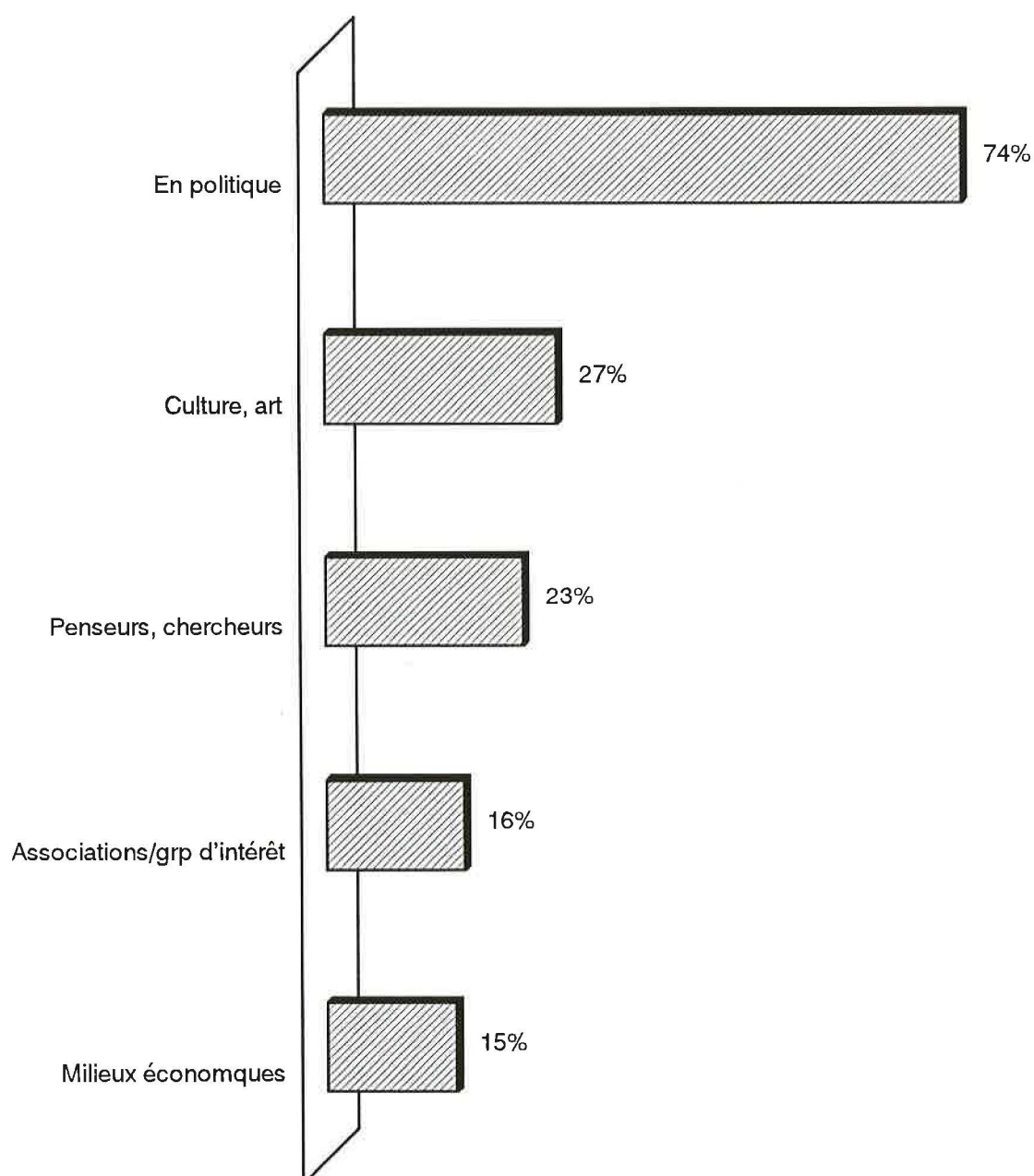
La Suisse manque de vrais leaders



Mais quels sont les domaines où les leaders manquent le plus ? En affinant le jugement cette année, on observe que c'est essentiellement dans le monde politique que les hommes et les femmes responsables font défaut, des têtes pensantes et des caractères capables de montrer la voie, de donner un élan au pays, même si deux à trois leaders sur dix jugent qu'il en manque ailleurs aussi.

Les leaders manquent

(Base : 241 leaders en Suisse)



Dès lors, il paraît évident que la principale réforme attendue au sein des partis politiques, c'est de mobiliser des personnalités, et de mettre en avant leur rôle de véritables leaders, courageux, bien profilés et convainquants. Il est certain que le propre d'un leadership bien assuré, c'est de rendre l'exercice du pouvoir plus transparent, plus affirmé aussi sans doute.

Le désir que la Suisse puisse compter sur davantage de leaders est corrélé dans SOPHIA avec l'envie d'une plus grande affirmation du pouvoir politique, par rapport aux autres forces effectives qui coexistent dans le pays : groupes de pression, lobbies économiques, etc. qui eux, *"disposent d'un plus grand nombre de voix qui portent"* (dixit nos leaders).

Mais, par ailleurs, on est conscient que :

"On craint depuis longtemps en Suisse les hommes d'opinion et on leur fait payer cher leur singularité."

"Qui dit leader dit sens des responsabilités, dit risque, dit courage."

"Notre système éducatif favorise le nivellement. Pour avoir à nouveau des leaders, il faut respecter la réussite scolaire, professionnelle ..."

"Le système de consensus mou finit par décourager les meilleurs de nos leaders."

5.3. LES PARTIS POLITIQUES, UNE IMAGE A CONSTRUIRE

"Pour nous permettre de définir le profil, la personnalité de chacune des principales formations politiques, et mesurer ce qui les distingue les unes des autres, nous vous soumettons ci-dessous quelques qualificatifs opposés (la question est volontairement bipolaire et manichéenne). Notez chaque fois le parti qui correspond le mieux pour vous au qualificatif proposé."

Pour éviter que la question ne soit excessivement lourde, nous avons renoncé à faire noter chacun des partis sur les différents qualificatifs soumis. En revanche, il s'agissait uniquement de préciser lequel possédait à l'extrême la qualité ou le défaut en question.

Bien entendu, les leaders se sont surtout référés aux partis gouvernementaux, mais les partis extrémistes ont servi ici et là de repoussoir pour certains défauts.

Il est significatif que nos leaders aient renoncé souvent à citer un non, préférant affirmer qu'aucun parti ne bénéficiait de la qualité proposée :

	Aucun parti n'y répond
- Populaire	20%
- Profilé	18%
- Communique bien	18%
- Progressiste, idées neuves	18%
- Indépendant des groupes de pression	15%
- Soucieux du bien public	13%
- Bien dirigé	13%

Que deux leaders sur dix estiment qu'aucun parti n'est profilé, qu'aucun ne communique bien et qu'aucun n'a des idées neuves, c'est tout de même considérable.

Voyons maintenant quels partis correspondent à quelles qualités ou défauts :

Populaire	PSS	PLS	Elitiste
Mal dirigé	UDC/PSS	PRD	Bien dirigé
Pauvre en compétence	A + D	PRD	Riche en compétence
Conservateur, traditionnel	UDC	PSS	Progressiste, idées neuves
Affairiste, lié aux lobbies	PRD	PES	Indépendant des groupes de pression
Timoré	PDC/PLS	A +D	Combatif
S'oppose au système	PSS/PST	PDC/PRD	Respectueux du système
Politicien, électoraliste	UDC/A + D	PSS/PRD	Soucieux du bien général
Flou, mal défini	PDC/ADI	PRD	Bien profilé
Communique mal	A+D/PST	PSS	Communique bien

Si certaines réponses sont relativement évidentes tel le caractère populaire du PSS et l'élitisme du PLS, d'autres en revanche sont assez étonnantes :

- le manque de **direction efficace** au PSS ...
- le caractère **timoré** du PLS et l'extrême **combativité** des automobilistes et de la Lega
- l'**opposition** au système qui caractérise le PSS, pourtant engagé en plein dans la politique gouvernementale de la Suisse, au lieu d'être attribuée aux partis non gouvernementaux mieux à même d'incarner l'opposition
- le parallélisme entre le PSS et le PRD, tous deux **soucieux de l'intérêt** général, alors que le PRD est traité plus haut de particulièrement affairiste et lié aux lobbies : l'un n'empêcherait-il pas l'autre ?
- la panache de la **bonne communication** attribuée au PSS, alors que c'est le PRD que l'on estime le mieux dirigé ...

Comme on peut le voir, les apparentes contradictions ne gênent pas nos leaders, mais il faut savoir que la droite, le centre et la gauche politique ne réagissent pas de la même façon :

- à droite, c'est le PRD qui est jugé le plus populaire et le PSS à gauche, alors que les leaders du centre estiment qu'aucun parti ne bénéficie de cette qualité
- même à gauche, on estime que le PRD est le parti le mieux dirigé, qualité que ni la droite ni le centre ne lui contestent
- on observe un large consensus, quelle que soit la tendance politique, sur le manque d'hommes de valeur chez les partis de l'extrême droite, et l'attachement traditionaliste de l'UDC, qui est en même temps fortement électoraliste, donc démagogue.
- envers et contre tout, le PRD reste le mieux profilé et celui qui communique le mieux pour la droite et le centre, la gauche préférant citer le PSS

	Droite	Centre	Gauche
- Le plus élitiste	PLS	PLS	PLS
- Le plus populaire	PRD	Aucun	PSS
- Le mieux dirigé	PRD	PRD	PSS/PRD
- Le moins bien dirigé	PSS	UDC	ADI/UDC
- Le plus riche en compétences	PRD	PRD	PSS
- Le plus pauvre en compétences	A+D	A+D	A+D
- Le plus d'idées neuves	PRD	PSS/PRD	PSS
- Le plus traditionaliste	UDC	UDC	UDC
- Le plus affairiste, lobbies	PRD	PRD	PRD
- Le plus indépendant	Aucun	PES aucun	PES
- Le plus combatif	PSS	A+D	A+D
- Le plus timoré	PLS/PDC	PLS	PDC
- Respectueux du système	PRD/PDC	PDC	PDC
- S'oppose au système	PSS	PSS	PST/PSS
- Soucieux du bien public	PRD	PDC	PSS
- Electoraliste	UDC/PSS	UDC/A+D	UDC/A+D
- Le mieux profilé	PRD	PRD	PSS
- Le plus flou	PDC/ADI	ADI/PDC	PDC
- Communique le mieux	PRD	PRD	PSS
- Communique le plus mal	PST	A+D	A+D

Profil spécifique des partis

Les graphiques des pages suivantes montrent les éléments clé qui caractérisent l'image de chaque parti. Bien entendu, certaines formations ont concentré plus de réponses que d'autres. La question le voulait ainsi, puisqu'il s'agissait de citer les partis correspondant **le mieux** aux qualificatifs proposés.

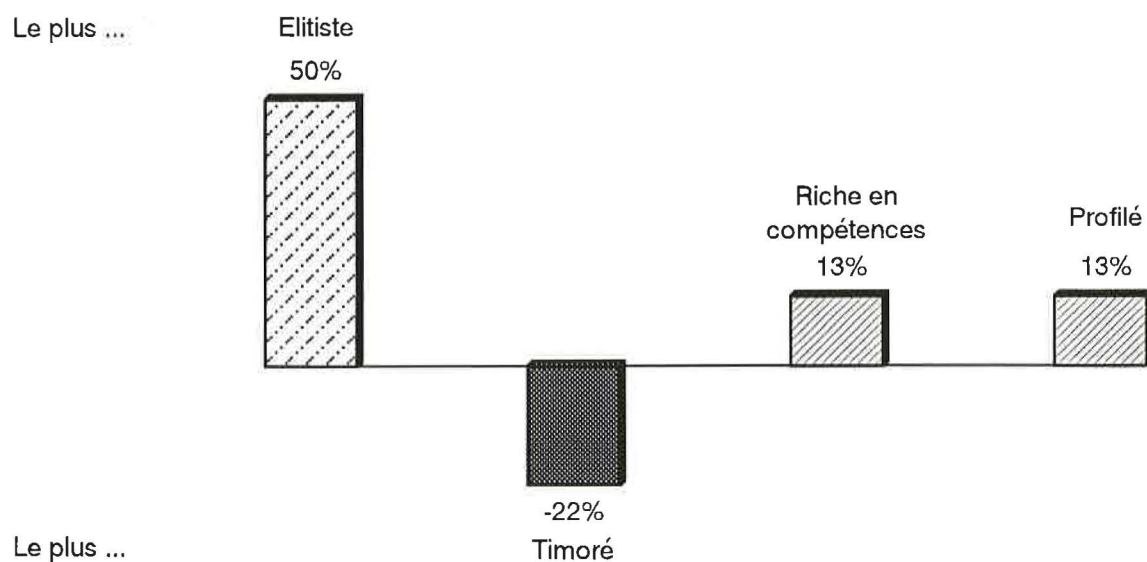
- **Le parti socialiste** se situe clairement dans l'opposition, et il est caractérisé par son registre populaire, à la fois progressiste et voué au bien public. Il a l'avantage de bien communiquer ses idées et d'être à la fois combatif et riche en compétences.
- **Le parti radical-démocratique** a un profil beaucoup plus marqué. Il est caractérisé sur le versant positif par une bonne direction de parti, des compétences nombreuses, tout ceci mis au service du système et du bien public. C'est un parti bien profilé mais qui pourrait communiquer mieux.

Dans le registre négatif le parti radical démocratique est jugé très affairiste, très lié aux lobbies. C'est essentiellement son seul défaut grave.

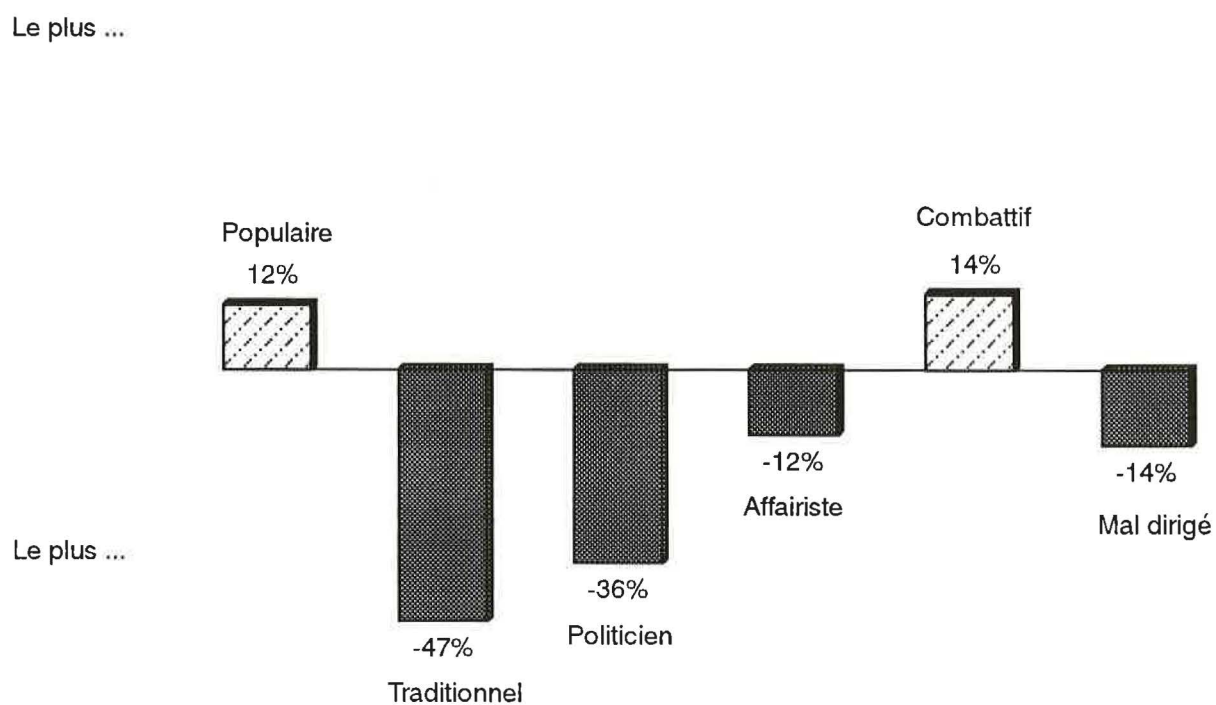
- **Le parti libéral** n'évoque guère de critiques : il est bien entendu très élitiste, mais on lui reproche des prises de position trop timorées. Il dispose toutefois de bonnes compétences et d'un certain profil.
- **L'Union démocratique du centre** a un profil marqué mais essentiellement dans le registre négatif, puisqu'il est excessivement traditionnel, politicien, alors même que ses deux qualités, celles d'être populaire et combatif, n'atteignent pas les mêmes scores que ses défauts.

- **Le parti démocrate-chrétien** obtient la palme pour le respect du système en place. On ne sait pas ici comment qualifier ce score : positif ou négatif ? En corollaire, il a des positions timorées, manque d'idées neuves, et son profil est particulièrement flou.
- **Le parti écologiste suisse** est le plus indépendant de tous : il est relativement progressiste, mais moins qu'on aurait pu le penser. De même, 10% des leaders seulement l'estiment combatif et opposé au système. Autant jugent qu'il est mal dirigé.
- **Le parti suisse du travail** est le plus opposé au système, mais c'est son seul relief, outre qu'on juge souvent qu'il communique mal.
- **Les partis d'extrême droite** ont un profil plus marqué que le PST : ils sont très combatifs, sans être toutefois opposé au système dans une même mesure. En revanche, ils sont très pauvres en compétences, trop politiciens, et communiquent mal.

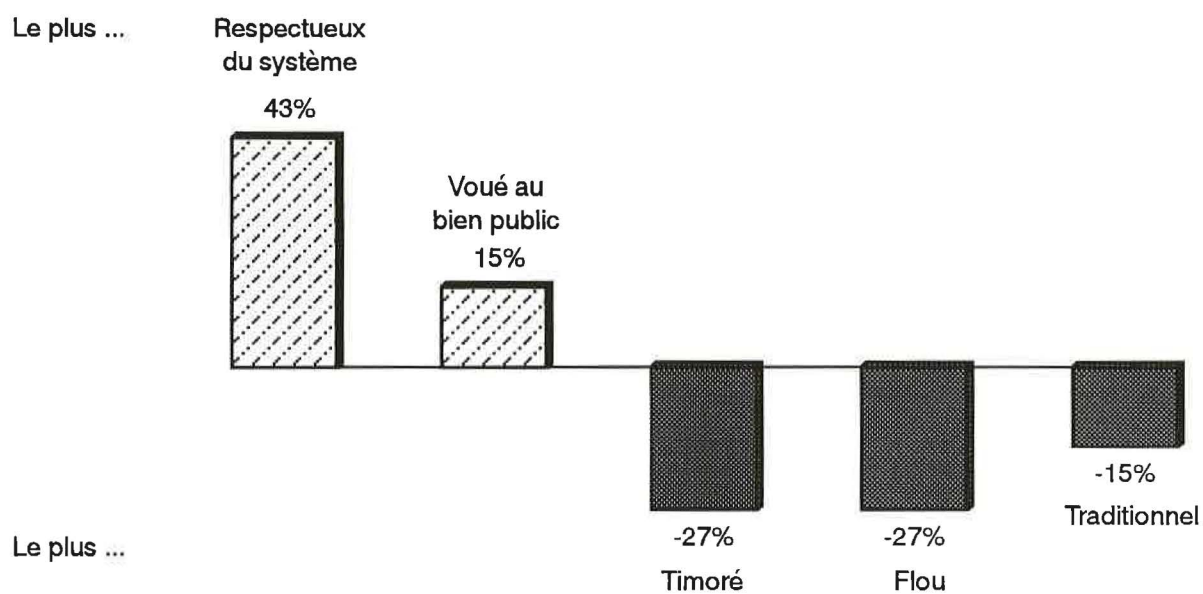
Le parti libéral suisse



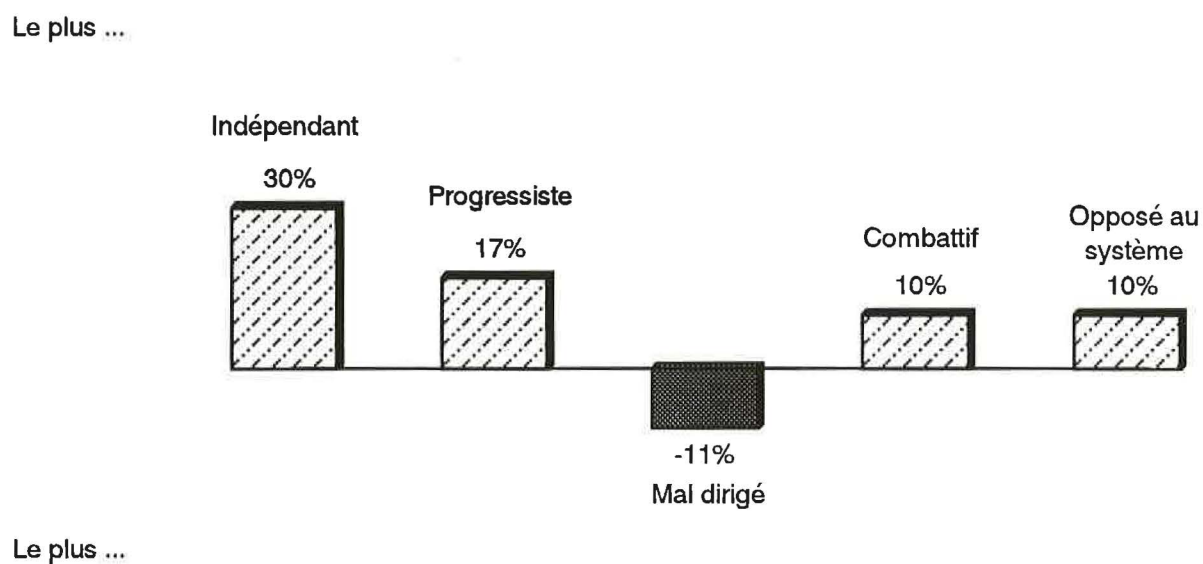
Union Démocratique du Centre



Parti démocrate-chrétien suisse

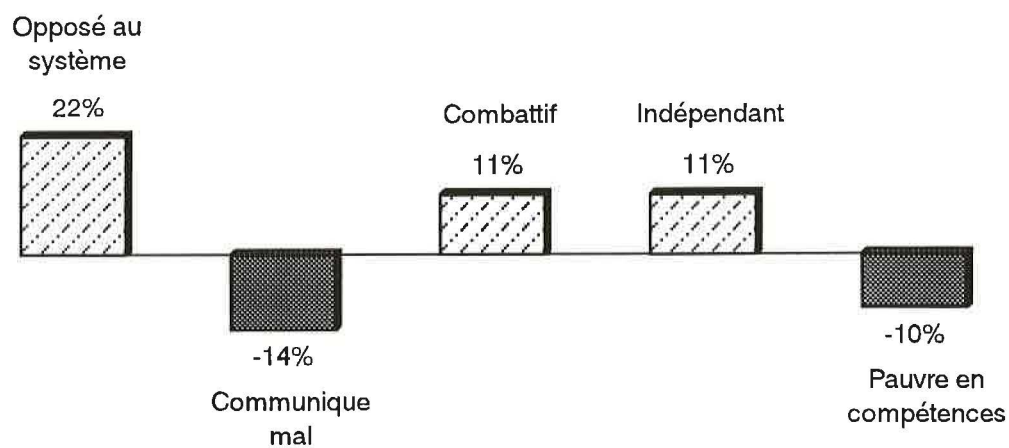


Parti écologique Suisse



Parti suisse du travail

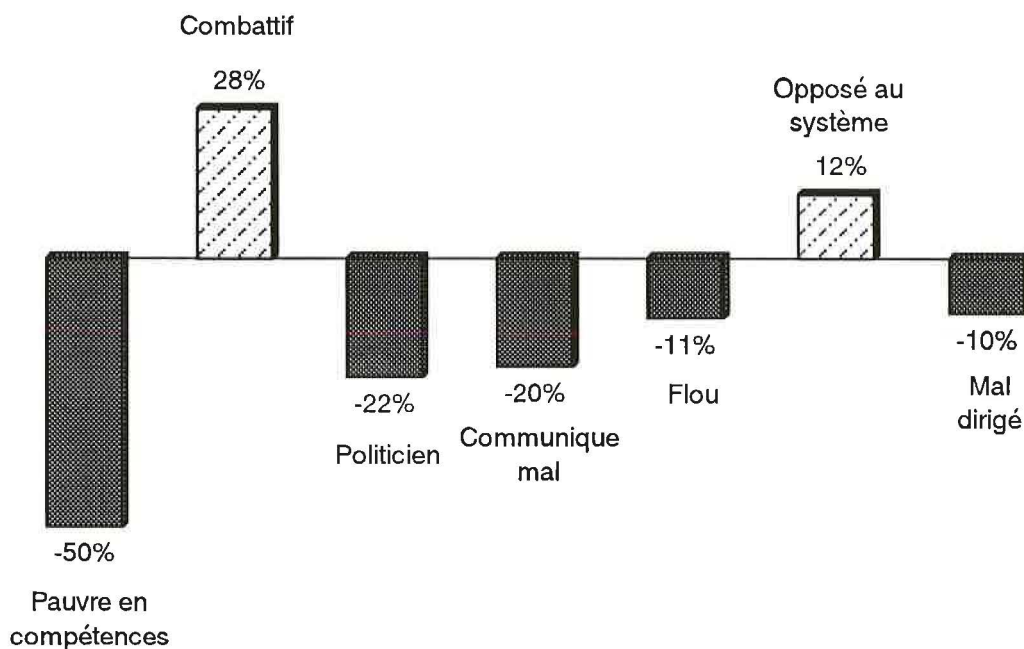
Le plus ...



Le plus ...

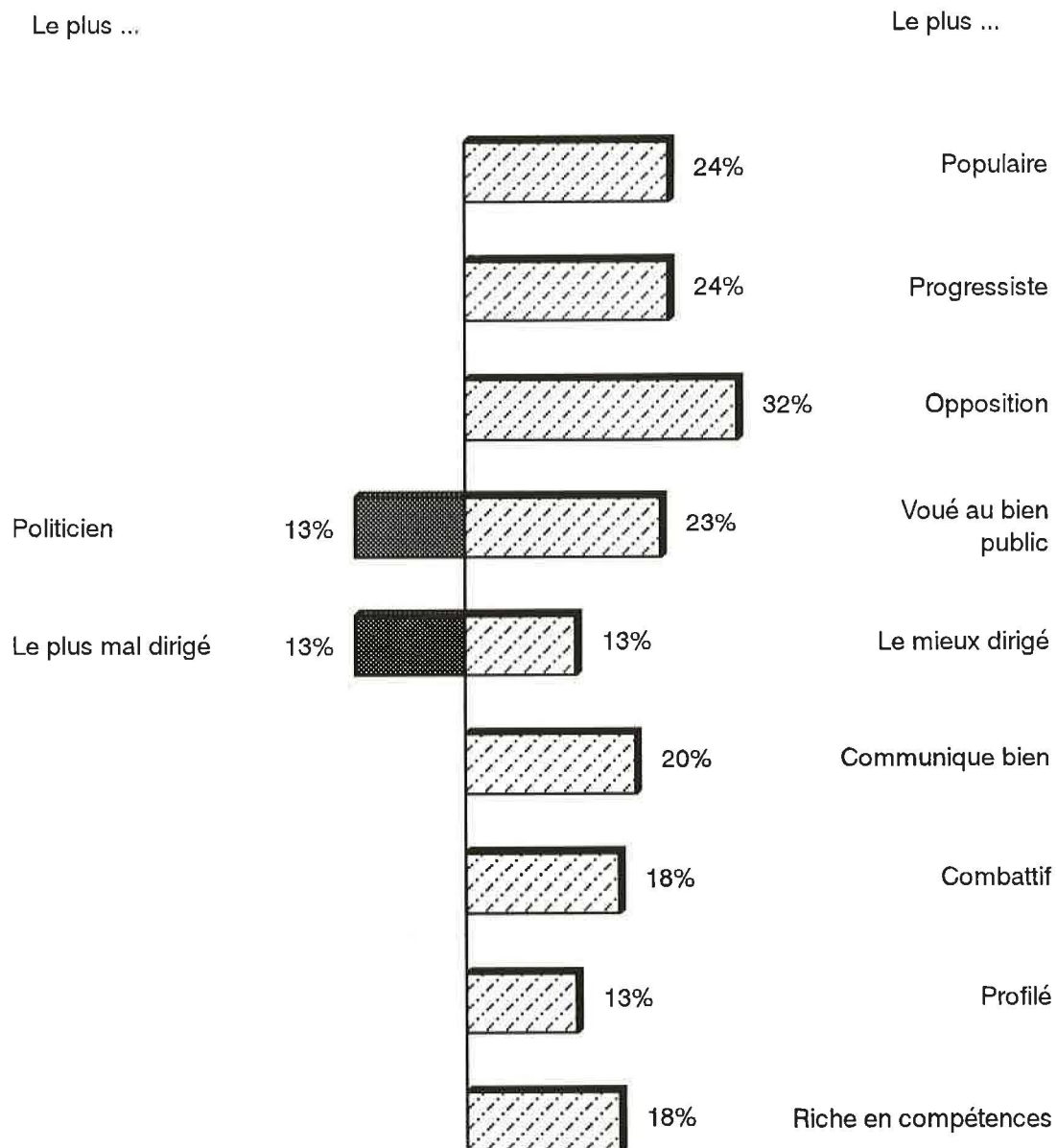
Automobilistes / Démocrates / Ligue tessinoise

Le plus ...

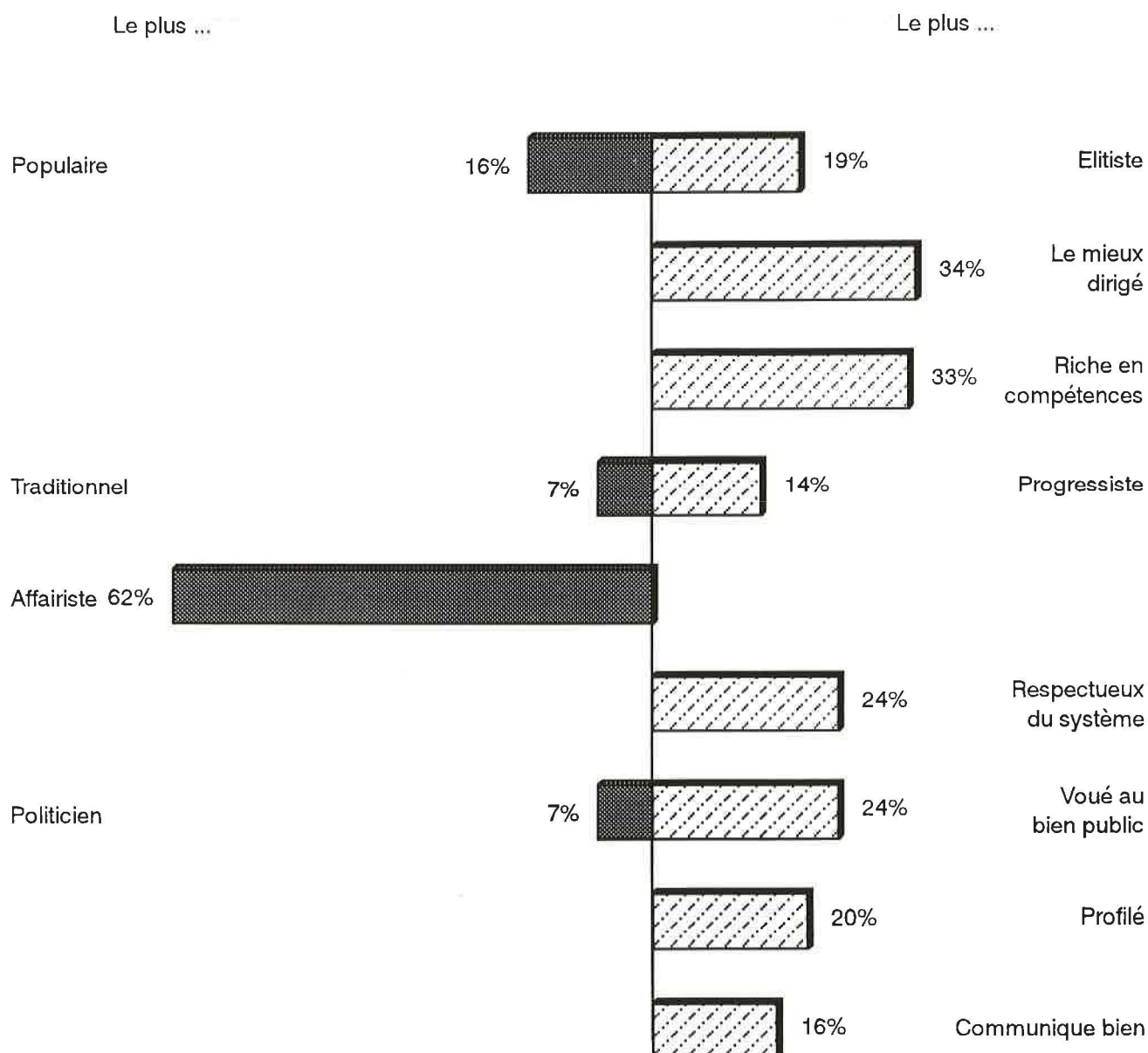


Le plus ...

Parti socialiste suisse



Parti radical-démocratique



En résumé :

Les leaders se sont beaucoup exprimés sur les partis politiques, la plupart du temps pour critiquer ce qu'ils sont devenus, c'est-à-dire des structures sans profil, et peu enclins au changement et aux idées neuves :

"Les partis politiques : d'une médiocrité effrayante !"

"Les partis politiques n'ont plus la moindre consistance"

"Mehr Profil, stärkere Abgrenzung gegeneinander im bürgerlichen Lager"

"Respect de la doctrine Se réorganiser sur quelques points de programmes fondamentaux"

"Les partis consacrent trop d'énergie à des luttes partisans, et ce au détriment de l'émergence de vrais leaders"

"Ils se complaisent dans les plans tactiques et racontent des platitudes"

"Dans une Suisse où l'on assiste à un émiettement des intérêts, les partis sont condamnés à ratisser large. Du coup, ils perdent tout profil et une large partie de leur crédibilité"

"Les partis ne sont plus adaptés au monde actuel qui a besoin de spécialistes compétents et non pas d'égocentriques incompetents"

"Ce que je reproche à la plupart des partis, c'est de se contenter de gérer des carrières et d'imaginer des slogans à la fois flous et simplistes"

"Les partis ne sont pas des entités magiques, c'est vous et moi donc s'ils sont moins écoutés, c'est que nous ne faisons pas notre travail ici et préférons le faire ailleurs"

Comme on peut le voir, les leaders n'épargnent guère les partis politiques tout en admettant, à plusieurs reprises qu'ils sont indispensables à la vie politique suisse. C'est donc à de fortes attentes que les partis doivent faire face, s'ils veulent survivre pour le bien même du système.

6. L'EUROPE, UN ECLAIRAGE NOUVEAU

Ce chapitre sera d'autant plus court qu'une seule question concernait vraiment l'Europe dans notre questionnaire. L'an dernier également, nous avons abordé le thème sous le même angle. Grâce à la différence entre la question 1994 et 1995 nous pouvons apporter un éclairage nouveau à la question européenne telle qu'elle est vue par les leaders.

6.1. COMMENT CONVAINCRE SANS TROP Y CROIRE ?

La question de 1994 était la suivante :

"Souhaitez-vous personnellement que la Suisse adhère à la Communauté Européenne ?"

La question 1995 est :

"Parlons de l'Europe. Laquelle des positions suivantes vous correspond le mieux :

- vous adhérez sans réserve à la conception actuelle de l'Union Européenne (Maastricht)*
- vous n'aimez guère cette conception actuelle mais vous y adhérez quand même pour faire partie de l'Europe (elle pourrait évoluer ces prochaines années)*
- vous n'adhérerez qu'à une Europe de type confédéral (il faut promouvoir activement cette idée)*
- vous êtes défavorable à l'idée même d'une construction européenne"*

En 1994 comme en 1995, une question supplémentaire permettait de mesurer les perspectives d'avenir :

"D'ici la fin du siècle, pensez-vous que la Suisse aura adhéré à l'Union Européenne ?"

En outre, les mêmes questions ont été posées à la population, aussi bien sous la forme 1994 que 1995, permettant d'intéressantes comparaisons.

Tout d'abord, il faut remarquer que l'opinion des leaders concernant la question européenne a régressé depuis l'an dernier : 76% se déclaraient favorables à une adhésion de la Suisse à l'Union Européenne en 1994, 65% seulement aujourd'hui.

Le graphique de la page suivante montre que, dans la population, les positions sont restées grossièrement les mêmes que lors de la votation du 6 décembre, surtout si l'on se rappelle que les mentions "ne sait pas" doivent être ajoutées au camp des opposants.

Bien entendu, comme l'an dernier, une forte différence apparaît entre la droite et la gauche politique, *ainsi qu'entre la Suisse romande et la Suisse alémanique.*

bien plus

	Droite	Gauche	SR	SA
- sont favorables en 1994	59%	93%	85%	72%
- sont favorables en 1995	45%	85%	67%	64%

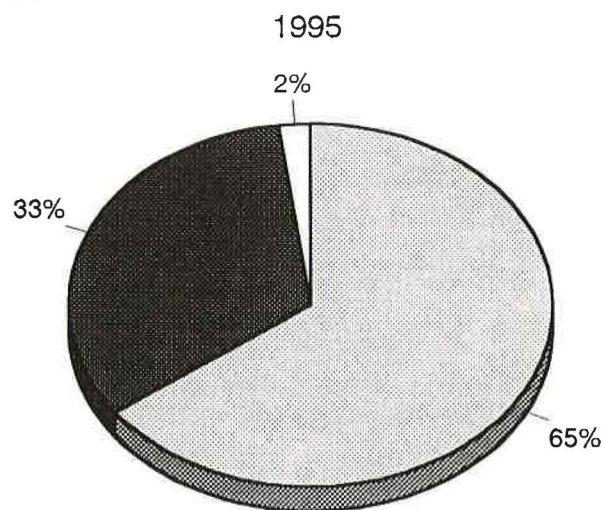
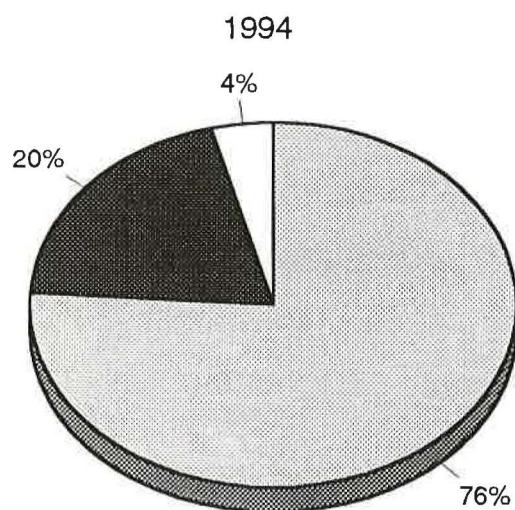
Cependant, on constate une baisse de l'engouement européen chez nos leaders quel que soit le sous-groupe auquel ils appartiennent.

Comment peut-on s'expliquer cette évolution ?

Sans doute la formulation de la question 1995 permet-elle un nouvel éclairage, puisqu'on voit l'importance du groupe de réponse "n'aime guère la conception actuelle de l'Europe maastrichtienne, mais désire y adhérer quand même pour la faire évoluer".

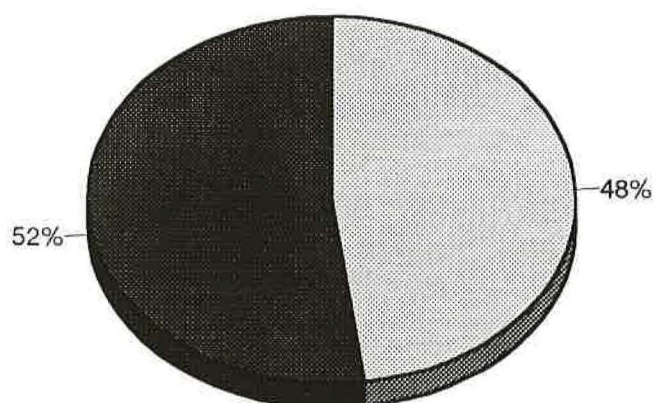
Evolution de l'opinion sur l'Europe

Les leaders

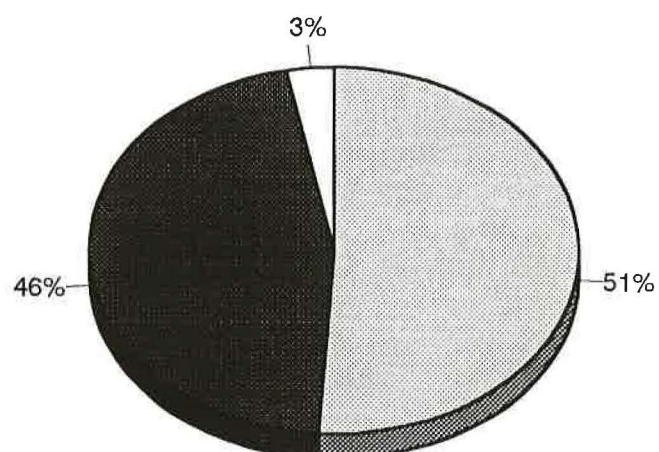


La population

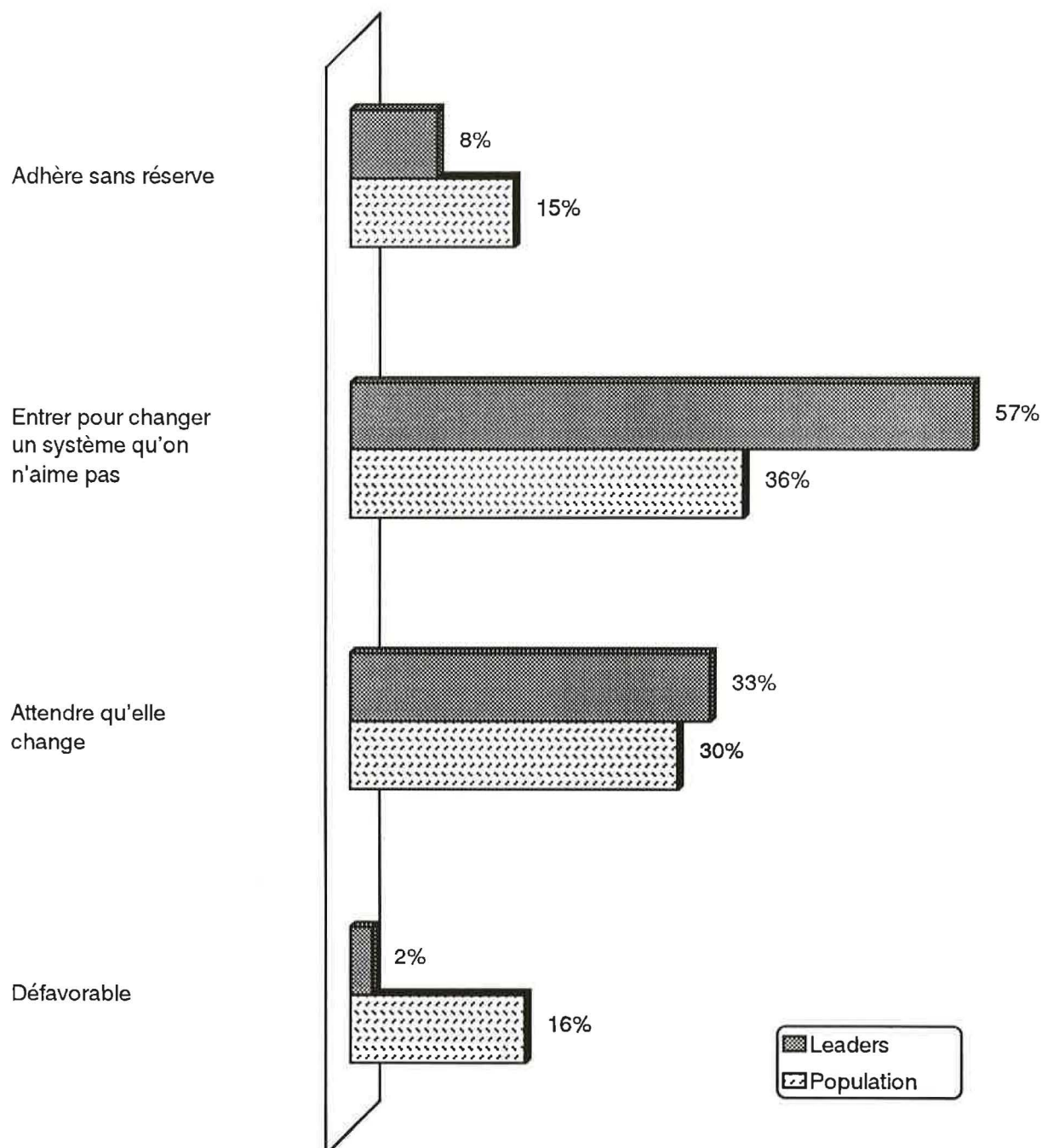
6 décembre 92



1995



Adhésion à l'Europe



La population est assez tentée par une adhésion sans réserve ou un rejet de l'idée même d'une conception européenne. Les leaders, eux, n'adorent pas la conception actuelle de l'Europe mais désirent y entrer toutefois dans l'espoir de la réformer et/ou font confiance à l'EU pour que les pays membres apportent au traité de Maastricht les correctifs souhaitables dans un avenir proche (1996 peut-être). La population est moins sensible à cet argument qui leur a été souvent présenté aux opposants, lorsqu'ils demandaient d'attendre que l'Europe se profile dans une direction moins centralisatrice et plus conforme aux structures suisses.

Dès lors, on peut comprendre pourquoi le peuple a si mal suivi l'énorme majorité des leaders et le mot d'ordre presque unanime des partis pour l'entrée de la Suisse dans l'EEE le 6 décembre 1992. Bien entendu, on nous opposera ici que nos questions concernent une adhésion à l'Union Européenne et non pas un simple accord économique. C'est sûr, mais on sait aussi par les études "sorties des urnes" (MIS TREND/Hebdo/DFP, 6 décembre 1992) que les Suisses ont clairement voté ce jour-là en perspective d'une adhésion, adhésion qui avait été maladroitement par certains politiques comme le but final de l'EEE.

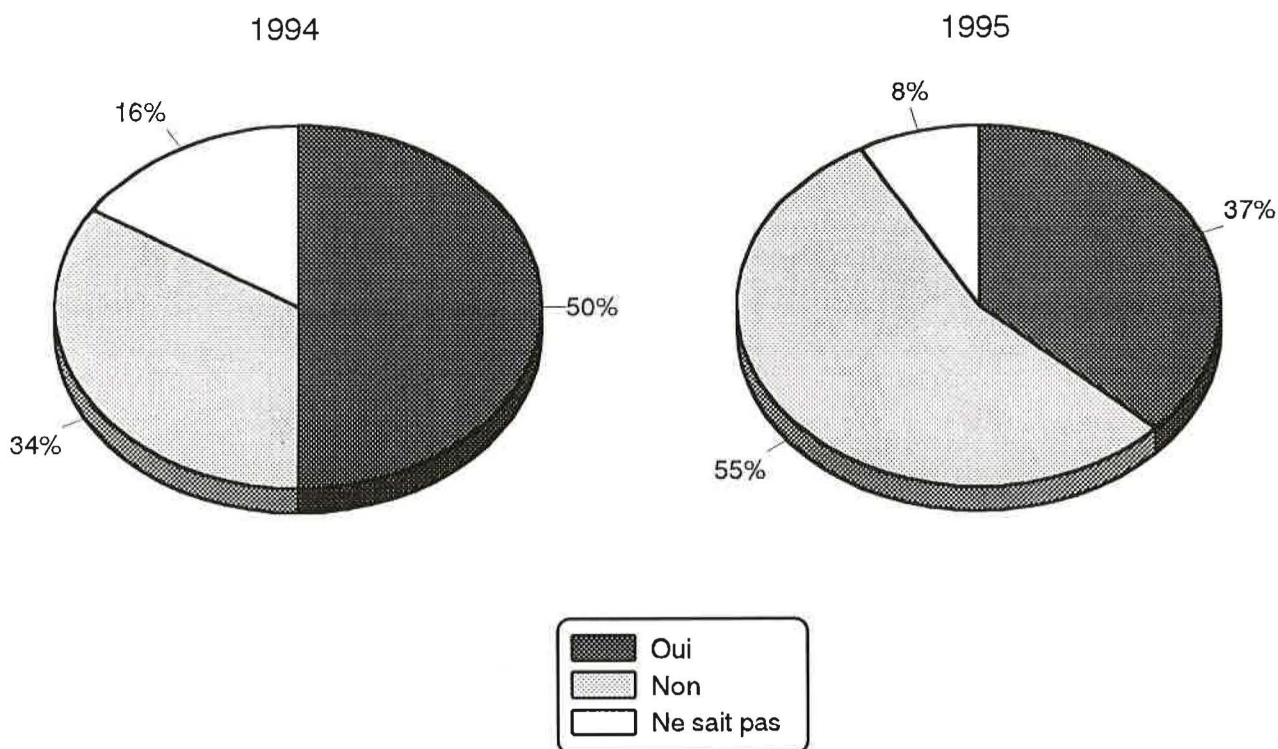
Sans croire vraiment à l'efficacité et l'adéquation de la philosophie Maastrichtienne pour construire une Europe leur convenant, les leaders pouvaient-ils réellement convaincre un peuple qui juge souvent sur un présent bien concret plutôt que sur un avenir incertain ? Les peuples prennent rarement des risques sur l'avenir, surtout si cet avenir n'est pas entièrement dans leurs mains. Le score français, malgré une histoire européenne bien plus longue, était pratiquement similaire au score suisse, et (le hasard d'un demi pourcent restant bien précaire) prouve les mêmes réticences.

On s'étonnera que 8% seulement des leaders interrogés adhèrent sans réserve à la conception actuelle de l'Union Européenne : ils se situent dans tous les registres politiques, et aussi bien en Suisse romande qu'en Suisse alémanique. En revanche, l'attentisme est plutôt de droite, particulièrement fort chez les plus âgés et dans la catégorie des politiciens actifs !

6.2 UN AVENIR BOUCHE

Les leaders croient de moins en moins à l'adhésion de la Suisse à l'Union Européenne d'ici la fin du siècle. Les optimistes passent de 50% en 1994 à 37% seulement en 1995 :

D'ici la fin du siècle, la Suisse aura-t-elle adhéré à l'UE ?



Dès lors, le décalage se fait toujours plus grand entre le désir des leaders et ce qu'ils attendent de l'avenir. Les espérances de la gauche ont passé de 59% à 38% alors que celles des Alémaniques dégringolent de 56% à 30% seulement. On voit que les leaders ne sont guère confiants dans leur propres capacités à convaincre le peuple suisse de les suivre sur la voie européenne, ce que la plupart déplorent bien entendu :

"Nous aurions dû faire partie de l'Union européenne parce que nous ne sommes justement pas d'accord avec ce qu'elle tend à devenir"

" Notre niveau de vie est anormalement élevé. Nous devons retrouver une moyenne européenne. Nous devons retrouver le sens de la lutte, de l'esprit d'entreprise, de la simplicité aussi"

"La Suisse doit apprendre rapidement à s'intégrer à l'Europe et au monde en jouant un rôle de premier plan"

"C'est à l'intérieur de l'UE que nous retrouverons notre liberté de manoeuvre et la possibilité d'exercer notre influence"

"La Suisse ne doit pas avoir honte d'elle-même. Elle peut être fière de l'éthique du protestantisme, des valeurs de paix, de tolérance, du fédéralisme et du multi-culturalisme. Mais elle doit se doter des moyens politiques nécessaires à un rayonnement de son modèle et à son rôle dans l'Europe et dans le monde"

"Die Schweiz wird vermutlich wie ein störrischer Esel in 10-15 Jahren durch die Hintertür in die EU buxiert"

Certains cependant mettent quelques bémols à cet enthousiasme :

"Si la Suisse doit finalement se noyer dans l'UE, son éclatement me paraît fatal"

Au chapitre des intolérances, outre les réponses liées à la politique d'asile et au statut des étrangers en Suisse, on relève la difficulté d'un discours nuancé sur la question européenne. On en déplore l'absence, nuisible à l'évolution du débat et rendant possibles tous les dogmatismes en la matière.

7. UN AVENIR EN DEMI-TEINTE

7.1. LES VOEUX

"Imaginez que vous croisie sur votre chemin une fée pleine de bienveillance. Admettez encore que vous discutiez politique suisse avec elle. A la fin de votre conversation elle se dirait prête à exaucer trois vœux qui vous semblent essentiels pour que le système suisse fonctionne mieux qu'aujourd'hui."

Il s'agit ici de vœux formulés spontanément, tels qu'ils sont venus à l'esprit des personnalités interrogées, sans aucune grille d'enregistrement comportant un choix de réponses possibles.

Les réponses sont variées et nuancées. Les leaders interrogés ont bien joué le jeu et nous ont fait part, d'abondance, de leurs idées et suggestions pour améliorer la vie politique en Suisse (plus de 2,6 réponses par personne en moyenne). Quelles réformes, quelles thérapies ? Sur quoi faudrait-il agir ? Les commentaires se répartissent selon quelques axes principaux :

En premier lieu :



Les réformes institutionnelles, concernant :

- le Conseil fédéral
- le Parlement
- la Constitution fédérale
- les droits populaires
- les partis

Puis :

⇒ **Les individus (qualités/compétences des dirigeants et dirigés) :**

- les politiciens
- le peuple, le "souverain"

⇒ **La politique intérieure :**

- le fédéralisme (redéfinir, renouveau)
- l'accélération des procédures et la transparence

⇒ **L'économie et la politique sociale**

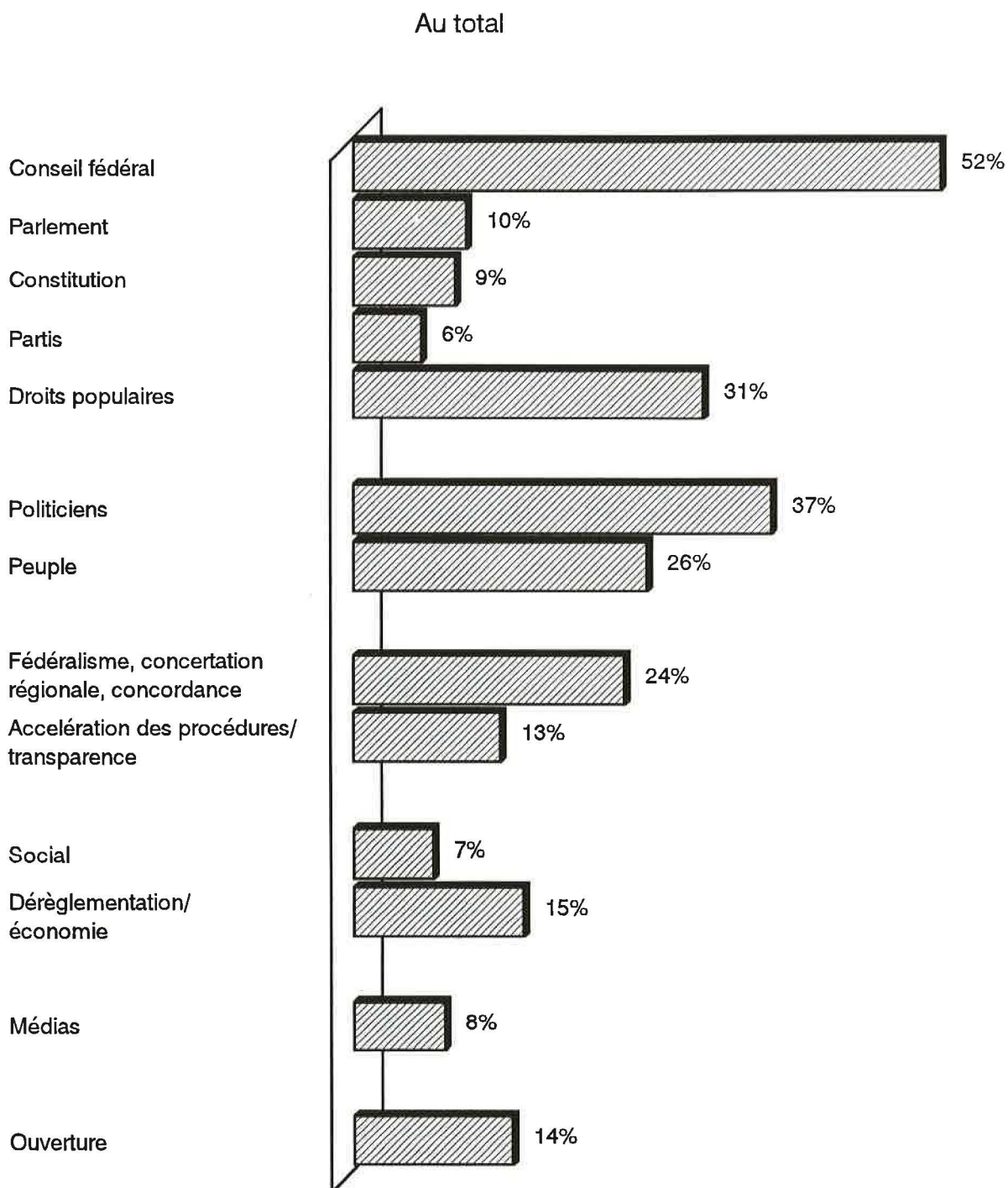
⇒ **Les médias**

⇒ **l'ouverture au monde et à l'Europe**

Bien qu'ils soient plus insatisfaits du travail du Parlement que de celui du Conseil fédéral, c'est sur le gouvernement que se concentrent avant tout les vœux de changement des leaders. C'est à ce niveau que nous enregistrons le plus grand nombre de réactions (un peu plus d'un leader sur deux).

Les vœux des leaders

(Base : 241 leaders en Suisse)



- C'est l'organisation et le fonctionnement du **Conseil fédéral** que les leaders souhaitent réformer. Les vœux exprimés vont dans le sens d'un renforcement du pouvoir de l'exécutif (25%), qu'ils voudraient aussi plus uni (3%) et de ce fait plus performant. Ils demandent un programme de gouvernement (10%) et, pour certains la fin de la formule magique et l'alternance (14%). Finalement un gouvernement qui gouverne et ne se contente plus de gérer les affaires courantes. Ces tendances sont plus marquées chez les Latins et la droite.

Ces réponses spontanées ne font que confirmer les grandes attentes déjà mises en évidence au chapitre 3.

- Pour les leaders, le **Parlement** n'appelle que peu de réformes structurelles de l'institution proprement dite (représentativité, professionnalisme, mode d'élection ...). Nous avons vu d'ailleurs que les propositions de passer à un Parlement de professionnels ou changer le mode de scrutin ne sont guère approuvées par les personnalités consultées.

D'après les leaders, les insuffisances des Chambres seraient dues aux parlementaires eux-mêmes, aux luttes partisans et à la défense d'intérêts particuliers (37%).

La "fée pleine de bienveillance" devrait faire en sorte que les politiciens soient plus constructifs, honnêtes, indépendants; on espère des hommes/femmes nouveaux, avec davantage de morale (22%) et mieux formés. Les leaders souhaitent également que ces responsables politiques aient davantage le souci de l'intérêt général, fassent preuve de moins de populisme et de démagogie (électorisme), de langue de bois, qu'ils prouvent leur sens civique et que le débat soit de meilleure qualité (15%).

Ce besoin de "moraliser" le Parlement s'exprime davantage chez les leaders proches de la gauche.

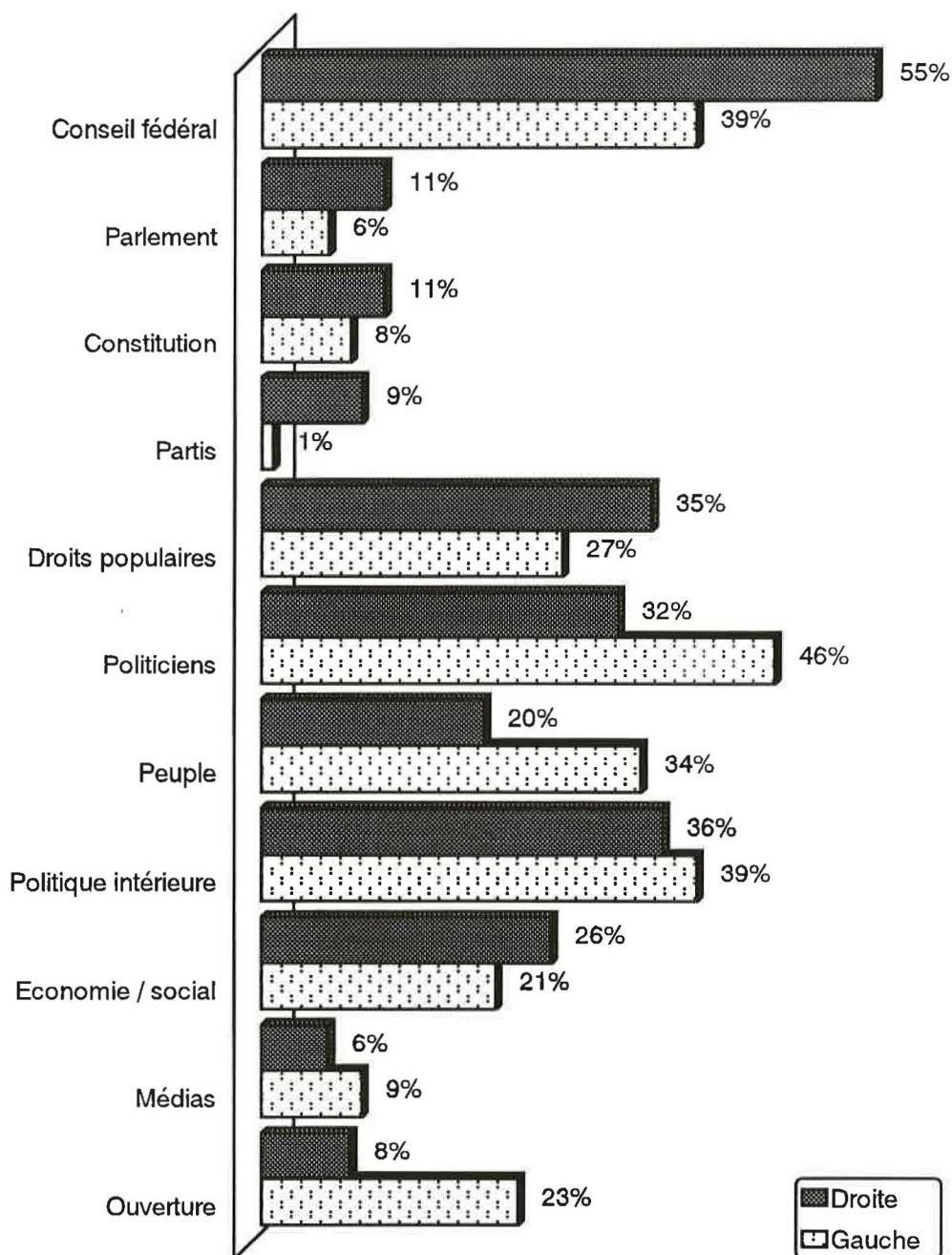
- Près d'un leader sur dix, notamment chez les Alémaniques, souhaite une révision de la **Constitution**, projet en chantier depuis des décennies.
- Très spontanément aussi et dans une proportion assez importante, les leaders s'en prennent à l'**abus des droits populaires** et à la **double majorité** du peuple et des cantons (31%). Il conviendrait d'actualiser la démocratie directe, réduire les droits populaires à l'essentiel (contenu et nature des votations, éventuel quorum de participation).
- Parallèlement, on aimerait que le **peuple** soit plus responsable, majeur, (notamment à gauche), mieux instruit, formé, capable de juger des questions importantes et moins abstentionniste, qu'il fasse ainsi preuve d'esprit civique (15%) et aussi de solidarité (11%).
- Par ailleurs, les leaders souhaiteraient aussi une "**autre politique**" (51%), en particulier à gauche de l'échiquier politique :
 - plus ouverte sur l'extérieur
 - un aménagement du fédéralisme : ils insistent sur la concertation intercantonale/régionale, une meilleure répartition des tâches entre CH et cantons/communes, l'harmonisation fiscale
 - plus d'unité dans le pays sur les objectifs à long terme, une meilleure concordance entre les autorités et le peuple
 - plus de transparence entre l'économie et la politique
 - une accélération des procédures de décision, moins d'Etat, moins de réglementation
 - moins de pouvoir administratif
 - et une meilleure concertation sociale

- En dépit du pouvoir occulte des médias que certains jugent excessif, les personnalités interrogées comptent relativement peu sur la presse, la TV et autres moyens de communication pour influencer le système politique dans le bon sens. Moins d'un leader sur dix souhaite que les médias appliquent une meilleure déontologie donnent une information plus constructive, qui ne se résume pas à des slogans idéologiques, et respectent le pluralisme des opinions.
- Quant aux partis, bien qu'ils ne fonctionnent pas de manière idéale ils ne semblent pas être la préoccupation majeure des personnalités consultées. Seule une petite minorité pense à eux spontanément, comme éléments moteurs de la vie publique, susceptibles d'améliorer le système. On estime plutôt qu'il y a trop de partis, qu'ils se dispersent et devraient se restructurer (6%).

Les vœux des leaders

(Base : 241 leaders en Suisse)

Selon la sensibilité politique



Qui devrait faire en sorte que ces vœux se réalisent ?

"Malheureusement cette fée ne tient pas sa parole. C'était une charmeuse sans pouvoirs ... Pourtant vos vœux restent valables et vous souhaitez qu'ils soient exaucés. A qui en Suisse feriez-vous confiance pour les réaliser ? (vous pouvez citer des personnes ou des organismes)

A qui faire confiance ?

- Un bon tiers des réponses s'orientent vers les institutions. Il faut faire confiance à nos structures démocratiques : le Conseil fédéral (qu'on souhaite réformé et fort), les partis politiques (qui devraient se restructurer), les élus, d'une façon générale, paraissent à ces leaders capables d'améliorer notre mode de fonctionnement. Le système devrait donc se régénérer de l'intérieur, par les élus eux-même, pour autant qu'ils se montrent courageux, responsables, compétents.

La tendance à la réforme interne et à compter sur les institutions est plus marquée dans les milieux politiques.

- Un autre tiers des réponses privilégie le **peuple souverain** et certaines catégories de la **société civile**. Ces leaders feraient confiance de préférence à la jeunesse, aux forces vives, aux milieux de la pensée (école, intellectuels, aux Eglises et à la culture), et également aux partenaires sociaux.

Dans les milieux de l'économie on fait moins confiance aux hommes et femmes politiques qu'aux chefs d'entreprises, aux organisations patronales et à l'initiative privée pour améliorer la vie politique.

- Une minorité pense que les journalistes, indépendants et honnêtes peuvent aider à améliorer la vie politique.

- Une part non négligeable de leaders (1/4 environ) ne cite pas nommément un organisme ou un groupe social particulier, mais se réfère à un "interlocuteur idéal" qui incarnerait les qualités morales, les valeurs permettant de sortir le pays de ses difficultés :

Ils feraient confiance par exemple :

- à des gens nouveaux, hommes et femmes d'esprit ouvert, gens instruits et critiques hors du système politique actuel, groupes éclairés et influents, équipes pluridisciplinaires
- à des personnalités fortes dans un team soudé, un Conseil des Sages qui saurait créer un consensus
- à des politiciens idéalistes, ceux qui ont le courage et la volonté de s'engager dans la vie civique, sans carriérisme.

Ces leaders idéalistes viennent de tous les secteurs d'activité, avec une tendance latine plus marquée. Les leaders alémaniques se fient davantage au peuple et aux structures institutionnelles.

- Quelques leaders enfin ont cité des personnalités auxquelles ils croient, le plus souvent des figures politiques connues avec un certain charisme. Parmi elles : Ruth Dreyfuss, Gilles Petitpierre, Kaspar Villiger, et, en fonction de leur popularité sur le plan cantonal, des préférences politiques de chacun et des affinités personnelles, Dick Marty, Vreni Spoerry, Moritz Leuenberger, Peter Tschopp, Jean Ziegler, etc. ...

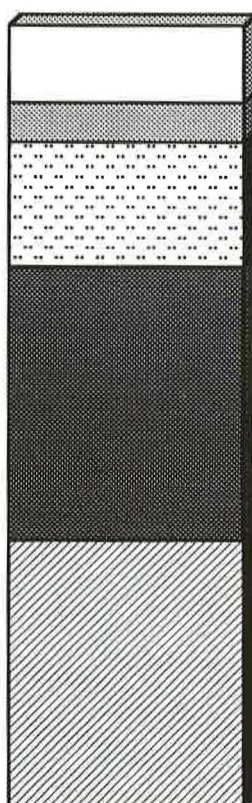
Et quelques dirigeants de l'économie, tels que David de Pury, Nicolas Hayek, ou des artistes (rarement plus d'une ou deux citations).

A qui faire confiance pour améliorer la vie politique ?

(Base : 351 réponses des 241 leaders = 100%)

Au total

- Autres mentions
- A des personnalités
nominalelement citées
- A des interlocuteurs
idéaux
- Au peuple et à la
société civile
- Aux milieux institutionnels



7.2. LA DURE REALITE - BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL

Dans ce chapitre nous traitons deux questions "baromètre" destinées à mesurer, chez les leaders consultés, l'évolution des opinions depuis le printemps 1993, date de la première prise d'information de SOPHIA.

Nous avons analysé les prises de position des leaders sur un certain nombre de questions économiques, sociales et culturelles auxquelles la Suisse est confrontée.

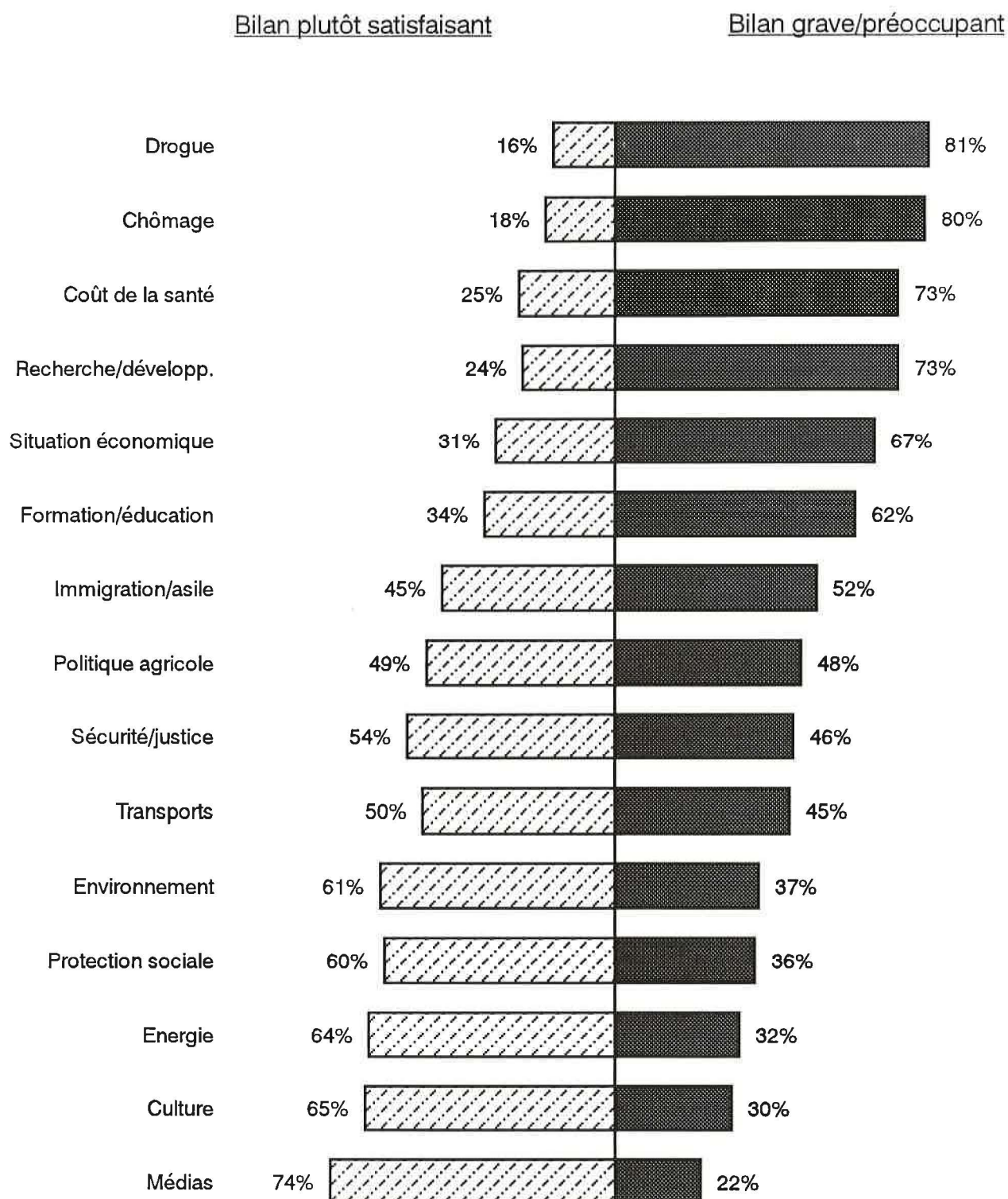
Pour chacun des thèmes soumis à l'attention des personnalités interrogées, il s'agissait de déterminer :

- le degré de **gravité** du sujet et l'**urgence** des éventuelles mesures à envisager
- le **pronostic** positif ou négatif à moyen terme établi par les leaders

Voici quelles sont les questions posées, strictement identiques à celles de SOPHIA 93/94 :

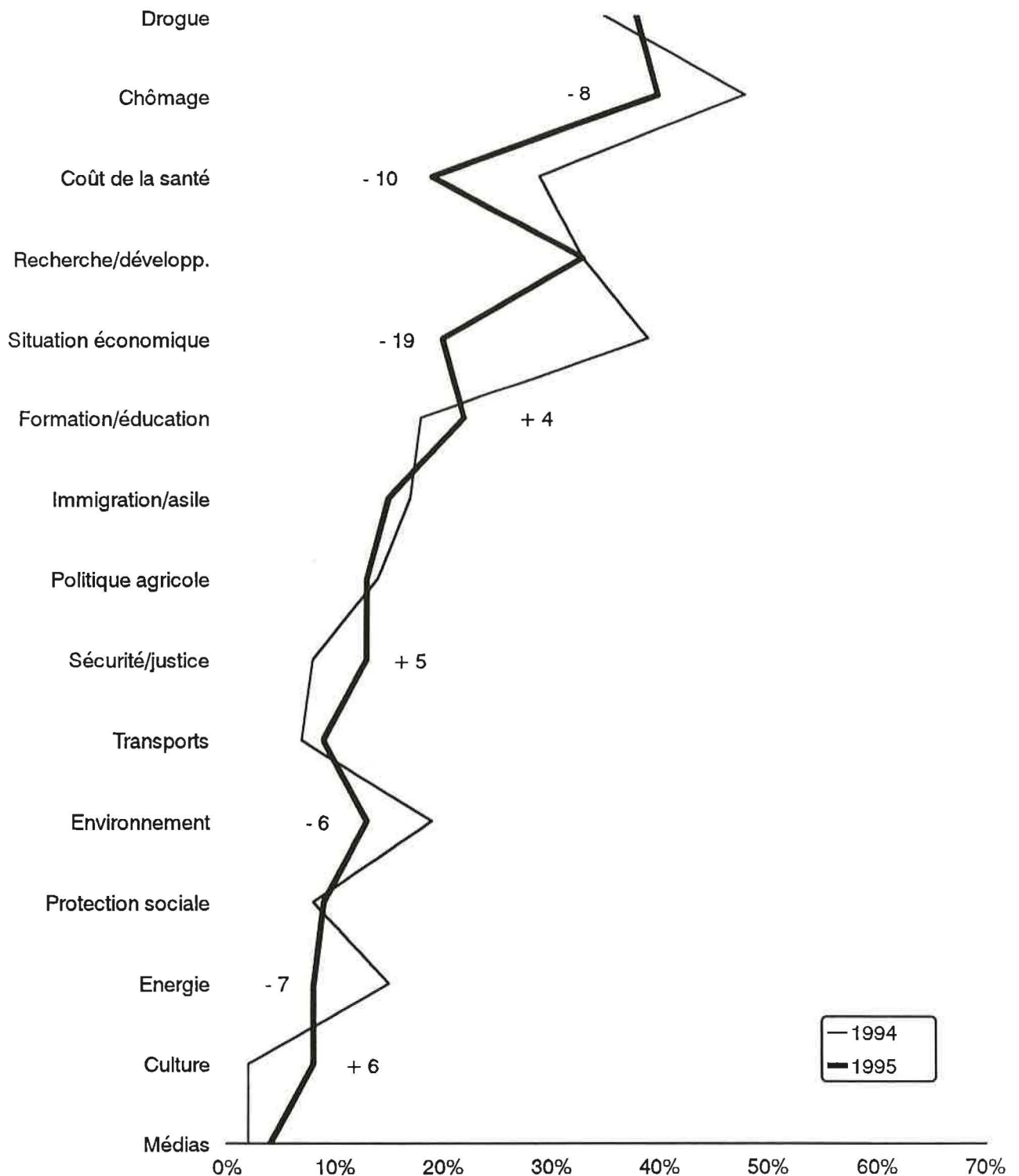
"Finalement, nous allons aborder un certain nombre de thèmes socio-économiques et culturels qui concernent directement le peuple et la société suisse. Parmi ces sujets, certains exigent d'être traités urgemment, d'autres peuvent sembler mineurs."

Les urgences



Bilan économique et social : Les urgences

Priorités absolues



7.2.1. La hiérarchie des priorités

- Les priorités absolues

Bilan grave, à traiter d'urgence:

	Total	Droite	Centre	Gauche
- le chômage	40%	36%	25%	52% ↗
- la drogue	38%	48% ↗	34%	32%
- la recherche, le développement, l'innovation technologique	33%	37%	25%	35%
puis,				
- la formation, l'éducation	22%	21%	12%	30%
- la situation économique	20%	33% ↗	17%	10%
- le coût de la santé	19%	19%	17%	20%

Par rapport à l'étude SOPHIA 94, les soucis prioritaires des leaders restent globalement les mêmes.

Mais il faut signaler quelques nuances dans l'ordre des priorités, qui reflètent bien l'évolution de la situation générale et l'influence de quelques prises de décision au niveau national (votations populaires récentes).

Toujours en tête de l'inquiétude :

- le **chômage** reste la préoccupation No 1, un peu moins aiguë qu'il y a deux ans quand même, et cela à gauche comme à droite
- la **drogue**, et ce n'est pas une surprise après l'aggravation de la situation à Zurich, les tensions dues à la scène ouverte du Letten (les leaders ont été consultés avant la fermeture du Letten) passe au deuxième rang, mais largement au premier rang des priorités chez les sympathisants de la droite

- alors que la **situation économique**, toujours préoccupante, n'apparaît plus qu'en 2e urgence; les signes d'une reprise, annoncée pendant toute l'année 1994, donnent un certain optimisme aux personnalités interrogées, et cela dans tous les milieux.
- En revanche, les questions liées à **l'éducation et à la formation** prennent plus d'acuité. Parmi les causes possibles de ce souci devenant majeur chez les leaders nous risquons quelques hypothèses : est-ce une prise de conscience accrue de la nécessité de meilleures qualifications pour lutter contre le chômage, des doutes sur la rénovation des filières d'apprentissage, qui devraient être revalorisées avec la création d'HES (hautes écoles spécialisées) et sur la nouvelle maturité ? Les déficits publics et les restrictions budgétaires entraînent des suppressions de postes d'enseignants et l'augmentation du nombre d'élèves par classe ? L'instauration de *numerus clausus* dans les universités ? Les programmes d'échanges d'étudiants avec les universités européennes revus à la baisse ? La violence à l'école ?

Tous ces facteurs font que les nuages s'épaississent sur la perception que les leaders ont de formation en Suisse et surtout sur son avenir : le pronostic est plus pessimiste qu'en 1994.

- La **recherche et le développement technologique** restent un thème très prioritaire. Si le sentiment d'urgence ne s'accroît pas chez les leaders, ils sont plus nombreux qu'il y a deux ans à penser que ce secteur d'activité doit cependant être soutenu activement et rapidement, afin que la Suisse garde ses capacités d'innovation et sa compétitivité.
- Eclaircissement au contraire quant aux **coûts de la santé**, lié sans doute à l'adoption de la loi sur l'assurance-maladie en automne 94. Mais le problème des coûts est loin d'être résolu. L'urgence des mesures à prendre diminue un peu, mais pour les leaders interrogés, de nouvelles actions seront nécessaires rapidement et le pronostic à moyen terme reste très négatif.

• Les questions moins graves

Moins de 20% des leaders accordent la priorité aux sujets évoqués ci-après :

Bilan grave, à traiter d'urgence :

	Total	Droite	Centre	Gauche
- l'immigration, asile	15%	21% ↗	9%	11%
- la politique agricole	13%	14%	10%	11%
- l'environnement	13%	7%	3%	24% ↗
- la sécurité, justice	13%	24% ↗	18%	-

A relever la notable différence des perceptions entre sensibilités de droite et de gauche, comme c'était déjà le cas en 1994.

- Les questions liées à l'**immigration** ainsi que le **souci sécuritaire** sont beaucoup plus présents à droite, alors que l'**environnement** préoccupe bien davantage les leaders proches de la gauche; moins tout de même qu'il y a deux ans : de 1/3 on passe à 1/4 des leaders de gauche pour qui la protection de l'environnement représente une priorité absolue.

Dans l'ensemble, le souci de sécurité est à la hausse, les préoccupations concernant l'environnement à la baisse. Les autres tendances ont assez peu évolué. L'appréciation de gravité reste à peu près la même.

- Quant à la **politique agricole** on sent que, pour évaluer la situation, les leaders sont en attente de la ratification des accords du Gatt et de leurs effets possibles.

- Les sujets accessoires

Enfin, parmi les 15 thèmes proposés, cinq sujets apparaissent nettement moins brûlants. Ce sont les mêmes qu'en 1994, soit :

Bilan grave, à traiter d'urgence :

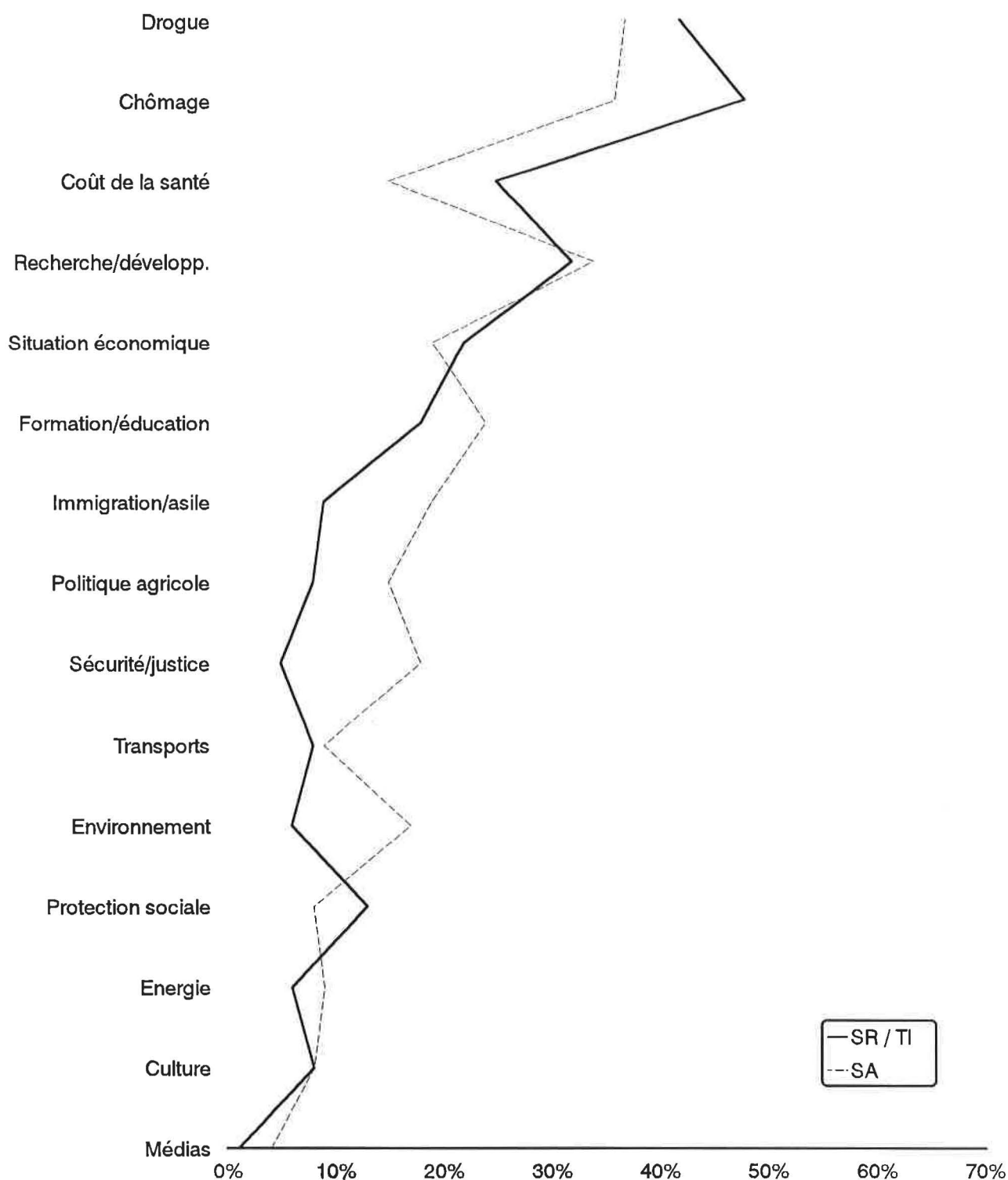
	Total	Droite	Centre	Gauche
- les transports	9%	5%	7%	13% ↗
- la protection sociale	9%	6%	3%	16% ↗
- l'énergie	8%	5%	-	14% ↗
- la culture	8%	2%	4%	17% ↗
- les médias	2%	5%	-	3%

- Mis à part les **médias**, ce sont des thèmes (défense des **acquis sociaux**, politiques des **transports**) qui représentent encore, dans une certaine mesure, des "combats" pour la gauche, tendance déjà relevée en 1994.
- On remarquera que **l'énergie** a passé encore plus à l'arrière-plan de l'actualité et des préoccupations des leaders.
- Les question **culturelles** en revanche - c'est vraisemblablement un effet du refus par le peuple, en 1994, de l'article constitutionnel pour l'encouragement fédéral à la culture - est un souci qui prend plus d'acuité, mais à gauche de l'échiquier politique seulement.

Bilan économique et social

Priorités absolues

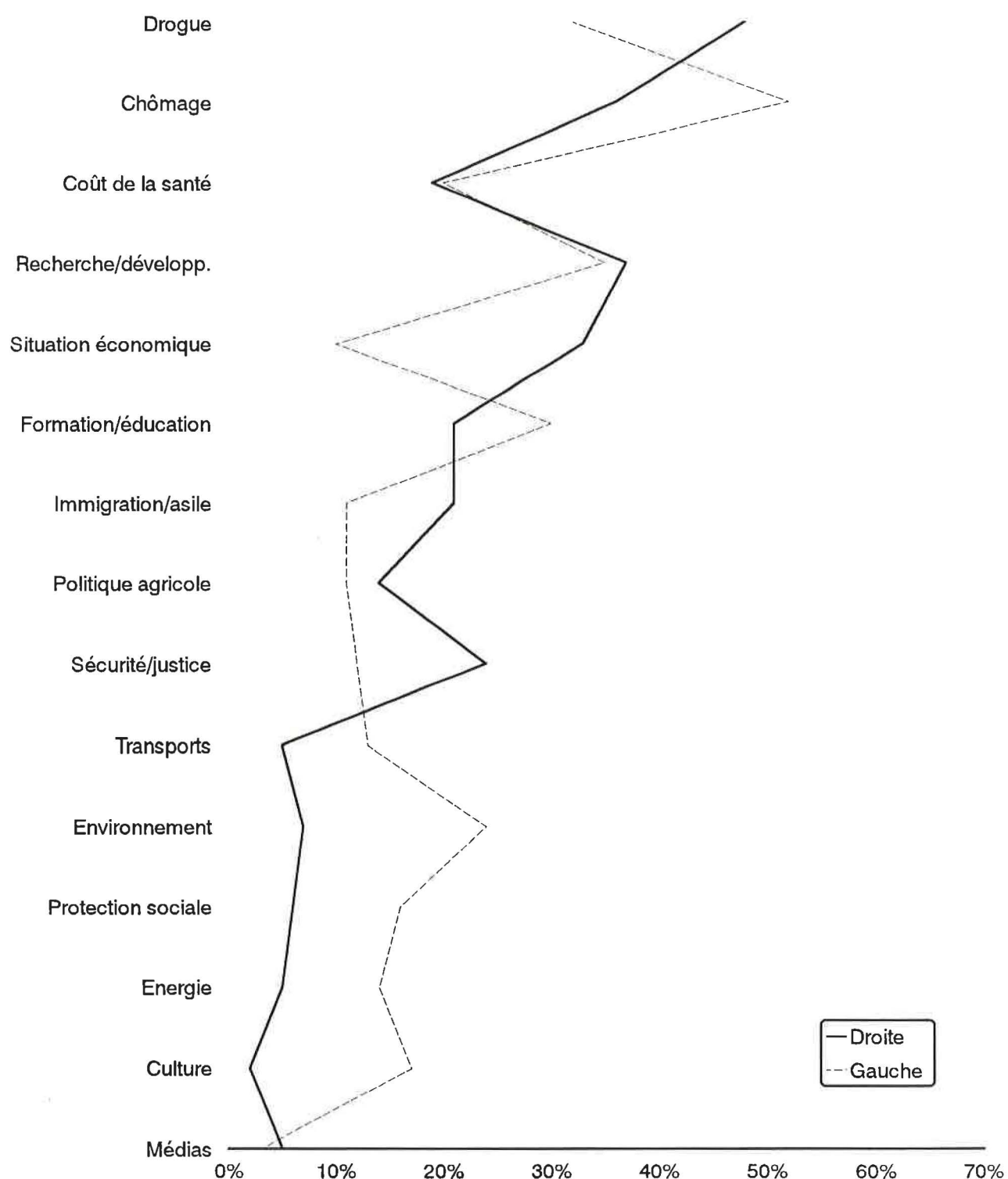
Selon la région linguistique



Bilan économique et social

Priorités absolues

Selon la sensibilité politique



7.2.2. L'évolution

"Et comment voyez-vous l'avenir ? A votre avis, comment vont évoluer ces différents problèmes dans les cinq prochaines années en Suisse ? (Indiquer pour chaque thème la tendance qui vous paraît la plus probable : est-ce que cela ira beaucoup mieux, un peu mieux, sans changement, un peu moins bien, beaucoup moins bien ?)"

Dans le rapport de l'étude SOPHIA 94, nous écrivions *"Le climat général, chez les leaders interrogés, est à la morosité. Dans presque tous les domaines, les perspectives leur apparaissent plutôt sombres, préoccupantes à moyen terme. Au mieux stagnantes."*

Ce paysage plutôt sombre tend aujourd'hui à s'éclairer sur certains points; au plan économique par exemple le pessimisme s'atténue.

Tout n'est pas rose, loin de là, mais :

 Pour certains problèmes parmi les plus graves, les leaders pensent que la situation est en train de se détendre; **le pronostic est meilleur**. Il s'agit :

de la drogue
du chômage

et parmi les questions jugées moins graves

de la sécurité
de l'énergie

 Cependant, pour d'autres thèmes, touchant aux domaines scientifiques, culturels, sociaux, les leaders se montrent **plus pessimistes** qu'il y a deux ans, à savoir :

la recherche et le développement
la formation et l'éducation
la protection sociale

Pronostic d'un avenir meilleur

- **Drogue** : les nouvelles lois destinées à réprimer le trafic, le drame de Zurich, sinon résolu en tout cas moins apparent et nuisible à l'image de la Suisse, la prise en charge et le traitement des toxicomanes selon la "3e voie" préconisée par la Confédération entre répression et libération à l'essai actuellement dans les cantons qui acceptent de tenter l'expérience, tout cela concourt à assainir le climat.

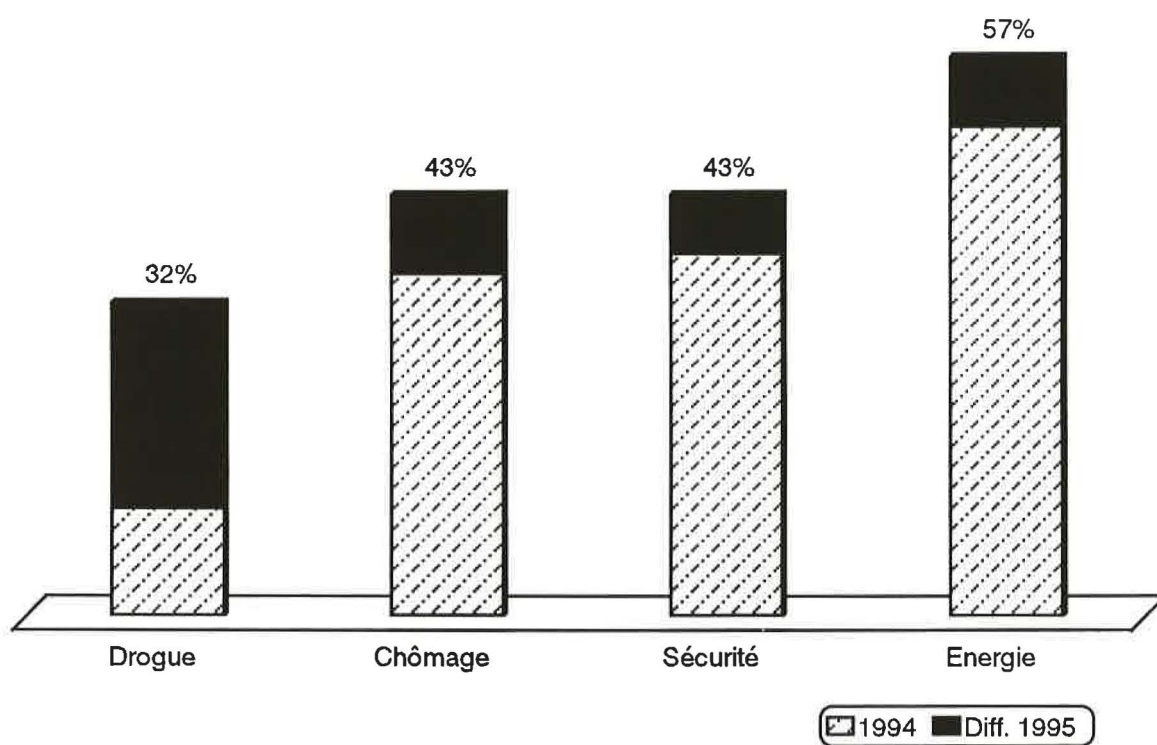
Même si la réussite n'est pas garantie le fait que le problème est fermement pris en mains par les autorités donne au moins de l'espoir. On peut entrevoir des solutions, au moins une amélioration nous disent les leaders.

- Pour le **chômage**, point n'est besoin de s'étendre longuement. Chacun sait que, après l'explosion des années 92-93, le taux de chômage tend à régresser, lentement il est vrai. On peut espérer que le plus mauvais moment est passé; au pire, la reprise aidant, le chômage se stabilisera, au mieux il devrait décroître dans les prochaines années. C'est le sentiment exprimé par les leaders interrogés.
- **Sécurité** : le Département fédéral de justice et police s'étant montré très ferme (mesures de contrainte acceptées par le peuple) il est normal que le pronostic s'améliore.
- **Energie** : le thème n'est pour le moment pas d'actualité, les pressions se sont (provisoirement) calmées de part et d'autre, "Energie 2000" a quelques effets positifs. Qu'advient-il à la fin du moratoire nucléaire ?

Pronostics meilleurs

Augmentation de l'optimisme de 1994 à 1995

Au total



Pronostic d'un avenir moins bon

- **Recherche, formation et culture** : Cette vision prospective virant au noir nous paraît consécutive aux importants déficits publics qui appellent des restrictions budgétaires dans ces domaines. L'idée généralement admise étant que la principale richesse de la Suisse est sa matière grise, le manque de moyens accordés à l'enseignement et à la formation pourrait handicaper les générations futures. Par ailleurs la participation de la Suisse à certains programmes européens est encore à définir et fait l'objet de négociations avec l'UE.

Situation incertaine pour le moment, générant doutes et craintes pour l'avenir.

Comme dans SOPHIA 94, le pessimisme est plus grand à gauche.

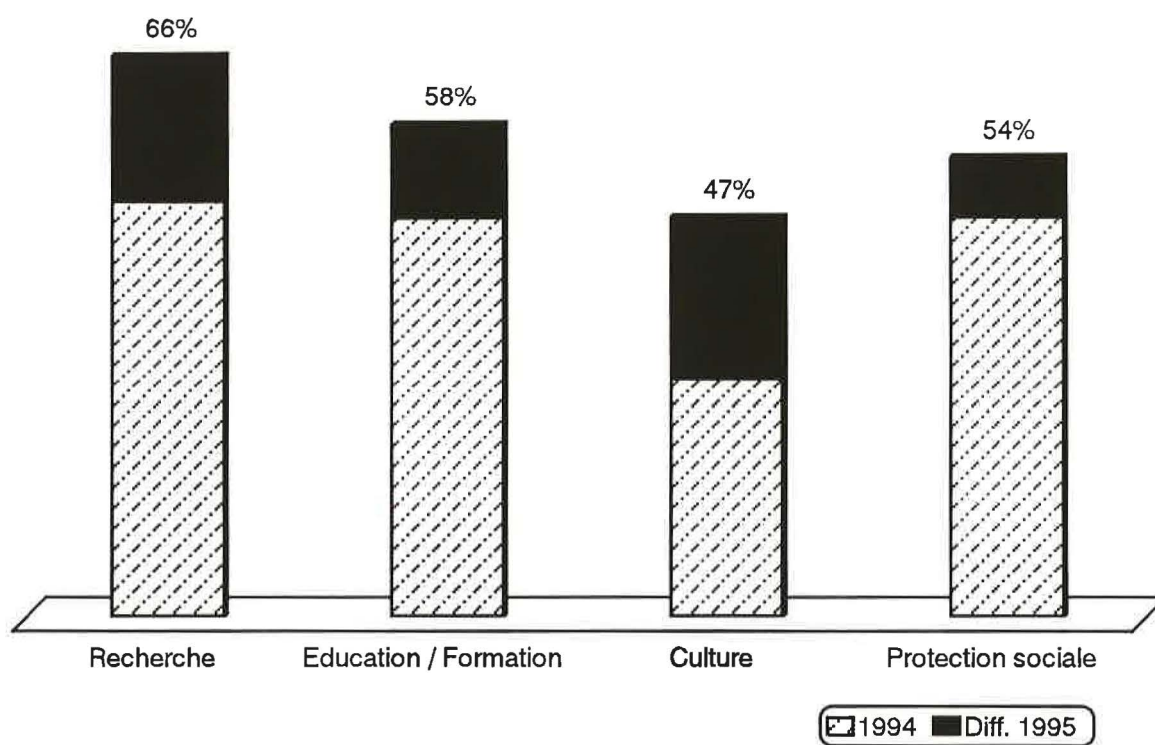
- **Protection sociale** : la remise en question de certains acquis sociaux en 1994 (AVS, le référendum programmé sur l'âge de la retraite des femmes, la révision de la loi sur le chômage dont on ne connaît pas l'issue, l'incertitude quant aux financements futurs), font toujours craindre un "démantèlement social", ou, à l'inverse, des charges sociales trop lourdes pour l'économie.

Bien entendu le pronostic est plus sombre à gauche. Mais à droite la moitié des leaders seulement pensent que la Suisse pourra maintenir la situation actuelle, l'autre moitié voit une aggravation dans les 5 ans à venir.

Pronostics moins bon

Augmentation du pessimisme de 1994 à 1995

Au total



Pronostic d'une situation stable

Enfin, pour les autres thèmes évoqués, que les pronostics aient été positifs ou négatifs en 1994, les opinions des leaders ont peu varié dans l'ensemble depuis deux ans.

- **Les leaders étaient plutôt pessimistes et ils le sont restés**

en ce qui concerne :

	1994	1995
les coûts de la santé	74%	73%
la politique agricole	55%	61%
l'immigration	54%	54%

- **La santé** : si le frein aux dépenses de santé est jugé moins prioritaire qu'en 1994 grâce aux mesures qui ont été prises (loi sur l'assurance-maladie) sur le plan fédéral et dans certains cantons, pour les leaders il ne s'agit que d'une embellie passagère. Les problèmes de fond demeurent et le pronostic reste assez pessimiste.
- **Politique agricole** : l'incertitude sur les effets du Gatt et sur l'issue des votations du 12 mars maintient le pessimisme des leaders, qui auraient même tendance à se montrer légèrement plus inquiets.
- **Immigration et asile** : pas de problèmes nouveaux qui auraient relancé le débat depuis la première étude SOPHIA, l'opinion reste relativement neutre et stable.

- **Les leaders n'étaient pas très inquiets (relativement optimistes) et ils le sont restés :**

en ce qui concerne :

	1994	1995
la situation économique	50%	54%
l'environnement	64%	61%
les transports	45%	45%
les médias	41%	46%

- **Situation économique** : la tendance à l'optimisme reste mesurée et les leaders sont encore assez partagés. La reprise paraît moins vigoureuse que prévu, cela se ressent dans la retenue qu'ils expriment quant à l'avenir.
- **Environnement** : souci mineur pour la plupart des leaders (sauf certains militants de gauche). Le pronostic reste plutôt bon. L'opinion majoritaire est que la Suisse fait ce qu'il faut - et continuera à le faire - pour préserver l'environnement.
- **Transports** : les avis sont très partagés en fonction de la sensibilité politique. Au moment où les leaders ont été consultés, le débat sur les NLFA (Gothard/Lötschberg) n'avait pas encore pris le caractère idéologique que nous lui connaissons depuis quelque temps.

On sait que le dossier des transports fait l'objet des prochaines négociations bilatérales avec l'UE. L'opinion est en quelque sorte "suspendue", en équilibre entre ceux qui pensent que tout va s'arranger et ceux qui redoutent le pire.

- **Médias** : peu de faits nouveaux qui susciteraient le débat. La chaîne de Télévision S Plus n'a eu que peu d'impact, la prochaine chaîne nationale (Suisse 4) vient de naître. La concentration de la presse se poursuit sans grand fracas.

Les leaders restent partagés pour moitié entre l'optimisme et le pessimisme quant à l'évolution des médias à moyen terme. Sauront-ils respecter la déontologie professionnelle qu'on est en droit d'attendre d'eux ? A droite, on craint davantage que la situation se détériore (abus de pouvoir ...)

Clivage droite / gauche

D'une façon générale, les leaders proches de la gauche se montrent plus pessimistes que ceux de droite, avec des écarts d'opinion importants, en ce qui concerne :

- le chômage et la protection sociale
- l'éducation et la recherche
- l'environnement et les transports
- la culture

A droite, les leaders sont plus soucieux de l'avenir en ce qui concerne :

- la drogue et la sécurité

Sur les autres thèmes, les opinions diffèrent relativement peu.

Différences régionales

Les pronostics des Latins sont plus pessimistes à propos :

- du chômage
- de la protection sociale
- de la drogue (peut-être y a-t-il des craintes, après la fermeture du Letten, concernant le retour des toxicomanes dans leur canton d'origine)

Les Alémaniques sont plus inquiets à propos :

- de l'environnement
- de la santé
- de la sécurité
- de la culture

Ces tendances n'ont guère changé depuis la précédente étude SOPHIA

En résumé :

	Degré gravité	Evolution 94 - 95	Pronostic 94	Evolution
Economie	urgents	↘	optimisme	=
Chômage	urgents	↘	pessimisme	↘
Politique agricole	assez préoccupant	=	pessimisme	↗
Protection sociale	accessoire	↗	pessimisme	↗
Coûts de la santé	urgent	↗	pessimisme	=
Education/formation	urgent	↗	moyen	↘
Recherche	urgent	=	moyen	↘
Culture	accessoire	↗	optimisme	↘
Médias	accessoire	=	moyen	=
Sécurité, justice	assez préoccupant	↗	pessimisme	=
Drogue	urgent	↘	pessimisme	↘
Immigration/asile	assez préoccupant	=	pessimisme	=
Environnement	assez préoccupant	↘	optimisme	=
Energie	accessoire	↘	optimisme	↗
Transports	accessoire	↗	moyen	=

7.2.3. Quel avenir économique pour la Suisse ?

"Comment voyez-vous évoluer la Suisse d'ici dix ans ? Et comment aimeriez-vous la voir évoluer sur le plan économique ?"

- **Avenir souhaitable**

A une très grande majorité les leaders interrogés souhaitent que maintes barrières administratives, règlements et protectionnismes, ententes cartellaires disparaissent dans les prochaines années, pour laisser la place à un libre marché plus concurrentiel et dynamique, qui favorise la compétitivité. Et cela, tout en maintenant le partenariat social. A gauche comme à droite 80% des leaders sont de cet avis.

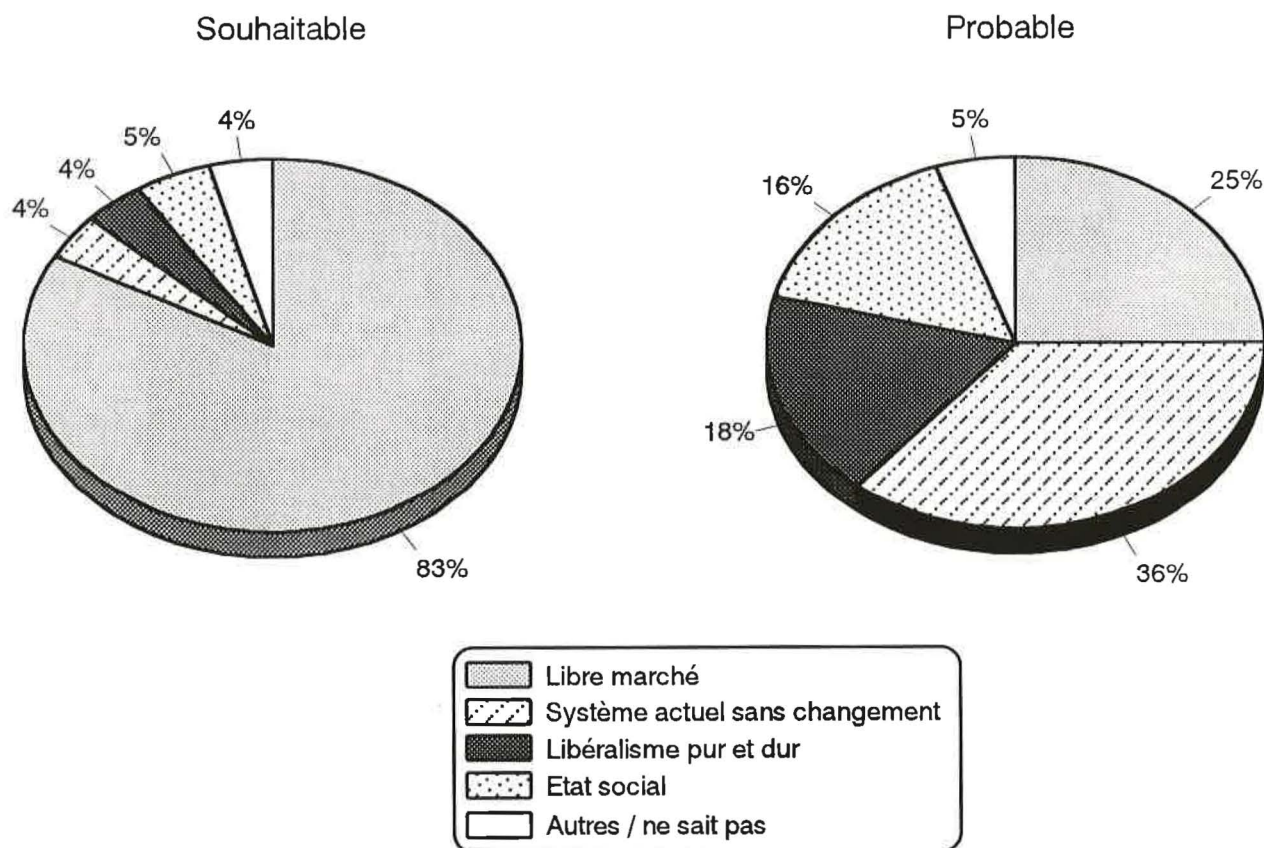
Une toute petite minorité désire que le système actuel continue tel quel. Quelques tendances, vraiment minoritaires s'expriment à droite en faveur d'un libéralisme à l'américaine (pur et dur 10%), ou à gauche, pour un Etat toujours plus social, plus interventionniste et réglementé (13%).

- **Avenir probable**

Mais il semble que, pour une bonne part des personnalités consultées, ce n'est là qu'un rêve. En effet, un quart d'entre elles seulement pensent que la situation économique va évoluer dans le sens d'un libre marché en partenariat social. Un plus grand nombre est d'avis que le statu quo perdurera, notamment dans les milieux de l'économie et de l'administration.

Enfin, selon que l'on se sent proche de la droite ou de la gauche, on manifeste des craintes, les uns d'un libéralisme pur et dur (à gauche 36%), les autres d'un Etat trop social et interventionniste (26% à droite).

Avenir économique



7.3. QUELLE CONFIANCE EN L'AVENIR ?

"Comment imaginez-vous l'avenir de la Suisse d'ici dix ans ? Pensez-vous qu'elle sera beaucoup mieux, un peu mieux, plus ou moins la même, un peu moins bien, beaucoup moins bien ...

- *sur le plan matériel (niveau de vie, confort, argent)*
- *sur le plan social (acquis sociaux)*
- *sur le plan des valeurs morales/spirituelles*
- *sur le plan de l'ouverture au monde*
- *sur le plan de sa confiance en elle, son optimisme*
- *sur le plan de son image internationale*
- *sur le plan de son rôle dans le monde"*

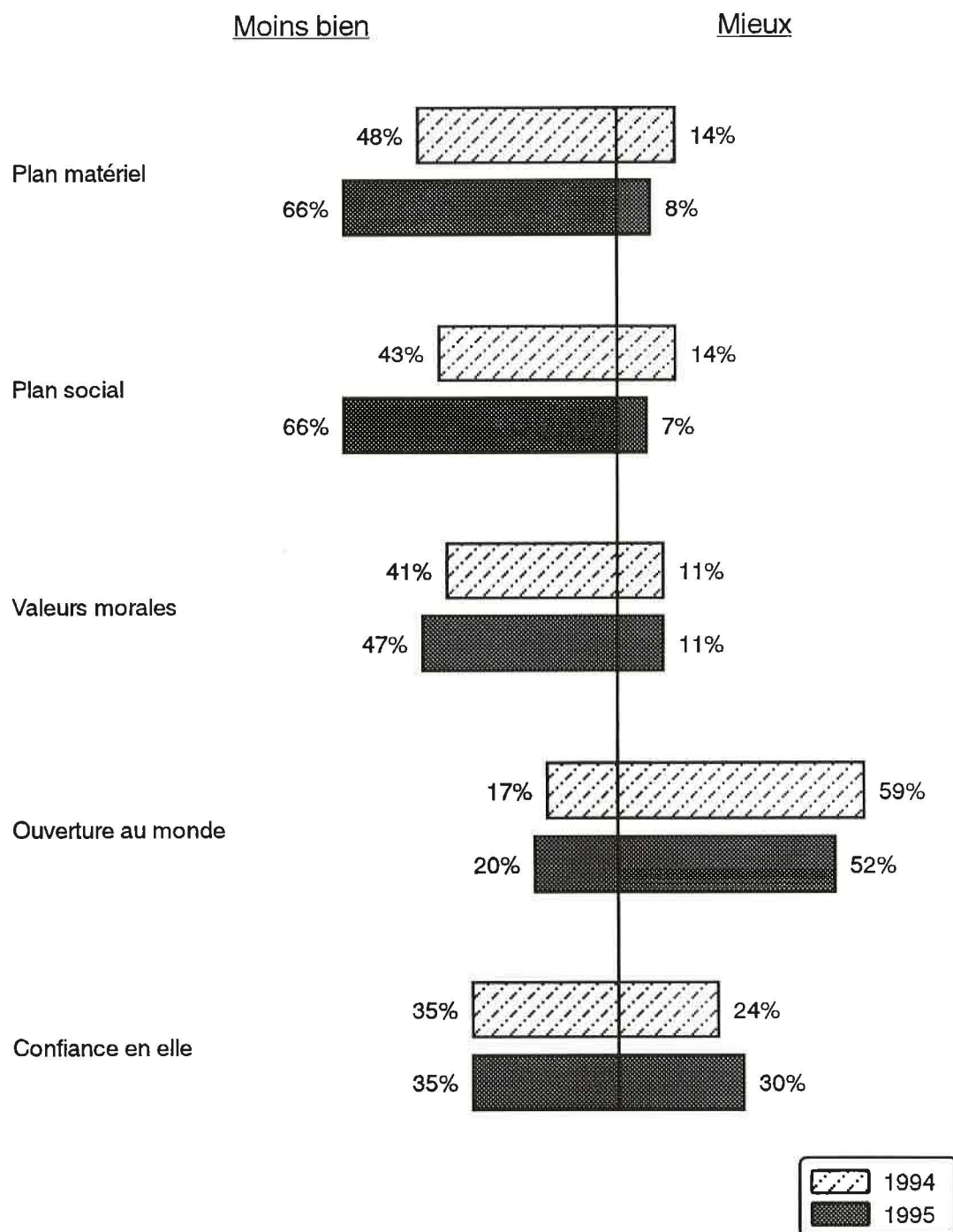
L'an dernier, le pessimisme était de rigueur : on s'attendait à des lendemains qui déchantent, aussi bien sur le plan matériel (48%), que sur le plan social (43%), qu'au niveau des valeurs morales (41%). Par ailleurs, 35% des leaders estimaient que la Suisse perdrait encore plus confiance en elle, alors même que déjà, en référence au passé, elle n'était plus très sûre d'elle.

Cette année, la situation ne fait qu'empirer :

- 66% des leaders estiment que nous irons plus mal demain sur le plan matériel et sur le plan social
- 47% estiment que nos valeurs morales iront en déclinant
- quant à l'ouverture du monde ou la confiance en soi, le tableau d'avenir n'est guère meilleur que l'an dernier. Les craintes sont restées stables

Quel avenir pour la Suisse ?

Amélioration ou aggravation

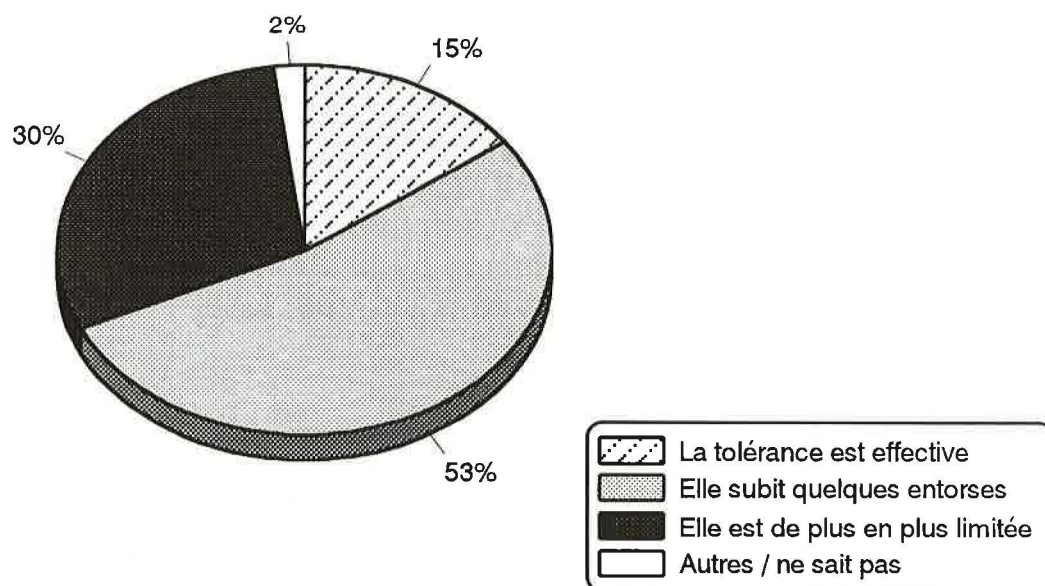


Des entorses à la tolérance

"Aujourd'hui en Suisse, diriez-vous qu'il y a des choses qu'on n'ose plus dire en public, des idées qu'il est mal vu de défendre ou au contraire que toutes les opinions sont acceptées avec tolérance ?"

Dans ce pays dont on vante en permanence la grande tolérance, il apparaît que ce principe, seul capable de régir les minorités subit quelques entorses. Pour trois leaders sur dix, la tolérance en Suisse est même de plus en plus limitée.

(Base : 241 leaders en Suisse)



Les domaines dans lesquels s'exercent cette montée de l'intolérance, relèvent de quelques grands registres principalement :

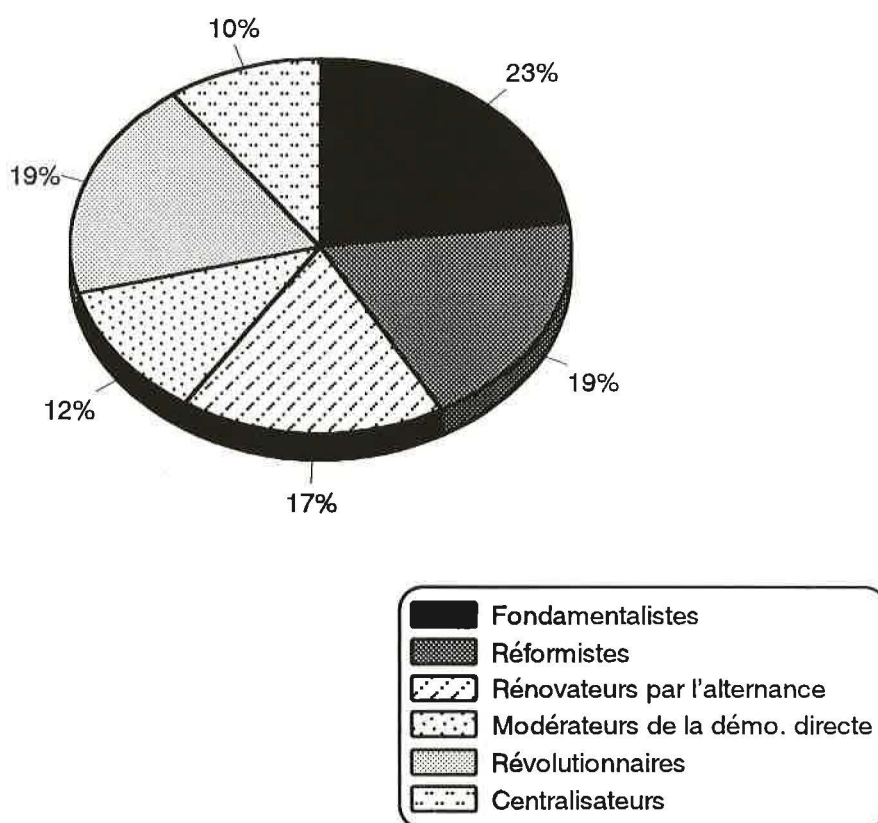
- la question des **étrangers** en Suisse donne lieu à beaucoup d'intolérance pour un leader sur deux. Sont confondus ici les leaders qui déplorent un manque de tolérance envers la présence des étrangers, une xénophobie latente, et ceux qui, à l'inverse, estiment qu'il n'est plus possible de parler de cette question sans justement être accusé de xénophobie.
- trois leaders sur dix pensent qu'aujourd'hui il n'est plus possible en Suisse de parler d'**innovation** sans passer pour un dangereux révolutionnaire ou utopiste. Il semblerait pour cela que le seul discours admis soit celui de la ligne traditionnelle, de la raison, et que l'innovation soit souvent mal acceptée, voire rejetée sans même être étudiée.
- la **politique étrangère** de la Suisse, et essentiellement la question européenne, est devenue taboue nous disent 16% des leaders. Nous en avons déjà parlé au chapitre sur l'Europe.
- tout comme les étrangers, les **exclus** donnent lieu à de l'intolérance. C'est ce que disent 16% des leaders
- d'autres sujets tabous ont été cités, comme l'armée, l'identité nationale, l'environnement et les questions morales. Cependant, sur ces différentes questions, il ne se trouve que moins de 10% de leaders pour sentir que la liberté d'expression ou de pensée est limitée

7.4. GROUPES TYPOLOGIQUES

Finalement, nous avons encore affiné la recherche, afin de mieux cerner les composantes de notre échantillon de leaders d'opinion.

En combinant les résultats des différentes questions qui permettent de définir le "paysage intérieur" des personnalités interrogées, compte tenu de leur plus ou moins grand souci de réformes destinées à réduire les dysfonctionnements du pouvoir et voir la Suisse mieux gouvernée, nous avons pu créer six groupes bien caractérisés, chacun présentant un profil bien net.

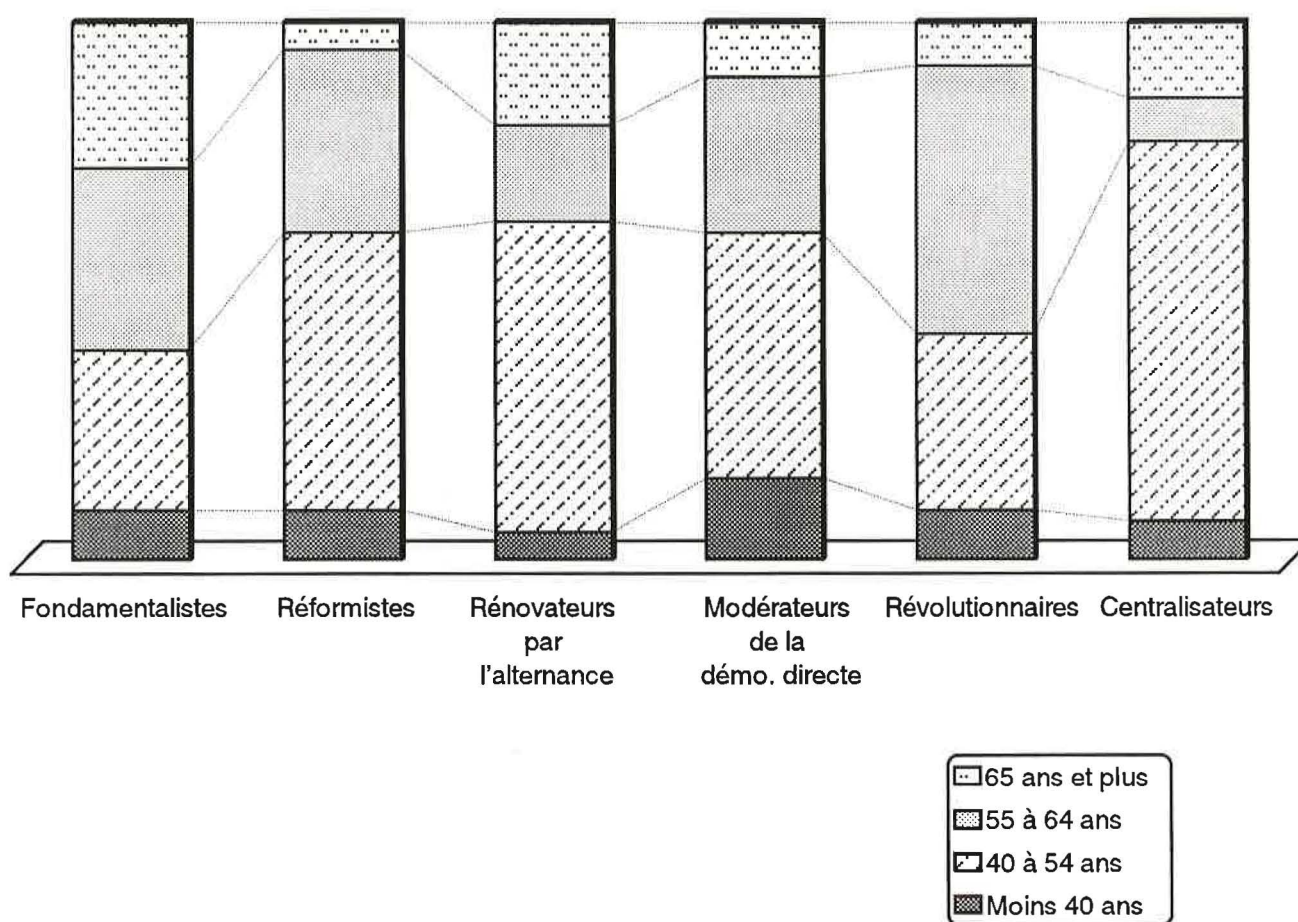
(Base : 241 leaders en Suisse)



Analyse structurelle / groupes typologiques

(Base : 241 leaders en Suisse)

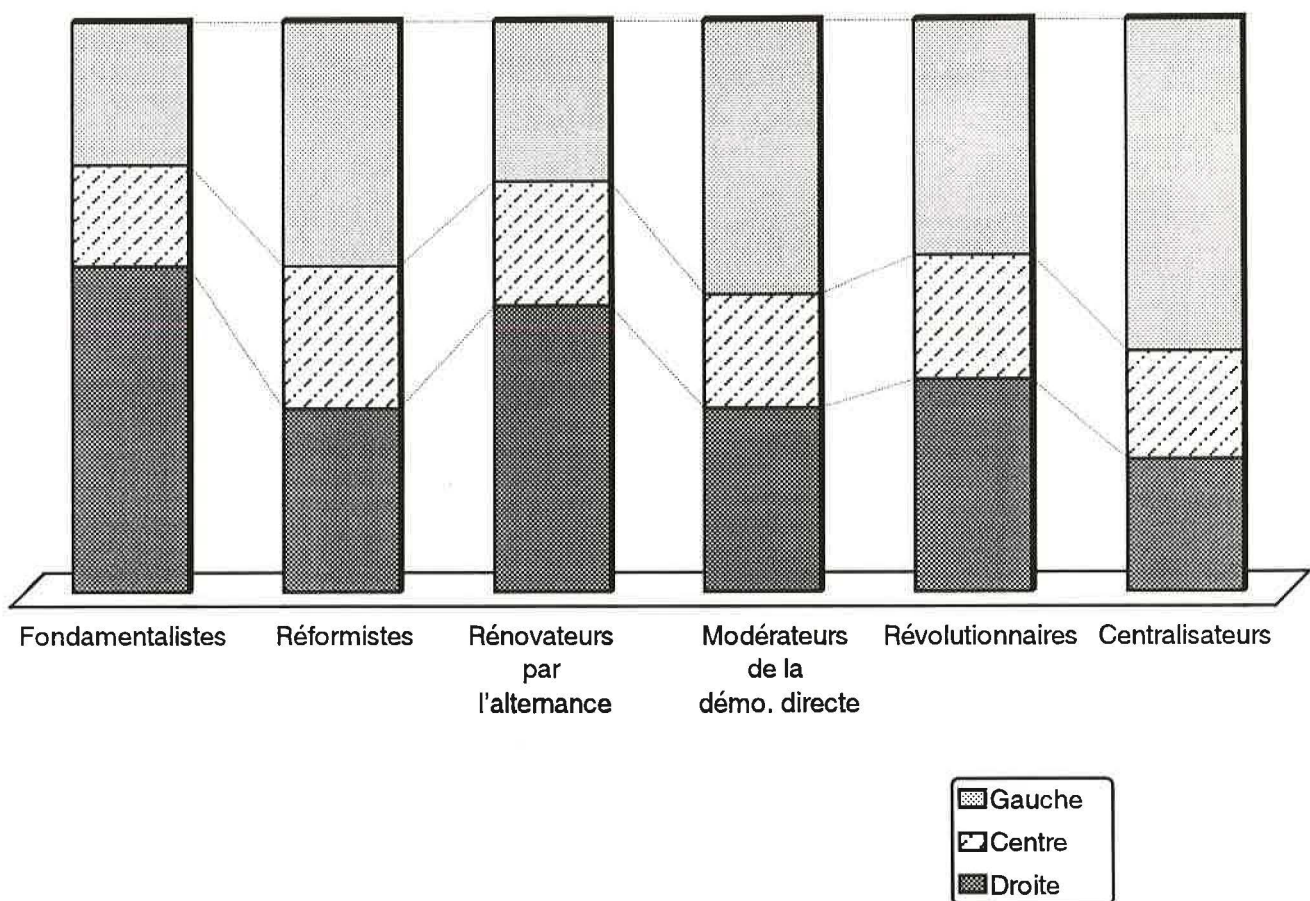
Selon les âges



Analyse structurelle / groupes typologiques

(Base : 241 leaders en Suisse)

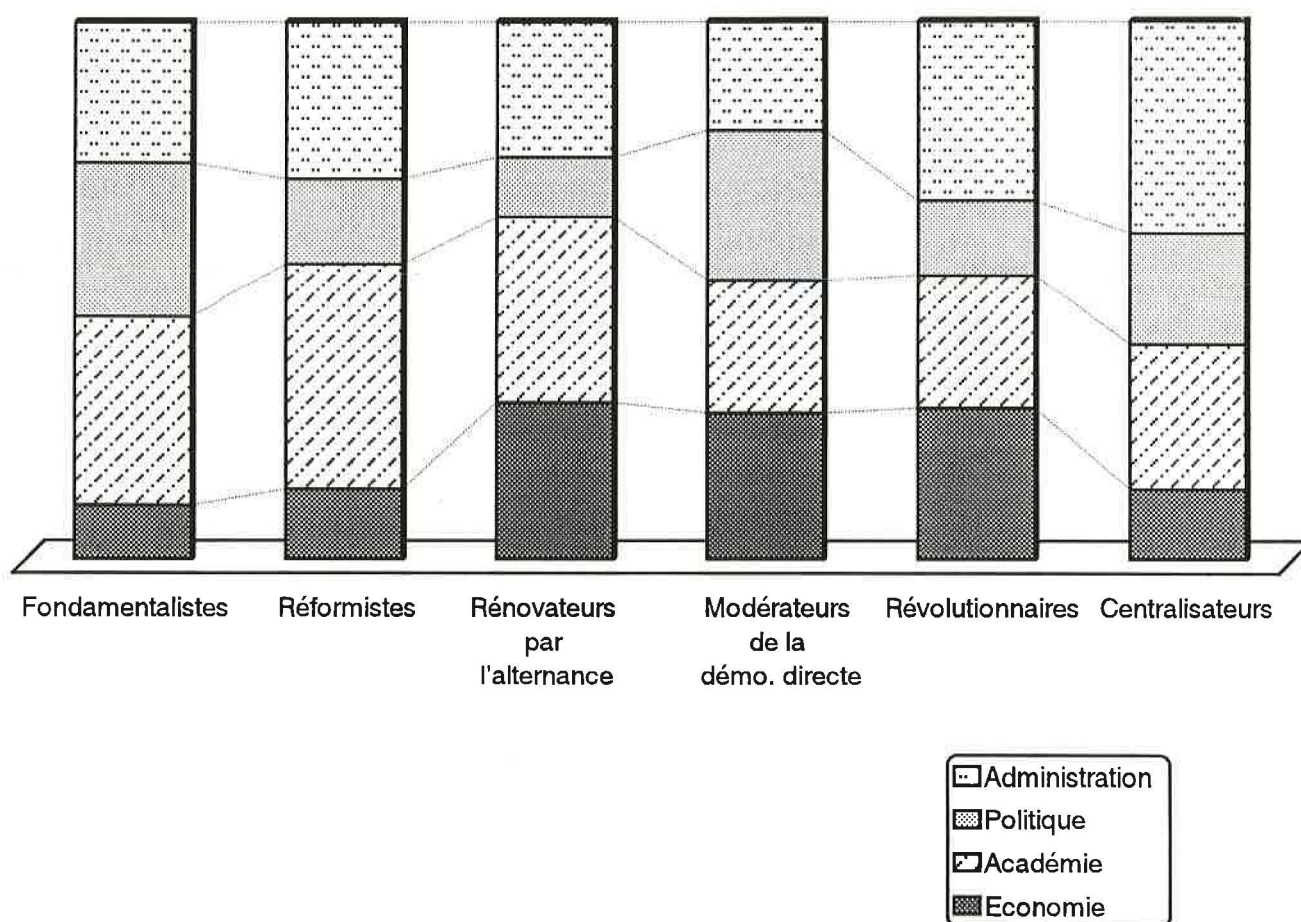
Selon la tendance politique



Analyse structurelle / groupes typologiques

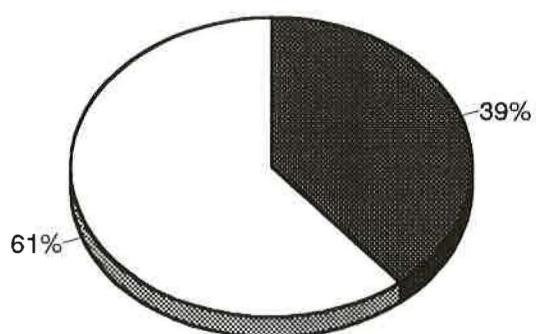
(Base : 241 leaders en Suisse)

Selon la sphère d'activité

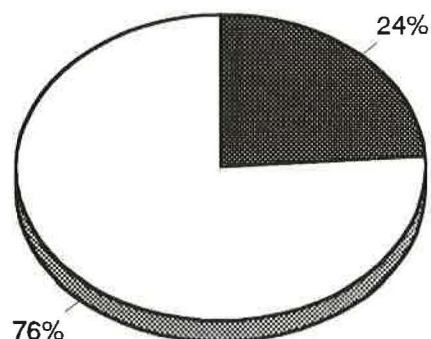


Exercent une fonction politique

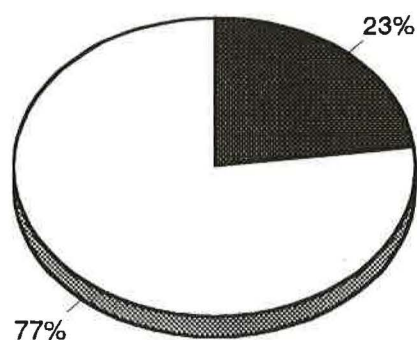
(Base : 241 leaders en Suisse)



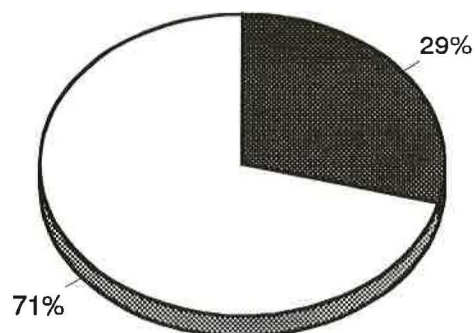
Fondamentalistes



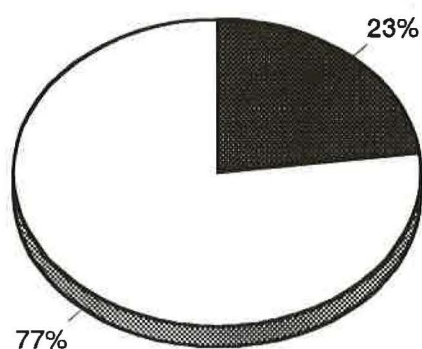
Réformistes



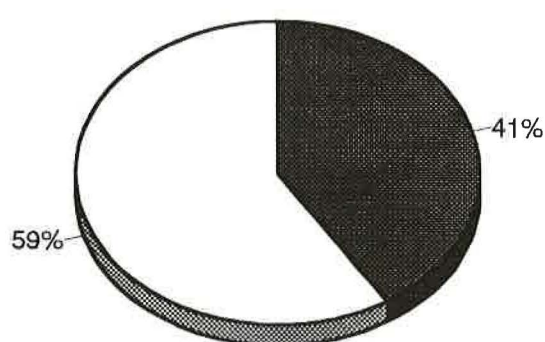
Rénovateurs par l'alternance



Modérateurs de la démo. directe



Révolutionnaires



Centralisateurs



Préconisent des réformes douces, de simples aménagements

1. Les fondamentalistes 23% de l'échantillon

- très en faveur du consensus et d'un certain retour au fédéralisme originel (plus de délégation aux cantons/communes)
- tendancielllement âgés et plutôt orientés à droite; les milieux politiques sont bien représentés
- sans états d'âme particuliers : la démocratie fonctionne bien et il n'y a pas de crise interne et/ou identitaire proprement helvétique
- se sentent bien dans la Suisse d'aujourd'hui
- encore bien confiants dans l'avenir de la cohésion nationale
- 60% n'envisagent une adhésion à l'UE que si elle est de type confédéral

2. Les réformistes 19% de l'échantillon

- en faveur du maintien du consensus et du statu quo en ce qui concerne le fédéralisme (ni centralisation, ni délégation accrue aux cantons)
- un peu moins âgés que les fondamentalistes et penchant plutôt vers la gauche; sur-représentation des milieux académiques, et sous-représentation des politiques
- la Suisse ne fonctionne pas mal : les structures sont bonnes, c'est plutôt le gouvernement qu'il faut réformer
- pour une majorité d'entre eux, le lien confédéral est encore solide
- la crise n'est pas propre à la Suisse, elle est plus générale
- ressentent un certain découragement
- adhéreraient à l'UE (73%), avec quelques réserves ; un bon quart si elle était confédérale seulement

Préconisent des changements profonds**3. Les rénovateurs par l'alternance****17% de l'échantillon**

- mot d'ordre : il faut passer à l'alternance, renoncer à la formule magique
- d'âge moyen, plutôt de droite, issus tendanciellement des milieux de l'économie; peu de politiques dans ce groupe
- les structures institutionnelles sont vieilles : il faut adapter le fédéralisme et la démocratie directe, déléguer davantage aux cantons; un bon lifting s'impose
- la démocratie directe fonctionne cahin- caha
- ont de sérieux doutes sur la solidité du lien confédéral
- sont partagés sur la nature de la crise: certains penchent pour la crise interne et identitaire (env. 50%), pour l'autre moitié du groupe, la crise est plus générale
- éprouvent une assez grande morosité personnelle
- adhéreraient à l'UE du bout des lèvres (62%), une forte minorité l'excluerait si elle n'était pas de type confédéral

4. Les modérateurs de la démocratie directe **12% de l'échantillon**
(groupe mixte, avis partagés)

- dénoncent les "excès de la démocratie directe", sans la condamner dans son principe et son fonctionnement (avis partagés sur le fonctionnement : 1/2 sont sévères, 1/2 sont indulgents)
- plutôt jeunes, orientés à gauche, bonne représentation des milieux économiques et politiques
- en faveur d'une redéfinition du fédéralisme : avis partagés sur les compétences respectives de la Confédération et des cantons
- tiennent au consensus
- avis partagés sur la nature de la crise (interne ou générale à l'Occident)
- ont des doutes sur la solidité à l'avenir du lien confédéral
- très découragés (défaitistes ?)
- en faveur de l'UE (80%), peu de réticences sur son éventuel "déficit démocratique" ou absence de fédéralisme

5. Les révolutionnaires **19% de l'échantillon**

- forte remise en question de la démocratie directe et des avis plus nuancés en ce qui concerne le fédéralisme : conservatisme d'un côté, remise en cause de l'autre et pour moitié le désir qu'il soit adapté à l'évolution du monde
- tendance assez forte en Suisse alémanique, chez les plus âgés et dans l'économie; peu de politiques dans ce groupe
- souhaitent l'alternance et davantage de centralisation
- craintes sérieuses pour la cohésion nationale
- très sévères sur le fonctionnement de la démocratie, pensent que la Suisse vit une crise interne et identitaire grave
- très majoritairement découragés, mais une minorité non négligeable se fait une raison (22%)
- favorables à l'UE (81%)

5. Les centralisateurs

10% de l'échantillon

- plutôt jeunes et d'âge moyen, orientation à gauche, bien représentés dans l'administration
- remise en question du fédéralisme actuel, souhaitent très majoritairement un Etat plus centralisé
- il faut adapter la démocratie directe qui fonctionne médiocrement
- restent attachés au consensus
- pensent en majorité que la Suisse vit une crise politique interne, et identitaire grave, et craignent pour sa cohésion à l'avenir
- une morosité assez générale règne dans ce groupe
- souhaitent l'adhésion à l'UE (79%)

Voici donc les leaders qui auront en charge l'avenir du pays jusqu'à ce que des générations nouvelles prennent la relève : nous connaissons maintenant le poids des différentes tendances, les points d'ancrage de chacun en matière de réformes, et sommes donc à même de soupeser les forces d'action en présence. Reste à souhaiter que les terrains d'entente seront plus nombreux que les points de friction et que les réformes souhaitées seront mises en place dans un proche avenir.

M.I.S. SA - Lausanne
Février 1995



INSTITUT POUR L'ÉTUDE DES MARCHÉS ET LES SONDAGES D'OPINION INSTITUT FÜR MARKT- UND MEINUNGSFORSCHUNG
M.I.S. TREND SA – PONT BESSIÈRES 3 – CH-1005 LAUSANNE – TÉL. 021 320 95 03 – FAX 021 312 88 46

SOPHIA :
"Les pouvoirs en Suisse"
Coupures de presse

Mars 1995

La Suisse politique est malade. Les leaders d'opinion donnent l'alarme

Ceux qui font la Suisse s'inquiètent. Sondés par l'étude Sophia, seuls 2% d'entre eux considèrent que les institutions fédérales se portent bien.

BÉATRICE SCHAAD

Eden existe. Les leaders d'opinion l'ont dessiné. Du moins sa porte d'entrée. Dans une vaste et passionnée étude consacrée aux pouvoirs politiques en Suisse, ils dépeignent l'état de la crise des institutions politiques en attaquant même la qualité douteuse du mandat des députés fédéraux. «Les Suisses ont-ils encore long-

temps ensemble?» se demandent-ils. En guise de baume sur ces constats inquiétants, ils proposent quelques pistes de réforme.

Dans le cadre d'une recherche commencée l'année dernière - Sophia 95 -, l'Institut lausannois MIS en collaboration avec Edipresse, ont interrogé 737 leaders d'opinion (un tiers a répondu). Qui sont-ils? Ils représentent des secteurs professionnels différents et toutes les tendances politiques, mais ont un point commun: ils sont engagés «dans

une réflexion sur le présent et l'avenir de la Suisse».

Divisée en six chapitres, l'étude demande aux leaders d'opinion de dire qui, en Suisse détiennent le pouvoir. «Les médias!», répondent-ils unanimes. Dans leur classement, le Conseil fédéral et le Parlement arrivent en queue de peloton, loin derrière les médias, mais aussi après les cantons, les lobbies et l'administration. (voir graphique).

Bilan de santé très lourd donc, pour les pouvoirs dits «traditionnels». Mais aussi pour les

valeurs qui fondent la Suisse. Les leaders expriment des doutes profonds aussi bien à l'encontre du fédéralisme que de la démocratie directe. Ils ne sont plus que 40% environ à considérer que ce sont des valeurs indiscutables, auxquelles il est exclu de toucher. Par contre, près de 50% d'entre eux pensent qu'elles doivent être adaptées. Les leaders durcissent encore le ton lorsqu'ils traitent de la neutralité. Près de cinq sur dix la mettent en cause. Pour expliquer cette attitude singulièrement

plus radicale qu'en 1994, MIS avance l'hypothèse suivante: la votation sur les casques bleus aurait contribué à durcir la position des partisans d'une neutralité assouplie.

Dans ce périple critique, les leaders d'opinion ne sont pas plus tendres lorsqu'ils évoquent les principes de la démocratie directe: s'ils défendent les droits populaires (60%), une forte minorité d'entre eux, composée majoritairement d'Alémaniques, attaque l'utilisation abusive du référendum et de l'initiative (38%). Quant à la double majorité du peuple et des cantons, elle est tout bonnement entrée en disgrâce: 61% des leaders la remettent en cause. Ont-ils fini, suite aux clivages Romands/Alémaniques qui se sont manifestés lors des récentes votations, par considérer cette règle comme une entrave aux droits démocratiques? En une seule année cette proportion a augmenté de plus de 10%.

L'étude s'est enfin intéressée aux états d'âme de ses leaders d'opinion. Le constat est accablant: 2% seulement d'entre eux considèrent que la Suisse ne traverse pas une crise politique sérieuse. Quant à l'immense majorité qui s'inquiète de l'état de la politique suisse, elle se rallie à deux opinions différentes: 41% estiment qu'il s'agit d'une crise politique interne, accompagnée d'une crise identitaire grave. Tandis que 57% pensent au contraire que ses difficultés ne se distinguent pas fondamentalement de celles que vivent les autres démocraties occidentales. Relevons qu'ils ne sont plus que 65%, contre 76% l'année dernière, à se déclarer favorables à l'Union européenne. A gauche 4% seulement disent avoir foi en la Suisse, alors que 85% d'entre eux se disent déçus et découragés.

Les raisons susceptibles d'expliquer ce vague à l'âme sont multiples. Les leaders évoquent notamment un point particuliè-

rement douloureux: la fragilisation du lien confédéral. La confiance dans une Suisse multiculturelle comprend désormais quelques failles dont personne n'est sûr qu'elles pourront être comblées. S'ils étaient 57% en 1994 à penser que les Suisses continueraient à bien vivre ensemble, plus ou moins harmonieusement comme par le passé, ils ne sont plus aujourd'hui que 43%. Ils sont par contre deux fois plus nombreux à se dire plutôt pessimistes et à craindre une grave crise interne.

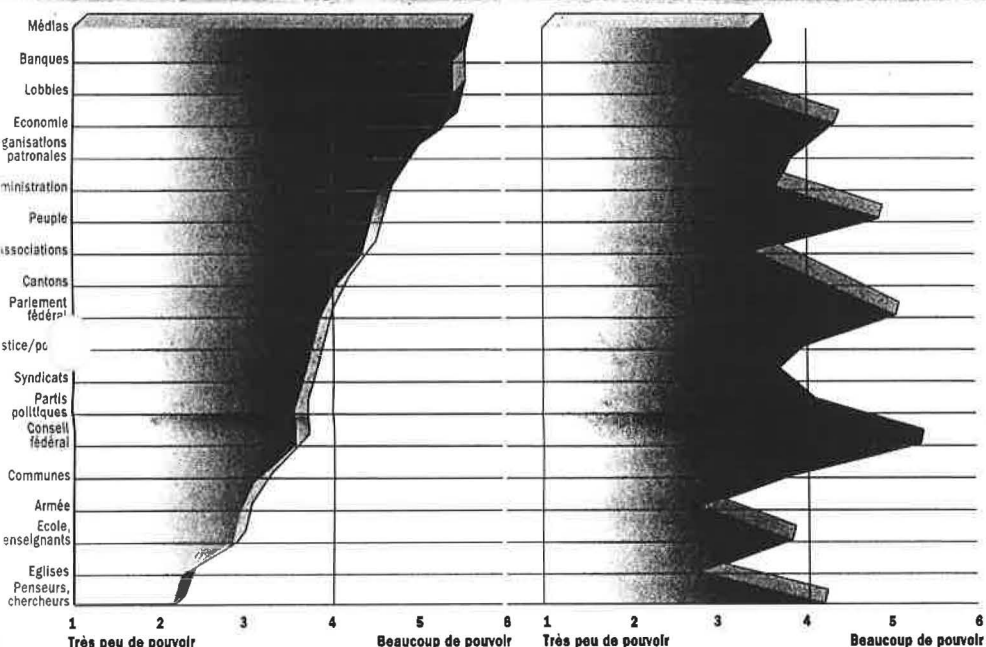
**Le Conseil fédéral
est jugé
«divisé et inefficace»**

Reste le jugement - impitoyable sur les institutions confédérales. Ainsi plus de la moitié des leaders interrogés jugent que le Parlement fait du «mauvais travail». Deux sur dix pensent même tout bonnement qu'il porte une lourde responsabilité dans la situation actuelle du pays. Quand au Conseil fédéral, il est jugé «divisé et inefficace». Ce ne sont pas là ses pires défauts: il est en outre dépourvu de vision globale - il se perd dans les détails et manque de stratégie claire -, il reste conformiste et timoré, normalement compétent, et laissons-lui cela, plutôt soucieux du bien du pays.

Il a des excuses: les problèmes qui se posent sont toujours plus complexes, et les décisions doivent être prises plus rapidement que ne l'autorise le système en place. En guise de béquilles, les leaders suggèrent quelques pistes: le Conseil fédéral devrait définir un programme de législation avec des priorités (93%) et augmenter le nombre de secrétaires d'Etat (71%). □

Le pouvoir qu'ils ont

Celui qu'ils devraient avoir



avis des leaders interrogés, les médias et l'économie dominent largement tous les autres, y compris le pouvoir élu. Le tableau de droite représente les forces d'influence telles qu'elles devraient idéalement être réparties, selon les sondés.

24 HEURES
J.-L. BERNIER
CASE POSTALE 585
1001 LAUSANNE

6

72534



na publication de la
édération romande des
yndicats patronaux

JAA
1211 Genève 11

Hebdomadaire d'information économique et sociale
fondé en 1933 sous le titre « L'Orfèvre Professionnel »
Administration : C.P. 5278 — 1211 Genève 11

ENTREPRISE

romain

N° 2396 - 31 mars 1995

IÉDITORIAL

LES « LEADERS » D'UN SONDAGE ONT LE « BLUES »

Les médias et les banques auraient pris le pouvoir

*Haro simpliste sur les boucs émissaires d'un pays en manque d'idées.
Au point de perdre de vue que son futur se décide aussi à l'étranger*

Par Pierre Weiss

Un pouvoir opaque, dilué; des institutions désuètes; un Conseil fédéral divisé et des Chambres sans priorité; des partis sans leaders; des leaders sans espoir. Bref, la « crème » suisse, aigrie au possible, se ramasse à la petite cuiller. Dans un dernier sursaut d'autoflagellation, elle aimerait encore prouver son originalité en s'en prenant au pouvoir présumé des gnomes (zurichois, cela va sans dire) et en désignant les coupables, ces méchants des médias détenteurs du quatrième pouvoir.

Il n'y a pas à tortiller: les Helvètes sont les champions toutes catégories de l'introspection. Car qui dresse ce portrait pas franchement enthousiasmant de la vie politique suisse, un an après avoir affirmé que ce pays manquait de projets d'envergure? Les faiseurs d'opinion réinterrogés par l'institut lausannois Mis, avec l'appui remarqué d'un éditeur romand, c'est-à-dire des personnalités « qui ont pour point commun d'être engagées dans une réflexion sur le présent et l'avenir de la Suisse et de chercher à transmettre ce message ». Mais que les sceptiques ne s'excitent pas à propos de l'absence de représentativité du quart de millier de réponses obtenues: un autre sondage sur 600 Suisses confirme à plusieurs égards le constat négatif de son élite pensante. Car l'on pense, savez-vous, dans les milieux de l'économie, des syndicats, de l'administration, des associations, de l'éducation, des Eglises, de la culture et de la politique active.

Questions sans réponse

Au début était la question. Et la question était le pouvoir, en Suisse, bien entre nous. Qui le possède, qui l'a perdu et qui devrait le regagner? Quels en sont les lieux institutionnels et surtout les forces plus ou moins occultes? Le pouvoir renvoie donc aux conditions de son exercice: le fédéralisme et la double majorité du peuple et des cantons mise en cause aussi bien à gauche que dans les milieux économiques; la démocratie directe sujette à des abus; la politique de consensus et la formule magique qui suscite à grogne à droite de l'échantillon. Il passe par le portrait négatif de ses pourvoyeurs par excellence que sont les partis, flous et incohérents. Il culmine par l'évaluation de ces vedettes, les parlementaires fédéraux et les sept âges, accusées d'être sans vision globale, con-for-mistes.

Mais si le pouvoir est au centre de la question, la réponse est dans son utilisation. Le pouvoir, pour qui et à quoi? Or, il faut bien l'avouer, les leaders sont de piètres faiseurs (d'opinion): moins de la moitié (43%) pense que les Suisses continueront à bien vivre ensemble (57% l'an dernier), autant émettent des doutes sur la solidité du lien confédéral et le reste craint une grave crise interne. Pire: les deux tiers se sentent déçus et découragés, et encore lus à gauche, du côté où l'on exige les changements les lus radicaux. Leader, qui t'a fait réveiller-toi! Où sont les suggestions, les visions?

Un exemple pour illustrer cet abattement? Les guides d'opinion sont moins nombreux que l'an passé à se prononcer en faveur de l'Union européenne (UE), alors que la population aurait plutôt tendance à suivre le chemin inverse. Plus explicite encore: à peine plus du tiers croit à une adhésion à l'UE avant la fin du siècle; ils représentaient encore la moitié en 1994.

Les faux coupables cachent les vrais

A défaut d'espoir, les faiseurs d'opinion ont trouvé des coupables: « Les médias et l'argent dominant. » Pas si sûr, et pour trois raisons au moins. La première a probablement aveuglé notre « crème ». Il suffit en effet de songer à la position unanimiste des médias lors des votes sur l'ONU et l'EEE, à opposer aux choix du peuple. D'ailleurs, d'autres sondages rappellent cruellement le peu de crédit qu'accordent les citoyens à l'avis de leurs prétendus maîtres à penser. Ce n'est pas parce que les médias irritent ou/et sont omniprésents dans le débat politique qu'ils l'orientent. Il faudrait plutôt s'intéresser à ce qu'ils taisent, par méconnaissance ou pour d'autres raisons.

Deuxième motif de notre scepticisme quant au pouvoir de la Tour de la TV à Genève, de l'avenue de la Gare à Lausanne, siège du groupe Edipresse, et du Paradeplatz, paradis de nos banques. Il tient à l'image de dilution qu'en donnent les faiseurs d'opinion. Une dilution qui va certes de pair avec une certaine opacité du pouvoir et de ses détenteurs, mais qui reflète avant tout le pluralisme et la complexité des sociétés modernes. Là non plus, la Suisse n'est pas un « Sonderfall ». De plus, à l'exception des clercs, anciens et modernes, les autres sièges potentiels du pouvoir se voient attribuer une note oscillant autour de la moyenne. Une façon bien suisse de témoigner « a contrario » du peu de craintes qu'ils inspirent.

En fait, si médias et banques, pas plus coupables que les associations et autres lobbies, exercent un pouvoir, ce serait plutôt un pouvoir d'intimidation, voire de culpabilisation réciproques, par le biais de leurs réseaux de relations intimes, parfois à la limite de l'inceste démocratique. Or là, silence... radio! Probablement parce que la démonstration requiert d'autres instruments, telle l'observation participante, et surtout des aveux bien trop embarrassants pour trouver leur place dans un sondage. Les déjeuners « de travail » entre hauts fonctionnaires et représentants des groupes de pression les plus divers, les vraies-fausse confidences venant du sommet de l'Etat, de l'économie ou des partis à certains journalistes, les mille et une ruses d'une subornation insidieuse, voilà pourtant quelques pistes à suivre pour « Mis » Miauton, la directrice de l'institut lausannois à qui revient le mérite civique de cette analyse. Mais attention, les hommes d'influence veillent! Les faiseurs d'opinion aussi.

Pierre Weiss



957

Enquête SOPHIA sur les pouvoirs en Suisse

Le Parlement et les médias sous les feux de la critique

Le Parlement est plus mal noté que le Conseil fédéral, dont la division et l'absence de vision globale sont particulièrement critiquées.

Bernard Wuthrich

Qui a trop de pouvoir en Suisse, qui n'en a pas assez? C'est la question à laquelle a cherché à répondre un sondage entrepris par l'institut lausannois MIS-Trend associé au groupe Edipresse, et qui paraît aujourd'hui à l'occasion d'un séminaire de deux jours organisé à Berne.

L'enquête a été menée auprès de 250 décideurs de différents milieux économiques, politiques ou culturels et auprès d'un échantillon de 600 personnes de Suisse romande et de Suisse alémanique, âgées de 18 à 74 ans.

LES SYNDICATS SEMBLANT LACHES

Ses résultats démontrent que le pouvoir serait aujourd'hui dans les mains des médias et des milieux économiques, banques, lobbies ou autres groupes de pression tels que les organisations patronales. Les syndicats semblent toutefois lâchés.

Les citoyennes et citoyens interrogés pensent même que le monde

économique, les banques et les médias ont trop de pouvoir et que ceux qui en ont moins, à commencer par le peuple lui-même, devraient en avoir plus.

Autre catégorie à ne pas peser suffisamment dans la balance: les penseurs et les chercheurs.

LE PARLEMENT EST MONTRE DU DOIGT

Les personnes interrogées considèrent également que le Conseil fédéral devrait avoir plus de pouvoir. Ce même Conseil fédéral n'est d'ailleurs pas très bien noté. Un leader d'opinion sur cinq estime qu'il travaille mal, alors que 17% accorde une note satisfaisante.

Les critiques les plus vives viennent de la droite, des milieux économiques et des leaders qui réclament des changements fondamentaux du système politique. Les principaux griefs formulés à l'égard du gouvernement sont principalement son manque de collégialité et son absence de vision globale.

Cependant, le Conseil fédéral est moins mal noté que le Parlement, qui provoque un mécontentement généralisé auprès des décideurs et des personnes interrogées.

Les critiques les plus sévères viennent des milieux économiques, ce qui confirme une impression que l'on a depuis quelque temps déjà.

La gauche n'est pas tendre non plus avec le Parlement.

LA DEMOCRATIE DIRECTE DERAPE

Le système politique suisse est considéré comme le meilleur, ou plutôt le moins mauvais, mais il a besoin d'être réformé.

De l'avis des leaders, le fédéralisme et la démocratie directe sont des valeurs qui méritent d'être défendues, mais elles ont besoin d'un lifting car des dysfonctionnements sont apparus dans leur application.

L'usage abusif du droit de référendum et d'initiative ainsi que la double majorité du peuple et des cantons reçoivent le plus de critiques. Un besoin de réforme est aussi ressenti pour l'armée de milice et la neutralité armée.

Pour améliorer le travail des autorités, les leaders souhaitent avant tout qu'un programme de législation muni de priorités soit défini par le Conseil fédéral et le Parlement. L'augmentation du nombre de secrétaires d'Etat est également considérée comme une opération nécessaire, tout comme l'assouplissement des règles qui déterminent l'élection au Conseil fédéral.

Quant aux partis politiques, c'est l'absence de leaders qui est le plus souvent relevée par les décideurs et la population.

957.1

```

105 105 CH-TXT/F 28.03.95 08:19:09
SUISSE 28.03.95 08:16

```

LE POUVOIR AUX MEDIAS ET A L'ECONOMIE
Le pouvoir est aujourd'hui détenu en Suisse par les médias (1ère position) et les milieux économiques, notamment les banques. Ce constat ressort d'un sondage réalisé auprès de 241 décideurs et commandé par le groupe Edipresse.

Dans cette échelle des pouvoir, le peuple pointe en 8e position (sur 19). Le Parlement, les partis et le Conseil fédéral s'en tirent encore plus mal puisqu'ils arrivent respectivement aux 11e, 13e et 14e places.

Ce classement ne répond pas du tout aux vœux des décideurs, montre le sondage. Ces derniers souhaiteraient un pouvoir politique fort et un nouveau souffle pour la démocratie directe.

```

105 105 CH-TXT/F 28.03.95 08:19:09
SUISSE 28.03.95 08:16

```

LE POUVOIR AUX MEDIAS ET A L'ECONOMIE
Le pouvoir est aujourd'hui détenu en Suisse par les médias (1ère position) et les milieux économiques, notamment les banques. Ce constat ressort d'un sondage réalisé auprès de 241 décideurs et commandé par le groupe Edipresse.

Dans cette échelle des pouvoir, le peuple pointe en 8e position (sur 19). Le Parlement, les partis et le Conseil fédéral s'en tirent encore plus mal puisqu'ils arrivent respectivement aux 11e, 13e et 14e places.

Ce classement ne répond pas du tout aux vœux des décideurs, montre le sondage. Ces derniers souhaiteraient un pouvoir politique fort et un nouveau souffle pour la démocratie directe.



Cette semaine, la carte-cadeau: Les Rousses - Haut-Jura

4 1000
SUSANNE 1

LE CAP Mandela limoge son épouse... 7
GATT Le référendum a peu de chances d'aboutir... 14
CHÔMAGE Vaud mise sur le revenu minimum de réinsertion... 17
ATLANTIQUE Montandon lâche les rames... 19
PARIS A la découverte de la future Bibliothèque nationale... 56

24 heures

GRAND QUOTIDIEN SUISSE

Mardi 28 mars 1995 — N° 73 — Fr.s. 1,60 (TVA 2% incluse) - FF: 6,40 — a★★★★

MARDI



Nuages, neige

-10/5°

Météo

28

24

Où sont
les chefs?

Banquiers et journalistes, même combat! L'amalgame est surprenant, dans la mesure où l'opinion publique n'a pas pour habitude de mettre dans un même panier d'une part les pontes de la finance qui symbolisent l'establishment et d'autre part les editorialistes, plutôt réputés pour leur acharnement à mettre les bâtons dans les roues du conservatisme. Mais, comme le révèle l'enquête «Sophia», ils ont néanmoins un point commun: ils occupent un terrain laissé vacant par les politiques, ceux-là mêmes qui devraient paliser l'avenir de la société civile.

Le constat saute aux yeux: les élus du peuple ne gouvernent plus, ils font du clientélisme. Tel qu'il est perçu, leur objectif prioritaire n'est plus de diriger le pays, mais bien de passer le cap des prochaines élections. La solution serait-elle, dès lors, de faire passer dans la sphère que des technocrates froids et économes purs et durs? Elle a fait la preuve de ses limites dans les pays qui, comme la Grande-Bretagne, ont aggravé leurs difficultés socio-économiques en appliquant un libéralisme outrancier. A l'inverse, il faudrait mieux revaloriser la fonction politique, pour y attirer de nouveaux talents, réellement novateurs.

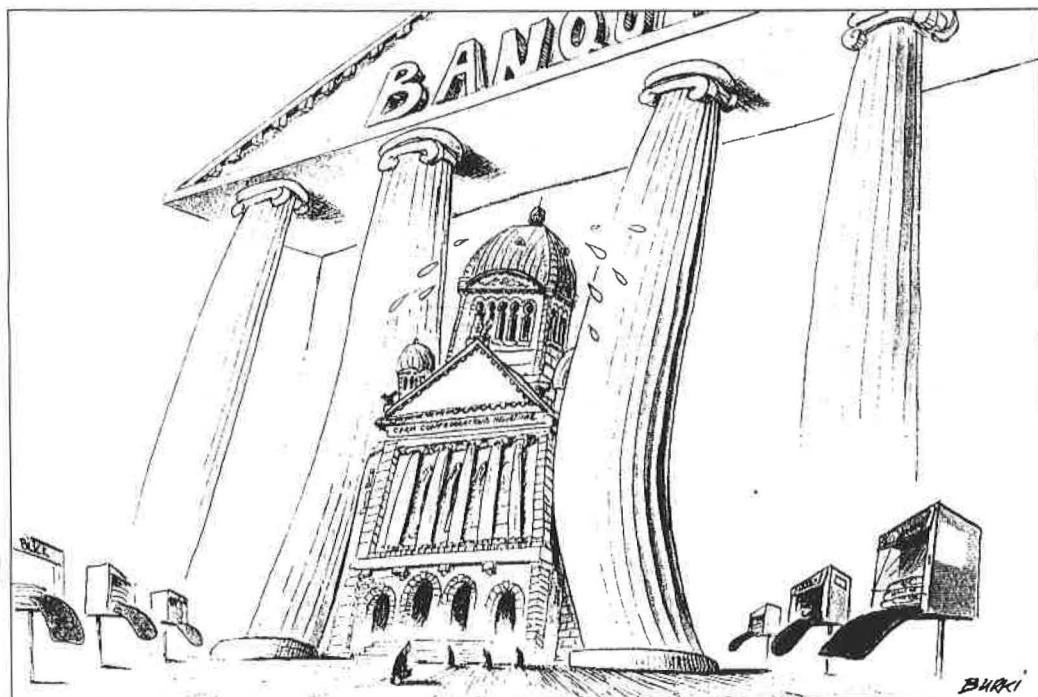
Pour que la Suisse — et ses décideurs en premier — reconnaisse à nouveau une élite politique, il lui faut tourner le dos à l'amateurisme qui lui permet actuellement de voir des banquiers siéger à temps partiel dans des tribunaux pour défendre leurs intérêts sectoriels et des journalistes jouer le rôle de formateurs de l'opinion publique qui n'est pas le leur.

Lorsque les politiciens gouverneront, la sinistrose se dissipera. Les banquiers ont de la gestion financière. Les journalistes exerceront le contrôle qu'on ne peut attendre du contre-pouvoir de la presse. Et les décideurs suisses sauront à nouveau qui sont les chefs.

Jean-Philippe Jutzi □

La Suisse est-elle aux mains d'usurpateurs?

Selon les décideurs helvétiques, le pouvoir est détenu par les banquiers et les médias. Pour corriger le tir, il faut donc renforcer le pouvoir politique.



Les décideurs suisses, tous milieux confondus, n'ont pas le moral. Frappés de sinistrose, ils déplorent l'incapacité des politiciens à diriger les affaires du pays et se plaignent de voir les financiers d'une part, les patrons de presse et les journalistes d'autre part occuper un terrain qui

n'est pas le leur. Pour retrouver le moral, ils souhaitent un pouvoir politique plus fort, qui partagerait avec le peuple toujours souverain le rôle primordial de décider de l'avenir du pays. Notre sondage vous en dit davantage sur leurs aspirations. 3



Que feraient
les Lémaniques
sans voiture?

Une enquête réalisée par l'EPFL le démontre: Lausannois et Genevois ne renoncent à leur auto qu'en ultime ressort. 11

Lausanne:
pyromane
devant ses juges

Pierre a perpétré quelque 90 incendies. Il dit qu'il n'arrivait pas à se retenir. Le Tribunal criminel de Lausanne s'occupe de lui. 19

GP du Brésil:
le sport
grand perdant



Affaire de carburant (suite, mais pas fin): Berger (photo) et Ferrari profitent de la disqualification de Schumacher et Coulthard. Mais dans l'histoire, c'est la FI qui trône. 29

Dépoussiérer la démocratie directe, mais plutôt au plumeau qu'au balai

Les décideurs suisses se penchent sur la manière de gouverner, le rôle des partis et l'intégration européenne.

Faut-il dépoussiérer la démocratie directe? Martine Bruntschwig Graf et Laurent Rebeaud mettent en garde contre les traitements trop expéditifs. C'était hier à Berne, devant un parterre de décideurs suisses réunis pour prendre connaissance des résultats de l'enquête Sophia 95 sur les pouvoirs en Suisse (voir notre journal d'hier).

Le système politique suisse ne plonge pas la conseillère d'Etat genevoise dans le découragement. Gare, dit-elle, aux contradictions! Comment peut-on être pour le fédéralisme et vouloir supprimer la règle de la double majorité (peuple et cantons) pour les révisions de la Constitution? Martine Bruntschwig Graf a plus de compréhension en revanche pour les 57% qui veulent l'abandon de la formule magique. Une formule monocolore, dit-elle, favorise l'esprit d'équipe. Mais le plus important, c'est de se mettre d'accord sur un programme de législature (93% d'avis favorables, dans l'enquête). Il faudrait aussi relancer l'ins-truction civique et mieux sélectionner le personnel politique.

Soucis d'enfant gâté

Laurent Rebeaud s'avoue lui aussi plutôt conservateur face aux institutions. Quel autre pays a résolu sans versement de sang des problèmes comme le Jura ou la centrale de Kaiseraugst? La Suisse, dit l'ancien conseiller national genevois, a des soucis d'enfant gâté. S'il faut des changements, c'est au niveau du Conseil fédéral qu'on doit les apporter, avec l'introduction de secrétaires d'Etat, «pour lui permettre

de remplir un rôle moral. Aujourd'hui, les gens ne peuvent plus prendre ses déclarations pour bon argent.»

Dans la discussion, le Jurassien Pierre Kohler se plaindra du peu de pouvoir des gouvernants, et des effets pernicioeux des recours de toutes sortes. Le Vaudois Pierre Chiffelle, lui, critiquera «la résignation de la classe politique, qui se contente de chercher le plus petit dénominateur commun». Il prône un sursaut. La révision totale de la Constitution doit en être l'occasion.

Les partis? Parlons-en! Selon l'enquête Sophia, les décideurs les trouvent incohérents et flous; 77% demandent leur restructuration. «Le manque de transparence est voulu par les grands partis de droite. Il les sert dans l'exercice de leur pouvoir», affirme l'indépendante zurichoise Monika Weber.

Partis interactifs

Andreas Gross confirme: les partis sont en crise, comme partout en Europe occidentale. Ils sont plus faibles encore en Suisse, parce que le peuple a le dernier mot. Mais rien ne sert de rêver du bon temps où ils étaient dirigés de main de fer par de grandes figures. «Le temps où l'on met sa pensée au vestiaire en entrant dans un parti est révolu. Ce qu'il faut, c'est que les partis se comprennent comme des services interactifs permettant aux gens de satisfaire leur besoin de transparence. Ce qu'il faut aussi, c'est que les députés fédéraux aient du temps, qu'ils puissent vivre de leur mandat s'ils le veulent.»

Pierre Chiffelle abonde: les politiques se



Le symposium de Sophia 95 a réuni les décideurs hier à l'Hôtel Bellevue à Berne.

Patrick Martin

retrouvent toujours dans le même microcosme, au lieu d'aller à la rencontre de l'homme et la femme de la rue. Avis contraire de son compatriote libéral Jean-François Leuba: «Les partis écoutent trop le public, les sondages, les médias, et ils ne dirigent pas assez.»

Pour l'Europe, mais...

Bref débat, hier aussi, sur l'Europe. Entre les discours théologiques d'un Pierre Zwahlen, les appels d'un Vital Darbellay

demandant qu'on fasse découvrir aux Suisses les mérites des institutions internationales, les explications d'un Charles-Henri Favrod selon qui le refus de l'Europe s'explique par la méfiance des Allemands à l'égard de l'Allemagne, le pragmatisme d'un Daniel Tobler plaidant pour qu'on travaille avec le réflexe du porte-monnaie, les opinions oscillent. Les décideurs sont pour l'Europe. Mais leur foi est sous le boisseau.

Berne / Denis Barrelet □

Le pouvoir politique à la dérive

Les leaders d'opinion? Vous ne pouvez pas les rater. Ce sont les personnes qui, par leur fonction ou leur personnalité, jouent un rôle de premier plan dans les médias et exercent une influence déterminante sur l'opinion publique. Elles contribuent à lancer le débat d'idées et à déterminer les grandes orientations du moment. L'année passée, un premier sondage montrait que les leaders d'opinion n'avaient pas le moral. «La Suisse a perdu confiance en elle», déclaraient-ils pour éviter de dire qu'eux-mêmes avaient perdu confiance en ce pays.

La deuxième édition de ce sondage, consacré cette fois-ci aux pouvoirs en Suisse, prouve que les leaders d'opinion ne sont pas sortis de leur sinistrose. Ils dénoncent un déséquilibre des pouvoirs dont les bénéficiaires seraient les médias et les banques, mais se comportent comme si les médias usurpaient ce pouvoir alors qu'ils ne font qu'occuper une case libre. Ils n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer la faiblesse des partis et du parlement mais ils avouent pratiquement leur impuissance à rétablir la situation. La plupart se disent déçus et découragés.

Si l'étude réalisée par l'institut MIS en collaboration avec le groupe Edipresse constitue une image fidèle du monde vu par les leaders d'opinion, il y a vraiment de quoi se faire du souci. Quel avenir espérer quand les décideurs eux-mêmes décrivent la Suisse comme un bateau à la dérive? Les leaders d'opinion ne peuvent pas se contenter du rôle d'observateur politique. Il leur appartient de donner l'impulsion qui permettra de surmonter le grippage des institutions.

Christiane Imsand □



Sondage de «leaders»

Le 28 mars, personne n'a pu échapper au sondage réalisé par MIS et Edipresse.

But de l'exercice: sonder les «leaders» de notre pays pour savoir (entre autres) qui a trop de pouvoir et qui n'en a pas assez.

Je passe rapidement sur la fiabilité toute relative du sondage.

Les sondeurs nous apprennent tout de même une chose intéressante puisque, selon eux, ces fameux «leaders» sont des personnes engagées dans une réflexion sur le présent et l'avenir de notre pays et qui cherchent à transmettre un message à ce sujet.

Sage précaution que d'avoir précisé qu'ils «cherchent» à transmettre un message.

Nous ne devons pas fréquenter les mêmes salons car, pour ma part, je n'ai pas vraiment reçu le message en question.

Bon, passons...

Résultat choc du sondage: le Conseil fédéral n'aurait pas assez de pouvoir alors qu'il devrait en avoir plus. Par contre, les médias eux, auraient trop de pouvoir alors qu'ils devraient en avoir moins.

J'avoue ma perplexité.

De quel «pouvoir» s'agit-il d'abord?

En cherchant dans l'article, on peut lire que l'on fait grief aux médias d'avoir le pouvoir de «forger les opinions».

La encore, j'ai de la peine à comprendre. Il me semblait que nous n'avions plus, dans notre pays, une vraie presse d'opinion comme celle qui pouvait exister, par exemple, avant-guerre.

Je ne vois pas, non plus, comment l'on pourrait empêcher les «non-leaders» de se forger une opinion sur des faits qui leur sont communiqués.

Les médias n'ont, en réalité, que le pouvoir de transmettre plus ou moins correctement les informations qu'on veut bien leur donner ou celles qu'ils arrivent eux-mêmes à grappiller ici ou là.

Quand Jean-Pascal Delamuraz passe à la télévision pour parler des vôtations sur les questions agricoles, il me semble que seul Jean-Pascal

Delamuraz et ses interlocuteurs ont le pouvoir de convaincre l'opinion et pas la TSR.

Dans d'autres pays, les leaders économiques ou politiques savent utiliser les médias à leur profit.

Nos leaders à nous ont simplement encore quelques progrès à faire dans ce domaine.

Je m'étonne, d'autre part, que les leaders n'aient pas vu ce que tout le monde sait depuis belle lurette: à savoir que le vrai pouvoir n'est, tout simplement, que celui de l'argent.

Prenons un exemple: si une grande entreprise comme Alusuisse décide de licencier une partie de ses ouvriers, c'est bien entendu la logique du profit et donc de l'argent qui dicte ce choix. Ni les médias, ni le pouvoir politique ne peuvent y changer quoi que ce soit.

Dans un tel cas, je ne vois d'ailleurs pas en quoi, même un pouvoir politique «fort», pourrait y changer quelque chose.

Admettons même que ce «pouvoir fort» puisse interdire les licenciements. Cela n'aboutirait qu'à la faillite probable de l'entreprise à brève échéance.

Nous avons la chance de vivre dans un système libéral. Il faut malheureusement parfois en payer le prix.

Je constate donc que, dans les périodes de crises, les leaders ne sont pas à l'abri de l'illusion d'un «pouvoir fort» qui serait capable de régler tous nos problèmes.

Vous voulez un autre exemple du pouvoir de l'argent? Le sondage d'Edipresse en fait la démonstration.

Croyez-vous qu'Edipresse a réalisé ce sondage dans le seul but d'apporter une information consistante à ses lecteurs?

Sans vouloir faire un procès d'intention, je pense tout de même que cette généreuse action a été réalisée aussi et peut-être surtout en fonction de sa rentabilité.

Vu les nombreuses retombées médiatiques de l'opération et sous cet angle-là, je ne peux pas vraiment donner tort à Edipresse.

Jocelyn Ostertag

le quotidien romand

MARDI 28 MARS 1995

Fr.s.: 1.30 (TVA 2% incluse)

J.A. 1000 LAUSANNE 1 — No 87

*jbm FF: 5.50 - Lires: 3200



Ueli Hiltbold

Les leaders à confesse

Qui détient véritablement le pouvoir en Suisse? Réponse des décideurs interrogés dans le cadre de l'étude SOPHIA: les médias et l'économie! L'influence des institutions politiques s'est considérablement effritée, selon les leaders helvétiques. Qui se sentent démoralisés face à la crise.

Pages 4-5 ►

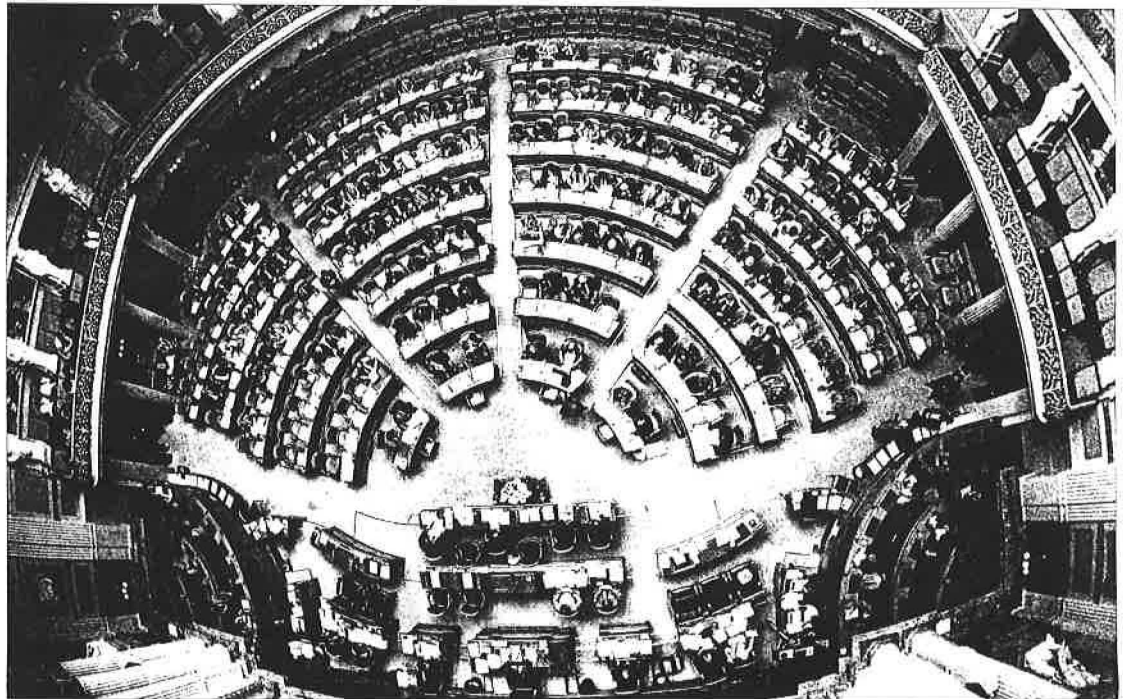
La Suisse malade

Sondage réalisé par l'institut MIS Trend auprès de 241 leaders suisses. Parallèlement, un sondage a été réalisé auprès d'un échantillon de population constitué de 600 Suisses, Alémaniques et Romands, âgés de 18 à 74 ans.

Oui timide à l'Europe

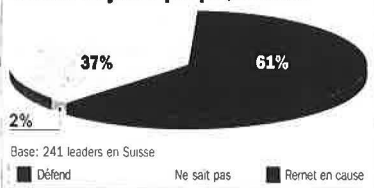
Seuls 65% des leaders sont favorables à l'entrée de la Suisse dans l'Union européenne, alors qu'ils étaient encore 76% en 1994. Le peuple, inversement, est pour à 51% (46% contre), alors que le 6 décembre 1992 il s'était prononcé par 52% de non contre 48% de oui. Mais les leaders vont avoir de la peine à renforcer encore ce nombre d'opinions favorables, puisque l'Europe de Maastricht ne leur plaît guère, même s'ils souhaitent en faire partie en espérant qu'elle évoluera. Ils sont même de plus en plus pessimistes quant à une adhésion de notre pays avant l'an 2000: 55% n'y croient plus, contre 34% en 1994.

M. P.



Les Chambres sont plus mal jugées que le Conseil fédéral.

Double majorité peuple/cantons



Ce que représentent les principes de base du système politique suisse pour les leaders

	Fédéralisme	Démocratie directe	Armée de milice	Neutralité armée
Valeur indiscutable. A ne pas toucher	41%	39%	18%	11%
Adapter à l'évolution	46%	47%	41%	40%
Remise en question	12%	13%	29%	47%

► Comment les leaders jugent la solidité du lien confédéral

	SOPHIA 1994	SOPHIA 1995
Pensent que les Suisses continueront à bien vivre ensemble, plus ou moins harmonieusement comme par le passé	57%	43%
Émettent quelques doutes sur la solidité du lien confédéral	37%	42%
Sont plutôt pessimistes, craignent une grave crise interne	6%	13%

► La population est moins pessimiste que les leaders sur l'avenir...

	Leaders	Population
Se sentent déçus, découragés	63%	36%
Se sentent peu touchés, on est en démocratie	24%	37%
Ont foi en la Suisse et restent optimistes	13%	27%

Double majorité archaïque

Pour redonner sa place au pouvoir politique, encore faut-il se pencher sur notre système et voir si son fonctionnement est adéquat. Concernant les grands piliers qui font notre Confédération, les leaders tiennent aux principes du **fédéralisme** et de la **démocratie directe**, mais pensent qu'il faut améliorer leur application. Sur l'échiquier politique, curieusement, ce sont les centristes et les apolitiques qui sont les plus virulents envers ces deux valeurs.

► **L'armée** doit changer: trois leaders sur dix l'affirment. Mais beaucoup ne se prononcent pas, attendant sans doute de voir les effets d'Armée 95.

► La **neutralité armée** en prend un sacré coup, surtout à gauche (70% disent qu'elle doit être sérieusement remise en question). Mais c'est aussi la valeur sur les quatre qui nécessite le plus de modifications pour les leaders de droite.

► Si le système politique suisse a besoin de sérieux changements, les leaders n'entendent pas pour autant l'abandonner au profit d'un **modèle étranger**. Pour 66% d'entre eux le système helvétique est en effet le meilleur. Parmi les 24% qui en préféreraient un autre, c'est d'abord vers l'Allemagne qu'on se tourne, puis les Etats-Unis, la Scandinavie et la Grande-Bretagne.

► Alors, démocratie directe et droits populaires, d'accord! Mais la **double majorité** peuple-canton ne semble plus avoir de grandes raisons d'être. Une sanction certaine inspirée par le résultat de quelques votations: mais qui remet en cause ce principe du fédéralisme qui est l'égale des inégaux. On remarque que

la gauche est beaucoup plus hostile à cette double majorité (88%) que la droite (34%). En revanche Latins et Alémaniques la remettent en cause à égalité (61%).

► **La formule magique** du Conseil fédéral garde la préférence tant des leaders que du peuple. Les leaders de droite sont plus favorables que ceux de gauche à l'alternance (45% contre 35%).

► Sur la **centralisation des pouvoirs**, leaders et population ne sont pas d'accord. Si les premiers sont partagés entre plus (35%) et moins (35%) de centralisation, le peuple en souhaite moins à 53%. De manière générale, les Alémaniques sont plus favorables à une centralisation des pouvoirs (en leur faveur?) que les Romands.

► **Crise politique** il y a donc en Suisse. Mais les jugements sur elle sont partagés: 41% des leaders pensent qu'elle est interne à notre pays et s'accompagne d'une crise identitaire, tandis que 57% pensent qu'elle ne se distingue guère de celles vécues par les autres démocraties occidentales.

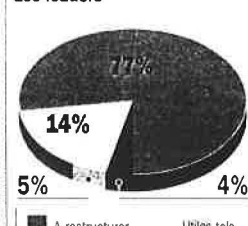
Leaders découragés

Le **lien confédéral**, même s'il a tendance à être de plus en plus mis en doute, résiste encore bien. Par contre ce qui est très inquiétant, c'est que les leaders, qui sont censés être ceux par qui le changement peut arriver, se montrent affreusement découragés. Ou trouver des lors ces forces nécessaires à remonter la pente? Surtout que la gauche, traditionnellement liée à une image de changement, est plus déprimée que la droite (85% contre 49%). La population semble, elle, disposer de plus de foi.

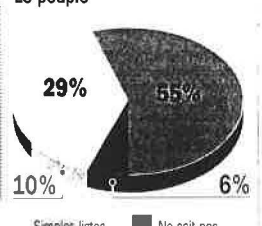
M. P.

L'image qu'ils ont des partis politiques

Les leaders



Le peuple



Mal partis

Les partis politiques doivent se restructurer pour survivre. C'est souhaitable pour 77% des leaders, mais probable pour seulement 38% d'entre eux. Un leader sur cinq pense même que les partis ne subsisteront que pour présenter des candidats aux élections. Ils ont perdu leur rôle de relais entre élus et électeurs au profit des médias. 74% des leaders estiment en outre que les partis manquent cruellement de figures de proue par rapport à d'autres domaines.



Les partis manquent de figures de proue.

Les caractéristiques estimées de chaque parti:

- **Automobilistes:** Le plus combatif, électoraliste, pauvre en compétences, mauvais communicateur.
- **PDC:** Le plus respectueux du système, flou, timoré.
- **UDC:** Le plus traditionaliste, électoraliste, mal dirigé.
- **Parti libéral:** Le plus élitiste, timoré.
- **Parti du Travail:** Le plus opposé au système, mauvais communicateur.
- **Écologiste:** Le plus indépendant des groupes de pression.
- **L'Alliance des Indépendants:** Le plus flou.
- **PS:** Le plus populaire, progressiste, opposé au système, voué au bien public, mal dirigé, riche en compétences, bon communicateur.
- **PRD:** Le plus affairiste, le mieux dirigé, riche en compétences, respectueux du système, voué au bien public.

Il est étonnant de voir que socialistes et radicaux sont jugés tous deux supporters de l'intérêt général, alors que le Parti radical est considéré comme très affairiste. De même les socialistes, qui font pourtant partie du Conseil fédéral, sont jugés plus opposés au système que des partis non gouvernementaux. Enfin on peut également relever l'esprit combatif attribué aux Automobilistes et à l'opposé, le caractère timoré du Parti libéral.

M. P.

de ses pouvoirs

Les médias et l'économie ont pris le pas sur les institutions politiques, selon les leaders helvétiques. Qui se sentent déprimés face à la crise

de Pralong

En dernier, l'institut lausannois MIS et Edipresse mettaient sur pied SOPHIA. Grande étude des problèmes suisses, ce sondage se repaît des autres par les personnalités interrogées, puisqu'on visait les leaders helvétiques. A savoir ceux qui ont le point commun d'être engagés dans une réflexion sur le présent et l'avenir de notre pays et qui cherchent à mettre un message à ce sujet. Les médias aussi différents que ceux de radio, de la télévision, de la presse écrite, du politique ou encore de la radio étaient représentés. Après le bilan de notre pays — pauvre en matière d'envergure, perdant son âme — en 1994, une nouvelle étude SOPHIA a été lancée cette année auprès des leaders sur le thème des pouvoirs. Sondage auprès de la population a été parallèlement.

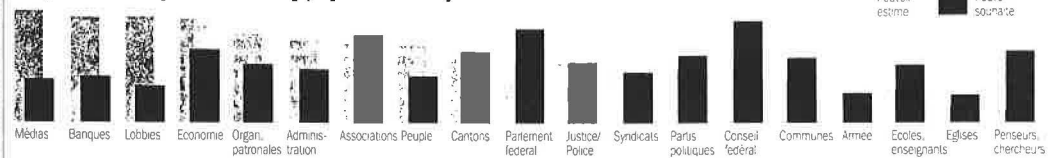
Le d'équilibre

Le bilan que dressent les leaders des institutions en Suisse est plutôt inquiétant. L'équilibre n'existe plus — s'il a une fois existé — et les médias et l'économie ont pris la place du politique qui devrait être prédominant. Certaines personnes comme le fédéralisme et la démocratie directe doivent être conservées, adaptées. Par contre la neutralité est fortement remise en question. Les pouvoirs exécutifs et législatifs, ceux-ci sont très critiqués. Une vision globale, éparpillée en efforts, image trop floue d'eux-mêmes.

Ce qui est le plus grave, c'est que les leaders, conscients que notre pays est en crise, se sentent en majorité démoralisés. Qui alors va lancer ces projets nationaux tant réclamés?

●●● LIRE EN PAGE 2

Le pouvoir: qui en a trop, qui n'en a pas assez?



Médias tout-puissants

Pour les leaders interrogés, la répartition en Suisse des pouvoirs est très mal faite. Ceux qu'ils considèrent comme les plus importants, à savoir les pouvoirs politiques (Conseil fédéral, Parlement, cantons) ont d'après eux beaucoup perdu de leur prédominance dans les cinquante dernières années. Ils ne sont pas les seuls, puisque le monde des penseurs a une influence beaucoup trop négligeable à leurs yeux.

La démocratie en danger

Mais alors qui détient véritablement le pouvoir dans notre pays? Les médias, surtout, qui auraient ainsi dépassé leur mission première, l'information, en forgeant les opinions. Les banques, les lobbies et les associations

seraient également trop portées à faire régner leur loi. Toutes ces voix mettent en danger, selon les leaders, le bon exercice de la démocratie directe en la court-circuitant. Alors que, dans l'idéal, il faudrait un pouvoir politique fort, répondant équilibrablement aux attentes des milieux économiques (monde du travail) et de ceux de la pensée.

L'armée trop influente

L'administration, censée servir le peuple, devient un pouvoir bureaucratique puissant.

Si Justice et Police ont beaucoup perdu de leur influence passée, elles sont aujourd'hui à leur juste place. L'armée, qui a le plus perdu d'in-

fluence, en a encore trop pour les leaders, surtout ceux de gauche.

Peuple trop faible

La population ne voit pas tout à fait les choses de la même façon. Sur les trois pouvoirs jugés trop faibles, elle place le monde de la pensée en tête (50,2% des personnes interrogées) et le Conseil fédéral en troisième position (24,8%), rejoignant ainsi l'opinion des leaders. Mais, en revanche, elle place le peuple en seconde position (34,2%), alors que les leaders estimaient que son pouvoir actuel était le bon. Et si les personnes interrogées trouvent également que les médias prennent trop de place (50,8%), celles qui tirent par trop les ficelles, selon elles, ce sont surtout les banques

(73%). Le monde économique en général est d'ailleurs jugé trop influent (44,4%).

Problèmes complexes

En clair leaders et population estiment que les pouvoirs sont trop concentrés sur deux niveaux (médias et argent), usurpant la place des pouvoirs légitimes. Un phénomène que les leaders attribuent au sens de l'interêt général qui s'est amoindri, à la complexité croissante des problèmes qui réclament une vision globale des choses. Vision qui fait cruellement défaut à la fois au politique et au monde de la pensée. La multiplicité des forces ne fait qu'obscurcir encore les véritables pôles de décision.

M. P.

faiblesses sous la Coupole



On a vu ce que pensaient les leaders du système en général, mais quelle est leur opinion concernant les acteurs politiques?

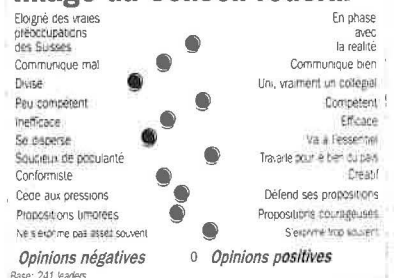
► Elle est franchement mauvaise à propos des **Chambres fédérales**. Les critiques les plus sévères proviennent des milieux économiques ou de gauche, tandis que les plus indulgents sont — ce n'est pas vraiment une surprise — les politiques eux-mêmes. Le peuple se montre moins dur, estimant à la majorité que les Chambres font un travail moyen.

► En comparaison, le **Conseil fédéral** fait un bon score. Un leader sur cinq pense qu'il travaille mal alors que 17% lui accordent un véritable satisfecit. Bref, le Conseil fédéral obtient la moyenne. Les critiques viennent en majorité de la droite, de l'économie et des leaders qui aspirent à des changements profonds de notre système politique. La population est, également, moins dure envers le Conseil fédéral qu'envers les Chambres.

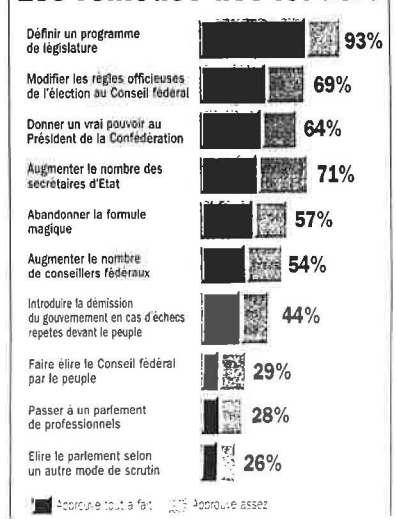
► Le **profil du Conseil fédéral**, selon les leaders, n'est pourtant pas très brillant. Apparaissant comme très divisé et manquant de stratégie claire, l'esprit novateur lui fait défaut. Mais on lui reconnaît des compétences et surtout le fait qu'il travaille pour le bien du pays, même si son action en général est jugée plutôt inefficace. Les excuses que les leaders donnent au Conseil fédéral rejoignent celles concernant la mauvaise répartition des pouvoirs (problèmes de plus en plus complexes, nombreux groupes de pression, rôle ambigu des médias). Avec en plus que la démocratie directe est un facteur de blocage permanent (pour 30% des leaders, essentiellement des milieux économiques) et, chez les Allemaniques, le manque de vedettes alors que le peuple demande des personnages symboles (peut-être est-ce un « effet Blocher »).

► Les **remèdes** proposés par les leaders sont donc surtout un programme de législation avec des priorités: le partage du travail avec des secrétaires d'Etat et l'élection au Conseil fédéral selon la compétence des gens plutôt que selon leur parti et leur canton. Le président devrait également être plus fort. Les Latins sont plus favorables que les Allemaniques à des parlementaires professionnels élus selon un autre mode de scrutin. Mais inversement, les Allemaniques souhaitent plus facilement la formule

Image du Conseil fédéral



Les remèdes des leaders



Les décideurs veulent reprendre le pouvoir aux médias et aux banques

L'enquête « Sophia 95 » consacrée aux pouvoirs en Suisse révèle l'insatisfaction des leaders d'opinion. Selon eux, il est impératif que le pouvoir politique se renforce.

Les leaders d'opinion sont des personnalités particulièrement recherchées par les médias. Ce sont en effet leurs réflexions et leurs propositions qui contribuent à façonner le débat public. Paradoxalement, ces décideurs estiment cependant que les médias occupent une position exagérée dans le jeu des pouvoirs. Selon l'enquête menée par l'Institut de sondage MIS Trend, en collaboration avec le groupe Edipresse, il faudrait d'après eux redonner sa juste place au pouvoir politique et au monde de la pensée. Les résultats de cette étude seront commentés aujourd'hui et

demain à Berne dans le cadre d'un symposium consacré au système politique suisse.

Professionnels des médias exclus

Deux cent quarante et une personnalités provenant des milieux économique, politique, scientifique, culturel ou académique ont participé à cette enquête qui a reçu le nom de « Sophia » (« sagesse » en grec). Seuls les professionnels des médias ont été volontairement exclus de l'échantillon. Une première étude, l'an dernier, avait mis en évidence le blues des leaders

d'opinion, choqués par le rejet de l'EEE et tout aussi incapables que l'Helvétie moyen d'avoir une



BERNE
Christiane IMSAND

vision pour la Suisse. L'édition 1995, consacrée aux pouvoirs, confirme cette sinistrose.

Selon les décideurs, le pouvoir est aujourd'hui détenu par les médias et les forces économiques, notamment les banques. Ils souhaitent un pouvoir poli-

tique plus fort, partageant avec le peuple le rôle primordial de diriger le pays, et une opinion publique moins dominée par les médias et les associations d'intérêt. Selon eux, ces dernières tendent à pervertir la démocratie, en particulier la démocratie directe.

Comme le montre un sondage effectué en parallèle dans la population, il existe sur ce point un consensus entre les décideurs et l'opinion publique. Que faire? Les leaders d'opinion reconnaissent que le pouvoir des uns est dû essentiellement à la faiblesse des autres, à savoir l'incapacité des politiciens et des partis poli-

tiques à gérer le changement. Le climat général reste donc à la déprime. 63% des décideurs sont déçus et découragés (particulièrement à gauche et en Suisse romande) et 42% émettent des doutes sur la solidité du bien confédéral (37% dans Sophia 94). Ceux qui craignent une grave crise interne ont même doublé par rapport à l'enquête précédente, passant de 6% à 13%. Le problème, c'est que ceux qui exigent les plus profonds changements sont aussi les plus découragés. Vivement « Sophia 96 » pour nous remonter le moral!

C. I. □

Dépoussiérer la démocratie directe

Le fédéralisme et la démocratie directe sont les deux maîtres-mots de la Suisse. Mais ces deux principes sont-ils toujours aussi pertinents? Les décideurs qui osent s'en détacher ouvertement. 12% d'entre eux, respectivement 13% en ce qui concerne la démocratie, prennent ce risque. On note cependant une évolution par rapport au sondage précédent. Il y a une année, seuls 5% des leaders d'opinion osaient remettre en

cause le fédéralisme. Surprise: ce sont les personnalités qui se situent au centre ou se déclarent apolitiques qui sont les plus virulentes envers le fédéralisme et la démocratie directe.

Mais on note chez de nombreux décideurs un besoin de réformes qui montre que l'attachement de principe aux institutions helvétiques constitue, pour certains, une façade. Ainsi, 38% des

leaders remettent en cause l'utilisation abusive du référendum et de l'initiative populaire par certains groupes de pression. Qui plus est, 61% d'entre eux contestent la règle de la double majorité du peuple et des cantons. Ce sont la gauche et les milieux économiques qui renforcent la majorité.

Les autres institutions ne font pas mieux. Ainsi, l'armée de mi-

lice et la neutralité armée sont nettement plus contestées que par le passé mais avec un très net clivage entre la droite et la gauche. Trois leaders sur dix remettent en cause l'armée de milice et cinq leaders sur dix la neutralité. Manifestement, l'armée 95 n'a pas encore convaincu et la votation sur les casques bleus semble avoir durci les positions relatives à la neutralité. C.I. □

Echantillon

Les 241 décideurs qui ont participé à l'enquête menée par l'Institut MIS se répartissent ainsi: Sexe: 93% d'hommes, 7% de femmes. Age: 9% de moins de 40 ans, 46% de 40 à 54 ans, 45% de plus de 54 ans. Région: 35% de Romande et Tessinois, 65% d'Alémaniques. Tendance politique: 40% droite, 20% centre, 37% gauche, 3% inclassable. Formation: 16% formation secondaire ou professionnelle, 84% formation supérieure.

Sérieux coup de semonce contre le Parlement

À la veille des élections fédérales d'octobre prochain, les élus se voient administrer un sérieux coup de semonce. Plus de la moitié des leaders interrogés déclarent que le Parlement fait du mauvais travail. Deux sur dix pensent même qu'il porte une lourde responsabilité dans la situation actuelle. En comparaison, l'activité du Conseil fédéral est mieux appréciée et 57% des leaders sont persuadés qu'il privilégie le bien du pays plutôt que des intérêts personnels. Une consolation pour le monde politique: il conserve globalement la confiance de la population, même si celle-ci est aussi plus dure envers les Chambres qu'envers le Conseil fédéral.

Augmenter le nombre de conseillers fédéraux

Que faire? Un consensus (83%) se dessine en faveur de l'établissement, par les Chambres et le Conseil fédéral,

d'un programme de législation avec des priorités claires. D'autres idées obtiennent également une nette majorité d'avis favorables: augmenter le nombre des secrétaires d'Etat (71%) ou celui des conseillers fédéraux (54%), ouvrir les possibilités de candidature au Conseil fédéral (69%), donner un vrai pouvoir au président de la Confédération (64%). L'abandon de la formule magique est également revendiqué par 57% des décideurs mais la dite formule reste promise à un bel avenir car, dans les milieux politiques, ce score tombe à 23%.

Quant à ce Parlement qui déçoit tant les décideurs, personne ne sait comment l'améliorer. L'idée de passer à un parlement professionnel, par exemple, ne séduit que 28% des leaders. Mais les jugements portés sur le Parlement doivent sans doute être mis en relation avec la sévère appréciation des partis politiques. C. I. □

LE POINT DE VUE DES LEADERS D'OPINION

Quels remèdes appliquer pour résoudre la crise du pouvoir politique?

Définir un programme de législation avec des priorités	93%
Augmenter le nombre des secrétaires d'Etat	71%
Modifier les règles officielles de l'élection au Conseil fédéral	69%
Donner un vrai pouvoir au président de la Confédération	64%
Abandonner la formule magique	57%
Augmenter le nombre des conseillers fédéraux	54%
Introduire la dissolution du gouvernement en cas d'échecs répétés devant le peuple	44%
Faire élire le Conseil fédéral par le peuple	29%
Passer à un parlement de professionnels	28%
Elire le parlement selon un autre mode de scrutin	26%

Qui a le pouvoir en Suisse?



Infographie G. Laplace. Source: SOPHIA

Les leaders d'opinion n'aiment pas l'Europe de Maastricht

Adhèrent sans réserve à la conception actuelle de l'Europe



N'aiment guère la conception actuelle de l'Europe, mais veulent y adhérer dans l'espoir qu'elle évoluera ces prochaines années



N'adhéreront qu'à une Europe de type confédéral et souhaitent qu'on soutienne activement cette idée



Sont défavorables à l'idée même d'une construction européenne



Leaders
Population

Coup de vieux des partis

Plus encore que le Parlement, les partis politiques suscitent les foudres des leaders d'opinion. Les commentateurs qu'ils provoquent sont particulièrement durs: « Les partis sont d'une médiocrité effrayante », affirme une personnalité. Selon une autre, « les partis politiques n'ont plus la moindre consistance ».

Les partis vus par les décideurs ont cependant une image floue et incohérente. Ainsi, la palme de la bonne communication est décernée au Parti socialiste mais c'est le Parti radical qu'on estime le mieux dirigé. Le Parti libéral se voit attribuer un libéralisme qualitatif de « libéral ».

Même si les décideurs ont un peu de peine à s'y retrouver, leur diagnostic est sans

appel: 77% estiment que les partis politiques doivent se restructurer sur des bases nouvelles. Et pourtant, 22% d'entre eux ne croient pas à cette réforme qu'ils appellent de leurs vœux. Selon eux, d'ici dix ans les partis politiques ne seront plus écoutés. Le peuple sera informé par d'autres sources et les partis ne subsisteront que pour présenter des candidats aux élections.

La principale réforme attendue des partis est de mobiliser des personnalités bien profilées et d'en faire de véritables dirigeants. Le précédent sondage « Sophia » avait déjà montré que la Suisse manquait de leaders, aux yeux des leaders eux-mêmes, mais ce constat tend à devenir plus pessimiste. C. I. □

L'Europe perd des points

Contrairement au précédent sondage, la majorité des leaders interrogés ne croit plus à l'adhésion de la Suisse à l'Europe d'ici à l'an 2000. Ils ne sont plus que 37% aujourd'hui à penser que cette adhésion sera réalisée avant le 31 décembre, contre 50% il y a un an.

Qui plus est, les leaders sont aujourd'hui moins nombreux à se déclarer favorables à une adhésion de la Suisse à l'Union européenne: 78% dans « Sophia 94 », 65% seulement aujourd'hui. Cette baisse de l'engouement européen touche la droite comme la gauche. Même les Romands ne sont pas épargnés. Ils étaient 85% à rêver d'adhésion dans « Sophia 94 », ils ne

sont plus que 67% dans « Sophia 95 ». Des différences dans la palette des personnalités interrogées peuvent expliquer partiellement ce phénomène.

En revanche, au sein de la population les positions sont restées quasiment les mêmes que lors de la votation du 6 décembre 1992. Le sondage ne fait apparaître qu'un petit 51% d'avis favorables à l'adhésion.

L'évolution de l'opinion des décideurs doit sans doute être mise en relation avec les réserves éprouvées envers l'Europe de Maastricht. 57% des leaders n'aiment guère la conception actuelle de l'Union européenne et seuls 8% y adhèrent sans réserve. C. I. □

Psychiatre fourvoyé

Il testait des thérapies par relation sexuelle.

Une procédure pénale a été ouverte contre le médecin et psychiatre cantonal zurichois Emil Pinter, 66 ans. Dans un livre publié l'an dernier — *Proximité et Distance dans la Psychothérapie* — il admet avoir eu des attouchements intimes et entretenu des relations sexuelles avec des patientes dans son cabinet, cela dans un but thérapeutique. Le procureur, qui le soupçonne d'avoir exploité abusivement la détresse d'autrui, a ouvert une enquête. «Je m'avisais à de violentes réactions, j'ai pris un risque en publiant le livre», a commenté hier le psychiatre, qui souhaitait susciter un vaste débat et regrette qu'il n'ait pas encore eu lieu. Dans son livre, il a souvent qualifié ses agissements d'erreurs. Il risque une peine d'emprisonnement. — (ats-ap)

Rien de mieux qu'un slogan en anglais pour responsabiliser le jeune au volant

La nouvelle campagne de sécurité routière entend le mettre en garde contre l'usage de l'alcool et des drogues. Drinks et drugs, ça sonne super.

Le slogan en anglais *No drinks, no drugs, no problems* est au centre de la campagne 1995 du Conseil de la sécurité routière qui vise en priorité les jeunes conducteurs. Les substances hallucinogènes jouent un rôle dans près d'un quart des accidents mortels. Mais l'alcool reste de loin le problème numéro un. Lancée hier, la campagne s'adresse aux jeunes conducteurs de sexe masculin surtout. De par leurs loisirs, leur moindre résistance et leur manque d'expérience, ils sont de loin les plus exposés.

Les supports de la campagne ont été adaptés à ce public: bandes dessinées publiées dans des revues pour jeunes, bar mobile de boissons sans alcool, programmes de prévention dans des écoles de métiers. Les affiches, panneaux et autocollants sont en

anglais, puisque cette langue «correspond au langage parlé adopté par les jeunes», comme l'affirme le président du conseil, Hans-Ulrich Bueschi. Des enquêtes ont montré que ce slogan est «bien compris dans toutes les régions de Suisse».

De nombreux accidents liés à la prise de drogues ou de médicaments échappent aux statistiques. Dans le cadre d'une étude, des prélèvements d'urine et de sang auprès de 243 conducteurs ayant un comportement suspect ont révélé que pas moins de 160 étaient sous l'emprise de drogues et/ou de médicaments. A la différence de l'alcool, les tests de détection rapide sont toutefois peu fiables.

Permis à l'essai

Dans le cadre de la révision de la Loi sur la circulation routière (la

consultation sera lancée cet automne), le département Koller souhaite aussi revoir la formation de base et la formation complémentaire des jeunes conducteurs. Un système en deux phases est envisagé, avec l'introduction d'un permis à l'essai au terme des examens théorique et pratique. Suivra une période de mise à l'épreuve, pendant laquelle le conducteur devra suivre un cours d'éducation à la sécurité.

Par ailleurs, le conseiller fédéral Arnold Koller a déclaré hier que les règles de priorité aux passages pour piétons — thème de la campagne de l'an dernier — n'ont occasionné ni hausse ni baisse du nombre des accidents. Il estime qu'il faut accorder une période d'adaptation d'une ou deux années avant de tirer des conclusions. — (ap-ats)

Le Cervin a trouvé propriétaire

Le Cervin appartient bien à la commune politique de Zermatt et non pas à la bourgeoisie (commune bourgeoise), constituée des familles originaires du lieu. Le Tribunal fédéral a refusé d'entrer en matière sur un recours de la bourgeoisie qui en revendiquait la propriété. Les considérants ne sont pas encore connus.

La querelle juridique pour la propriété du Cervin et de ses environs couve depuis plus de deux ans. Les infrastructures touristiques (notamment un projet de grotte glacière) et leurs revenus en constituent le principal enjeu. La bourgeoisie invoque des contrats de vente du XVI^e et XVII^e siècles. Mais en septembre dernier, le Tribunal cantonal valaisan a rejeté son premier recours, lui déniait tout droit public ou privé sur les terres non cultivables. — (ap-ats)

Dépoussiérer la démocratie directe, mais plutôt au plumeau qu'au balai

Les décideurs suisses se penchent sur la manière de gouverner, le rôle des partis et l'intégration européenne.

Faut-il dépoussiérer la démocratie directe? Martine Brunschwig Graf et Laurent Rebeaud mettent en garde contre des traitements trop expéditifs. C'était hier à Berne, devant un parterre de décideurs suisses réunis pour prendre connaissance des résultats de l'enquête Sophia 95 sur les partis en Suisse (voir notre journal).

Le système politique suisse ne plonge pas la conseillère d'Etat genevoise dans le découragement. Gare, dit-elle, aux contradictions! Comment peut-on être pour le fédéralisme et vouloir supprimer la règle de la double majorité (peuple et cantons) pour les révisions de la Constitution? Martine Brunschwig Graf a plus de compréhension en revanche pour les 57% qui veulent l'abandon de la formule magique. Une formule monocolor, dit-elle, favorise l'esprit d'équipe. Mais le plus important, c'est de se mettre d'accord sur un programme de législation (93% d'avis favorables, dans l'enquête). Il faudrait aussi relancer l'instruction civique et mieux sélectionner le personnel politique.

Soucis d'enfant gâté

Laurent Rebeaud s'avoue lui aussi plutôt conservateur face aux institutions. Quel autre pays a résolu sans verserment de sang des problèmes comme le Jura ou la centrale de Kaiseraugst? La Suisse, dit l'ancien conseiller national genevois, a des soucis d'enfant gâté. S'il faut des changements, c'est au niveau du Conseil fédéral qu'on doit les apporter, avec l'introduction de secrétaires d'Etat, «pour lui permettre

de remplir un rôle moral. Aujourd'hui, les gens ne peuvent plus prendre ses déclarations pour bon argent.»

Dans la discussion, le Jurassien Pierre Kohler se plaint du peu de pouvoir des gouvernants, et des effets pernicieux des recours de toutes sortes. Le Vaudois Pierre Chiffelle, lui, critiquera «la résignation de la classe politique, qui se contente de chercher le plus petit dénominateur commun». Il prône un sursaut. La révision totale de la Constitution doit en être l'occasion.

Les partis? Parlons-en! Selon l'enquête Sophia, les décideurs les trouvent incohérents et flous; 77% demandent leur restructuration. «Le manque de transparence est voulu par les grands partis de droite. Il les sert dans l'exercice de leur pouvoir», affirme l'indépendante zurichoise Monika Weber.

Partis interactifs

Andreas Gross confirme: les partis sont en crise, comme partout en Europe occidentale. Ils sont plus faibles encore en Suisse, parce que le peuple a le dernier mot. Mais rien ne sert de rêver du bon temps où ils étaient dirigés de main de fer par de grandes figures. «Le temps où l'on met sa pensée au vestiaire en entrant dans un parti est révolu. Ce qu'il faut, c'est que les partis se comprennent comme des services interactifs permettant aux gens de satisfaire leur besoin de transparence. Ce qu'il faut aussi, c'est que les députés fédéraux aient du temps, qu'ils puissent vivre de leur mandat s'ils le veulent.»

Pierre Chiffelle aborde: les politiques se



Le symposium de Sophia 95 a réuni les décideurs hier à l'Hôtel Bellevue à Berne. Patrick Martin

retrouvent toujours dans le même microcosme, au lieu d'aller à la rencontre de l'homme et la femme de la rue. Avis contraire de son compatriote libéral Jean-François Leuba: «Les partis écoutent trop le public, les sondages, les médias, et ils ne dirigent pas assez.»

Pour l'Europe, mais...

Bref débat, hier aussi, sur l'Europe. Entre les discours théologiques d'un Pierre Zwahlen, les appels d'un Vital Darbellay

demandant qu'on fasse découvrir aux Suisses les mérites des institutions internationales, les explications d'un Charles-Henri Favrod selon qui le refus de l'Europe s'explique par la méfiance des Allemands à l'égard de l'Allemagne, le pragmatisme d'un Daniel Tobler plaçant pour qu'on travaille avec le réflexe du porte-monnaie, les opinions oscillent. Les décideurs sont pour l'Europe. Mais leur foi est sous le boisseau.

Berne / Denis Barrelet □

Les décideurs veulent reprendre le pouvoir aux médias et aux banques

L'enquête « Sophia 95 » consacrée aux pouvoirs en Suisse révèle l'insatisfaction des leaders d'opinion. Selon eux, il est impératif que le pouvoir politique se renforce.

Les leaders d'opinion sont des personnalités particulièrement recherchées par les médias. Ce sont en effet leurs réflexions et leurs propositions qui contribuent à façonner le débat public. Paradoxalement, ces décideurs estiment cependant que les médias occupent une position exagérée dans le jeu des pouvoirs. Selon l'enquête menée par l'Institut de sondage MIS Trend, en collaboration avec le groupe Edipresse, il faudrait d'après eux redonner sa juste place au pouvoir politique et au monde de la pensée. Les résultats de cette étude seront commentés aujourd'hui et

demain à Berne dans le cadre d'un symposium consacré au système politique suisse.

Professionnels des médias exclus

Deux cent quarante et une personnalités provenant des milieux économique, politique, scientifique, culturel ou académique ont participé à cette enquête qui a reçu le nom de « Sophia » (« sagesse » en grec). Seuls les professionnels des médias ont été volontairement exclus de l'échantillon. Une première étude, l'an dernier, avait mis en évidence le blues des leaders

d'opinion, choqués par le rejet de l'EEE et tout aussi incapables que l'Helvétie moyen d'avoir une



BERNE
Christiane IMSAND

vision pour la Suisse. L'édition 1995, consacrée aux pouvoirs, confirme cette sinistresse.

Selon les décideurs, le pouvoir est aujourd'hui détenu par les médias et les forces économiques, notamment les banques. Ils souhaitent un pouvoir poli-

tique plus fort, partageant avec le peuple le rôle primordial de diriger le pays, et une opinion publique moins dominée par les médias et les associations d'intérêt. Selon eux, ces dernières tendent à pervertir la démocratie, en particulier la démocratie directe.

Comme le montre un sondage effectué en parallèle dans la population, il existe sur ce point un consensus entre les décideurs et l'opinion publique. Que faire ? Les leaders d'opinion reconnaissent que le pouvoir des uns est dû essentiellement à la faiblesse des autres, à savoir l'incapacité des politiciens et des partis poli-

tiques à gérer le changement. Le climat général reste donc à la déprime. 63% des décideurs sont déçus et découragés (particulièrement à gauche et en Suisse romande) et 42% émettent des doutes sur la solidité du lien fédéral (37% dans Sophia 94). Ceux qui craignent une grave crise interne ont même doublé par rapport à l'enquête précédente, passant de 6% à 13%. Le problème, c'est que ceux qui exigent les plus profonds changements sont aussi les plus découragés. Vivement - Sophia 96- pour nous remonter le moral !

C. I. □

Dépoussiérer la démocratie directe

Le fédéralisme et la démocratie directe sont les deux maîtres de la Suisse. Mais les décideurs qui osent s'en détacher ouvertement, 12% d'entre eux, respectivement 13% en ce qui concerne la démocratie, prennent ce risque. On note cependant une évolution par rapport au sondage précédent. Il y a une année, seuls 5% des leaders d'opinion osaient remettre en

cause le fédéralisme. Surprise : ce sont les personnalités qui se situent au centre ou se déclarent apolitiques qui sont les plus virulentes envers le fédéralisme et la démocratie directe.

Mais on note chez de nombreux décideurs un besoin de réformes qui montre que l'attachement de principe aux institutions helvétiques constitue, pour certains, une façade. Ainsi, 38% des

leaders remettent en cause l'utilisation abusive du référendum et de l'initiative populaire par certains groupes de pression. Qui plus est, 61% d'entre eux contestent la règle de la double majorité du peuple et des cantons. Ce sont la gauche et les milieux économiques qui renforcent la majorité.

Les autres institutions ne font pas mieux. Ainsi, l'armée de mi-

lice et la neutralité armée sont nettement plus contestées que par le passé mais avec un très net clivage entre la droite et la gauche. Trois leaders sur dix remettent en cause l'armée de milice et cinq leaders sur dix la neutralité. Manifestement, l'armée 95 n'a pas encore convaincu et la votation sur les casques bleus semble avoir durci les positions relatives à la neutralité. C. I. □

Echantillon

Les 241 décideurs qui ont participé à l'enquête menée par l'Institut MIS se répartissent ainsi : Sexe : 93% d'hommes, 7% de femmes. Age : 9% de moins de 40 ans, 46% de 40 à 54 ans, 45% de plus de 54 ans. Région : 35% de Romands et Tessinois, 65% d'Allemands. Tendance politique : 40% droite, 20% centre, 37% gauche, 3% inclassable. Formation : 16% formation secondaire ou professionnelle, 84% formation supérieure.

Sérieux coup de semonce contre le Parlement

À la veille des élections fédérales d'octobre prochain, les élus se voient administrer un sérieux coup de semonce. Plus de la moitié des leaders interrogés déclarent que le Parlement fait du mauvais travail. Deux sur dix pensent même qu'il porte une lourde responsabilité dans la situation actuelle. En comparaison, l'activité du Conseil fédéral est mieux appréciée et 57% des leaders sont persuadés qu'il privilégie le bien du pays plutôt que des intérêts personnels. Une consolation pour le monde politique : il conserve globalement la confiance de la population, même si celle-ci est aussi plus dure envers les Chambres qu'envers le Conseil fédéral.

Augmenter le nombre de conseillers fédéraux

Que faire ? Un consensus (93%) se dessine en faveur de l'établissement, par les Chambres et le Conseil fédéral,

d'un programme de législation avec des priorités claires. D'autres idées obtiennent également une nette majorité d'avis favorables : augmenter le nombre des secrétaires d'Etat (71%) ou celui des conseillers fédéraux (54%), ouvrir les possibilités de candidature au Conseil fédéral (69%), donner un vrai pouvoir au président de la Confédération (64%). L'abandon de la formule magique est également revendiqué par 57% des décideurs mais la dite formule reste promise à un bel avenir car, dans les milieux politiques, ce score tombe à 23%.

Quant à ce Parlement qui déçoit tant les décideurs, personne ne sait comment l'améliorer. L'idée de passer à un parlement professionnel, par exemple, ne séduit que 28% des leaders. Mais les jugements portés sur le Parlement doivent sans doute être mis en relation avec la sévère appréciation des partis politiques. C. I. □

LE POINT DE VUE DES LEADERS D'OPINION

Quels remèdes appliquer pour résoudre la crise du pouvoir politique ?

Définir un programme de législation avec des priorités	93%
Augmenter le nombre des secrétaires d'Etat	71%
Modifier les règles officielles de l'élection au Conseil fédéral	69%
Donner un vrai pouvoir au président de la Confédération	64%
Abandonner la formule magique	57%
Augmenter le nombre des conseillers fédéraux	54%
Introduire la démission du gouvernement en cas d'échecs répétés devant le peuple	44%
Faire élire le Conseil fédéral par le peuple	29%
Passer à un parlement de professionnels	28%
Elire le parlement selon un autre mode de scrutin	26%

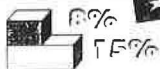
Qui a le pouvoir en Suisse ?



Infographie G. Laplace. Source: SOPHIA

Les leaders d'opinion n'aiment pas l'Europe de Maastricht

Adhèrent sans réserve à la conception actuelle de l'Europe



N'aiment guère la conception actuelle de l'Europe, mais veulent y adhérer dans l'espoir qu'elle évoluera ces prochaines années



N'adhéreront qu'à une Europe de type confédéral et souhaitent activement cette idée



Sont défavorables à l'idée même d'une construction européenne



Leaders
Population

Coup de vieux des partis

Plus encore que le Parlement, les partis politiques suscitent les foudres des leaders d'opinion. Les commentateurs qu'ils provoquent sont particulièrement durs : « Les partis sont d'une médiocrité effrayante », affirme une personnalité. Selon une autre, « les partis politiques n'ont plus la moindre consistance ».

Les partis vus par les décideurs ont cependant une image floue et incohérente. Ainsi, la palme de la bonne communication est décernée au Parti socialiste mais c'est le Parti radical qu'on estime le mieux dirigé. Le Parti libéral se voit attribuer un surprenant qualificatif de « timoré ».

Même si les décideurs ont un peu de peine à s'y retrouver, leur diagnostic est sans

appel : 77% estiment que les partis politiques doivent se restructurer sur des bases nouvelles. Et pourtant, 22% d'entre eux ne croient pas à cette réforme qu'ils appellent de leurs vœux. Selon eux, dix ans les partis politiques ne seront plus écoulés. Le peuple sera informé par d'autres sources et les partis ne subsisteront que pour présenter des candidats aux élections.

La principale réforme attendue des partis est de mobiliser des personnalités bien profilées et d'en faire de véritables dirigeants. Le précédent sondage « Sophia » avait déjà montré que la Suisse manquait de leaders, aux yeux des leaders eux-mêmes, mais ce constat tend à devenir plus pessimiste. C. I. □

L'Europe perd des points

Contrairement au précédent sondage, la majorité des leaders interrogés ne croit plus à l'adhésion de la Suisse à l'Europe d'ici à l'an 2000. Ils ne sont plus que 37% aujourd'hui à penser que cette adhésion sera réalisée avant le 31 décembre, contre 50% il y a un an.

Qui plus est, les leaders sont aujourd'hui moins nombreux à se déclarer favorables à une adhésion de la Suisse à l'Union européenne : 78% dans « Sophia 94 », 63% seulement aujourd'hui. Cette baisse de l'engagement européen touche la droite comme la gauche. Même les Romands ne sont pas épargnés. Ils étaient 85% à rêver d'adhésion dans « Sophia 94 », ils ne

sont plus que 67% dans « Sophia 95 ». Des différences dans la palette des personnalités interrogées peuvent expliquer partiellement ce phénomène.

En revanche, au sein de la population les positions sont restées quasiment les mêmes que lors de la votation du 6 décembre 1992. Le sondage ne fait apparaître qu'un petit 51% d'avis favorables à l'adhésion.

L'évolution de l'opinion des décideurs doit sans doute être mise en relation avec les réserves éprouvées envers l'Europe de Maastricht : 57% des leaders n'aiment guère la conception actuelle de l'Union européenne et seuls 8% y adhèrent sans réserve. C. I. □



137604 04 95 04 00

Mächtige, Macht und Politik

■ VON CHRISTINA LEUTWYLER,
SÖBERN

«Wer hat Ihres Erachtens die Macht in der Schweiz?» Eine interessante Frage, gewiss. Sie bildet den Einstieg in einen 25 Seiten umfassenden Fragebogen, den mehrere hundert Führungskräfte vom Lausanner Markt- und Meinungsforschungsinstitut M.I.S. Trend und dem Lausanner Verlagshaus Edipresse zugestellt erhielten. Aus den Antworten ist die Sophia-Studie über die Machtverhältnisse in der Schweiz entstanden.

Wie aussagekräftig ist diese Studie? Das Meinungsforschungsinstitut hat 737 Führungskräfte aus Wirtschaft, Verwaltung, Verbänden, Hochschulen, Bildungswesen, Religion und Kultur angeschrieben. Auf ihre Namen ist das Institut vor allem in den Medien gestossen, wie eine Mitarbeiterin von M.I.S. Trend auf Anfrage erklärt. Die Stichprobe sei repräsentativ, versichert sie, obwohl bisher niemand erhoben habe, wer alles zu den Führungskräften des Landes gehöre. Geantwortet haben 241 der 737 Angesprochenen, zu 93 Prozent Männer und zu 91 Prozent über 40 Jahre alt.

Die Studie behauptet zwar nirgends, sie sei nach wissenschaftlichen Kriterien repräsentativ. Dennoch wird für viele Les-

rinnen und Leser die Versuchung gross sein, zu verallgemeinern. Dabei ist allgrösste Vorsicht angebracht, denn bei 240 Befragten beträgt der Stichprobenfehler immerhin $\pm 6,5$ Prozent. Dies relativiert das folgende, scheinbar so deutliche Ergebnis: 51 Prozent der Befragten möchten an der Konsenspolitik festhalten, und 39 Prozent möchten zu einem System des Machtwechsels übergehen.

Doch lassen wir die Zahlenkläubereien und kommen zur Ausgangsfrage zurück: «Wer hat Ihres Erachtens die Macht in der Schweiz?» Die Medien, die Banken, die Lobbies und die Wirtschaft, meinen die Führungskräfte. Weniger Macht sprechen sie dem Volk und den Interessenverbänden zu, noch weniger den Kantonen, dem Parlament, der Justiz, den Gewerkschaften, den Parteien und dem Bundesrat.

«Das Spiel der Mächte muss zum Gleichgewicht zurückfinden», heisst es in der Sophia-Studie. Gestärkt werden sollten nach Meinung der Führungskräfte vorab der Bundesrat, die eidgenössischen Räte und das Volk. Allerdings lässt sich dies schlecht damit vereinbaren, dass die Hälfte der Befragten erklärt, das Parlament arbeite schlecht. Bessere Noten erhält der Bundesrat. Lediglich ein Fünftel der Führungskräfte beurteilt seine Arbeit

als schlecht. Die Mehrheit gesteht dem Bundesrat zu, dass er für das Wohl des Landes arbeite. Allerdings wurde auch kritisiert, er sei uneins, verliere sich in Details, sei konformistisch und zaghaft.

Das Unbehagen in der Schweizer Politik hat nach Meinung der Führungskräfte vorab folgende Gründe: Die heutigen Probleme sind viel komplexer als früher. Die Interessengruppen sind sehr zahlreich und gut strukturiert; sie haben bei politischen Entscheiden zu grosses Gewicht und verhindern eine kohärente Regierungstätigkeit. Zudem geht heute alles viel schneller, und deshalb ist ein viel schnelleres System nötig.

Was ist also zu tun? Primär sollte ein Legislaturprogramm mit klaren Prioritäten festgelegt werden, finden die Führungskräfte. Weiter sollten die Staatssekretäre vermehrt, die Vorschriften für die Wahl in den Bundesrat geändert und dem Bundespräsidenten echte Machtbefugnisse verliehen werden.

Drei Viertel der Befragten halten das politische System der Schweiz für das beste oder das am wenigsten schlechte. Gut die Hälfte hält jedoch tiefgreifende Reformen für notwendig; eine etwas kleinere Gruppe würde sich mit einfachen Anpassungen begnügen. Besonders stark kritisiert wird das Ständemehr.



Mächtige, Macht und Politik – eine sehr approximative Annäherung

■ VON CHRISTINA LEUTWYLER,
BERN

«Wer hat Ihres Erachtens die Macht in der Schweiz?» Eine interessante Frage, gewiss. Sie bildet den Einstieg in einen 25 Seiten umfassenden Fragebogen, den mehrere hundert Führungskräfte vom Lausanner Markt- und Meinungsforschungsinstitut M.I.S. Trend und dem Lausanner Verlagshaus Edipresse gestellt erhielten. Aus den Antworten ist die Sophia-Studie über die Machtverhältnisse in der Schweiz entstanden. Sie wird heute und morgen an einer Tagung im Berner Fünf-Stern-Hotel «Bellevue» diskutiert.

Was heisst repräsentativ?

Doch: Wie aussagekräftig ist eine solche Studie? Das Meinungsforschungsinstitut hat 737 Führungskräfte aus Wirtschaft, Verwaltung, Verbänden, Hochschulen, Bildungswesen, Religion und Kultur angeschrieben: Auf ihre Namen ist das Institut vor allem in den Medien gestossen, wie eine Mitarbeiterin von M.I.S. Trend auf Anfrage erklärt. Die Stichprobe sei repräsentativ, versichert sie – obwohl bisher niemand erhoben habe, wer alles zu den Führungskräften des Landes gehöre. Geantwortet haben 241 der 737 Angesprochenen, zu 93 Prozent Männer und zu 91 Prozent über 40 Jahre alt.

Die Studie behauptet zwar nirgends, sie sei nach wissenschaftlichen Kriterien repräsentativ. Dennoch wird für viele Leserinnen und Leser die Versuchung gross sein, zu verallgemeinern. Dabei ist allergrösste Vorsicht angebracht, denn bei 240 Befragten beträgt der Stichprobenfehler immerhin $\pm 6,5$ Prozent. Dies relativiert das folgende, scheinbar so deutliche Ergebnis: 51 Prozent der Befragten möchten an der Konsenspolitik festhalten, und 39

Prozent möchten zu einem System des Machtwechsels übergehen.

Medien am mächtigsten?

Doch lassen wir die Zahlenklaubereien und kommen zur Ausgangsfrage zurück: «Wer hat Ihres Erachtens die Macht in der Schweiz?» Die Medien, die Banken, die Lobbies und die Wirtschaft, meinen die Führungskräfte. Weniger Macht sprechen sie dem Volk und den Interessenverbänden zu, noch weniger den Kantonen, dem Parlament, der Justiz, den Gewerkschaften, den Parteien und dem Bundesrat. 600 repräsentativ ausgewählte Personen aus der Deutsch- und Westschweizer Bevölkerung, die parallel zu den Führungskräften befragt wurden, halten die Banken für am mächtigsten, gefolgt von den Medien und der Wirtschaftswelt.

Doch, was ist Macht? Geht es primär um die Fähigkeit, jemanden zu veranlassen, etwas zu tun, was er aus eigenem Antrieb nicht tun würde? Oder geht es um die Macht, zu definieren, was ein Problem ist und wie es wahrgenommen wird? Oder geht es um die Verweigerungsmacht, die sich zusammenfassen lässt in dem Satz: Macht sei die Möglichkeit, nicht lernen zu müssen? Die Sophia-Studie lässt dies offen.

Politische Institutionen stärken

«Das Spiel der Mächte muss zum Gleichgewicht zurückfinden», heisst es in der Sophia-Studie. Gestärkt werden sollten nach Meinung der Führungskräfte vorab der Bundesrat, die eidgenössischen Räte und das Volk. Allerdings lässt sich dies schlecht damit vereinbaren, dass die Hälfte der Befragten erklärt, das Parlament arbeite schlecht. Bessere Noten erhält der Bundesrat. Lediglich ein Fünftel der Führungskräfte beurteilt seine Arbeit

als schlecht. Die Mehrheit gesteht dem Bundesrat zu, dass er für das Wohl des Landes arbeite. Allerdings wurde auch kritisiert, er sei uneins, verliere sich in Details, sei konformistisch und zaghaft.

Das Unbehagen in der Schweizer Politik hat nach Meinung der Führungskräfte vorab folgende Gründe: Die heutigen Probleme sind viel komplexer als früher. Die Interessengruppen sind sehr zahlreich und gut strukturiert; sie haben bei politischen Entscheidungen zu grosses Gewicht und verhindern eine kohärente Regierungstätigkeit. Zudem geht heute alles viel schneller, und deshalb ist ein viel schnelleres System nötig.

Rezepte nach dem Zufallsmehr

Was ist also zu tun? Primär sollte ein Legislaturprogramm mit klaren Prioritäten festgelegt werden, finden die Führungskräfte. Weiter sollten die Staatssekretäre vermehrt die Vorschriften für die Wahl in den Bundesrat geändert und dem Bundespräsidenten echte Machtbefugnisse verliehen werden.

Drei Viertel der Befragten halten das politische System der Schweiz für das beste oder das am wenigsten schlechte. Gut die Hälfte hält jedoch tiefgreifende Reformen für notwendig; eine etwas kleinere Gruppe würde sich mit einfachen Anpassungen begnügen. Besonders stark kritisiert wird das Ständemehr. Eine Minderheit stellt die Anwendung von Initiative und Referendum in Frage.

Herauslesen lässt sich aus der Sophia-Studie auch, dass die Führungskräfte innerhalb eines Jahres bezüglich des Zusammenlebens der Schweizer skeptischer und gegenüber dem EU-Beitritt zurückhaltender geworden sind. Nur: Dies ist die Meinung von 241 zufällig ausgewählten Führungskräften – nicht mehr und nicht weniger.



957-1 Meinungsmacher sehen schwarz

Eine Studie über die «Machtverhältnisse in der Schweiz» zeichnet ein düsteres Bild: Die Kräfteverhältnisse in der Schweiz sind gestört, die Institutionen müssen reformiert werden; Bundesrat und Parteien sehen schweren Zeiten entgegen. Den Medien wird eine (zu) grosse Macht zugeschrieben.

Bern. 241 Meinungsmacher aus Wirtschaft, Politik, Wissenschaft und Kultur teilten im Rahmen der Studie «Sophia» (Weisheit) ihre Ansichten über «Die Machtverhältnisse in der Schweiz» mit. Berufsleute aus der Medienbranche wurden nicht berücksichtigt. Um die Auffassungen der «opinion leaders» mit jenen der Bevölkerung vergleichen zu können, unterbreitete man den Fragebogen auch einer repräsentativen Stichprobe von 600 zufällig ausgewählten Schweizerinnen und Schweizern. Die Studie ist Gegenstand eines Symposiums, das heute und morgen in Bern stattfindet. Verantwortet wird «Sophia» vom Westschweizer Medienunternehmen Edipresse und dem Lausanner Meinungsforschungsinstitut M.I.S.

Macht der Medien

Nicht den drei Staatsgewalten, nicht dem Volk oder den Parteien wird die meiste Macht in der Schweiz zugeschrieben. Sowohl Meinungsbildner als auch Bevölkerung betrachten die Medien und die Wirtschaft als die eigentlichen Machttäger. Kaum entscheidende Einflussmöglichkeiten werden Armee, Kirche und den Intellektuellen zugeschrieben. Bloss Durchschnittswerte erreichen die traditionellen politischen und staatlichen Institutionen.

Bei der Frage nach der idealen Situation offenbart sich ein deutliches Missverhältnis zum Status quo. Die Macht des Geldes und der Medien wird als zu gross erachtet und klar kritisiert. Demgegenüber wäre eine zentralere Stellung von Parlament und Bundesrat,

Geisteswelt und Volk gewünscht. Es zeigt sich aber auch eine generelle Verunsicherung ob der zunehmenden Komplexität der Probleme, der fehlenden Transparenz und dem Mangel an Visionen. Interessanterweise sind diese Aussagen zumindest in ihrer groben Tendenz über die politischen Lager, Sprachregionen und Geschlechter hinweg zu erkennen.

Tiefgreifende Reformen nötig

Die Meinungsbildner der Schweiz glauben an die Notwendigkeit, auch an den traditionellsten Prinzipien des politischen Systems zu rütteln. Nur gerade zwei Prozent der befragten Meinungsmacher bestreiten generell einen Bedarf an Reformen. Nur gerade jeder fünfte will die Milizarmee und gar nur jeder zehnte die bewaffnete Neutralität nicht in Frage stellen. Jeder zweite spricht der bewaffneten Neutralität ihren Bezug zur Realität ab. Als beständiger erweisen sich Föderalismus und direkte Demokratie. Vier von zehn Befragten möchten diese nicht grundsätzlich antasten. Dennoch verlangt beinahe jeder zweite Anpassungen dieser Prinzipien an die Anforderungen unserer Zeit. Nennenswert ist hierbei die Absage (61 Prozent) an das doppelte Mehr von Volk und Ständen bei Verfassungsfragen.

Bei der psychologischen Befindlichkeit des Landes ergibt sich das Bild depressiver Verstimmung. 98 Prozent der Meinungsmacher sehen die Schweiz in einer ernsthaften Krise. Beinahe 60 Prozent zweifeln am nationalen Zusammenhalt und der Festigkeit des

Bundes. Die persönliche Stimmung der «opinion leaders» entspricht dieser pessimistischen Sicht. Sechs von zehn sind enttäuscht und entmutigt. Bei der Bevölkerungsstichprobe beträgt deren Anteil bloss 36 Prozent. Die Autoren: «Die Bevölkerung scheint über grösseren Optimismus zu verfügen als die Führer, die doch viel besser in der Lage wären, auf die bedauerte Situation einzuwirken. Wie können deprimierte Führer Reformen zum Durchbruch bringen?»

Kritik an Bundespolitik

Schlecht bestellt ist es um die Zufriedenheit mit der Politik des Bundes. Mehr als die Hälfte der Meinungsbildner werfen dem Parlament schlechte Arbeit vor, jeder fünfte dem Bundesrat. Der Bundesrat wird als uneins, strategielos, zaghaft und konformistisch beurteilt. 93 Prozent fordern ein Legislaturprogramm mit klaren Prioritäten und 71 Prozent stimmen dem Postulat nach mehr Staatssekretären zu. Nur drei von zehn möchten ein Berufsparlament und die Volkswahl des Bundesrates.

Auch die politischen Parteien müssen einiges an Kritik einstecken. 77 Prozent der Befragten meinen, «die politischen Parteien müssen sich restrukturieren, um zu überleben». Nur 38 Prozent glauben demgegenüber daran, dass dies wirklich geschehen werde. Image und Linie der Parteien werden als schwammig und inkohärent beurteilt, das Fehlen von politischen Führungspersönlichkeiten mit Charakter und Weitblick beklagt.

Markus Theune



971
Das politische System der Schweiz unter der Lupe von Meinungsführern

Mangelnde Effizienz kritisiert

Schweizer Führungspersonlichkeiten aus Wirtschaft, Gesellschaft und Politik fordern eine Reform des politischen Systems. In ihren Augen sind Bundesrat und Parlament ineffizient, wie aus einer in Bern veröffentlichten Studie hervorgeht.

Bern (sda) 241 Persönlichkeiten aus Politik, Wirtschaft, Wissenschaft, Kultur und Religion haben an der Studie «Sophia 95» teilgenommen. Obwohl diese mehrheitlich tiefe Veränderungen im politischen System der Schweiz wünschten, möchten sie nicht auf die direkte Demokratie verzichten; 39 Prozent wollen sie unangetastet lassen, und über die Hälfte spricht lediglich von Anpassungen an die weltweite Entwicklung. Nur 13 Prozent der Befragten stellen sie in Frage.

«Zu schwerfällig»

Insgesamt schätzen die «opinion leaders» das politische System, wünschen aber eine Vereinfachung der Verfahrenswege. Fast zwei Drittel, besonders aus linken Kreisen, lehnen das Prinzip ab, bei Abstimmungen sowohl Volks- wie Ständemehr erreichen zu müssen.

Das Konsultationsverfahren sei so zu schwerfällig, argumentieren sie. – Nach Ansicht der befragten Persönlichkeiten ist der Bundesrat in sich gespalten, visionslos und anpassersich. Der Einfluss der zahlreichen und gut organisierten Interessengruppen auf politische Entschiede sei zu stark und verhindere eine kohärente Regierungsarbeit.

Die «opinion leaders» schlagen zur Abhilfe vor, der Bundesrat solle ein Legislaturprogramm mit seinen Prioritäten aufsetzen. 71 Prozent der Meinungsführer befürworten eine Erhöhung der Zahl der Staatssekretäre – ein Vorschlag, der in der letzten Session der eidgenössischen Räte nur knapp vom Ständerat gerettet worden ist.

Zauberformel abschaffen

Mehr als zwei Drittel der Befragten wünschen bei Bundesratswahlen ein anderes System. Kompetenz müsse vor den Kriterien «richtige Partei, richtiger Kanton und richtiger Zeitpunkt» stehen. 57 Prozent, vor allem Deutschschweizer aus dem rechten Lager, schlagen die Abschaffung der Zauberformel vor.

Auch das Parlament erhält schlechte Noten. Mehr als die Hälfte der Persön-

lichkeiten stuft die Arbeit der eidgenössischen Räte als schlecht ein. Die härtesten Vorwürfe kommen aus der Linken und der Wirtschaft.

Parteien ohne Führer

Die politischen Parteien werden als mittelmässig und bedeutungslos beurteilt. Mehr als ein Viertel glaubt, dass sie in zehn Jahren keine Rolle mehr spielen werden. Sie laufen nach Ansicht der Meinungsführer Gefahr, dass sie dann nur noch Kandidaten für Wahlen präsentieren werden. Heute fehle es ihnen an «wahren» Führungspersonlichkeiten, die die Richtung der Politik aufzeigen könnten. Zudem sei das Image der Parteien inkohärent.

Die Umfrage war vom Lausanner Meinungsforschungsinstitut MIS Trend im Auftrag der Verlagsgruppe Edipresse durchgeführt worden. 65 Prozent der 241 befragten Persönlichkeiten stammen aus der Deutschschweiz, 35 Prozent sind Romands oder Tessiner. Nur 7 Prozent sind Frauen, nur 9 Prozent jünger als 40 Jahre. Die Studie «Sophia» war 1994 zum ersten Mal erschienen. Die Analyse wird in den nächsten Jahren fortgesetzt.

Macht der Medien

Bern (sda) In den Augen der «opinion leaders» spielen die Medien eine entscheidende Rolle, weit vor den traditionellen Kräften Regierung, Parlament und Justiz. Am Schluss der Rangliste liegen Schule, Kirche und Wissenschaft. – Die Bevölkerung ist grundsätzlich derselben Ansicht, wie eine Umfrage des Instituts MIS Trend ergab. Fast die Hälfte der 600 befragten Personen findet, die Medien hätten zuviel Einfluss. Auch Banken und Wirtschaft werden als zu mächtig eingeschätzt.

Skepsis gegenüber EU-Beitritt gewachsen

Bern (sda) Die Skepsis gegenüber einem Beitritt der Schweiz zur Europäischen Union (EU) ist unter den Meinungsführern gewachsen. 65 Prozent waren Ende 1994 für einen EU-Beitritt, elf Prozent weniger als Ende 1993. Verantwortlich für den Rückgang sind besonders die Romands: Ihr Befürworteranteil sank um 18 Prozent.

Der Röstigraben ist unter den «opinion leaders» beinahe zugeschüttet. Mit 64 Prozent Befürwortern liegen die Deutschschweizer nur drei Pro-

zentpunkte hinter den Romands. Deutlich sind die Unterschiede im politischen Spektrum: 85 Prozent der Linken sind für einen EU-Beitritt, aber nur 45 Prozent der Rechten.

Unter den 65 Prozent Befürwortern sind nur acht Prozent für einen bedingungslosen Beitritt. Für die übrigen muss sich die EU zunächst weiterentwickeln. Die Mehrheit glaubt nicht an einen Beitritt vor dem Jahr 2000. Die Meinungsführer bezweifeln, dass sie die Bevölkerung von der europäischen Integration überzeugen können.

WerbeWoche

8034 ZÜRICH
Auflage wochentl. 2.819
Argus Media No.4290
Datum 07.04.95

ARGUS  CH 8030 Zürich
Tel. 011/308 82 00



957/

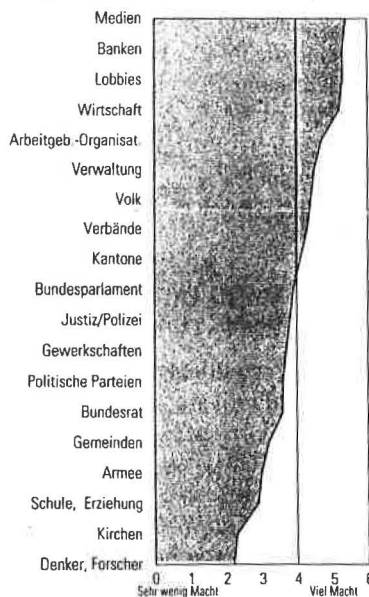
Medien an der Macht

M.I.S. Trend und Edipresse befragten Leader in der Schweiz

Die Medien haben in der Schweiz am meisten Macht. Zu diesem Befund kommt die Studie Sophia 95 über die Machtverhältnisse in der Schweiz, die von M.I.S. Trend in Zusammenarbeit mit Edipresse bei 241 Führungspersonlichkeiten erhoben wurde. Die Präsentation der Resultate und deren Diskussion waren Thema eines zweitägigen, von Edipresse veranstalteten Symposiums in Bern.

Im Spiel der Mächte spielen die Medien nach Meinung der Führungskräfte eine wichtigere Rolle als Banken, Lobbies und die Wirtschaft allgemein (siehe Grafik). Das Übergewicht der Medien empfinden dabei die Deutschschweizer noch stärker als die Romands und die Tessiner. Der Einfluss der traditionellen Gewalten Exekutive, Legislative und Judikative ist nach Meinung der Befragten eher gering.

Wer hat die Macht in der Schweiz?
(Basis: 241 Leader in der Schweiz)



Quelle: M. I. S. Trend

Laut Sophia 95 sprechen die Führungskräfte in der Schweiz den Medien am meisten Macht zu.

Bei der Feststellung von Ungleichgewichten bezüglich Machtverteilung urteilen Gesamtbevölkerung und Führungskräfte in etwa gleich. 73 Prozent sind der Meinung, die Banken hätten zuviel Macht, 50,8 Prozent werfen dies den Medien vor und 44,4 Prozent den Wirtschaftskreisen. Ungenügende Macht schreiben 50,2 Prozent der Befragten der Geisteswelt (Wissenschaftler, Gelehrte), 34,2 Prozent dem Volk selber und 24,8 Prozent dem Bundesrat zu.

Edipresse hatte bereits 1994 zusammen mit M.I.S. Trend eine gesamtschweizerische Studie durchgeführt. Sophia 94 war dem politischen, gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Gesundheitszustand gewidmet. Kritisiert wurde darin der Mangel an nationalen Projekten, das Fehlen von Kühnheit und dass die Schweiz den Mut verliere. (dse)



9571

MACHTVERHÄLTNISSE / Führungskräfte beklagen Ungleichgewicht der Gewalten

Medien und Banken haben das Sagen

Von einem Gleichgewicht der Macht kann im Urteil von Führungskräften keine Rede sein: Die Medien und die Wirtschaft hätten eine zu starke Stellung erobert und müssten zurückgebunden werden; traditionelle Institutionen wie Armee und Kirche, vor allem aber Bundesrat und Parlament seien in die Defensive geraten.

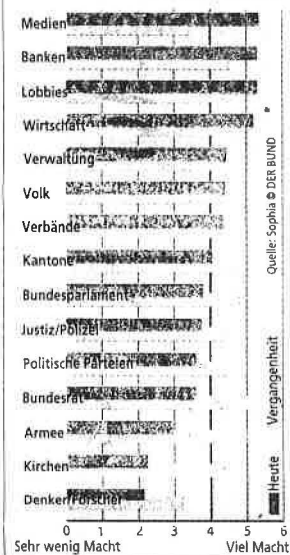
WALTER NIEDERBERGER
REDAKTOR

Die Stimmungslage der Führungskräfte in der Schweiz scheint nicht die beste zu sein. 98 Prozent von ihnen sehen die Schweiz in einer ernsthaften Krise, und 63 Prozent von ihnen geben mit Blick auf die politische Lage an, enttäuscht und entmutigt zu sein. Diesen Einblick vermittelt eine Befragung des Lausanner Marktforschungsinstituts M.I.S. und des Westschweizer Medienkonzerns Edipresse. Ihre am Montag veröffentlichte Studie «Sophia» gibt die Meinung von 241 Entscheidungsträgern und Meinungsführern aus Wirtschaft, Politik, Wissenschaft, Bildung, Verwaltung und Kultur wieder. «Sophia» erlaubt erstmals einen Blick auf die Machtverhältnisse, wie sie von den Führungskräften selber beurteilt werden.

● Auffällig ist der Befund, dass die Leader von einer markanten Machtverschiebung ausgehen. Sie glauben, dass die Medien vor 50 Jahren einen beschränkten, unterdurchschnittlichen Einfluss ausübten und dass ihr heutiges Gewicht weit über jenem der drei traditionellen Gewalten – Regierung, Parlament, Gerichte – liegt. Diese Dominanz wird in der Deutschschweiz noch stärker empfunden als in den lateinischen Regionen. Eine Befragung von 600 repräsentativ ausgewählten Personen zeigt ein ähnliches Bild: 51 Prozent meinen, dass die Medien zu viel Einfluss gewonnen haben.

● Ein zweiter dominierender Machtfaktor bildet nach Ansicht der Führungskräfte die Wirtschaft, ihre Interessen-

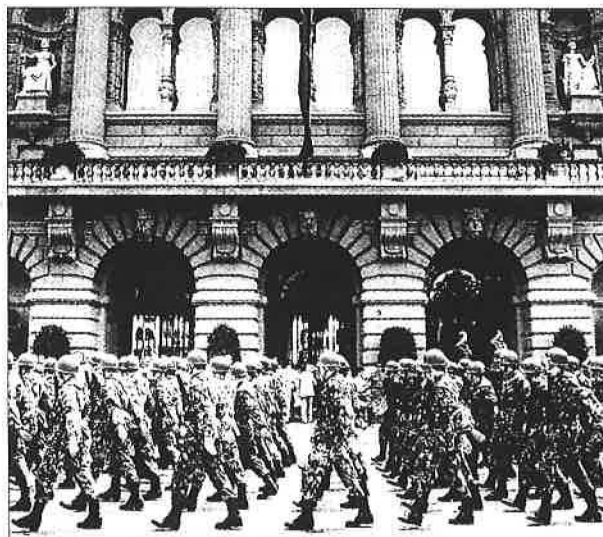
Wer hat die Macht im Land?



gruppierungen sowie die Arbeitgeberverbände. Deutlich nachgelassen hat dagegen das Gewicht der Gewerkschaften. Im Urteil der Bevölkerung wird jedoch stärker differenziert. 73 Prozent der Befragten bezeichnen den Einfluss der Banken als überzogen, für die Wirtschaft im allgemeinen gehen nur 44 Prozent die gleiche Einschätzung ab.

● Als dritte Machtgruppe wird die Verwaltung gesehen, die von manchen gar als «bürokratische Macht» bezeichnet wird. Ihr Einfluss ist gemäss der Studie deutlich stärker als jener von Bundesrat und Parlament, denen sie eigentlich unterstellt sein sollte.

● Alle politischen Akteure – von der Regierung über das Parlament bis zu den Parteien – haben viel von ihrem Einfluss



Armee und Bundesrat: Führungskräfte sehen in beiden Fällen einen Verlust an Einfluss, wünschen aber nur für die Landesregierung wieder eine stärkere Stellung in der politischen Auseinandersetzung.

verloren. Besonders augenfällig ist dieser Machtverlust beim Bundesrat, doch wünschen die Leader, dass sich auch die Geisteswelt (Denker, Forscher, Lehrer) stärker im politischen Diskurs bemerkbar machen.

● Das Gewicht des Volkes im Entscheidungsprozess wird von den Leadern als angemessen bezeichnet. Das Volk ist der einzige Mitspieler, der im Rückblick seine Position nicht verändert hat. Allerdings wird erklärt, dass der Souverän früher ein besserer Garant für das Gleichgewicht des Systems gewesen sei und heute zu stark unter dem Einfluss der Interessenverbände stehe.

● Viel Einfluss verloren haben die Kirche und die Armee. Einige sind sich der Führungskräfte darin, dass die Armee

früher zu grosses Gewicht hatte und deshalb ihr Positionsverlust angemessen sei. Ähnliche Feststellungen werden für die Kirche gemacht. Justiz und Polizei sowie die Kantone haben ebenfalls Boden verloren, nehmen jedoch nach Meinung der Führungskräfte jetzt einen angemessenen Platz im Kräftespiel ein.

Erstaunlich die Übereinstimmung zwischen Leadern und Volk in der Frage nach Reformen: 45 bzw. 46 Prozent erachten grundlegende Korrekturen am politischen System für überfällig. Am häufigsten in Frage gestellt werden die Milizarmee und die Neutralität.

29 Prozent der Führungspersönlichkeiten bezeichnen die Milizarmee als überholt, und sogar 47 Prozent möchten die bewaffnete Neutralität über Bord werfen.

Bundesrat uneins, Parlament ungenügend

Wenig schmeichelhaft fällt das Urteil der Führungspersönlichkeiten über Bundesrat und Parlament aus. Mehr als die Hälfte der Befragten erklärt, National- und Ständerat arbeiteten schlecht, und 20 Prozent vertreten sogar die Auffassung, das Parlament sei mitschuldig an der Orientierungslosigkeit im Land. Am schärfsten fällt die Kritik von Wirtschaftsseite und des linken Lagers aus, am nachsichtigsten äussern sich – wenig überraschend – die Politiker selber.

Im Vergleich dazu fast schon ehrenvoll fällt die Bewertung des Bundesrates aus. Jeweils rund ein Fünftel der Leader bewertet die Regierungsarbeit als schlecht bzw. als gut. Die Mehrheit verteilt jedoch die Note mittelmässig. Dagegen gibt die überwiegende Mehrheit der Bevölkerung Bundesrat und Parlament eine gute oder zufriedenstellende Zensur, wobei die Deutsch-

schweizer dem Bundesrat günstiger gesinnt sind als die Romands.

Die Hauptschwäche des Bundesrates ist im Urteil der Leader die mangelnde Kollegialität. Ungenügend ist auch die Fähigkeit, seine Ideen plausibel zu machen, sich auf das Wesentliche zu konzentrieren und mit mutigen Vorstössen voranzugehen. Ungeachtet der politischen Zugehörigkeit und der Landesregion sprechen die meisten Leader der Regierung jedoch den Willen zu, um das Wohl des Landes besorgt zu sein. Nicht in Zweifel gezogen wird ferner die fachliche Kompetenz der Regierung.

Als vordringlich erachtet werden ein Legislaturprogramm mit klaren Prioritäten (93% der Befragten), zusätzliche Staatssekretäre (71%), ein offener Wahlmodus für den Bundesrat (69%) sowie ein Bundespräsident mit erweiterten Machtbefugnissen (64%).

Die politischen Parteien sind alt geworden

Die politischen Parteien sind alt geworden, ihr Auftreten ist wenig überzeugend, und sie drohen zu reinen Wahllisten zu verkommen. So lautet der Befund der Führungspersönlichkeiten. 77 Prozent erachten eine Erneuerung als überfällig, aber nur die Hälfte glaubt, dass die Parteien die Kraft zu inneren Reformen aufbringen. Auch wenn das Image insgesamt als schwammig beschrieben wird, so zeichnen die Leader doch deutlich unterscheidbare Profile der einzelnen Parteien: Die SPS ist ihrer Meinung nach am beliebtesten, am progressivsten und ähnlich wie die FDP stark um das Allgemeinwohl bemüht. Die SPS steht in der Kommunikation an vorderster Stelle, gilt aber auch gleich wie SVP als am schlechtesten geführt.

Am besten geführt wird in den Augen der Leader die FDP, sie verfügt über die grösste Kompetenz und das

stärkste Profil, ist mit den meisten Pressure-groups verbunden und hat zusammen mit der CVP den grössten Respekt für das politische System. Die CVP hat das verschwommenste Image und ist ähnlich wie der LdU in der politischen Ausrichtung am schlechtesten definiert. Zusammen mit der Liberalen erscheint die CVP als die zaghafteste Partei. Die SVP wird als die konservativste und traditionsverhafteste Partei gesehen. Ihre Aktionen gelten als am stärksten auf die Wahlen ausgerichtet. Als militanteste Partei wird die Freispartei beurteilt. Gleichzeitig gilt sie als kompetenzärmste und kommunikationsunfähigste Gruppe. Als unabhängigste Gruppierung gilt die grüne Partei, die liberale Partei wird als elitärste eingeschätzt.

Nur einer von vier Leadern meint, dass die Parteien in ihrer heutigen Form bestehen können.

957 1

Ohnmacht der Mächtigen?

Sebastian Leicht

«Sophia 95» nennt sich eine Studie, die vorgibt, zu wissen, was die sogenannten «opinion leaders» – Führungskräfte tönt etwas weniger gestochen und ist zudem deutsch – zur politischen Befindlichkeit der Schweiz zu sagen haben. Wie bei allen Umfragen ist **Vorsicht** am Platze. Ob nämlich mittels eines Fragebogens, der schliesslich von nur 241 Persönlichkeiten beantwortet worden ist, eine wirklich repräsentative Meinung zu einem sehr komplexen Thema erhoben werden kann, darf doch bezweifelt werden. Auf jeden Fall ist's wohl nicht der Weisheit letzter Schluss – auch wenn das griechische «sophia» Weisheit heisst...

Was die Damen und Herren «opinion leaders» herausgefunden haben, ist eigentlich nicht besonders neu. Tiefgreifende Veränderungen im politischen System, ohne auf die direkte Demokratie zu verzichten, Vereinfachung der Verfahrenswege, Kritik am Ständemehr – das hat man doch alles schon gehört. Auch die Behauptung, der Bundesrat sei in sich gespalten, visionslos und anpasserisch, der Einfluss der Interessenverbände zu gross, tönt vertraut. Ferner wünschen die Führungskräfte ein bundesrätliches Legislaturprogramm und mehr Staatssekretäre. Bei Bundesratswahlen müsse das entscheidende Kriterium Kompetenz sein. Undsoweiter...

Natürlich kommt auch das Parlament in den Augen dieser Führungspersönlichkeiten schlecht weg. Und mehr als ein Viertel glaubt, die politischen Parteien spielten in zehn Jahren keine Rolle mehr. O heilige Einfalt, ist man da versucht zu sagen. Wie wäre es eigentlich, wenn diese Berufenen aus ihrem Elfenbeinturm herabstiegen und sich im Schweisse ihres Angesichts ins harte politische Alltagsgeschäft hineinknien würden? Vielleicht würden dann wie ein Phönix aus der Asche gleich dutzendweise die von ihnen so schmerzlich vermissten politischen Führungspersönlichkeiten (es gibt tatsächlich zu wenige!) auftauchen.

Und dass die wahre Macht von den Medien ausgehe, ist doch eine charmante Übertreibung. Wenn das Gleichgewicht der Gewalten – immer unter der Voraussetzung, dass die Medien auch eine (inoffizielle) Gewalt im Staate ausüben – nicht mehr stimmt, ist das nicht die Schuld der Journalisten. Nur schwache Politiker und lendenlahme «opinion leaders» lassen sich von ihnen einfach so in die Pfanne hauen. Starke Persönlichkeiten können mit den Medien umgehen. Und umgekehrt, wohlverstanden!



→ 957 1

Das politische System der Schweiz aus der Sicht der «opinion leaders»

Zu lange Verfahrenswege

BERN ■ Die Schweizer «opinion leaders» (Persönlichkeiten, denen ein Einfluss auf die öffentliche Meinung zugeschrieben wird) wollen eine Reform des politischen Systems. In ihren Augen sind Bundesrat und Parlament ineffizient. Den oft mittelmässigen Parteien fehle es an Führerfiguren. Einige fordern die Abschaffung der Zauberformel, wie aus einer am Dienstag in Bern veröffentlichten Studie hervorgeht.

241 Persönlichkeiten aus Politik, Wirtschaft, Wissenschaft, Kultur und Religion haben an der Studie «Sophia 95» teilgenommen. Obwohl diese mehrheitlich tiefe Veränderungen im politischen System der Schweiz

wünschten, möchten sie nicht auf die direkte Demokratie verzichten: 39 % wollen sie unangetastet lassen, und über die Hälfte spricht lediglich von Anpassungen an die weltweite Entwicklung. Nur 13 % der Befragten stellen sie in Frage.

Insgesamt schätzen die «opinion leaders» (oder Führungskräfte) das politische System, wünschen aber eine Vereinfachung der Verfahrenswege. Fast zwei Drittel, besonders aus linken Kreisen, lehnen das Prinzip ab, bei Abstimmungen sowohl Volks- wie Ständemehr erreichen zu müssen. Das Konsultationsverfahren sei so zu schwerfällig, argumentieren sie.

Kritik am Bundesrat

Nach Ansicht der befragten Persönlichkeiten ist der Bundesrat in sich gespalten, visionslos und anpasserisch. Der Einfluss der zahlreichen und gut organisierten Interessensgruppen auf politische Entscheide sei zu stark und verhindere eine kohärente Regierungsarbeit.

Mehr Staatssekretäre

Die «opinion leaders» schlagen zur Abhilfe vor, der Bundesrat solle ein Legislaturprogramm mit seinen Prioritäten aufstellen. 71 % der «opinion leaders» befürworten eine Erhöhung der Zahl der Staatssekretäre – ein Vorschlag, der in der letzten Session der eidgenössischen Räte nur knapp vom Ständerat gerettet worden ist.

Zauberformel abschaffen

Mehr als zwei Drittel der Befragten wünschen bei Bundesratswahlen ein anderes System. Kompetenz müsse vor den Kriterien «richtige Partei», «richtiger Kanton» und «richtiger Zeitpunkt» stehen. 37 %, vor allem Deutschschweizer aus dem rechten Lager, schlagen die Abschaffung der Zauberformel vor. Auch das Parlament kriegt sein Fett weg. Mehr als die Hälfte der Persönlichkeiten stuft die Arbeit der eidgenössischen Räte als schlecht ein. Die härtesten Vorwürfe kommen aus der Linken und der Wirtschaft.

Parteien in zehn Jahren bedeutungslos?

Die politischen Parteien werden als mittelmässig und bedeutungslos beurteilt. Mehr als ein Viertel glaubt, dass sie in zehn Jahren keine Rolle mehr spielen werden. Sie laufen nach Ansicht der «opinion leaders» Gefahr, dass sie dann nur noch Kandidaten für Wahlen präsentieren werden. Heute fehle es ihnen an «wahren» Führungspersönlichkeiten, die die Richtung der Politik aufzeigen könnten. Zudem sei das Image der Parteien inkohärent. Die Umfrage war vom Lausanner Meinungsforschungsinstitut MIS Trend in Auftrag der Verlagsgruppe Edipresse durchgeführt worden. 65 % der 241 befragten Persönlichkeiten stammen aus der Deutschschweiz, 35 % sind Romands oder Tessiner. Nur 7 % sind Frauen, nur 9 % jünger als 40 Jahre. Die Studie «Sophia» war 1994 zum erstenmal erschienen. Die Analyse wird in den nächsten Jahren fortgesetzt. (Vgl. Kommentar auf Seite 2) (sda)

«Medien sind die wahren Mächtigen»

Bern ■ Die Medien sind die wahren Mächtigen in der Schweiz. Dieser Ansicht sind die 241 für die Studie «Sophia 95» befragten «opinion leaders». Die Wirtschaft, besonders die Banken, folgen in dieser Macht-rangliste auf Rang zwei. Eine Umfrage zeigt, dass die Schweizer Bevölkerung ähnlich denkt. In den Augen der «opinion leaders» spielen die Medien eine entscheidende Rolle, weit vor den traditionellen politischen Kräften Regierung, Parlament und Justiz. Noch vor den poli-

tischen Instanzen rangiert die Verwaltung. Am Schluss der Rangliste liegen Schule, Kirche und Wissenschaft. Die Bevölkerung ist grundsätzlich derselben Ansicht, wie eine Umfrage des Lausanner Instituts MIS Trend ergab. Fast die Hälfte der 600 befragten Personen findet, die Medien hätten zuviel Einfluss. Auch die Banken und die Wirtschaft werden als zu mächtig eingeschätzt. Dagegen hätten Bundesrat, Volk und geistige Elite zu wenig zu sagen. (sda)

Skepsis gegenüber EU-Beitritt wächst

Bern ■ Die Skepsis gegenüber einem Beitritt der Schweiz zur Europäischen Union (EU) ist unter den Meinungsführern gewachsen. 65 % waren Ende 1994 für einen EU-Beitritt, 11 % weniger als Ende 1993. Verantwortlich für den Rückgang sind besonders die Romands: Ihr Befürworteranteil sank um 18 %. Der «Röstigraben» ist unter den «opinion leaders» beinahe zugeschiedet. Mit 64 % Befürwortern liegen die Deutschschweizer nur

3 % hinter den Romands. Deutlich sind die Unterschiede im politischen Spektrum: 85 % der Linken sind für einen EU-Beitritt, aber nur 45 % der Rechten. Unter den 65 % Befürwortern sind nur 8 % für einen bedingungslosen Beitritt. Für die übrigen muss sich die EU zunächst weiterentwickeln. Die «opinion leaders» bezweifeln, dass sie die Bevölkerung von der europäischen Integration überzeugen können. (sda)